CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2011-2012

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION
ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Québec

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

CAHIER EXPLICATIF

TABLE DES MATIÈRES

CRÉDITS 2011-2012
FICHES EXPLICATIVES

1	En bref.
2	Crédits 2011-2012.
3	Définition des programmes.
4	Mandats, fonctions et principaux services des secteurs et des directions.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1	Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2010-2011 : o les endroits et dates du départ et du retour; o copie des programmes et rapports de mission; o les personnes rencontrées; o le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); o le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; o la copie des rapports de mission; o pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés; o la liste des ententes signées et\ou annoncées, le cas échéant; • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; o - les investissements annoncés, le cas échéant.	**RG1**
2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.	**RG2**
3	Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : o les sommes dépensées pour l'exercice financier 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012; o les firmes de publicité; o le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); o le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; o le but visé par chaque dépense; o - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.	**RG3**
4	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par **un ministère ou un organisme** en 2010-2011 en indiquant : o le nom du professionnel ou de la firme; o les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); o le coût; o l'échéancier; o dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	**RG4**

5 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant : **RG5**

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

6 Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère : **RG6**

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- le nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

7 Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses suivantes : **RG7**

- la photocopie;
- les ordinateurs portables - iPad;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - au Québec;
  - à l'extérieur du Québec.

8 Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chaque dépense reliée à la téléphonie. **RG8**

- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

9 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : **RG9**

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc…);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc…);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

10 Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : **RG10**

- nombre de départs à la retraite en 2010-2011;
- nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- nombre de départs à la retraite prévu pour 2011-2012;
- nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

11 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : **RG11**

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1er avril 2010, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

12 Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2010 à ce jour. **RG12**

13 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu : **RG13**

- la date de l'entrée en fonction et date de départ, le cas échéant
- le titre de la fonction
- l'adresse du port d'attache
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés
- la prime de départ versée, le cas échéant
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève la description de tâches
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis 1er avril 2010
- le nombre total d'employés au cabinet
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

14 Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du : **RG14**

i. ministre;
ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

15 Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc…) en indiquant : **RG15**

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2011-2012.

16 Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2010-2011. **RG16**

17 Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc…) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : **RG17**

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

18 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : **RG18**

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

19 Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : **RG19**
- o les clubs privés ou autres;
- o les billets de saison, les loges ;
- o etc.

20 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : **RG20**
- o le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- o le coût de construction du site;
- o le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- o le responsable du contenu sur le site;
- o la fréquence moyenne de mise à jour;
- o le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- o combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

21 Nominations, depuis le 1er avril 2010, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée : **RG21**
- o la liste;
- o les mandats;
- o les contrats;
- o le résultat du travail effectué;
- o les échéances prévues;
- o les sommes impliquées.

22 Pour 2010-2011, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions. **RG22**

23 Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues. **RG23**

24 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2010-2011 : **RG24**
- o le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
- o le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- o le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

25 La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : **RG25**
- o le coût (déplacements, etc.);
- o le nombre de ressources affectées;
- o le nombre de rencontres;
- o le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

26 La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1er avril 2009 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi. **RG26**

27 Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004. **RG27**

28 Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2011-2012. **RG28**

29	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011 et 2011-2012.	**RG29**
30	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 et 2012-2013 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	**RG30**
31	Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les dates (s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.	**RG31**
32	**Question 11 du 2e groupe d'opposition :** Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournier pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : o la masse salariale ventilée par catégorie d'emploi; o le budget de fonctionnement détaillé; o le taux d'absentéisme, ventilé par catégorie d'emploi; o le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonus; o le montant total et la ventilation des primes de départ; o la liste des comités consultatifs; o prévision de croissance des dépenses et d'effectifs effectuée par le ministère ou l'organisme visé pour 2011-2012; o liste de tous les programmes, politiques et plans d'actions relevant du ministère ou de l'organisme. Indiquer les sommes d'argent prévues et les échéanciers pour ces programmes, politiques et plans d'actions.	**RG32**
33	**Question 14 du 2e groupe d'opposition :** Liste et ventilation des dépenses et remboursements pour frais de déplacement pour chaque membre du Conseil des ministres, pour chaque adjoint parlementaire des ministres, de même que pour chaque membre de l'Assemblée nationale, entre l'Assemblée nationale et sa circonscription pour l'année financière 2010-2011.	**RG33**
34	**Question 16 du 2e groupe d'opposition :** Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : o la retraite; o la démission; o la révocation pour incompétence; o la révocation pour incapacité; o la fin d'emploi; o le décès; o la mise à pied; o la destitution; o toute autre raison.	**RG34**
35	**Question 17 du 2e groupe d'opposition** : Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2010-2011.	**RG35**
36	**Question 18 du 2e groupe d'opposition :** Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels qui ont intégré l'effectif régulier par catégories d'âge en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	**RG36**
37	**Question 24 du 2e groupe d'opposition :** Pour chaque ministère et organisme, fournir la liste, le détail et les sommes économisées de toute action visant à :	

- réduire de 10% les dépenses administratives;
- réduire de 25% les dépenses de publicité, de formation et de déplacements.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

1.	Nombre de demandes d'immigration traitées (immigration permanente et immigration temporaire) et nombre de certificats (certificat de sélection du Québec - CSQ ou certificat d'autorisation du Québec - CQA) émis, pour chacun des programmes d'immigration, au cours des années civiles 2008, 2009 et 2010 et prévisions pour 2011.	**RP1**
2.	Les délais de traitement, pour les années civiles 2008, 2009 et 2010, des demandes de certificats de sélection pour la catégorie des travailleurs qualifiés, par territoire couvert par les Bureaux d'immigration du Québec ou le Service d'immigration au Québec.	**RP2**
3.	Les délais de traitement, pour les années civiles 2008, 2009 et 2010, des demandes de certificats d'acception du Québec pour la catégorie des étudiants étrangers.	**RP3**
4.	Le nombre d'entrevues de sélection pour l'émission de certificats de sélection du Québec (CSQ) réalisées pour les années civiles 2008, 2009, 2010; ventilation par pays et par programme d'immigration. Le nombre de sélections sur dossier pour l'émission de CSQ, ventilation par pays et par programme d'immigration pour 2008, 2009 et 2010.	**RP4**
5.	Ventilation détaillée des dépenses 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 pour chaque bureau d'immigration du Québec à l'étranger (BIQ). Effectifs par catégorie, traitement annuel (+ primes et bonis) du directeur ou de la directrice du BIQ ou du chef du bureau et du personnel cadre, pour chaque BIQ.	**RP5**
6.	Liste des nominations ou nouvelles affectations pour chaque bureau d'immigration du Québec à l'étranger en 2010-2011, en indiquant pour chacune : o le nom de la personne; o la date de l'entrée en fonction; o les fonctions antérieures; o la durée de contrat ou de l'engagement s'il y a lieu; o e. le titre de la fonction;	**RP6**
7.	Le nombre de demandes de révision administrative de dossiers d'immigration, le nombre de révisions acceptées et le nombre de révisions refusées en 2008, 2009 et en 2010.	**RP7**
8.	Concernant l'encadrement des consultants : la liste des consultants reconnus par le MICC au titre de son nouveau règlement. Le nombre de personnes ayant passé l'examen sur les règles québécoises en matière d'immigration et le taux de succès à cet examen en 2010-2011..	**RP8**
9.	Copies des contrats accordés pour la réalisation d'activités de prospection et de promotion de l'immigration à l'étranger en 2010-2011 (pour tous les programmes d'immigration). Ventilation des crédits alloués en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012, par pays, pour les activités de prospection et de promotion de l'immigration. Copies des notes, des analyses et de tout le matériel relatif produit par ou pour le MICC en 2010-2011 concernant les activités de promotion et de prospection de l'immigration.	**RP9**
10.	Ventilation annuelle, par secteur d'activité économique, des investissements au Programme « Immigrants investisseurs » pour les trois dernières années. Nombre de certificats de sélection émis par le Québec pour les gens d'affaires pour les trois dernières années et prévisions pour 2010. Ventilation par pays d'origine des immigrants investisseurs admis au Québec en 2009 et 2010. Indiquer le montant d'argent qui est actuellement en attente de placement. Indiquer le montant qui est disponible au titre de la promotion du programme « Immigrants investisseurs », au 1er mars 2011.	**RP10**
11.	Nombre de nouveaux arrivants, pour les années civiles 2008, 2009 et 2010, qui ont participé à des activités d'accueil offertes par les services d'immigration Québec.	**RP11**
12.	Liste des ententes avec tous les organismes, à l'étranger, pour offrir un programme de francisation et ventilation des dépenses engendrées par	**RP12**

ce programme et crédits alloués en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

13.	Répartition des immigrants établis au Québec selon la région d'établissement, depuis 2006-2007, en indiquant le pays de naissance, le type d'immigrant et leur occupation au Québec.	**RP13**
14.	Liste des programmes en vigueur en 2010-2011 sous la responsabilité des secteurs Francisation et Intégration. Pour chacun de ces programmes, notamment pour les suivants : Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA), Programme régional d'intégration (PRI), Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI) et Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants (PAFILI) : o crédits accordés en 2010-2011; o Prévisions pour 2011-2012; o Nombre de personnes rejointes; o Frais d'administration pour chaque programme.	**RP14**
15.	Ventilation détaillée des dépenses effectuées par programme de francisation en, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 et le nombre de classes par session, pour chacune de ces années.	**RP15**
16.	Ventilation des dépenses et description des projets du Fonds d'initiatives régionales en immigration depuis 2004-2005. Nombre de demandes acceptées et refusées. Plan d'action et prévisions pour 2011-2012.	**RP16**
17.	Copie des ententes signées en 2010-2011 avec Investissement Québec ainsi qu'avec d'autres associations, organismes, ou institutions au Québec.	**RP17**
18.	Copies des ententes pour favoriser l'intégration et la francisation des immigrants, pour 2010-2011 et 2011-2012, avec les ministères sectoriels suivants : Santé et Services sociaux, Emploi et Solidarité sociale et Éducation, Loisir et Sport. Bilan et réalisations pour chacune de ces ententes.	**RP18**
19.	Ventilation détaillée des effectifs du ministère pour l'accueil et la formation linguistique en 2009-2010 et 2010-2011 avec le lieu de travail habituel de chaque employé.	**RP19**
20.	Nombre d'immigrants par classe de francisation et le nombre de classes de francisation total par année depuis 2004-2005 et prévisions pour 2011-2012.	**RP20**
21.	Nombre d'utilisateurs du cours de français en ligne pour les immigrants en 2010-2011.	**RP21**
22.	Délais moyens d'attente pour des cours de francisation en 2009-2010 et 2010-2011 : o par centres régionaux; o pour tout le Québec.	**RP22**
23.	Nombre d'immigrants ne parlant pas français et ne s'inscrivant pas au cours de francisation en 2009-2010 et 2010-2011.	**RP23**
24.	État d'avancement de la mise sur pied des nouveaux cours de français spécialisés.	**RP24**
25.	Nombre d'entreprises qui ont utilisé le crédit d'impôt pour la francisation en milieu de travail en 2010-2011. Montant total de la dépense fiscale. Prévisions pour 2011-2012.	**RP25**
26.	Nombre de partenaires à l'étranger du MICC offrant des cours de français en 2009-2010 et 2010-2011.	**RP26**
27.	État d'avancement de l'enquête pour connaître les besoins spécifiques des clientèles immigrantes qui utilisent peu les services de francisation.	**RP27**
28.	Liste de l'offre de service du MICC pour des cours de français de niveau avancé pour les personnes immigrantes. Crédits alloués pour ces cours.	**RP28**

29.	Liste des actions visant la promotion active des cours de français et de leur importance pour une intégration réussie.	**RP29**
30.	État de réalisation ou d'avancement des mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration des immigrants. Ventilation détaillée des dépenses effectuées pour chacune des mesures en 2010-2011 et prévisions pour 2010-2012.	**RP30**
31.	Ventilation détaillée des dépenses 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 pour chaque Service d'immigration du Québec (SIQ). Effectifs par catégorie, traitement annuel (+ primes et bonis) du directeur ou de la directrice du BIQ ou du chef du bureau et du personnel cadre, pour chaque SIQ.	**RP31**
32.	Liste des actions entreprises afin de promouvoir l'accès à l'emploi pour les immigrants en région.	**RP32**
33.	Nombre d'immigrants ventilé par la provenance et la profession depuis 2006-2007. Indiquer en pourcentage.	**RP33**
34.	Ventilation du nombre de réfugiés sélectionnés à l'étranger par pays, par langue d'origine, en 2008, 2009, 2010 prévisions pour 2011.	**RP34**
35.	Temps d'attente moyen pour chaque réfugié selon la provenance et le nombre total de réfugiés en 2008, 2009, 2010 prévisions pour 2011.	**RP35**
36.	Liste des membres de la Table Québec Maghreb du MICC. Liste des avis soumis par la Table Québec Maghreb à la ministre. État d'avancement de la mise en œuvre des mesures spécifiques aux besoins des Québécois originaires du Maghreb.	**RP36**
37.	État d'avancement des travaux en 2010-2011 devant conduire à la publication de la Politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination.	**RP37**
38.	Liste des actions entreprises en 2010-2011 relativement à l'encadrement des consultants en immigration.	**RP38**
39.	Suivi détaillé des travaux du MICC en 2010-2011 pour la reconnaissance des compétences acquises à l'étranger par les personnes immigrantes.	**RP39**
40.	Le nombre de délivrance d'évaluations comparatives des études effectuées hors du Québec en 2008, 2009 et 2010.	**RP40**
41.	Bilan des travaux réalisés en marge de l'entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.	**RP41**
42.	Copies des ententes signées en 2010-2011 dans le cadre du programme de francisation des milieux de travail.	**RP42**
43.	Détails et état d'implantation du programme de soutien à la promotion des programmes gouvernementaux par les associations issues de communautés culturelles.	**RP43**
44.	Concernant le nouveau programme de l'expérience québécoise visant à faciliter l'accès à la résidence permanente aux travailleurs temporaires spécialisés et aux étudiants étrangers diplômés présents au Québec : liste des actions entreprises en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012, ventilation des crédits alloués en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.	**RP44**
45.	Concernant le nouveau projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : liste des actions entreprises en 2010-2011 et le nombre de personnes qui ont obtenu en 2010-2011 un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet.	**RP45**
46.	Liste détaillée et ventilée des actions entreprises en 2010-2011 concernant le programme spécial de parrainage humanitaire pour Haïti.	**RP46**
47.	Liste ventilée par statut et par région administrative des personnes accueillies en 2010-2011 dans le cadre du programme spécial de parrainage pour Haïti.	**RP47**
48.	Le nombre de recherches et d'enquêtes réalisées par le Service performance, sécurité et enquêtes, le nombre d'infractions relevées et le nombre de poursuites engagées en 2010-2011.	**RP48**
49.	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées	**RP49**

d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

50. Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.) **RG50**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

1	Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2010-2011, indiquer: o la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; o la liste des membres du conseil d'administration; o la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV; o leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.	**RP1**
2	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets et congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère au cours de l'année 2010-2011. Indiquer : o le lieu; o le coût; o la ou les dates de participation; o le nombre de participants; o le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; o le nom de la formation ou de l'activité.	**RP2**
3	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le ministère en 2010-2011, en indiquant pour chacun; o son mandat; o la liste des membres; o le budget dépensé en 2009-2010; o le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; o les résultats atteints.	**RP3**
4	Liste de tous les CT réceptions du cabinet du ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles en indiquant pour chacun : o le lieu de la réception; o la date de la réception; o le coût de la réception; o la liste des participants.	**RP4**
5	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2010-2011 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.	**RP5**
6	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2010-2011. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.	**RP6**
7	Liste et copie de tous les sondages effectués en 2010-2011, en indiquant les coûts et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.	**RP7**
8	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	**RP8**
9	Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la Présidence ou de la Haute direction, les montants ventilés pour l'année 2010-2011 concernant : o les frais de déplacement; o les frais de représentation; o les frais de repas; o les frais de voyage; o les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.	**RP9**
10	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location,	**RP10**

	l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2010-2011.	
11	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets : o la date des rénovations; o la liste des rénovations; o le coût des rénovations; o le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.	**RP11**
12	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par le ministère et out organisme qui relève du ministère en 2010-2011 en indiquant : nom du professionnel ou de la firme; noms de tous les sous-traitants, mandat et résultat; coût; échéancier; dans le cas d'octroi par soumission fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	**RP12**
13	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2010-2011 : o la liste de tous les concours et tirages effectués; o les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; o l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.	**RP13**
14	Pour 2010-2011, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun; o le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; o le nom du ou des organismes bénéficiaires; o le montant qui leur a été accordé.	**RP14**
15	Pour le ministère et tous les organismes (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011; o le nom de toutes les campagnes; o les coûts de ces campagnes; o le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser; o les dates de diffusion de la campagne; o les objectifs visés par chaque campagne.	**RP15**
16	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisées depuis le 1er mai 2006 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du Ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	**RP16**
17	Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés qui ont été congédiés, par secteurs d'activités.	**RP17**
18	Pour chaque Carrefour d'intégration, le nombre d'employés bilingues et le pourcentage qu'ils représentent par rapport au nombre total d'employés.	**RP18**
19	Pour chaque Centre de formation, le nombre d'employés bilingues et le pourcentage qu'ils représentent par rapport au nombre total d'employés.	**RP19**
20	Évolution du nombre de plaintes depuis 2003.	**RP20**
21	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la Gestion de la diversité et de l'intégration sociale depuis 2006-2007.	**RP21**
22	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de toutes les Directions régionales d'Immigration-Québec depuis 2006-2007. Ventilation par région.	**RP22**
23	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de chacun des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger depuis 2006-2007.	**RP23**
24	Liste des locaux loués par les différents Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger incluant le coût de chaque local et l'emplacement.	**RP24**
25	Liste de toutes les activités, formations, colloques ou conférences auxquels les employés des différents Bureaux d'immigration du	**RP25**

	Québec à l'étranger ont pris part en 2010-2011. Détail des coûts rattachés à ces événements.	
26	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la Direction de l'Immigration économique – International depuis 2006-2007	**RP26**
27	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la Direction des politiques, des programmes, des partenariats et de la promotion de la francisation depuis 2006-2007.	**RP27**
28	Taux de rétention des immigrants admis au Québec, par catégories. Fournir les chiffres pour chaque année depuis 1995. Ventilation par région.	**RP28**
29	Taux de rétention pour les immigrants économiques, ventilés selon les sous-catégories suivantes : o Immigrants investisseurs o Immigrants entrepreneurs o Immigrants travailleurs o Et autres catégories, le cas échéant. Fournir les chiffres pour chaque année depuis 1995. Ventilation par région.	**RP29**
30	Pourcentage d'immigrants qui étaient sans emploi au 31 décembre 2010.	**RP30**
31	Répartition régionale des immigrants sans emploi.	**RP31**
32	Nombre et pourcentage d'immigrants qui bénéficiaient du Programme d'aide sociale du MESS au 31 décembre 2010. Fournir la répartition régionale de ces immigrants.	**RP32**
33	Pour chacun des Services d'immigration du Québec à l'étranger et pour chacun des pays desservis par ces services, indiquer pour les cinq dernières années ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : o le nombre de demandes d'immigration par pays d'origine; o le nombre de certificats d'autorisation émis par pays; o la catégorie d'immigration; o la langue maternelle et les langues parlées par les immigrants admis au Québec; o le nombre d'immigrants reçus en indiquant leur statut; o le total des sommes obtenues par le biais des frais chargés aux personnes qui font une demande d'immigration et une demande de résidence permanente.	**RP33**
34	Pour chacun des services d'immigration du Québec à l'étranger, indiquer les effectifs pour le recrutement et la sélection des immigrants, à la fin de l'exercice 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions des variations du nombre d'effectifs pour 2011-2012.	**RP34**
35	Liste détaillée des sommes versées aux organismes communautaires d'accueil et d'intégration en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 par organismes, par programme et par région. Inclure un résumé des projets financés.	**RP35**
36	Liste des actions entreprises en 2010-2011 afin de promouvoir l'intégration des immigrants en région.	**RP36**
37	Liste des actions entreprises afin de promouvoir l'accès à l'emploi pour les immigrants en région.	**RP37**
38	Délais d'attente pour des cours de francisation durant les trois dernières années : o par centre de formation; o pour tout le Québec.	**RP38**
39	Nombre et pourcentage d'immigrants parlant français à leur arrivée au Québec. Ventiler par année et par pays de provenance depuis 1995.	**RP39**
40	Nombre et pourcentage d'immigrants ne parlant pas français et ne s'inscrivant pas au processus de francisation. Ventiler par année et par pays de provenance depuis 1995.	**RP40**
41	Taux de décrochage des cours de francisation au cours des trois dernières années : o par centre de formation; o pour tout le Québec.	**RP41**
42	Nombre de médecins étrangers recrutés par l'équipe « Recrutement Santé Québec » en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que le	**RP42**

nombre de demandes totales et les prévisions pour 2011-2012.

43	Détail de l'avancement des travaux entre le MICC et les établissements d'enseignement postsecondaire des régions pour la promotion et le recrutement des étudiants étrangers depuis 2003.	**RP43**
44	Ventilation annuelle, par secteur d'activité économique, des investissements au programme 'immigrants investisseurs' pour les cinq dernières années. Nombre de certificats de sélection émis par le Québec pour les gens d'affaire pour les cinq dernières années et prévisions pour 2011-2012. Ventilation par pays d'origine des immigrants investisseurs admis au Québec en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Indiquer également le montant d'argent qui est actuellement en attente de placement.	**RP44**
45	Ventilation des dépenses et description des projets du Fonds d'initiatives régionales en immigration depuis 2003. Nombre de demandes acceptées et refusées. Plan d'action et prévisions pour 2011-2012.	**RP45**

LES CRÉDITS 2011-2012

Fiche explicative

1. EN BREF

Le budget de dépenses 2011-2012 du portefeuille « Immigration et Communautés culturelles » totalise 303,9 M$. De ce montant, 303,1 M$ sont alloués au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et 0,8 M$ au Conseil des relations interculturelles.

Le budget attribué au Ministère vise à poursuivre les priorités ministérielles et gouvernementales définies par les orientations du Plan stratégique 2008-2012. Ces priorités ont trait notamment à la sélection des personnes immigrantes selon les besoins économiques de l'ensemble du Québec, la francisation et l'intégration professionnelle et sociale ainsi que la promotion des relations interculturelles harmonieuses dans le respect des valeurs communes de la société québécoise. Elles incluent la modernisation des services et de l'infrastructure administrative du Ministère.

Le budget permet également de reconduire les mesures exceptionnelles d'accueil dans la foulée du programme spécial de parrainage humanitaire pour Haïti du gouvernement du Québec.

Par ailleurs, le budget du Ministère comprend les sommes réservées aux autres ministères du gouvernement qui offrent des services de francisation et d'intégration aux personnes immigrantes, soit les ministères de l'Éducation, du Loisir et du Sport, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et de la Santé et des Services sociaux. Ces sommes sont regroupées dans une provision qui totalise 165,7 M$.

Fiche explicative

2. CRÉDITS 2011-2012

PORTEFEUILLE « IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES »

Programmes	2011-2012 Budget de dépenses (000 $)	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit (000 $)	Plus : Budget d'investissements (000 $)	2011-2012 Crédits (000 $)	2010-2011 Crédits (000 $)	%
1. Immigration, intégration et communautés culturelles	303 069,8	2 551,7	11 883,0	**312 401,1**	313 384,5	**-0,3**
2. Organisme relevant du ministre	833,0	8,0	3,0	**828,0**	850,0	**-2,6**
	303 902,8	2 559,7	11 886,0	**313 229,1**	314 234,5	**-0,3**
Moins : Crédits permanents				**9,6**	9,6	
Crédits à voter				**313 219,5**	314 224,9	**-0,3**

VENTILATION PAR SUPERCATÉGORIES DU PORTEFEUILLE

Budget de dépenses	2011-2012 (000$)	2010-2011 (000$)	%
Rémunération	**63 091,9**	64 428,9	**-2,1**
Fonctionnement	**199 510,4**	200 778,8	**- 0,6**
Transfert	**41 300,5**	39 700,5	**4,0**
Total	**303 902,8**	304 908,2	**-0,3**

Budget d'investissements	2011-2012 (000$)	2010-2011 (000$)	%
Immobilisations	**11 802,0**	11 702,0	
Prêts, placements, avances et autres	**84,0**	184,0	
TOTAL	**11 886,0**	11 886,0	**0,0**

Fiche explicative

PROGRAMME 1 : IMMIGRATION, INTÉGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Éléments	2011-2012 Budget de dépenses (000 $)	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit (000 $)	Plus : Budget d'investissements (000 $)	2011-2012 Crédits (000 $)	2010-2011 Crédits (000 $)	%
1 Immigration	3 263,0	-	-	**3 263,0**	5 600,0	**-41,7**
2 Francisation	67 637,0	-	-	**67 637,0**	65 921,1	**2,6**
3 Intégration, régionalisation et relations interculturelles	49 187,0	-	-	**49 187,0**	49 338,0	**-0,3**
4 Direction, information et services centralisés	17 233,3	2 551,7	11 883,0	**26 564,6**	26 775,9	**-0,8**
Sous total	137 320,3	2 551,7	11 883,0	**146 651,6**	147 635,0	**-0,7**
5 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants	165 749,5	-	-	**165 749,5**	165 749,5	**0,0**
Total Programme 1	**303 069,8**	**2 551,7**	**11 883,0**	**312 401,1**	313 384,5	**-0,3**
Moins :						
Crédits permanents				9,6	9,6	
Crédits à voter **				**312 391,5**	313 374,9	**-0,3**

** Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille (voir crédit au net).

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	2011-2012 (000$)	2010-2011 (000$)	%
Rémunération	3 013,0	30 929,1	17 102,0	11 464,8	-	**62 508,9**	63 845,9	**-2,1**
Fonctionnement	250,0	21 907,9	5 914,5	5 438,5	165 749,5	**199 260,4**	200 506,8	**-0,6**
Transfert	-	14 800,0	26 170,5	330,0	-	**41 300,5**	39 700,5	**4,0**
Total	3 263,0	67 637,0	49 187,0	17 233,3	165 749,5	**303 069,8**	304 053,2	**-0,3**

Budget d'investissements						2011-2012 (000$)	2010-2011 (000$)	%
Immobilisations	-	-	-	11 800,0	-	11 800,0	11 700,0	
Prêts, placements et avances	-	-	-	83,0	-	83,0	183,0	
TOTAL	-	-	-	**11 883,0**	-	**11 883,0**	**11 883,0**	**0,0**

Fiche explicative

PROGRAMME 2 : ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE
COMPARATIF DES BUDGETS DE DÉPENSES 2011-2012 ET 2010-2011

Élément	2011-2012 Budget de dépenses (000 $)	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit (000 $)	Plus : Budget d'investissements (000 $)	2011-2012 Crédits (000 $)	2010-2011 Crédits (000 $)	%
1. Conseil des relations interculturelles	**833,0**	**8,0**	**3,0**	**828,0**	**850,0**	**-2,6**
Crédit à voter				**828,0**	**850,0**	**-2,6**

VENTILATION PAR SUPERCATÉGORIES

Budget de dépenses	Élément 1	2011-2012 (000$)	2010-2011 (000$)	%
Rémunération	583,0	**583,0**	583,0	**0,0**
Fonctionnement	250,0	**250,0**	272,0	**-8,1**
Total	833,0	**833,0**	855,0	**-2,6**

Budget d'investissements		2011-2012 (000$)	2010-2011 (000$)	%
Immobilisations	2,0	**2,0**	2,0	0,0
Prêts, placements, avances et autres	1,0	**1,0**	1,0	0,0
TOTAL	3,0	**3,0**	3,0	0,0

CRÉDIT AU NET

	2011-2012 (000 $)	2010-2011 (000 $)
Programme1 – Immigration, intégration et communautés culturelles		
Dépenses du programme (excluant amortissement et provision)	**134 768,6**	135 752,0
Moins : Revenus associés au crédit au net	**7 800,0**	7 800,0
Crédit au net	**126 968,6**	127 952,0

Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification de l'analyse des dossiers relatifs à la sélection des immigrants.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus compris entre 7 800 000 $ et 45 800 000 $ et d'un montant équivalent à 50 % des revenus qui excèdent 45 800 000 $.

3. DÉFINITION DES PROGRAMMES

Programme 1

Immigration, Intégration et Communautés culturelles

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel. Les éléments 1 à 4 de ce programme constituent l'ensemble des activités assumées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. L'élément 5 représente une provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants effectuées par d'autres ministères.

(Ce programme représente 99,7 % du budget de dépenses du portefeuille « Immigration et Communautés culturelles »).

Programme 2

Organisme relevant de la ministre

Ce programme vise à permettre au Conseil des relations interculturelles de conseiller la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles en matière de relations interculturelles et d'intégration des personnes immigrantes en favorisant notamment l'ouverture au pluralisme et le rapprochement interculturel.

(Ce programme représente 0,3 % du budget de dépenses du portefeuille « Immigration et Communautés culturelles »).

4. OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR

HAUTE DIRECTION

Sous la supervision de la sous-ministre, diverses directions offrent des services centralisés.

Secrétariat général et vérification interne

- Appuyer stratégiquement le BSM, le Cabinet et les unités administratives ministérielles dans leurs activités en agissant comme leur interface, contribuer à l'établissement de la vision et du positionnement du Ministère, principalement en matière de partenariats, relations interministérielles, intergouvernementales et internationales, d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, d'éthique et d'égalité entre les femmes et les hommes.
- Veiller à l'application de la Loi sur l'immigration au Québec et ses règlements (notamment le Règlement sur les consultants en immigration par la sécurisation des processus opérationnels et par la protection de l'intégrité des programmes.
- Appuyer la sous-ministre dans l'exercice de ses responsabilités en lien avec la haute direction, les gestionnaires et le comité de vérification, lui procurer une assurance sur le degré de maîtrise des opérations au Ministère de façon à apporter une valeur ajoutée à l'organisation et la conseiller en matière de gestion des risques et de sécurité de l'information.

Direction des affaires publiques et des communications

- La Direction des affaires publiques et des communications assiste et conseille les autorités ministérielles ainsi que l'ensemble des unités administratives en matière d'affaires publiques, de communications internes et externes et de services offerts à la clientèle, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan-cadre d'affaires publiques et de communication, par la collaboration aux activités de promotion relevant des secteurs du Ministère, par la conception et la diffusion de publications, d'outils promotionnels et de placements publicitaires, par la coordination des réseaux intranet et Internet ainsi que par l'application de la politique linguistique.
- La Direction des affaires publiques et des communications comporte quatre modules :
  - Équipe des affaires publiques;
  - Équipe des stratégies de communication;
  - Service de la production et de l'information (Production, Web, Documentation et administration);
  - Service des renseignements généraux.
- L'équipe des affaires publiques et celle des stratégies de communication sont supervisées par des coordonnateurs. Quant au Service de la production et de l'information et au Service des renseignements généraux, ils sont chacun sous la supervision d'un chef de service.

Direction des affaires juridiques

- La Direction des affaires juridiques offre au Ministère tous les services juridiques requis, notamment la rédaction de lois, règlements et opinions juridiques, et la représentation du Ministère devant les tribunaux.

Fiche explicative

SECTEUR DE LA PERFORMANCE ET DE LA FRANCISATION

Objectifs généraux

- Prendre les dispositions nécessaires pour que les personnes qui s'établissent au Québec acquièrent, dès leur arrivée ou même avant qu'elles ne quittent leur pays d'origine, la connaissance de la langue française et pour favoriser l'usage de cette langue par les immigrants
- Proposer des orientations, élaborer des politiques, suggérer des stratégies de manière à favoriser une utilisation optimale des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles allouées au Ministère.
- Définir les moyens et les stratégies qui seront utilisés pour atteindre les objectifs du Plan stratégique et du Plan d'action ministériel, ainsi que la méthode d'évaluation de la performance.
- Soutenir la prise de décision, la planification et la reddition de comptes avec les données, les études, la recherche et la veille stratégique fiables, pertinentes et actuelles.

Modes d'intervention

- Les services de francisation (formation à temps plein et à temps partiel dans les établissements d'enseignement publics et les organismes communautaires, cours spécialisés, services de francisation en milieu de travail, allocations de soutien à la formation des immigrants, instrumentation des partenaires et outils d'apprentissage en ligne).
- La coordination des opérations comptables et financières du Ministère, les activités de suivi des dépenses et des revenus ainsi que les travaux du cycle budgétaire (revue de programmes, crédits détaillés, défense des crédits et engagements financiers).
- Un soutien et un rôle-conseil au regard de tous les secteurs d'activité des ressources humaines, soit la dotation des emplois, la planification stratégique de la main-d'œuvre, le développement des personnes et de l'organisation, les relations de travail, la santé et la sécurité ainsi que la rémunération et l'assiduité; une veille permettant de connaître les nouvelles tendances en ressources humaines et l'application.
- Un soutien en matière de technologies de l'information et des communications du Ministère; la réalisation des travaux relatifs au développement, à l'évolution, à l'entretien et au soutien de la bureautique et de l'infrastructure technologique partagée du Ministère, tant au Québec qu'à l'étranger.
- Le développement, l'entretien et tous les aspects opérationnels des systèmes d'information du Ministère; le développement, l'évolution et l'entretien des systèmes corporatifs, tant au Québec qu'à l'étranger, des banques de données ministérielles et des systèmes d'information stratégique pour les dirigeants.
- Un soutien et un rôle-conseil expert en matière de révision, d'amélioration et d'optimisation des processus de même qu'au regard de la documentation de ceux-ci et de la mise en œuvre de nouvelles façons de faire; le développement d'un cadre méthodologique (techniques, outils, normes et procédures) à cet effet et l'élaboration de l'architecture d'affaires dans un contexte d'approche systémique.
- L'expertise et le conseil en matière de gestion immobilière, de télécommunications et de gestion des approvisionnements; la réalisation des travaux nécessaires à la gestion de l'aménagement et des immeubles, à la sécurité des personnes et des biens, à l'implantation et à l'évolution des systèmes téléphoniques et de télécommunication ainsi qu'à l'acquisition de biens et services, d'équipements et de matériel.

- La coordination de l'élaboration et du suivi de la planification stratégique, de la reddition de comptes et des politiques et plans d'action gouvernementaux destinés à des clientèles et à des objectifs spécifiques; l'évaluation de programme, la gestion des plaintes; le soutien et le conseil en matière de mesure des attentes et de la satisfaction de la clientèle; le soutien à la gestion de projet.
- L'élaboration et la coordination de la réalisation du programme ministériel de recherche; la diffusion à l'interne des produits de la recherche; la coordination de la veille stratégique des tendances pouvant influencer les actions du Ministère; la gestion et la diffusion des données officielles et la production des indicateurs qui en découlent aux fins de la reddition de comptes; la coordination de l'exercice de planification annuelle et triennale des niveaux d'immigration.

SECTEUR DE L'IMMIGRATION

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- Informer, recruter et sélectionner les candidats à l'immigration temporaire et permanente en fonction des besoins démographiques et économiques de la société québécoise et de sa capacité d'accueil.
- Assurer la contribution de l'immigration au développement économique du Québec :
  - en encourageant et favorisant l'établissement et la rétention au Québec des gens d'affaires immigrants, des travailleurs temporaires et des étudiants étrangers.
- Faciliter la réunification familiale entre les résidents québécois et les membres de leur famille immédiate et s'assurer du respect des engagements pris à cet égard.
- Participer à l'effort de solidarité internationale à l'égard des réfugiés et autres personnes en situation particulière de détresse.

Modes d'intervention

- La prospection et la promotion à l'étranger en vue de recruter et de sélectionner des personnes dont le profil correspond aux besoins et à la capacité d'accueil du Québec.
- Le développement de politiques et de programmes d'immigration permettant de répondre aux besoins démographiques et économiques du Québec.
- L'information sur les processus d'immigration permanente ou temporaire donnée aux candidats à l'immigration, aux résidents du Québec désirant souscrire un engagement pour faciliter la venue d'un proche, aux entreprises souhaitant embaucher un travailleur étranger ainsi qu'aux établissements d'enseignement concernant les étudiants internationaux.
- L'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de recrutement, de sélection et d'intégration au milieu des affaires pour les candidats à l'immigration de la catégorie des investisseurs, des entrepreneurs et des travailleurs autonomes.
- La réception et le suivi des engagements de parrainage souscrits par des résidents québécois en faveur des membres de leur famille ou en faveur de réfugiés ou autres personnes en situation de détresse.
- Le traitement des demandes d'immigration permanente, de travail temporaire, d'études, d'engagement, de validation d'emplois temporaires et d'offres d'emplois assurées ainsi que la délivrance des certificats de sélection et d'acceptation.

SECTEUR DE L'INTÉGRATION

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- Favoriser l'établissement et l'intégration sociale et économique des immigrants sur le territoire québécois.

- Favoriser l'attraction et l'établissement durable des immigrants dans les régions hors de la région métropolitaine de Montréal (RMM), notamment dans la Capitale-Nationale, afin que l'ensemble du Québec profite de l'apport de l'immigration.
- Assurer la cohésion sociale en soutenant le rapprochement interculturel, la gestion de la diversité et la pleine participation à la société des personnes de toutes origines.

Modes d'intervention (les services, les actions, les partenariats)

- L'information sur les services d'immigration, d'intégration et les valeurs communes de la société québécoise (sur le site Internet du Ministère, dans le guide *Apprendre le Québec,* lors des séances préparatoires à l'arrivée au Québec offertes aux candidates et candidats sélectionnés à l'étranger, à l'aéroport Montréal-Trudeau, dans les services Immigration-Québec).
- L'accueil à l'aéroport des nouveaux arrivants par un agent du Ministère (information sur les services du Ministère, évaluation de leurs besoins immédiats, rendez-vous au service Immigration-Québec de leur territoire, information sur les services d'hébergement ou de transport disponibles pour leur destination d'établissement).
- Les services d'accueil et de soutien à l'installation des réfugiés pris en charge par l'État par les services Immigration-Québec en partenariat avec des organismes communautaires (hébergement temporaire, aide à la recherche d'un logement, soutien financier à l'installation, intégration à la société québécoise).
- Les services d'accueil et d'accompagnement personnalisé offerts aux personnes nouvellement arrivées dans les services Immigration-Québec et par des organismes communautaires partenaires financés en vertu du Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA). Parmi ces services, mentionnons :
  - rencontre individuelle ou séance de groupe sur les premières démarches d'installation au Québec qui permet notamment d'aider le nouvel arrivant à définir ses besoins liés à l'installation;
  - séance *Vivre ensemble au Québec* qui informe le nouvel arrivant sur les valeurs communes de la société québécoise;
  - session de formation *S'adapter au monde du travail québécois* pour aider le nouvel arrivant à s'intégrer au marché du travail rapidement et de façon durable;
  - séances sur la vie et l'emploi en région qui présentent les services d'accueil et d'établissement ainsi que les emplois disponibles et les perspectives économiques de chaque région;
  - accompagnement personnalisé en adaptation au marché du travail.
- Un service d'information sur les professions et métiers réglementés qui renseigne sur l'obtention du droit d'exercice auprès de l'organisme de règlementation compétent. Un accompagnement personnalisé peut être offert aux médecins formés à l'étranger;
- Une *Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec* délivrée à des personnes diplômées hors du Québec, qui comptent l'utiliser en vue d'un emploi.
- Des actions et mesures pour faciliter l'accès des personnes formées à l'étranger aux professions et métiers réglementés :
  - projets visant une meilleure reconnaissance des compétences des personnes formées à l'étranger qui se destinent à une profession régie par un ordre professionnel;
  - fiches d'information sur des professions et métiers réglementés dans le site Internet du Ministère;
  - collaboration à la stratégie d'intervention en matière de mobilité de la main-d'œuvre et à la mise en œuvre des arrangements de reconnaissance mutuelle entre le Québec et la France concernant les professions et métiers réglementés.
- Des projets et programmes pour faciliter l'intégration en emploi, en collaboration avec Emploi-Québec :
  - projet IPOP pour faciliter l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel et suivi du projet;
  - programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME).
- Campagnes de promotion de l'apport de l'immigration

- La mise en place du réseau Leaders diversité pour la promotion de la gestion de la diversité en milieu de travail;
- Des services et des outils offerts aux entreprises afin de les soutenir en matière de recrutement interrégional et international et de soutien-conseil et de référence en matière de gestion de la diversité et de francisation.
- Le développement d'un continuum de services avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale visant, notamment, l'intégration en emploi des personnes immigrantes et des minorités visibles.
- Des actions en matière de relations interculturelles, de promotion du pluralisme et de lutte contre le racisme et la discrimination (coordination et suivi de la Politique gouvernementale et du Plan d'action pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec *La diversité : une valeur ajoutée*; organisation d'événements ministériels : Prix québécois de la citoyenneté et Semaine québécoise des rencontres interculturelles, participation au Mois de l'Histoire des Noirs et à la Semaine d'actions contre le racisme, soutien financier apporté à des projets visant la pleine participation des Québécois de toutes origines au développement de la société québécoise, sensibilisation et soutien aux employeurs en matière de gestion de la diversité).
- Des mesures visant à aplanir les obstacles que doivent surmonter des jeunes issus de l'immigration afin de leur permettre de se réaliser pleinement, quel que soit le milieu où ils évoluent (Programme *Valorisation jeunesse*).

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

Intégration
- Direction de la gestion de la diversité et de l'intégration sociale (DGDIS)
- Direction de l'intégration professionnelle (DIP)
- Immigration-Québec - Capitale-Nationale et Est-du-Québec (IQDRCNEQ)
- Direction de l'intervention en région (DIR)

Francisation, Performance, Partenariats et Promotion
- Direction de la recherche et de l'analyse prospective (DRAP)
- Direction générale de la performance (DGP)
  - Service de la sécurité et des enquêtes (SSE)
- Direction générale de la francisation (DGF)
- Direction des politiques, des programmes, des partenariats et de la promotion de la francisation (DPPPPF)
- Direction générale des services à l'organisation (DGSO)
- Direction des ressources financières (DRF)

Immigration
- Direction des politiques, des programmes et de la promotion de l'immigration (DPPPI)
- Direction de l'immigration économique (DIE)
- Direction générale de l'immigration (DGI)
- Direction des politiques et des programmes d'immigration (DPPI)
- Direction de la prospection et de la promotion (DPP)
- Direction de l'immigration familiale et humanitaire (DIFH)
- Direction générale des opérations (DGO)
- Direction de l'immigration économique – International (DIEI)

Secrétariat général et vérification interne (SGVI)
Bureau des sous-ministres (BSM)

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Territoires des bureaux d'immigration à l'étranger Avril-mai-juin 2010		Missions sur les territoires des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger.	S.O.	**756 776,63 $** **# de projet : 280105107**	Planification plurimensuelle.	Missions régulières à l'étranger ayant pour objet de sélectionner les candidats à l'immigration.
Washington et New York 5 au 9 avril 2010	5	Mission de la ministre	1. Petit-déjeuner portant sur Haïti (aide d'urgence, reconstruction, appui aux personnes rapatriées au Canada) : M. Jocelyn McCalla, conseiller senior, bureau de l'Envoyé spécial d'Haïti auprès des Nations-Unies Mme Linda Moise Mellon, directrice, Friends of Fokal (la Fondation Connaissance et Liberté) 2. Rencontre avec : M. Steven Billet, Chief of Staff, Graduate School of Political Management, George Washington University M. Demetrios Papademetriou, Président, Migration Policy Institute Mme Rosaline Cohen, Chief Counsel - Homeland Security Committee de la Chambre des représentants (responsable des questions d'immigration).	**2 286,77 $** **# de projet : 280405039**	Marie-Claude Champoux, sous-ministre	• faire valoir l'expertise du Québec en matière d'immigration, tant en ce qui concerne la sélection que l'intégration ; • renforcer l'image du Québec comme partenaire crédible en matière de mobilité de la main d'œuvre et de sécurité internationale ; • expliquer les modalités de la collaboration fructueuse que le Québec entretient avec le gouvernement canadien en matière d'immigration. • jauger le marché américain en tant que bassin potentiel d'immigration ; • s'enquérir des enjeux et préoccupations des États-Unis en matière d'immigration et de sécurité

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Washington et New York 5 au 9 avril 2010	5	Mission de la ministre	M. Adam Blackwell, Secrétaire aux relations extérieures de l'Organisation des États américains (OÉA) M. Albert Ramdin, Secrétaire général adjoint de l'OÉA 3. Rencontre avec des hauts représentants de l'ambassade du Canada aux États-Unis : M. Guy Saint-Jacques, chef de mission adjoint M. Jonathan Sauvé, Chef de cabinet de l'ambassadeur Doer M. Roy Norton, ministre, chef de la section des affaires politiques Mme Diane Burrows, ministre-conseillère en immigration 4. Rencontre au Department of Homeland Security avec M. Alejandro Mayorkas, U.S. Citizenship and Immigration Director 5. Rencontre avec des chercheurs et spécialistes de l'immigration Mme Michele Wucker, directrice exécutive, World Policy Institute Mme Ruthie Ackerman, chercheure associée au WPI M. Benjamin Pauker, Managing Editor, World Policy Journal	**2 017,64 $** **# de projet :** **280405039**	Simon Turmel, directeur de cabinet	

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
			6. Réunion avec le Center for Migration Studies : M. René Manenti, Executive Director, CMS M. Joseph Chamie, Director of Research, CMS M. Leonir Chiarello, Director, Scalabrini International Migration Network (qui revient de Haïti) 7. Entretien avec Mme Fatima Shama, commissaire à l'Immigration, ville de New York 8. Rencontre avec M. James Mikalic, Assistant Director, Intelligence Division, New York State Office of Homeland Security 9. Rencontre avec le représentant permanent adjoint du Canada auprès de l'ONU, M. Henri-Paul Normandin 10. Dîner causerie sur la conjoncture politique aux États-Unis M. Jason Marczak, Senior Editor, The Americas Quarterly M. Richard Hétu, correspondant, La Presse M. Noel Lateef, président, Foreign Policy Association			

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Ottawa (Ontario) 7 avril 2010	0	Participation à titre de co-secrétaire du comité d'application de l'Accord Canada-Québec.	M. Brian Grant Directeur général, Relations internationales et intergouvernementales (co-président) Mme Jessica Kerr Directrice, Relations intergouvernementales avec les intervenants Mme Debbie Blondell-Pitt Conseillère principale en politiques, Relations intergouvernementales avec les intervenants (co-secrétaire) M. Rénald Gilbert Directeur général, Région internationale Mme Sandra Harder Directrice générale intérimaire, Direction générale de l'Immigration M. Albert Deschamps Directeur général, Bureau régional Mme Corinne Prince St-Amand Directrice exécutive, Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers	112 $ # de projet : 280405038	Philippe Parenteau, SGVI	La rencontre a permis : - d'informer Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) des démarches projetées pour le plan d'immigration 2011 - d'échanger de l'information de part et d'autre sur les modifications réglementaires à venir - de sensibiliser CIC à certaines préoccupations du MICC - de discuter de problématiques opérationnelles entre le MICC et CIC

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Ottawa (Ontario) 7 avril 2010	0	Rencontre du Comité d'application CIC-MICC à Ottawa.	M. Brian Grant Directeur général, Relations internationales et intergouvernementales (co-président) Mme Jessica Kerr Directrice, Relations intergouvernementales avec les intervenants Mme Debbie Blondell-Pitt Conseillère principale en politiques, Relations intergouvernementales avec les intervenants (co-secrétaire) M. Rénald Gilbert Directeur général, Région internationale Mme Sandra Harder Directrice générale intérimaire, Direction générale de l'Immigration M. Albert Deschamps Directeur général, Bureau régional Mme Corinne Prince St-Amand Directrice exécutive, Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers	**364 $** **# de projet : 280405038**	Lise Guillemette, Marie-Josée Lemay, Lyn Fleury, Éric Gervais, Fanny Marcoux / Immigration	Rencontre trimestrielle du comité d'application de l'Accord Canada-Québec. Échange d'information sur le suivi des niveaux d'immigration, les modifications à venir sur certains programmes d'immigration et les travaux d'harmonisation nécessaires, l'encadrement des consultants en immigration par le Québec et les directives conjointes avec CIC.

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Mexico (DF), Colombie (Bogota, Medellin, Cali, Barranquilla, Cartagena, Bucarramanga) 11 avril au 14 mai 2010	35	1- Soutenir les efforts du BIQ de Mexico lors du lancement d'une importante campagne publicitaire au Mexique. 2- Donner une série de séances d'information et participer à une vaste opération de relations de presse en Colombie qui s'échelonnera sur une période de 2 semaines. NOTE : La présence d'un conseiller du Québec est requise au Mexique et en Colombie parce que le BIQ de Mexico se trouve temporairement sans responsable de la promotion pour le territoire. Les campagnes respectives au Mexique et en Colombie devraient générer une forte augmentation des demandes provenant de ces territoires, d'où l'importance d'alléger les listes d'attente aux séances d'information (plus de 3500 personnes en Colombie) afin que le nouveau responsable de la promotion puisse débuter son mandat dans les meilleures conditions.	- Personnel du BIQ de Mexico - Georges Boissé de l'Ambassade du Canada à Mexico - Juan Felipe Echeverry et Diego Andres de Pyroz communications - Bruno Lacrampe et Pierre Biotteau de l'Alliance française de Bogota centre - Noëlla Nincevik de l'Ambassade du Canada à Bogota - Mathieu Deyvant de l'Alliance françaises de Cali - Patrick Deyvant de l'Alliance française de Medellin - Amparo Caballero de l'Alliance française de Bucaramanga - Pascal Casanova de l'Alliance française de Barranquilla - Mathilde Vanmansart de l'Alliance française de Cartagena - Guillermo Hoyos de la Fondation d'éducation supérieure San José - Uriel Coy de l'Université Distrital - Clara Ines Calle-Agudelo de l'Institut universitaire INPAHU - Oscar Cienfuentes de l'Université Piloto - Julia Guttierrez du SENA.	**11 700 $** **# de projet : 280105108**	Roch Paquette, conseiller en affaires internationales, Direction de la prospection et promotion	Mexico (DF), Colombie (Bogota, Medellin, Cali, Barranquilla, Cartagena, Bucarramanga) 11 avril au 14 mai 2010

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Rosario (Argentine) 18 au 24 avril 2010	7	Participation au quinzième congrès des professeurs de français SEDIFRALE, rattaché à la Commission Amérique latine de la Fédération internationale des professeurs de français. Présentation du cours de français en ligne du MICC dans le cadre d'une communication en didactique du français langue étrangère.	1. Madeleine ROLLE-BOUMLIC, secrétaire générale Fédération Internationale des Professeurs de Français Secrétaire générale 2. Olga Corna, directrice Centro de Estudios Canadienses en Rosario CECAR, 3. Bibiana Boccolini, directrice Associée Centro de Estudios Canadienses en Rosario CECAR 4. Anne- Marie MINE, Alliance française- Peru 5. Mariza Zanini, Pelates, R.S. Brésil 6. Fernanda Rojo DE FREZZI, présidente de l'Associacion de profesores de francès de la Provincia de Cordoba 7. Jean- Luc PUYAU, attaché de coopération Ambassade de France en république Dominicaine 8. Esperanza ACUNA Licenciada en Francès Magister en Cs.del Lenguaje 9. Mariella RODRIGUEZ RADA, directrice de l'École de traduction Université César Vallejo- Perou 10. Raquel Bentolila 11. Roberto Oliviera Souza Jr., Cooperativa de Educadores e Instrutores de Linguas 12. Bis de CASTELLANO, coordonatrice Pédagogique Alliance française Venezuela 13. Ana Nieves Mamone, profesora de Francés Présidente de A.D.F.R.A.C	4 342 $ # de projet : 280205026	Christine Rioux, professionnelle, chargée de projet – francisation en ligne	La participation du MICC, qui a été appréciée par les professeurs de français d'Amérique latine, a été tant par les deux communications que par la présence de la francisation en ligne au stand d'exposition du MRI. Il y a eu une très grande demande de la part des professeurs pour de l'information sur le Québec et sur le matériel pédagogique provenant du Québec relatif à l'enseignement du français. Plusieurs professeurs ont mentionné avoir des étudiants ayant des projets d'immigration au Québec.

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Dakar (Sénégal) 27 avril au 7 mai 2010	9	Recueillir des informations pratiques sur les procédures administratives et la documentation délivrée pour élaborer des modules de formation sur la fraude et de contribuer à améliorer la sélection. Création de réseaux de collaboration avec des organismes nationaux à même de faciliter le processus de vérification et d'apporter une aide à la consignation d'informations administratives pratiques. Vérifications en soutien à la conseillère en sélection des travailleurs. Vérification de documents soumis lors de missions de sélection précédentes.	**Université Cheikh Anta Diop :** Pr. Abdou Salam SALL (Recteur), Pr. Alioune DIEYE (Directeur de la coopération), Mme Malado SY (Directrice des affaires juridiques); **École supérieure multinationale des télécommunications :** M. Tahirou OUATTARA (Directeur), M. Oumar NDIAYE (responsable de la direction de l'enseignement, de la formation et de la recherche); **Centre Africain d'Études supérieures en Gestion**: M. Jérôme BASSENE (Secrétaire général), M. Racine GUÉNÉ (Sous directeur scolarité et vie étudiante); **Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle :** M. Massamba MBOW (Directeur des examens et concours professionnels); **Office du Baccalauréat :** M. Babou DIAHAM (Directeur), M. SYLLA (Directeur des affaires extérieures); **Institution de Prévoyance Sociale (IPRES) :** M. Joseph VEIRA (Responsable du service des cotisations); **Direction générale des impôts et des domaines :** Mme Seynabou NIANG-THIAM (Directrice des impôts); **Ambassade du Canada :** M. Frederick LESUEUR (Consul), Mme Denise DIOP MARA (Adj. Du programme d'immigration) .	**5 039,80 $** **# de projet :** **280405040**	Ibrahim Napon, analyste en renseignement, SSE - FPPP	Aux fins des formations offertes sur la fraude documentaire au Sénégal, des spécimens de diplômes, de l'office du Bac du Sénégal, du Centre africain d'études supérieures en gestion, de l'École supérieure multinationale des télécommunications, ont été recueillis par la DESERCI. Dans la veine, on peut noter que les 11 rencontres avec les responsables d'établissements d'enseignement, notamment l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD, principale Université du Sénégal), le Centre africain d'études supérieures et de gestion (CESAG), l'École supérieure multinationale des télécommunications (EMST) ainsi que les responsables d'institutions publiques telles l'Institut de prévoyance sociale du Sénégal (IPRES), l'Office du Bac et la Direction générale des impôts et des domaines (DGID) ont davantage permis d'officialiser le besoin de collaboration relative aux demandes d'authentifications de documents. De même, ces rencontres ont servi à recueillir toutes les informations sur le décodage des mentions (codes alphanumériques par exemple) apposées sur les documents émis par certaines de ses institutions. Des démarches ont également été initiées en faveur de la simplification des canaux de communication avec les huit organisations rencontrées. Ainsi, les problématiques liées aux délais d'attente subis par le module de vérification de la DSERCI et aux frais engendrés auprès de ces institutions ont su trouver des éléments de solutions. De façon générale, il y a lieu de croire que cette mission vient renforcer quelques liens qui s'étaient déjà créés entre la DSERCI et ces organisations sénégalaises. L'ouverture démontrée par celles-ci suscite l'espoir de collaborations pérennes.

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Ottawa (Ontario) 30 avril 2010	1	M. Michel Guibert a été invité par CIC – Ottawa pour faire une présentation sur le rôle du Québec dans la sélection des réfugiés. M. Guibert profitera de l'occasion pour rencontrer d'autres collègues de CIC avec lesquels il a des échanges fréquents (Centre de jumelage et CIC international – Marthe Dufour / Heather Michaud).	Marthe Dufour, Heather Michaud et le personnel de CIC	**221,46 $** **# de projet : 280105106**	Michel Guibert, coordonnateur, Immigration humanitaire	Présentation sur le rôle du Québec dans la sélection des réfugiés et échanges avec le Centre de jumelage et CIC international sur la sélection des réfugiés par le Québec.
Ottawa (Ontario) 4 mai 2010	1	Rencontre fédérale-provinciale : Table ronde nationale sur la promotion de l'éducation.	- Julia Guttierrez du SENA - Chris Greenshields, Directeur de la Direction de l'éducation internationale et de la jeunesse, MAECI - Jean-Philippe Tachdjian, Directeur adjoint, Édu-Canada, MAECI - Représentants du fédéral, des provinces et d'organismes liés à l'attraction et la rétention des étudiants internationaux	**225 $** **# de projet : 280105109**	Bernard Roy, directeur, DPP	Collecte d'information sur les stratégies de promotion de l'offre éducative du Canada, des provinces et des organismes. Compte-rendu sur l'évolution de l'image de marque de l'offre éducative canadienne.
Ottawa (Ontario) 4-5 mai 2010	1	Rencontre fédérale provinciale-territoriale du Comité consultatif sur les étudiants internationaux et l'immigration organisée par CIC.	Mme Maia Welbourne, directrice, Division des politiques et programmes à l'intention des résidents temporaires de CIC, Collaborateurs et représentants des provinces participant au Comité consultatif (fédéral, provincial, territorial) sur les étudiants internationaux.	**366,30 $** **# de projet : 280105110**	Nancy Trépanier, conseillère, DPPPI	Échange avec le gouvernement fédéral et les provinces sur les bonnes pratiques afférentes au programme des étudiants étrangers.
Halifax (N.Écosse) 13 au 15 mai 2010	2	Représenter le MICC à titre de conférencier à la Conférence nationale en droit de l'immigration et de la citoyenneté (Colloque de l'Association du Barreau canadien) qui se tiendra à l'Hôtel Warriott Harbourfront de Halifax.	Avocats membres de l'Association du Barreau canadien, Représentants de CIC et des provinces.	**1 278,43 $** **# de projet : 280105113**	Michel Charron, conseiller en immigration, DPPI	Formation sur le programme d'immigration « Travailleurs qualifiés » donnée aux avocats en droit de l'immigration.
Halifax (N.Écosse) 14-15 mai 2010	1	Représenter le MICC à titre de conférencier à la Conférence nationale en droit de l'immigration et de la citoyenneté (Colloque de l'Association du Barreau canadien) qui se tiendra à l'hôtel Warriott Harbourfront de Halifax.	Avocats membres de l'Association du Barreau canadien, Représentants de CIC et des provinces.	**962,25 $** **# de projet : 280105113**	Kevin Dufault, conseiller en immigration, DIÉI - SGA	Formation sur le Programme des immigrants investisseurs donnée aux avocats en droit de l'immigration.

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
St-Jean (N. Brunswick) 16 au 19 mai 2010	3	Participation au congrès international annuel du Réseau canadien pour l'innovation en éducation. Le congrès traitera cette année de l'incidence de la technologie sur l'évolution de l'éducation. Présentation de deux communications dans la catégorie «Rapports sur les pratiques» : 1. Le partenariat dans la formation en ligne, l'expérience du cours FEL. 2. La francisation en ligne des personnes immigrantes au Québec.	1. Daniel Peraya, professeur, département des technologies éducationnelles, Université de Genève 2. Cathie Fomssier, Committee Coordinator, Office of the University Secretary University of Saskatchewan 3. Marie-Josée Bourget et Anne Patry, Service d'appui à l'enseignement et à l'apprentissage, Université d'Ottawa 4. Marc Imbeault, coordonnateur des études permanentes, Collège militaire royal de Saint-Jean 5. Thomas Michael Power, Professeur Éducation et technologie, département d'études sur l'enseignement et l'apprentissage 6. Lise Bégin-Langlois, Bureau de la formation à distance Université Laval.	**1 463,43 $** **# de projet : 280205028**	Christine Rioux, professionnelle, chargée de projet – francisation en ligne	Prix 2010 d'excellence et d'innovation dans un partenariat ou collaboration, Réseau canadien pour l'innovation en éducation (RCIÉ) prix conjoint avec le Cégep@distance pour la formation en ligne pour la francisation des personnes immigrantes adultes. Les deux communications ont été publiées dans les actes du congrès; articles rédigés en collaboration avec Denise Brodeur Cégep@distance : Le partenariat dans la formation en ligne, l'expérience du cours FEL et la francisation en ligne des personnes immigrantes au Québec.

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Ottawa et Toronto (Ontario) 24 au 27 mai 2010	3	Ottawa : participation au symposium « La politique canadienne de l'immigration : concilier les besoins du marché du travail et les objectifs à long terme » : 25-26 mai Toronto : rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres responsables de l'immigration :26-27 mai	Toronto : sous-ministres FPT responsables de l'immigration	**1 130 $** **# de projet : 2801050112**	Lucy Wells, sma, Immigration	**Symposium de l'IRPP (Ottawa)** : Collecte d'information et échanges sur divers sujets concernant l'immigration tels, l'immigration face au marché du travail canadien en mutation, l'évaluation du programme fédéral des travailleurs qualifiés, l'environnement international changeant et la compétition pour attirer des migrants qualifiés, les facteurs économiques importants et les indicateurs du marché du travail, les déterminants de l'intégration économique et leur incidence sur les politiques, les programmes ciblés et besoins de main-d'œuvre qualifiée ou moins qualifiée à court terme, un cadre de politiques cohérent pour l'avenir **Rencontre FPT des sous-ministres responsables de l'Immigration (Toronto)** : Échanges sur les grandes orientations et modifications à venir dans le domaine de l'immigration : vision de l'immigration, planification pluriannuelle des niveaux d'immigration, sécurité et fraude, priorités FPT.
Toronto (Ontario) 27-28 mai 2010	1	Assister à une série d'ateliers de formation offerts par le Centre national d'information sur la reconnaissance des formations du Royaume-Uni (UK-NARIC). Les ateliers portent sur les systèmes éducatifs de pays du sous-continent indien et du Moyen-Orient ainsi que sur les mesures anti-fraude en matière d'évaluation de documents scolaires.	UK-NARIC Rebecca Smith, formatrice Katja Durkin, formatrice Luke Gallagher, responsable des inscriptions	**861,40 $** **# de projet : 280305046**	Philippe Legendre, analyste en éducation internationale, CEFAHQ	Ces ateliers ont permis de perfectionner les connaissances du CEFAHQ au sujet de certains systèmes éducatifs et de partager les méthodologies, notamment en matière de mesure anti-fraude.

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Ottawa (Ontario) 3 juin 2010	0	Rencontre du Comité mixte de l'Accord Canada-Québec	• M. Les Linklater, sous-ministre adjoint, Politiques stratégiques et de programmes, co-président du Comité mixte • M. Brian Grant, directeur général, Relations internationales et intergouvernementales • Mme Sandra Harder, directrice générale, Immigration • M. Albert Deschamps, directeur général, Région du Québec • M. Peter MacDougall, directeur général, Réfugiés • M. Rénald Gilbert, directeur général, Région internationale • Mme Caroline Melis, directrice générale, Gestion opérationnelle et coordination • M. Paul Armstrong, directeur général, processus centralisés • Mme Elizabeth Ruddick, directrice générale, recherche et évaluation • Mme Jessica Kerr, directrice, Relations intergouvernementales • M. Yves Saint-Germain, directeur, Intégration • Mme Debbie Blondell-Pitt, Relations intergouvernementales et avec les intervenants, co-secrétaire du Comité mixte	**425,32 $** **# de projet :** **280105115**	Lucy Wells, sma, Immigration Marie-Josée Lemay, directrice, DPPI Lise Guillemettte, directrice générale, DGO Chantal Drolet, dir. p.i., DIFH Carmen Kantchono, conseillère, SGVI	Suivi des grands dossiers en matière d'immigration dans un contexte d'échanges bilatéraux. La rencontre a permis : - d'échanger sur la planification pluriannuelle de l'immigration - d'échanger de l'information sur les modifications règlementaires et législatives à venir - de discuter de certaines initiatives du fédéral pour avoir un impact sur le Québec - d'échanger sur les questions relatives à la gestion du flux migratoire haïtien suite au séisme de janvier 2011 - de sensibiliser CIC à certaines préoccupations du MICC
Ottawa (Ontario) 3-4 juin 2010	1	Participation à la Consultation du printemps du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR).	Membres du CCR et organismes de parrainage collectif.	**543,25 $** **# de projet :** **280105111**	Corinne Laurendeau, conseillère en affaires internationales, DPPI	Échanges sur les orientations fédérales en matière d'immigration humanitaire.
Ottawa (Ontario) 10 juin 2010	0	Rencontre avec la responsable de l'immigration au Haut-Commissariat de l'Australie, madame Dot Harvey.	Mme Dot Harvey, responsable de l'immigration au Haut-Commissariat de l'Australie.	**265,50 $** **# de projet :** **280105116**	Lucy Wells, sma, Immigration Robert Trempe, conseiller spécial Marie-Josée Lemay, directrice, DPPI	Échanges sur les orientations, politiques, programmes et pratiques en matière de recrutement et de sélection d'immigrants.

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Ottawa (Ontario) 14-15 juin 2010	1	Réunion des ministres FPT responsables de l'immigration. Accompagne la ministre.	Jason Kenney, Ministre Citoyenneté et Immigration Canada Moira Stilwell, Minister of Advanced Education and Labour Market Development, Colombie-Britannique Thomas Lukaszuk, Minister, Employment and Immigration, Alberta Rob Norris, Minister Responsible for Immigration, Saskatchewan Jennifer Howard, Minister of Labour and Immigration, Manitoba Dr. Eric Hoskins, Minister of Citizenship and Immigration, Ontario Ramona Jennex, Minister of Immigration, Nouvelle-Écosse Allan Campbell, Minister, Innovation and Advanced Learning, Île-du-Prince-Édouard Susan Sullivan, Minister of Human Resources, Labour and Employment, Terre-Neuve et Labrador Donald Arseneault, Deputy Premier, Minister of Post-Secondary Education, Training and Labour, Nouveau-Brunswick Jackson Lafferty, Minister, Education, Culture & Employment Directorate and Minister Responsible for Immigration and for Homelessness Coordination, Territoire du Nord-Ouest Patrick Rouble, Minister of Education and Minister Responsible for Immigration, Yukon	176,50 $ # de projet : 280405041	Simon Turmel, directeur de cabinet	Le Québec a fait valoir sa position sur les questions suivantes: Vision commune fédérale-provinciale-territoriale (FPT) du système d'immigration du Canada; Planification pluriannuelle des niveaux d'immigration; Gestion des besoins du marché du travail à l'échelle nationale (instructions ministérielles); Cadre national d'évaluation des résultats en matière d'établissement; Fraude : mesures mises en place pour préserver l'intégrité du programme d'immigration; Bilan du Cadre pancanadien d'évaluation et de reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger; Questions législatives et stratégiques prioritaires de Citoyenneté et immigration Canada (CIC).

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
			Jane Cooper, Assistant Deputy Minister, Executive and Intergovernmental Affairs, Nunavut, et autres			
Territoires des bureaux d'immigration à l'étranger Juillet-août-septembre 2010		Missions sur les territoires des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger.	S.O.	**627 227,61 $ # de projet : 280105114**	Planification plurimensuelle.	Missions régulières à l'étranger ayant pour objet de sélectionner les candidats à l'immigration.
Ottawa 21 juillet 2010		Michel Guibert a été invité par CIC dans le cadre de l'opération humanitaire Haïti (projet spécial Haïti) afin de coordonner les opérations conjointes CIC-MICC visant les ressortissants haïtiens sélectionnés par le Québec dans le cadre du parrainage humanitaire.	Personnel de CIC.	**172,59 $ # de projet : 280105118**	Michel Guibert, coordonnateur, équipe de l'immigration humanitaire	Échanges et harmonisation des pratiques avec le personnel de CIC sur le traitement des demandes dans le cadre programme spécial de parrainage humanitaire pour Haïti. Travaux pour améliorer les instructions sur la demande de résidence permanente fournies aux personnes sélectionnées par le Québec dans le cadre de ce programme.
Ottawa 8-9 septembre 2010	1	Groupe fédéral-provincial-territorial sur l'établissement des nouveaux arrivants.	Rencontre avec l'ensemble des représentants des provinces et territoires ainsi que de la section établissement de CIC.	**302,90 $ # de projet : 280305049**	Eve Rey, conseillère en politiques et programmes, DGDIS / SSAA	Rencontre portant sur les indicateurs possibles d'établissement et d'intégration et la possibilité d'un sondage pan-canadien utilisant ces indicateurs. La participation du MICC est essentielle pour suivre ces travaux et être en mesure de réagir le cas échéant.
Territoires des bureaux d'immigration à l'étranger Octobre-novembre-décembre 2010		Missions sur les territoires des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger.	S.O.	**576 928,19 $ # de projet : 280105117**	Planification plurimensuelle.	Missions régulières à l'étranger ayant pour objet de sélectionner les candidats à l'immigration.
Ottawa 3 au 5 octobre 2010	2	Participer, à titre d'observatrice, à la première rencontre du groupe de travail fédéral-provincial-territorial (FPT) sur les étudiants étrangers organisée par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC).	Représentants de CIC, des gouvernements des provinces et du MELS.	**562,67 $ # de projet : 280105119**	Nancy Trépanier, agente de recherche et de planification socio-économique, DPPI	Échanges avec le gouvernement fédéral et les provinces sur les bonnes pratiques du programme des étudiants étrangers.

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Bruxelles et Gand (Belgique) 24 au 28 novembre 2010	4	À l'invitation du gouvernement de la Flandre, participer à la conférence de l'Union européenne sur l'intégration, La valeur ajoutée d'une approche locale et régionale, qui a lieu à Gand en Belgique les 24, 25 et 26 novembre 2010, afin d'y présenter le modèle d'intégration développé par le Québec à l'intention des nouveaux arrivants.	Échanges plus approfondis avec : Mme Venceslava Jarotkova, directrice, Affaires bilatérales, Délégation générale du Québec à Bruxelles Mme Luci Marmen, directrice, Affaires européennes, Délégation générale du Québec à Bruxelles Mme Leen Verraest, chef de cabinet adjointe du vice premier-ministre flamand et ministre de l'Intégration, M. Geert Bourgeois Mme Inge Hellemans, conseillère, Autorité flamande, Service d'intégration M. Ramon Sanahuja i Velez, directeur de la Direccion de Cooperacion Internatiocional e Inmigracion à la Ville de Barcelone M. Han Entzinger, professeur à la Erasmus University, au Pays-Bas	**329,12 $** Autres coûts assumés par le Gouvernement de Flandre **# de projet : 280305050**	Roger Noël, conseiller expert, Direction de la gestion de la diversité et de l'intégration sociale	Meilleure compréhension du processus (et des modèles) d'intégration en Europe, notamment en Flandre, en Catalogne, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Hongrie. Projet de coopération avec l'Autorité flamande dans le domaine de l'intégration.
Ottawa 28-29-30 octobre 2010	2	28 octobre 2010 : Participer, à titre d'observatrice, à une rencontre FPT prioritaire sur la planification pluriannuelle des niveaux. 29-30 octobre 2010 : Participation du MICC à la Conférence sur l'économie de l'immigration.	Représentants de CIC, des gouvernements des provinces, chercheurs universitaires.	**723,00 $** **# de projet : 280105120**	Marie-Josée Lemay, directrice, DPPI	Échanges avec le gouvernement fédéral et les provinces sur les bonnes pratiques et sur la planification de l'immigration. Échange d'expertise sur l'économie de l'immigration.
Ile de la Réunion 13 au 24 novembre 2010	10	Participation et coordination d'une mission d'information, recrutement et admission dans le cadre du Protocole de coopération en matière de mobilité des jeunes réunionnais.	Participation et coordination d'une mission d'information, recrutement et admission dans le cadre du Protocole de coopération en matière de mobilité des jeunes réunionnais.	**6770,00 $** **# de projet : 280305051**	Philippe Anctil Coordonnateur des Services aux personnes immigrantes, Direction régionale de la Capitale-Nationale et de l'Est-du-Québec	205 admissions dans les Cégeps pour août 2011

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Ottawa 18-19 novembre 2010	1	Conseil mixte sur les politiques et les programmes d'établissement et d'intégration (CMPPEI)	Responsables fédéraux et provinciaux des services d'établissement et représentants des regroupements communautaires de chaque province.	**348,68 $** **# de projet : 280305052**	Danièle Boudreau, conseillère en politiques et programmes, DGDIS/SSAA	Présentation par CIC des différents travaux en cours concernant les services d'établissement. Présentation par les provinces de leurs initiatives en matière d'établissement. Échange avec les regroupements sur différents aspects liés à l'intégration des personnes immigrantes.
Vancouver 18 au 20 novembre 2010	2	Dans le cadre de la mise en œuvre de la réglementation sur les consultants en immigration, présenter la réglementation à l'occasion de la Conférence nationale de 2010 de la Société canadienne de consultants en immigration (SCCI). La rencontre vise plusieurs objectifs, notamment celui de faire connaître ce nouveau règlement, les modalités de reconnaissance pour agir à titre de consultant en immigration au Québec et répondre aux questions relatives aux obligations prévues dans le Règlement. Les coûts du voyage ont été assumés par la SCCI.	Les personnes rencontrées : - M. John P. Ryan, chef de la direction, Société canadienne de consultants en immigration (SCCI) - M. Nigel Thomson, président SCCI - Me Glenys Stevenson, SCCI - Mme Nancy Tibbo, directrice des communications, SCCI - Membres de la SCCI	**0 $** **# de projet : 280405043**	Lyne Péloquin, Coordonnatrice, réglementation sur les consultants en immigration	Présenter la réglementation québécoise sur les consultants en immigration et assurer la participation du Québec à la Conférence nationale de 2010 de la Société canadienne de consultants en immigration. Le Conférence comportait plusieurs séances plénières avec des conférenciers et tenait lieu de formation pour les consultants en immigration.
Paris 21 au 28 novembre 2010	8	Participer à la cérémonie de signature de l'Entente France-Québec en matière de mobilité professionnelle et à l'intégration des migrants et des arrangements administratifs. Renforcer les relations France-Québec dans le domaine de l'immigration en profitant du momentum généré par la mission du premier ministre pour poursuivre les travaux du Groupe de travail franco-québécois sur les flux migratoires et l'intégration des migrants. S'enquérir des meilleures pratiques françaises en matière d'intégration des immigrants en visitant une Plateforme d'intégration de l'OFIL.	Mme Line Gagné, directrice du BIQ-Paris Mme Annie Gauvin, directrice des études, évaluations et affaires internationales de Pôle Emploi M. Jean Godfroid, Office français de l'immigration et de l'intégration Vincent Baholet, délégué général FACE Auxquels s'ajoutent les représentants des délégations québécoise et française liée à la signature de l'Entente France-Québec	**3 146,41 $** **# de projet : 280305053**	Claire Deronzier, sma, Intégration	Signature de dix nouveaux arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM) et de huit engagements Diverses rencontres pour renforcer des partenariats actuels ou additionnels.
Paris 28 novembre au 5 décembre 2010	6	La rencontre consiste à assister à la rencontre annuelle des correspondants du SOPEMI (Système d'observation permanent des migrations internationales), un groupe de réflexion rattaché à l'OCDE et réunissant des universitaires et des fonctionnaires de différents pays, ainsi qu'à effectuer une mission d'une journée au BIQ Paris.	Représentants gouvernementaux, représentants de l'OCDE et chercheurs universitaires.	**2 952 $** **# de projet : 280105123**	Marie-Josée Lemay, directrice, Politiques et programmes d'immigration	Échange d'expertise sur les bonnes pratiques en matière de politiques et programmes d'immigration.

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Tunis (Tunisie) 28 novembre au 10 décembre 2010	11	- Soutenir les activités de sélection du ministère à Tunis pour les dossiers provenant de l'Algérie et de la Tunisie. - Vérifier les documents et les informations provenant des dossiers de sélection de l'Algérie et de la Tunisie. - Poursuivre le développement des modes de collaboration avec l'Ambassade du Canada, les ministères et les organismes tunisiens.	6 conseillers en mission de sélection à Tunis; Mohamed Abbes, directeur, Caisse nationale de sécurité sociale de Tunisie; Salah Ayari, ancien directeur, Caisse nationale de sécurité sociale de Tunisie; Marie Pouliot, Ambassade du Canada à Tunis	**3 760 $** **# de projet : 280405044**	Annie Mikucza, vérificatrice	Travaux sur place sur 35 dossiers de vérification; Entretien de contacts à la CNSS et à l'Ambassade du Canada
Ottawa 29-30 novembre 2010	2	Participer, à titre d'observatrice, à la deuxième rencontre du groupe de travail fédéral-provincial-territorial (FPT) sur les étudiants étrangers organisée par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC).	Représentants de CIC, des gouvernements des provinces et du MELS.	**608,00 $** **# de projet : 280105124**	Nancy Trépanier, DPPI	Échanges avec le gouvernement fédéral et les provinces sur les bonnes pratiques du programme des étudiants étrangers.
Ottawa 1er décembre 2010		Rencontrer M. Meyer Burnstein à titre d'expert en matière d'immigration dans le cadre d'une session de travail sur la planification pluriannuelle de l'immigration, à laquelle M. Burnstein avait été convié, tout comme différents experts en immigration, le 25 novembre 2010. Comme M. Burnstein était dans l'impossibilité d'y participer à cette date, M. Yvan Turcotte s'est déplacé à Ottawa pour s'enquérir de sa réflexion sur les enjeux et les orientations en matière d'immigration.	M. Meyer Burnstein, expert en matière d'immigration	**154,36 $** **# de projet : 280405045**	Yvan Turcotte, sma, PF	La rencontre a porté sur les enjeux sous-tendant l'immigration. En somme, la principale contribution de l'immigration se situe au plan démo-économique. Outre ses effets sur la taille de la population et sur le ralentissement du vieillissement de celle-ci, l'immigration permet en particulier un maintien de l'effectif en âge de travailler et ce maintien a, en retour, des effets positifs sur la taille du marché intérieur, sur l'alimentation des régimes de retraite, sur la péréquation, etc.
Ottawa 8-9 décembre 2010	1	Réunion des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux responsables de l'immigration	Sous-ministres des provinces et territoires du Canada responsables de l'immigration, Représentants de CIC.	**285,25 $** **# de projet : 280105122**	Robert Baril, sma, Immigration	Échanges sur les grandes orientations en immigration et sur les changements à venir.
Territoires des bureaux d'immigration à l'étranger Janvier-février-mars 2011		Missions sur les territoires des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger.	S.O.	**405 904,41 $** **# de projet : 280105121**	Planification plurimensuelle.	Missions régulières à l'étranger ayant pour objet de sélectionner les candidats à l'immigration.

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Paris (France) 4 au 11 février 2011	6	Participation à un atelier régional anti-fraude organisé par le BVC de Paris et qui regroupe les gestionnaires de programmes et les agents d'intégrité des programmes d'immigration. Permet d'établir des mécanismes de collaboration et le partage de techniques de lutte contre la fraude. Également, rencontre avec le BIQ de Paris pour un suivi des dossiers de vérification.	Alain Théault, Ministre-conseiller, BVC Paris Kathleen Knox-Dauthuille, coordonnatrice antifraude, BVC Paris Lyne Boyd, Agent d'intégrité des mouvements migratoires, Ambassade du Canada à Paris Claire Lord, Gestionnaire du programme d'immigration, BVC Bucarest Marie-Josée Lebrun, Gestionnaire du programme d'immigration, BVC Rome Jean-Louis Laberge, Gestionnaire du programme d'immigration, BVC Rabat Rob Tanner, Agent de l'intégrité des mouvements migratoires, Ambassade du Canada à Madrid Pierre St-Germain, Agent de l'intégrité des mouvements migratoires, Ambassade du Canada à Alger Alexandra Bernier, Premier secrétaire (immigration), BVC Tunis Lyne Gagné, BIQ Europe de l'Ouest et Afrique Jord Oppermann, BIQ Europe de l'Ouest et Afrique Bernard Gervais, BIQ Europe de l'Ouest et Afrique	**5 768 $** **# de projet : 280405047**	Younes Mihoubi, secrétaire général et directeur p.i. DSERCI Roberto Jean, coordonnateur, Renseignements	La rencontre a permis d'échanger sur les phénomènes de fraude au Maghreb et dans les régions relevant de la responsabilité des BVC Bucarest et Rome. Les échanges sur les différents projets en cours ont permis de mettre en évidence des avenues de collaboration possibles entre la DSERCI et certains BVC représentés.
Sao Paulo (Brésil) 12 au 18 février 2011	6	Vérification interne du bureau Immigration Québec à Sao Paulo du 2011-02-12 au 2011-02-18.	Soraia Tandel, directrice du bureau, Gilles Mascle, conseiller à la promotion, Aline Gemignani et Emili Martins, techniciennes	**3 304 $** **# de projet : 280405046**	Chantal Picard, coordonnatrice, Vérification interne	Obtention d'informations quant aux modalités de fonctionnement du bureau, au traitement des dossiers de candidats à l'immigration et aux domaines d'expertise de chaque employé.

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1er AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

LIEU/DATE	Nbre de nuitées	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN
Ottawa 18 février 2011	1	Invitation à présenter l'approche québécoise à la conférence de l'Organisation internationale pour les migrations à Ottawa (programme d'installation et d'intégration des réfugiés). Les coûts ont été assumés par l'OIM.		**0 $** **# de projet : 280305054**	Guillaume Vailiancourt, conseiller en politiques et programmes, DGDIS / SSAA	Sensibilisation d'intervenants actifs dans treize pays, qui pourront mieux expliquer les services d'Immigration-Québec. Envoi de 2500 signets pour nous référer la clientèle.
Vancouver, C.B. 22 au 26 mars 2011	3	Assurer la participation du Québec au Congrès national de Metropolis 2011 portant principalement sur le rôle de l'immigration, qui consiste à relier le Canada au reste du monde. Le Congrès comprendra six séances plénières avec des conférenciers de renom et plus de cent ateliers et tables rondes à propos d'une grande variété de sujets relatifs à l'immigration et à la diversité culturelle.	Seonaigh MacPherson, ELSA NET, BC Jean Viel, CIC Mylène Goulet, CIC Aline Lechaume, MESS Nicole Galant, INRS - UCS Kamel Béji, Université Laval Marie-Jules Bergeron, CRE - CN Mohammed Soulami, AIDE et autres chercheurs et intervenants dans le domaine	**2 044.30 $** **# de projet : 280205029**	Chakib Benzakour, agent de recherche, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.	La participation à la 13e Conférence nationale de Metropolis a permis de rester au fait des plus récents développements sur différents thèmes, tant en termes de recherches que d'élaboration de politiques. De plus, la participation à la journée pré-conférence portant sur la planification des niveaux d'immigration a contribué à situer les besoins de l'ensemble du Canada par rapport à la planification du Québec.

QUESTION - RG2

LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION ET/OU EN HÉLICOPTÈRE DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES ET DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC

Vol nolisé de Montréal – Sept-Iles – Rimouski – Montréal du 24 au 25 janvier 2011: **2 951 $**

La ministre, M^me^ Kathleen Weil, accompagnée de deux membres du cabinet (M^me^ Sylvia Garcia et M. Renaud Dugas) et d'un garde du corps.

La ministre et le président de la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord, M. Julien Boudreau, ont dévoilé le 24 janvier 2011 la première *Entente spécifique de régionalisation de l'immigration* pour la région de la Côte-Nord, en présence de nombreux partenaires.

Vol par Air Canada de Montréal à Bagotville le 07 février 2011 : **994 $**

La ministre, M^me^ Kathleen Weil, accompagnée de deux membres du cabinet (M^me^ Sylvia Garcia et M. Renaud Dugas).

La ministre et M. Serge Simard, ministre délégué aux Ressources naturelles et de la Faune, ministre responsable de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, ainsi que le président de la Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean, M. Georges Bouchard, ont annoncé le 7 février 2011 le renouvellement de l'*Entente spécifique de régionalisation de l'immigration* au Saguenay-Lac-Saint-Jean en présence de nombreux partenaires.

QUESTION 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT DANS INTERNET) EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES

Voir la réponse à la question 4 de la demande des renseignements généraux.

Liste des contrats de services
Contrats de 1 000 $ à 24 999 $
1er avril 2010 au 28 février 2011

Contractant	Commentaire	Montant
9122-9351 Québec inc.	Recours à un spécialiste pour participer à l'implantation de l'infrastructure de développement Oracle pour les développeurs à distance du Plan directeur des systèmes d'Information	2 520,00 $
9171-5136 Québec inc.	Contrat ouvert de traduction et de révision de divers documents de nature sectorielle vers l'espagnol	10 000,00 $
ABC Lotbinière	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 $
ABC Lotbinière	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 064,00 $
ABC Lotbinière	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 256,00 $
Achhami Deep, Nandan	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	2 533,00 $
Acti-Com	Conception et réalisation d'une activité de formation sur la rédaction synthétique pour les conseillers en sélection des travailleurs qualifiés et des gens d'affaires	2 600,00 $
Acti-Com	Atelier de formation portant sur la simplification des communications écrites	1 850,00 $
Actions interculturelles de dévelop. et d'éducation inc.	Coordonner le tirage et impression de différents articles dans le cadre du projet de «La Tribune de la diversité»	5 000,00 $
Adigraph inc.	Conception et montage graphique de messages ministériels et autres documents de même nature	24 000,00 $
Afriat Lallouz, Sul	Apporter un soutien pour la mise en œuvre des mesures d'intégration des nouveaux arrivants	2 460,00 $
Afriat Lallouz, Sul	Apporter un soutien dans le cadre du Plan directeur des systèmes d'information pour le secrétariat général	7 740,00 $
Afriat Lallouz, Sul	Apporter un soutien pour la mise en œuvre des mesures d'intégration des nouveaux arrivants	2 520,00 $
Afrique au Féminin	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 006,00 $
André Fillon & associés inc.	Coaching et accompagnement à un gestionnaire dans le contexte du programme de développement des compétences des cadres de la fonction publique québécoise	5 750,00 $
Archives Iron Mountain	Services de destruction sur place de documents, cédéroms et disques durs d'ordinateurs contenant des données confidentielles ou nominatives	9 383,00 $
Argos Interprètes & traducteurs inc.	Contrat ouvert de traduction du français vers une autre langue de lettres types, formulaires ou déclarations	3 500,00 $
Argos Interprètes & traducteurs inc.	Contrat ouvert de traduction et révision de divers documents vers différentes langues	5 000,00 $
Ass. Multi-Ethnique Intégration des Personnes Handicapées Québec (AMEIPH)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 964,00 $
Ass. Multi-Ethnique Intégration des Personnes Handicapées Québec	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 964,00 $
Ass. Multi-Ethnique Intégration des Personnes Handicapées Québec	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 040,00 $
Ass. Multi-Ethnique Intégration des Personnes Handicapées Québec	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 552,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 552,00 $
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 436,00 $
Atelier d'Ilathan inc.	Procéder à la confection des uniformes des employés travaillant à l'aéroport Pierre-Eliott Trudeau	6 050,00 $
Au Point - Reprotech	Impression de la brochure ¨Étudier et vivre au Québec ¨ 3 500 exemplaires en version française	1 471,00 $
Axe Communications d'Affaires	Contrat ouvert de traduction et révision de divers documents du français à l'espagnol	10 000,00 $
Baral, Prativa	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	4 030,00 $
Baillargeon, Pierre	Mandat pour la mise en place d'un entrepôt de données sur la sélection	22 506,00 $
Beaudin, Karoline	Francisation à temps partiel en milieu de travail auprès de groupes d'immigrants	3 072,00 $
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Licence pour l'utilisation de la plate-forme Service d'intégration en ligne, maintenance, support et hébergement pour le 2e projet pilote des services d'intégration en ligne.	9 400,00 $
Bineau, Cécile (Infographie Images et Mots)	Services d'infographie pour la création et la modification de formulaires et éléments de papeterie	10 000,00 $
Biron, Monique	Services de révision et de rédaction ou réécriture de divers documents faisant l'objet d'une communication publique	5 000,00 $
Bouclier d'Athena, Services Familiaux, Le	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 011,00 $
Brambles Canada inc.	Services de gestion de l'information (entreposage, sécurité et la livraison des documents sur support magnétiques, microfiches, microfilm ou copie papier)	15 000,00 $
Brasilis Traductions inc.	Contrat ouvert de traduction et révision de divers documents vers le portugais	2 000,00 $
Brio Conseils inc.	Élaboration et réalisation de 4 ateliers destinés aux gestionnaires pour leur permettre de s'approprier les principes et processus de l'architecture d'affaires du Ministère	23 750,00 $
Brodeur, Nicole	Agir à titre de membre externe du comité de vérification interne du ministère	6 200,00 $
C2 Innovations inc.	Support technique et mise à jour du logiciel permettant de gérer et de suivre les demandes de services en informatique	7 200,00 $
Cantin, Louise	Préparation d'un document d'information destiné aux professeurs du Ministère	2 781,00 $
Carré, Marie-Christine	Travaux d'architecture informationnelle et de rédaction Web pour le projet ¨Recruter et embaucher des travailleuses et des travailleurs à l'international Le Guide pratique de l'entreprise ¨	1 100,00 $
Carrefour Accès Loisirs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 587,00 $
Carrefour d'Intercultures de Laval	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 006,00 $
Carrefour d'Intercultures de Laval	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 692,00 $
Carrefour le Moutier	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 040,00 $
Carrefour Solidarité Anjou	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	16 046,00 $
CBCI Télécom Canada inc.	Contrat de services d'entretien pour deux systèmes de visio TANDBERG	3 326,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Cedrom-Sni inc.	Droits de reproduction d'articles et de vidéos utilisés pour le cours de français en ligne "Cours de français en ligne à l'étranger "	1 304,00 $
CEGEP de Granby - Haute-Yamaska	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 982,00 $
CEGEP de Granby - Haute-Yamaska	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 554,00 $
CEGEP de Granby - Haute-Yamaska	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 554,00 $
CEGEP de Saint-Laurent	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 408,00 $
CEGEP de Saint-Laurent	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	18 028,00 $
CEGEP de Saint-Laurent	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	16 225,00 $
CEGEP de Saint-Laurent	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 422,00 $
CEGEP de Saint-Laurent	Accompagnateur pour des étudiants non-voyants	3 060,00 $
CEGEP de Saint-Laurent	Accompagnateur pour des étudiants non-voyants	1 620,00 $
CEGEP de Saint-Laurent	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 606,00 $
CEGEP de Saint-Laurent	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 408,00 $
CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 803,00 $
CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 190,00 $
CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 202,00 $
CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 093,00 $
CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 460,00 $
CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 202,00 $
CEGEP Drummondville	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	15 394,00 $
CEGEP Drummondville	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	7 697,00 $
CEGEP Drummondville	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 928,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 370,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 144,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 205,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 040,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 422,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 040,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 040,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 205,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 807,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 422,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 278,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 807,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 817,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 404,00 $
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 875,00 $
CEGEP International	Planification et réalisation des activités d'intégration dans le cadre du projet de mobilite Québec et La Réunion du 23 août 2010 au 31 mars 2011	20 000,00 $
CEGEP Marie-Victorin	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 460,00 $
Centre Alpha le Tracé inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 224,00 $
Centre Alpha le Tracé inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 224,00 $
Centre Alpha Lira inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 $
Centre Alpha Lira inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 $
Centre Alpha Lira inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 $
Centre Alpha Sainte-Anne	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	16 046,00 $
Centre Clinique Synergie	Expertise médicale	1 250,00 $
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 674,00 $
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	Francisation à temps parteil auprès de groupes d'immigrants	1 782,00 $
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 674,00 $
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	19 328,00 $
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 337,00 $
Centre communautaire des femmes sud-asiatique	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	12 034,00 $
Centre communautaire Mountain Sights	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	12 034,00 $
Centre communautaire multi-ethnique de Montréal-Nord	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 023,00 $
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 431,00 $
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 508,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 280,00 $
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 508,00 $
Centre de Liaison pour l'Éducation et les Ressources Culturelles	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	12 034,00 $
Centre de Promotion Communautaire le Phare inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 011,00 $
Centre de recherche informatique de Montréal inc.	Formation "Concepts de l'orienté objet en développement des systèmes"	1 485,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Production de signets	4 853,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Frais pour l'inscription des employés du ministère au répertoire téléphonique gouvernemental du Québec	2 967,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Fournir les services informatiques sur la plateforme centrale dans l'environnement partagé (PFC-P)	20 900,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Frais d'administration pour demande d'escompte supplémentaire pour l'achat mandaté de micro-ordinateurs de table	18 841,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Programme de formation à la gestion publique	3 985,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Programme de formation à la gestion publique	3 985,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Frais d'administration pour l'élaboration d'un appel d'offres pour l'achat mandaté de terminaux pour visioconférence	3 180,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Concours - Utilisation et correction ou révision des examens	13 880,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Formation Architecture d'affaires	2 545,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Concours cadre 3 - promotion / Utilisation et correction ou révision des examens	16 820,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Programme de formation à la gestion publique	3 875,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Impression de documents pour l'étude de crédits	1 010,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Services informatiques pour l'architecture détaillée de la visio conférence	9 275,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Frais de service pour la production d'un avenant pour un appel d'offres	1 000,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Formation Chargés de projet expérimentés GP 200	4 900,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Opérations gouvernementales de dotation	16 157,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Formation - Architecture d'affaires	2 010,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Frais d'administration pour l'achat mandaté de serveurs à lames et de bandothèques	4 748,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Programme de Formation ¨Leadership en Action pour Gestionnaires de Gestionnaires ¨	2 250,00 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Entente de services de transfert sécurisé de fichiers (TSF)	9 524,00 $
Centre des femmes de Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	16 046,00 $
Centre d'évaluation pour alcooliques et toxicomanes inc.	Expertise médicale	3 315,00 $
Centre d'intégr. multi-services de l'Ouest de l'Île	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 006,00 $
Centre d'intégr. multi-services de l'Ouest de l'Île	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 674,00 $
Centre d'intégr. multi-services de l'Ouest de l'Île	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 349,00 $
Centre multiethnique de Québec	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 500,00 $
Centre R.I.R.E. 2000	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 674,00 $
Centre R.I.R.E. 2000	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 674,00 $
Centre R.I.R.E. 2000	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 067,00 $
Centre R.I.R.E. 2000	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 674,00 $
Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	21 759,00 $
Centre Social d'aide aux immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 674,00 $
Cesarei -Carrefour Intercultu Rel de Verdun	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	20 057,00 $
Chartier, Michèle	Recherche sur les indicateurs de performance en vue de la planification stratégique	13 500,00 $
Chertkov, Anna	Contrat ouvert pour des services d'interprétariat du russe au français pour les entrevues de sélection	1 014,00 $
CLAM [Carrefour de Liaison et d'Aide Multi-ethnique]	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 674,00 $
Clinique de médecine industrielle Brunet inc.	Expertise médicale	2 300,00 $
Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec	Clinique de vaccination automne 2010	2 363,00 $
Clinique d'expertises médicales du Québec inc.	Évaluation des coûts sociaux et de santé pour les immigrants destinés au Québec et déclarés interdits de territoire pour raison sanitaire	8 000,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Collectif des entreprises d'insertion du Québec inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 600,00 $
Collège d'Enseignement Général et Professionnel de l'Outaouais	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 606,00 $
Collège d'Enseignement Général et Professionnel de l'Outaouais	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 606,00 $
Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Saint-Jérôme (CEGEP)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 496,00 $
Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Saint-Jérôme (CEGEP)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 639,00 $
Collège d'Enseignement Général et Professionnel de St-Hyacinthe	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 730,00 $
Collège d'enseignement général et professionnel Édouard-Montpetit	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 202,00 $
Collège d'enseignement général et professionnel Édouard-Montpetit	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 202,00 $
Collège d'Enseignement Général et Professionnel Montmorency (CEGEP)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 202,00 $
Collège d'Enseignement Général et Professionnel Montmorency (CEGEP)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 606,00 $
Collège d'Enseignement Général et Professionnel Montmorency (CEGEP)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 408,00 $
Collège d'Enseignement Général et Professionnel Montmorency (CEGEP)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 606,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Comité d'Éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de St-Henri, Le	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 006,00 $
Commission scolaire de l'Énergie	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 224,00 $
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	10 920,00 $
Compro communications inc.	Modifications au message automatisé de la réponse vocale interactive téléphonique du Ministère (français et anglais).	2 280,00 $
Compro communications inc.	Modifications de l'arborescence de la réponse vocale interactive.	2 000,00 $
Compugen inc.	Service de dépannage et de mise à jour pour les serveurs SAN ainsi que les pièces et la main-d'œuvre afférentes	16 913,00 $
Comquat inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 023,00 $
Conférence régionale des élus de Montréal	Achat d'espace promotionnel pour la fête d'accueil montréalaise des étudiants internationaux du Québec	3 000,00 $
Connections Pur-Tel	Installation de prises data, téléphoniques et électriques et déplacements de colonnettes	1 300,00 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Soutien dans le cadre de la réalisation de la révision de la cartographie du processus du programme Immigrants investisseurs	2 320,00 $
Corporation concept Alpha de Rouyn-Noranda	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 $
Corporation concept Alpha de Rouyn-Noranda	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 544,00 $
Corporation concept Alpha de Rouyn-Noranda	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 544,00 $
Côté, Gaétan	Soutien à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation concernant l'encadrement des consultants en immigration	20 000,00 $
Crayon rouge enr., Le	Services de révision et de rédaction ou réécriture de divers documents faisant l'objet d'une communication publique	5 000,00 $
Crealogik inc.	Hébergement, soutien technique et mise à jour des modules de la base de données Agora Scriptor	4 579,00 $
CSPQ - Dir. Gén. Technologies de l'information et des Communications	Pour l'utilisation des systèmes de gestion du personnel SADE, GR, SDE, GEREV	21 331,00 $
CSPQ - Information Gouvernementale	Placement média - Campagne de promotion hors Québec ¨Vous avez une place au Québec ¨	14 898,00 $
CSPQ - Publications du Québec, Les	Publication dans la Gazette officielle de ¨Consultants en immigration ¨ et ¨Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers ¨	1 320,00 $
CSPQ - Publications du Québec, Les	Publication dans la Gazette officielle du Québec	1 924,00 $
CSPQ - Publications du Québec, Les	Hébergement et diffusion du Guide des procédures d'immigration (GPI) dans Internet - Du 1er octobre 2010 au 30 septembre 2011	13 500,00 $
CSPQ - Publications du Québec, Les	Publication dans la Gazette officielle du Québec de modifications au Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers	1 693,00 $
CSPQ - Service de l'administration	Traduction vers l'anglais du Règlement modifiant le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers et du Règlement sur les consultants	1 027,00 $
CSPQ - Service de l'administration	Programme de formation à la gestion publique pour un gestionnaire	1 937,00 $
CSPQ - Service de l'administration	Formation ¨Leadership en action pour les gestionnaires de gestionnaires (LAGG) ¨	4 275,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
CSPQ - Service de l'administration	Placement média dans ¨Infirmière Magazine ¨ - Publicité pour faire la promotion du kiosque Québec au Salon infirmer 2010 à Paris	4 968,00 $
Dalcourt, Danielle	Contrat ouvert de révision linguistique et de traduction de documents du français vers l'anglais	5 000,00 $
De Cruz, Natasha	Contrat ouvert de traduction et révision de divers documents du français vers l'anglais	5 000,00 $
De Facto Cabinet-Conseil inc.	Services d'aide-conseil, recherche et rédaction dans le cadre du Plan directeur des systèmes d'information pour le secteur Immigration	6 186,00 $
Deschênes, Jean-Claude	Agir à titre de président du Comité de vérification interne du ministère	3 500,00 $
Dhital, Narayan	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	9 982,00 $
Diaz, Eduardo	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 089,00 $
Diaz-Berrio Döring, Lourdes Adriana	Agir comme agente d'accompagnement en ligne pour la clientèle du projet pilote Service d'intégration en ligne	4 200,00 $
Diaz-Berrio Döring, Lourdes Adriana	Agir comme agente d'accompagnement en ligne pour la clientèle du projet pilote Service d'intégration en ligne	7 000,00 $
Dicom Express inc.	Service de messagerie	1 605,00 $
D'Itri, Cynthia	Enseigner le français, langue seconde, à un groupe de jeunes de minorités visibles ayant des problèmes d'insertion au marché du travail, à titre d'enseignante	1 023,00 $
D'Itri, Cynthia	Enseigner le français langue seconde à un groupe de jeunes de minorités visibles ayant des problèmes d'insertion au marché du travail, à titre d'enseignante	1 792,00 $
Djellali, Farida	Agir comme agente d'accompagnement en ligne du projet pilote Service d'intégration en ligne	5 474,00 $
DMR, une division de Fujitsu conseil [Canada] inc.	Analyse de sécurité des services transactionnels en ligne pour le Plan directeur des systèmes d'information	14 700,00 $
DMR, une division de Fujitsu conseil [Canada] inc.	Définition des principes de sécurité en technologie de l'information du Ministère	21 000,00 $
DMR, une division de Fujitsu conseil [Canada] inc.	Soutien téléphonique et technique pour le système informatisé de gestion de temps IPEV pour 2010 2011	12 442,00 $
DMR, une division de Fujitsu conseil [Canada] inc.	Soutien téléphonique et mise à jour du logiciel Macroscope	2 200,00 $
Doat, Michèle	Contrôle de qualité et traitement final des décisions rendues dans le cadre de la révision administrative des refus en immigration	10 351,00 $
Domenech Marti, Sol	Agir comme agente d'accompagnement en ligne pour la clientèle du projet pilote Service d'intégration en ligne	4 340,00 $
Dominguez de Piquette, Jacobed	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 579,00 $
Dumont, François	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 100,00 $
Dumont, François	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 100,00 $
E.M. Espace Management inc.	Coaching et accompagnement d'un gestionnaire du Ministère dans le contexte du programme de développement des compétences des cadres de la fonction publique québécoise	3 555,00 $
E.M. Espace Management inc.	Coaching et accompagnement d'un gestionnaire du Ministère dans le contexte du programme de développement des compétences des cadres de la fonction publique québécoise	1 763,00 $
ECCTIS Ltd	Abonnement à des bases de données britanniques	1 982,00 $
École forestière de la Tuque	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 360,00 $
École forestière de la Tuque	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 646,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
École nationale d'administration publique	Formation en éthique pour le répondant ministériel et les répondants associés au Ministère	4 024,00 $
Eddy, Kim	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 705,00 $
Édumicro inc.	Service de reformatage d'un fichier informatique	3 850,00 $
Emond, Nadine	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 386,00 $
Entraide [Pont-Viau et Laval des Rapides], L'	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	24 602,00 $
Entraide [Pont-Viau et Laval des Rapides], L'	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 011,00 $
Enveloppe Concept inc.	Impression de 40 000 enveloppes 4 1/8 po x 9 1/2 po avec fenêtre pour la Direction de l'immigration économique - Québec	1 728,00 $
Enveloppe Concept inc.	Impression de 40 000 enveloppes 4 1/8 po par 9 1/2 po avec fenêtre pour la Direction des ressources humaines	1 728,00 $
Enveloppe Concept inc.	Impression de 20 000 enveloppes 9 1/2 ¨ x 14 3/4 ¨, sans adresse, sans fenêtre	2 360,00 $
Enveloppe Montréal [2008] inc.	Impression de 25 000 enveloppes 4 1/8 po x 9 1/2 po, avec fenêtre, pour le Registraire et services à la clientèle	1 350,00 $
Espace Courbe inc.	Gestion de l'organisation des contenus et entretien technique des sites Internet du Ministère	23 500,00 $
Évaluation personnel sélection international inc.	Procéder à la correction du Test d'approche et de comportement au travail dans le cadre du concours de promotion de niveau cadre classe 2	8 000,00 $
Évaluation personnel sélection international inc.	Procéder à la correction du Test d'approche et de comportement au travail dans le cadre du concours de promotion de niveau cadre classe 3	24 000,00 $
Expertises Michel Grégoire inc.	Expertise médicale	1 000,00 $
Fiduciaires du Fonds de placement immobilier Cominar, Les	Effectuer divers travaux dans les locaux occupés par le ministère au 255 rue Crémazie à Montréal	9 000,00 $
Film Production J G inc.	Impression numérique ou ¨ offset ¨ de divers documents	10 000,00 $
Fonds de fourniture de biens ou de services du Ministère du Revenu	Effectuer une enquête administrative et rédiger le rapport d'enquête et de recommandations administratives	4 798,00 $
Formation de Base pour le Développement de la Main-d'Oeuvre	Contrat de démarchage, de recrutement d'entreprises et d'organisation des cours de français dans les entreprises du secteur hôtelier	24 319,00 $
Fortsum solutions d'affaires inc.	Modification de rapports spécifiques qui sont produits par le logiciel Acomba	1 750,00 $
Fortsum solutions d'affaires inc.	Modifications de configurations et de modèles de rapports produits par le logiciel Acomba	2 000,00 $
Francis Beaulieu, l'artisan traiteur (2434-8591 Québec inc.)	Traiteur dans le cadre de l'événement Prix Québécois de la Citoyenneté	1 517,00 $
Francis Beaulieu, l'artisan traiteur (2434-8591 Québec inc.)	Service de traiteur incluant la location de tables, nappes et chaises dans le cadre de la soirée Hommage aux retraités 2010	3 513,00 $
François Leroux Télécom inc.	Recours à un spécialiste pour l'implantation de l'infrastructure technologique requise dans le cadre du projet de vidéoconférence	21 000,00 $
FSG - Service d'entretien d'équipement bureautique	Réparation et entretien des équipements bureautiques et informatiques du ministère	6 280,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Fu, Isabelle	Contrat ouvert de traduction et révision de divers documents du français au mandarin	5 000,00 $
Fusepoint services d'infogérance inc. (Québec)	Fournir des services d'hébergement, de correction, de mise en ligne et des statistiques de fréquentation pour les sites Internet du Ministère et fournir des accès aux serveurs pour le personnel du Ministère	15 000,00 $
Gauthier, Claude	Mandat d'optimisation des ressources prévu dans la planification annuelle de l'équipe de vérification interne	24 495,00 $
Gauthier, Claude	Mandat d'optimisation des ressources du Centre d'expertise sur les formations acquises hors du Québec	15 000,00 $
Gervais, Yolande	Expertises en écritures dans le cadre de vérifications et enquêtes menées par le Service de la sécurité et des enquêtes	5 000,00 $
Ghimire Mukti, Nath	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	10 825,00 $
Goadri, Abdol Razzagh	Contrat ouvert pour services d'interprétariat du farsi au français pour les entrevues de sélection	2 000,00 $
Gold Castle Holding ltd	Effectuer divers travaux dans les bureaux occupés par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles au 2050 de Bleury à Montréal	5 000,00 $
GoSecure inc.	Effectuer des tests de vulnérabilité sur les différents sites WEB Internet du Ministère	14 300,00 $
Graphidée (2173-8208 Québec inc.)	Services d'infographie et de mise en page en roumain et en russe pour brochure (12 pages), affiche et carte postale	1 900,00 $
Groupe C.D.P. inc.	Frais de déménagement pour une employée en raison d'un changement de port d'attache	4 286,00 $
Groupe Collégia (Centre spécialisé des pêches)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 520,00 $
Groupe Conseil C.F.C.	Formation en Conseil stratégique, rôle-conseil, impact et influence	2 725,00 $
Groupe Conseil Sco	Formation de plusieurs conseillères et conseillers en francisation visant à améliorer l'efficacité organisationnelle et les relations interpersonnelles dans le milieu de travail	5 875,00 $
Groupe Express-Roularta	Achat de publicité dans le Guide ¨S'installer et travailler au Québec 2010¨	4 808,00 $
Groupe Hay limitée, Le	Session de formation de 2 jours sur la méthode utilisée pour l'évaluation des emplois d'encadrement dans la Fonction publique québécoise.	1 725,00 $
Groupe Petra ltée	Effectuer divers travaux dans les bureaux occupés par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles au 7151 Jean-Talon est à Anjou	1 261,00 $
Groupe PLB Lampron inc.	Impression du signet ¨Vos talents ont une place au Québec ¨ 32 000 exemplaires en version française	1 100,00 $
Groupe Santé Medisys inc.	Expertise médicale	1 025,00 $
Groupe Santé Physimed inc.	Expertise médicale	1 475,00 $
Hacheme, Belinda	Agir comme accompagnatrice en ligne pour la clientèle du deuxième projet pilote Service d'intégration en ligne.	4 340,00 $
Halte-Femmes Montréal-Nord	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 040,00 $
HEC Montréal	Formation ¨Dirigeants, comment générer un climat propice favorisant la collaboration et la productivité ?¨	1 526,00 $
Hewlett-Packard [Canada] cie	Contrat d'entretien, réparation et mise à jour de 2 serveurs HP	1 354,00 $
Hewlett-Packard [Canada] cie	Contrat d'entretien et de réparation de 17 serveurs HP plus Lin 1, Lin 5	20 655,00 $
Hewlett-Packard [Canada] cie	Contrat d'entretien et réparation de 4 serveurs PROLIANT DL380	2 855,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Ici Intégration Communautaire des Immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 256,00 $
Ici Intégration Communautaire des Immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 $
Ici Intégration Communautaire des Immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 256,00 $
ICLT inc.	Impression des cahiers À nous la parole 1 et 2. ¨Développer cours français spécialisés domaine professionnel ¨	7 770,00 $
Impressions de Beauce inc.	Impression de divers formulaires en version française et anglaise en 14780 exemplaires	3 975,00 $
Imprime-Emploi	Assemblage et mise en enveloppe de différents documents pour préparation à l'expédition aux différents partenaires et à la clientèle	13 500,00 $
Imprimerie et Papeterie Gibraltar inc.	Impression des affiches ¨Vous avez une place ici ¨ en 250 exemplaires (version française)	1 140,00 $
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Impression de 8 000 exemplaires du Cahier de formation AMTQ	17 660,00 $
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Impression du Guide du parrain et Guide du parrainé (1 500 exemplaires en français et 500 en anglais)	1 866,00 $
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Impression du Rapport annuel de gestion 2009-2010 (250 exemplaires)	4 144,00 $
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Impression de 1000 exemplaires de la publication ¨Digne d'attention! Cahier d'activités de l'étudiant - 4 ¨ (version française)	7 000,00 $
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Impression papeterie spéciale pour la Ministre - Lettres et cartons d'invitations avec enveloppes.	3 994,00 $
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Impression en 250 exemplaires de la version française de l'«Échelle québécoise des niveaux de compétence en français des personnes immigrantes adultes»	1 334,00 $
Imprimerie Jonarts	Impression du carton-tente ¨ Pour réussir sa francisation ¨ en 20 000 exemplaires (version française)	1 589,00 $
Imprimerie Maska inc.	Impression du signet Déclaration de services à la clientèle en 30 000 exemplaires (version française)	1 051,00 $
Imprimerie V.D.L. inc.	Impression de l'affiche SQRI 2010 ¨Place à la diversité.¨ en 15 000 exemplaire	2 650,00 $
Imprimerie Valbec inc.	Impression de 5000 exemplaires du formulaire ¨Formulaire de demande d'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec ¨, version française	1 495,00 $
Imprimerie Valbec inc.	Impression de 6000 formulaires ¨Demande d'admission aux cours de français à temps complet et à l'aide financière ¨ (versions anglaise et française)	3 480,00 $
Imprimerie Valbec inc.	Impression de 30 000 exemplaires de la version française du formulaire ¨Accusé de réception ¨	2 010,00 $
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Location de salle, incluant un diner dans le cadre d'une journée de formation sur le travail d'équipe	1 530,00 $
Institut du Nouveau Monde	Animation du colloque sur la régionalisation de l'immigration	2 000,00 $
Institut National de la Recherche Scientifique	Production de document synthèse du 12e Congrès National Metropolis et séminaires de discussion	20 000,00 $
IOM International Organization for Migration, Mission to Moldova	Location de salles pour trois missions de sélection en Moldavie (Bureau d'immigration du Québec à Vienne)	4 072,00 $
J. B. Deschamps inc.	Impression de 10 000 exemplaire du formulaire ¨Demande d'évaluation comparative des études effectuées hors Québec ¨ (version française) et 3 500 version anglaise	1 796,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
J. B. Deschamps inc.	Impression de pochettes de classement	1 112,00 $
J. B. Deschamps inc.	Impression du formulaire ¨Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec ¨ en 30 000 exemplaires (version française)	3 057,00 $
Jacques Lamarre et associés inc.	Services professionnels en milieu de travail	2 800,00 $
Jacques Lamarre et associés inc.	Services professionnels en milieu de travail	8 162,00 $
Jacques Lecavalier & Associés inc.	Mise à jour du Plan d'action personnalisé en ligne, ajout de trois gabarits, collaborer à la rédaction du chapitre 5 et rédiger le rapport finale du deuxième projet du service d'intégration en ligne	8 750,00 $
Kabak, Lidia	Contrat ouvert pour services d'interprétariat de l'arabe au français pour les entrevues de sélection	3 290,00 $
Kafley, Gopal	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 548,00 $
Kasern l'Atelier Créatif inc.	Services d'infographie et de mise en page des rapports annuels 2009-2010 et 2010-2011.	4 705,00 $
Kasern l'Atelier Créatif inc.	Services d'infographie pour la mise à jour du guide ¨Apprendre le Québec, 2e édition ¨ en version anglaise et espagnole	1 500,00 $
Kennedy, Élaine	Contrat ouvert de traduction et révision de divers documents du français à l'anglais	5 000,00 $
Kevlar - Bois Fontaine	Effectuer divers travaux dans les locaux occupés par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles au 930, chemin Ste-Foy à Québec	5 000,00 $
KPMG S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	Conception d'une méthodologie d'analyse des documents financiers déposés par les immigrants investisseurs	24 000,00 $
Lambert, Marie-Renée	Élaborer un processus de certification des organismes et développer divers outils à l'intention des conseillers et desdits organismes	6 000,00 $
Laplante Godbout, Céline	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 100,00 $
Laplante Godbout, Céline	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 100,00 $
Larmur inc.	Service de soutien téléphonique, de mise a jour du logiciel Adhoc Biblio et d'hébergement de l'application Web	1 175,00 $
Leney, Peter	Contrat ouvert de traduction et révision de documents du français à l'anglais	10 000,00 $
Lévesque, Hélène	Fournir une expertise-conseil et du soutien professionnel pour différents travaux en matière de gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre et d'organisation administrative au secteur Intégration	20 000,00 $
Lithographie G Monette inc.	Impression de brochures et signets en versions française et anglaise (5 000 exemplaires de chaque) et des affiches et affichettes en versions française et anglaise (100 exemplaires de chaque)	6 453,00 $
Logiciel HMS Software	Contrat (110 licences) de support et entretien pour TimeControl du 18 décembre 2010 au 18 décembre 2011	2 640,00 $
Logiser Info Service inc.	Service d'entretien et de réparation des équipements de bureau du ministère pour les bureaux de Montréal et les environs	5 625,00 $
Lorenzato, Maria Cristina	Contrat ouvert de traduction de divers documents du français vers le portugais	2 000,00 $
MacDonald, Leslie	Contrat ouvert de traduction et de révision de textes du français vers l'anglais	10 000,00 $
Magma Design inc.	Services d'infographie et de mise en page des fiches d'information sur les professions régies par un ordre professionnel	3 688,00 $
Magra Multi Media inc.	Reproduction de 1000 cédéroms audio des cahiers d'activités Digne d'Attention	1 127,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Magra Multi Media inc.	Reproduction de cédéroms pour des cours de francisation	3 266,00 $
Magra Multi Media inc.	Reproduction de 4000 cédéroms audio des cahiers d'activités Digne d'attention	3 775,00 $
Maison Alpha ABC Côte-Nord	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 544,00 $
Maison de la famille des Maskoutains	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 337,00 $
Maison de la famille des Maskoutains	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 337,00 $
Maison de la famille des Maskoutains	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	15 317,00 $
Médigestal inc.	Expertise médicale	1 000,00 $
Merle blanc	Services de conception graphique et infographie de divers documents	24 000,00 $
Messageries du Grand Montréal inc., Les	Effectuer quotidiennement la cueillette des journaux achetés par le ministère pour le 360 rue Mc Gill	1 354,00 $
Michèle Poirier & associés inc.	Participation au programme d'atelier "Le sens politique" 16-17 février 2011	1 290,00 $
Mieux-être des immigrants, Le	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	19 450,00 $
Muktan, Kausila	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 354,00 $
MTO Télécom inc.	Service d'accès à haute vitesse au réseau Internet pour les bureaux du ministère	20 000,00 $
Nacro, Saran Yasmine	Fournir un soutien en matière de vérification interne	6 135,00 $
Navigant conseil LJ inc.	Soutien au chargé de projet dans l'analyse du processus de révision du programme Immigrants Investisseurs	18 000,00 $
Nguyen-Parrot	Animation de réunions afin de préciser le questionnaire et le cadre d'évaluation du programme Travailleurs qualifiés	3 500,00 $
Ô Saveurs Traiteur	Service de traiteur pour déjeuner de reconnaissance dans le cadre de la clôture des projets OSR & Encaissements	1 602,00 $
Opale impressions inc.	Impression, préparation et envoi postal - Lettre règlement sur les consultants en immigration	3 800,00 $
P.A.E. Consultants	Programme d'aide aux employés (terminer dossiers en cours)	2 225,00 $
P.A.E. Consultants	Programme d'aide aux employés, période de transition avril 2010	4 000,00 $
Paré, Jonathan	Consultant en développement de logiciels pour le projet d'amélioration de la base de données des informations relatives aux plaintes dans une base de données Microsoft Access	4 400,00 $
Paré, Jonathan	Consultation en développement de logiciels pour le projet de migration/consolidation des informations relatives au plaintes	4 290,00 $
PB Conseils RH inc.	Procéder à la rédaction finale du cadre de référence à l'intention de l'ensemble des intervenants RH et des gestionnaires du Ministère sur la « Stratégie d'élaboration des profils de compétences en lien avec le rôle économique du Ministère » de même qu'un abrégé pour la présentation au comité de direction.	20 000,00 $
PG Govern Qc inc.	Contrat d'entretien et soutien du logiciel SYGID	5 375,00 $
PG solutions inc.	Entretien annuel et soutien aux utilisateurs du logiciel SyGED incluant le moteur de recherche, l'appui et les mises à niveau du logiciel, après implantation	12 966,00 $
Pinsonneault, Gérard	Réalisation d'une revue de littérature établissant l'état des connaissances sur le thème ¨Accès à la citoyenneté et intégration sociale ¨	5 000,00 $
Place Dupuis Commercial Trust	Construction d'une salle pour le système de visio conférence	19 562,00 $
Place Dupuis Commercial Trust	Effectuer divers travaux dans les locaux occupés par le ministère au 800 de Maisonneuve	3 004,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Pouvoir des mots Gaspé	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	6 875,00 $
Pouvoir des mots Gaspé	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	10 020,00 $
Productions Novel inc.	Location d'équipements audio-visuels dans le cadre d'un colloque national sur la régionalisation de l'immigration	3 465,00 $
Projet Littera	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	20 520,00 $
Projet Littera	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	20 520,00 $
Promis [Promotion - Intégration - Société Nouvelle]	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 337,00 $
Provençal, Fanny	Contrat ouvert de révision linguistique et correction d'épreuve de divers documents français	5 000,00 $
Publications Métropolitaines inc.	Message de la ministre dans le journal Métro dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs	3 000,00 $
Receveur général du Canada (Statistique Canada)	Pour l'obtention d'une licence d'utilisation de statistiques sur le recensement	1 115,00 $
Regain Groupe Conseil inc.	Formation sur le travail d'équipe	2 600,00 $
Régie de l'assurance-maladie du Québec	Transmission et jumelage de données en vue de la réalisation de l' « Étude sur l'intégration au marché du travail des travailleurs qualifiés »	3 300,00 $
Régie de l'assurance-maladie du Québec	Transmission et jumelage de données en vue de la réalisation de l' « Étude sur la population immigrante présente au Québec»	3 500,00 $
Réparatex inc.	Contrat ouvert pour la réparation des serrures du mobilier des bureaux de la région de Montréal et les environs	3 500,00 $
Reprografic	Production de 6 panneaux et de 2 toiles pour Duo-Sprint avec la nouvelle image gouvernementale	1 716,00 $
Réseau Conseil inc.	Coaching et accompagnement d'un gestionnaire dans le cadre du Programme de développement des compétences des cadres de la fonction publique québécoise,	2 500,00 $
Réseau D.O.F. inc.	Entretien de coaching	1 000,00 $
Réseau Internet Québec inc.	Services d'hébergement des sites internet	24 960,00 $
Roura, Liliana	Agir comme administratrice de la plate-forme du projet pilote de Service d'intégration en ligne d'intrégration	17 325,00 $
Roura, Liliana	Agir comme administratrice de la plate-forme de formation en ligne	7 280,00 $
Saint-Sauveur, Marc	Contrat ouvert - Conversion et montage de documents en PDF dynamique pour site Web	8 500,00 $
Schulman, Gwendolyn	Contrat ouvert de traduction et révision de divers documents du français vers l'anglais	5 000,00 $
Scribouillard, Le	Mise en page, impression et calligraphie des textes des certificats pour le "Prix québécois de la citoyenneté"	2 245,00 $
Service d'accueil des nouveaux Arrivants de Trois-Rivières	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 094,00 $
Service d'aide aux Néo-canadiens	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	3 630,00 $
Service des Loisirs du Bon Pasteur	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	17 748,00 $
Service des Loisirs du Bon Pasteur	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 702,00 $
Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	Service d'interprétation auprès d'une personne malentendante	3 500,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	16 046,00 $
Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 023,00 $
Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	7 132,00 $
Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	7 131,00 $
Services conseils Hardy inc., Les	Cours d'introduction au logiciel SAS	1 132,00 $
Services informatiques Trigonix inc.	Service de numérisation de microfiches	3 878,00 $
Services linguistiques Bruno Maillet	Contrat ouvert de traduction et révision de divers documents français vers différentes langues	3 000,00 $
SimplexGrinnell	Réaliser divers travaux d'entretien, de réparations et de modifications du système de sécurité (carte clé) installé dans les 9 bureaux du ministère - seul contractant possible en vertu du droit de propriété	8 313,00 $
SimplexGrinnell	Réaliser divers travaux sur le serveur central du système de sécurité qui gère les carte clés	9 495,00 $
Société de Gestion du réseau informatique des Comm. scolaires	Licence annuelle de la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires, de la banque de données repères.qc.ca.	5 180,00 $
Société de télédiffusion du Québec [Télé-Québec]	Bannières web dans le cadre de la Semaine des rencontres interculturelles	1 800,00 $
Société Parc-Auto du Québec	Droit de stationnement pour le véhicule de la ministre à Québec et à Montréal	2 545,00 $
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 017,00 $
Solidarité Villeray	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 011,00 $
Solutions de rangement Prisma inc., Les	Démantèlement, manutention et réinstallation d'un système de classement QuadraMobile	2 640,00 $
Solutions Novaxis inc.	Abonnement annuel au site Cit@tion Droit du travail en ligne	2 615,00 $
Stanley Canada Corporation	Déplacement et réinstallation du sytème de gestion de file d'attente du 285 Notre-Dame Ouest à Montréal	2 673,00 $
Sullivan centre de langues	Cours de perfectionnement en anglais pour tout employé désigné du Secrétariat général	6 375,00 $
Supremex inc.	Impression de 20 000 enveloppes, sans fenêtre, 9 po x 12 po, sans adresse	1 562,00 $
Supremex inc.	Impression de 25 000 enveloppes de format 9 po x 12 po, portant une mention NE PAS PLIER	1 692,00 $
Supremex inc.	Impression de 15 000 enveloppes 9 1/2 po x 12 po avec fenêtre et ouverture sur le bout, pour la Direction de l'immigration familiale et humanitaire.	2 448,00 $
Sybase Canada Limited	Renouvellement annuel du contrat de soutien pour le logiciel Power AMC	4 518,00 $
Syncsort	Renouvellement du soutien aux utilisateurs de logiciel Backup Express pour la bandothèque (système de sauvegarde et de prises en copie de sécurité)	19 932,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Table Ronde du Mois de l'Histoire des Noirs	Coordonner la 20e édition du Mois de l'histoire des Noirs. Élaborer un calendrier, confection, impression et distribution du matériel promotionnel, collaboration avec les partenaires et réalisation d'une conférence de presse.	22 000,00 $
Tahvildariyekta, Arezoo	Contrat ouvert pour services d'interprétariat du farsi au français pour les entrevues de sélection	6 000,00 $
Tahvildariyekta, Arezoo	Services d'interprétariat du farsi au français pour les entrevues de sélection	6 000,00 $
Télécommunications Phare inc.	Architecte spécialisé en protocole de routage DATA et en téléphonie IP	12 500,00 $
Télé-Université (TÉLUQ)	Fournir et administrer un examen de français écrit pour les candidates et candidat au poste d'enseignant au Ministère	12 000,00 $
Tia, Hongsin	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 551,00 $
TNT Express [Canada] Ltd.	Expédition de courrier international	3 048,00 $
Traductions Terrance Hughes inc.	Contrat ouvert de traduction de divers documents du français vers l'anglais	10 000,00 $
Transport R Baillargeon ltée	Déménagement du mobilier du bureau de Rouyn-Noranda vers Montréal	1 481,00 $
Tremblay, Gisèle	Rédaction d'un projet de texte pour le Rapport annuel de gestion 2010-2011	15 000,00 $
Trickey, Judith	Soutien au chargé de projet dans le cadre de la méthodologie de révision des processus et de gestion de projet en place au ministère	8 715,00 $
Tulshi Ram Rasaily	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 027,00 $
Umen Digital inc.	Reproduction de CD et DVD pour les cours de français de spécialité (domaine de la santé)	3 915,00 $
Université Concordia	Forum d'échange sur les étudiants étrangers tenu le 28 avril 2010	3 345,00 $
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	16 736,00 $
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 574,00 $
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	7 211,00 $
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	12 359,00 $
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 967,00 $
Université Laval	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 460,00 $
Université Laval	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 730,00 $
Université Laval	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 730,00 $
Université Laval	Formation ¨module 2 La stratégie et la gestion ¨	3 250,00 $
Université Laval	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	16 896,00 $
Vallée, Véronique	Enseigner le français langue seconde à un groupe de jeunes de minorités visibles ayant des problèmes d'insertion au marché du travail	2 304,00 $
Vallée, Véronique	Enseigner le français langue seconde à un groupe de jeunes de minorités visibles ayant des problèmes d'insertion au marché du travail	8 448,00 $
Veilleux, Elizabeth	Enseigner le français, langue de spécialité, à un groupe de candidats ingénieurs	3 648,00 $
Verisign	Acquisition d'une licence Verisign pour le nom de domaine integrationenligne.gouv.qc.ca	2 889,00 $
Vidéotron ltée	Service de câblodistribution à l'intérieur des locaux du ministère	7 986,00 $
Vujasinovic, Ivo	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	3 636,00 $

Contractant	Commentaire	Montant
Websense	Services de mise à jour et soutien du logiciel de gestion des accès à Internet et de filtrage Web pour l'ensemble des utilisateurs au ministère	10 290,00 $
Zia, Ali-Gianni	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 463,00 $

QUESTION - RG5

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL

Contractant : Richard Vigneault communication.

Mandat : Conseils et rédaction de notes d'allocution destinées à la ministre.

Montant : 1 950 $.

Date : 9 au 12 juillet 2010.

Contractant : Journal *Chefs d'entreprises*

Mandat : Espace publicitaire réservé pour un article paru dans l'édition de décembre 2010.

Montant : 1 100 $.

QUESTION - RG6

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE DE PLUS D'UN MILLION DE DOLLARS INITIÉ DEPUIS L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE

PLAN TRIENNAL DES PROJETS ET ACTIVITÉS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES

Le *Plan triennal des projets et activités en ressources informationnelles 2010-2013* du Ministère prévoit la réalisation d'investissements en ressources informationnelles destinés à la mise en œuvre de son *Plan directeur des systèmes d'information* (PDSI), dont il est question ci-après, ainsi qu'à la réalisation de projets complémentaires dont certains sont estimés à plus d'un million de dollars et sont présentés ci-dessous.

PLAN DIRECTEUR DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Le *Plan directeur des systèmes d'information* est issu du besoin d'effectuer le virage technologique nécessaire à l'amélioration de la qualité des services et à l'accroissement de la performance organisationnelle, comme s'y est engagé le Ministère dans son Plan stratégique 2008-2012. Le *Plan directeur des systèmes d'information* propose un ensemble de projets en technologie de l'information qui soutiennent le déploiement de processus renouvelés centrés sur la clientèle. Il vise à moderniser en profondeur les systèmes d'information afin de fournir au Ministère toute la flexibilité et l'efficacité dont il aura besoin dans les années à venir.

PROJETS COMPLÉTÉS EN 2010-2011 (COÛTS RÉELS À PLUS D'UN MILLION)	MONTANT
Placement en ligne volet international	**1 273,5 K$**

Développement d'un volet international au service de placement en ligne offert par le MESS. Ce projet s'est fait en partenariat avec le MESS qui a été chargé de sa réalisation. Il vise à faciliter l'arrimage des emplois vacants au Québec avec des candidats sélectionnés à l'étranger.

- Statut du projet : terminé
- Réalisation : Exercices financiers 2009-2010 à 2010-2011
- Montant total des contrats octroyés par le MICC à des firmes externes : 257,6 K$
- Montant total de l'entente avec le MESS pour le projet : 934,7 K$

Organisation des services de renseignements **1 030,5 K$**

En février 2008, le Ministère s'est engagé dans un vaste effort de réorganisation de ses services de renseignements. Ce projet a été mis en œuvre en réponse à un diagnostic négatif découlant d'une gestion des services de renseignements morcelée et dispersée au sein du Ministère, qui se concrétisait notamment par un taux de blocage des appels de l'ordre de 47 %. Ce projet a consisté à réorganiser les services de l'ensemble du territoire du Québec et à implanter un centre de contacts clientèle qui constitue aujourd'hui l'ossature principale d'un service de renseignements structuré autour d'un guichet unique d'information disposant de tous les modes de communication (téléphone, courriel, application libre-service, etc.). Le projet a déployé une nouvelle structure organisationnelle accompagnée de l'implantation d'une nouvelle technologie destinée à la gestion de l'offre de service téléphonique. Le tout est accompagné de l'introduction de nouvelles méthodes, outils et processus de travail indispensables à cette modernisation.

- Statut du projet : terminé
- Réalisation : Exercices financiers 2008-2009 à 2010-2011
- Montant total des contrats octroyés par le MICC à des firmes externes : 153,9 K$

Architecture des systèmes d'information **1 013,0 K$**

Issu du *Plan directeur des systèmes d'information (PDSI)*, ce projet à permis d'élaborer «l'architecture détaillée» des futurs systèmes informatiques du Ministère, à déterminer l'ensemble des composantes technologiques adéquates (matériels et logiciels), les fonctionnalités recherchées ainsi que les données nécessaires à la transformation et à la modernisation de ses services. De façon plus spécifique, le projet a permis de mettre en place des outils et des solutions technologiques à la fine pointe, de fixer le cadre, les orientations, les normes et les choix technologiques adéquats, ainsi que de préciser les fonctionnalités et les données qui rendent possible la mise en œuvre, de façon optimale, du PDSI. Le projet permet ultimement de :

1. remplacer les composantes technologiques actuelles et désuètes pour mettre en place un système de mission adapté à l'offre de services du Ministère et capable d'en soutenir l'évolution;
2. mettre en place une base de connaissances commune et partagée, favorisant l'autonomie de la clientèle et des intervenants (représentants, utilisateurs, partenaires et mandataires) afin de soutenir une offre de services intégrée;
3. déployer une plus grande offre de services en ligne destinée à la clientèle, en donnant à celle-ci un accès en ligne pour ses échanges avec le Ministère (demandes en ligne, échanges de renseignements et correspondances, suivi des demandes, accès à son dossier en ligne, etc.);
4. développer les fonctionnalités requises pour un dossier client entièrement électronique;
5. assurer l'intégrité, la qualité et la sécurité des données;
6. offrir un environnement de travail ergonomique et convivial aux employés du Ministère.

Ces travaux définissent des systèmes qui permettent de fournir au Ministère toute la flexibilité et l'efficacité dont il aura besoin.

- Statut du projet : terminé
- Réalisation : exercices financiers 2009-2010 et 2010-2011
- Montant total des contrats octroyés par le MICC à des firmes externes : 983,8 K$

PROJETS EN COURS (COÛTS ESTIMÉS À PLUS D'UN MILLION) **MONTANT**

FEL – Modules de francisation en ligne de niveau avancé **2 674,7 K$**

Lors d'une première phase, le MICC a mis un cours de français en ligne de stade intermédiaire qui s'est mérité plusieurs prix dont le Prix 2009 d'excellence du Gouvernement en ligne de l'Institut d'administration publique de Québec. Cette deuxième phase consiste à développer un cours en ligne de français de stade avancé et de modules spécialisés pour des domaines professionnels : santé, génie et sciences appliquées, droit, administration et affaires.

- Statut du projet : en cours (travaux préliminaires)
- Réalisation: Exercices financiers 2009-2010 à 2012-2013
- Montant total des contrats prévus à des firmes externes : 2 355,5 K$

Guichet unifié de l'offre de service gouvernementale en francisation **2 458,0 K$**

Au cours de l'exercice financier 2009-2010, le Ministère a réalisé des travaux préliminaires en vue de développer un guichet unifié de services en francisation chargé de statuer sur l'admissibilité des candidats, de coordonner l'évaluation de leurs compétences langagières, de déterminer l'aide financière applicable, de les référer, dans le cadre des services offerts présentement par les réseaux du MELS et du MICC, vers l'établissement de services tenant le plus compte de la demande exprimée et de fournir la rétro-information sur la participation aux partenaires concernés. Ce guichet, administré par le MICC, s'adresserait à toute personne née hors Canada et ayant des besoins en francisation.

- Statut du projet : Autorisation (Conseil du trésor)

- Réalisation : Exercices financiers 2009-2010 à 2012-2013
- Montant total des contrats prévus à des firmes externes : 1 634,5 K$

Dossier électronique du client **2 060,9 K$**

Le dossier du client entièrement électronique est un des fondements de la transformation des services du ministère. En effet, l'accessibilité et l'évolution du dossier client sont des éléments essentiels pour assurer la rapidité de traitement des demandes ainsi que, ultimement, la qualité de l'expérience vécue par le client. Issu du Plan directeur des systèmes d'information, le projet vise à mettre en place une solution intégrée de gestion des documents dans le but de permettre à son personnel, à la clientèle et aux partenaires un accès à une information à jour et accessible en tout temps.

- Statut du projet : Travaux préliminaires
- Réalisation : Exercices financiers 2010-2011 à 2012-2013
- Montant total des contrats prévus à des firmes externes: 14,9 K$

Architecture d'affaires et optimisation des processus du Ministère **6 211,6 K$**

L'architecture d'affaires permet de concrétiser les stratégies et les orientations du Ministère en matière de prestation de ses services. Elle définit en quoi et comment les services du Ministère seront transformés. Les travaux d'architecture portent sur l'ensemble des services à la clientèle des secteurs de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ainsi que sur les services administratifs et de soutien à la mission du Ministère. Ils permettent notamment d'identifier les scénarios d'optimisation et d'évaluer les bénéfices attendus de la modernisation de ses services.

Dans une seconde phase, le projet prévoit l'optimisation de plus de vingt processus d'affaires, la conception et la mise en œuvre d'outils de référence requis pour la prestation optimisée des services. Cet exercice s'appuie sur les principes directeurs qui ont été privilégiés par le Ministère dont :

- Le client est au centre des processus d'affaires.
- La prestation de services favorise la prise de décision par le personnel en contact avec la clientèle.
- L'élimination des activités sans valeur ajoutée est recherchée.
- Les documents ou les informations sont demandés une seule fois.
- Le Ministère favorise l'autonomie du client.
- Les grands processus sont développés pour assurer l'efficience, l'efficacité et la satisfaction des clients.
- Les grands processus d'affaires possèdent des indicateurs de performance.

Parallèlement à ces travaux d'optimisation des processus, le Ministère revoit et modernise ses systèmes d'information.

- Statut du projet : Autorisation (phase II)
- Réalisation : Exercices financiers 2009-2010 à 2013-2014
- Montant total des contrats prévus à des firmes externes: 4 307,4 K$

Modernisation des systèmes de mission **8 551,8 K$**

Issu du *Plan directeur des systèmes d'information* du Ministère, ce projet (complémentaire au projet relatif à l'optimisation des processus d'affaires du Ministère) fournit les technologies nécessaires et remplace progressivement les systèmes actuels qui exploitent des technologies désuètes. Ce projet comporte quatre livraisons :

- Livraison 1 : Modules communs à tous les services du Ministère
- Livraison 2 : Sélection temporaire et Immigration familiale et humanitaire
- Livraison 3 : Immigration économique, Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec, Accueil, Accompagnement et Programme d'accueil et d'installation

des réfugiés
- Livraison 4 : Francisation

Comme le décrit le projet précédent (Architecture d'affaires et optimisation des processus), préalablement à chacune des livraisons, le Ministère revoit et optimise chacun des processus de travail, par exemple, les processus d'intégration dans le cadre des travaux de révision du rôle des services d'immigration-Québec ou de l'optimisation du processus de sélection des travailleurs qualifiés. Ces travaux alimentent chaque livraison et permettent ainsi d'implanter les processus optimisés et d'en tirer les bénéfices escomptés.

- Statut du projet : Autorisation (Conseil du trésor)
- Réalisation : Exercices financiers 2010-2011 à 2013-2014
- Montant total des contrats prévus à des firmes externes : 6 986,4 K$

QUESTION - RG7

DÉPENSES SPÉCIFIQUES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE, INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR L'ANNÉE 2010-2011

Données disponibles en date du 31 mars 2011.

7.1 PHOTOCOPIE

Location photocopieurs	**23 063 $**
Papier	**1 896 $**
Sous-total	**24 959$**

7.2 ORDINATEURS PORTABLES ET IPAD

Équipement et coût d'utilisation	**7 578 $**

7.3 TÉLÉAVERTISSEURS

Équipement et coût d'utilisation	**0 $**

7.4 MOBILIER DE BUREAU **382 $**

7.5 DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE **0$**

7.6 REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT

Remboursement de frais de transport	**48 162 $**

N.B. : les frais de transport comprennent les frais réclamés sur les comptes de frais de voyages (incluant ceux à l'extérieur du Québec) ainsi que tous les frais généraux tels : autobus, taxis, locations de véhicules, avion, etc.

7.7 REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT **51 564 $**

N.B. : les frais d'hébergement et de repas comprennent les frais au Québec et à l'extérieur du Québec.

7.8 REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS **27 603 $**

7.9 ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT

Au Québec	**1 754 $**
À l'extérieur du Québec	**0 $**
Sous-total	**1 754 $**

N.B. : les dépenses comprennent les frais de transport, d'hébergement, de repas ainsi que le coût des congrès, des colloques et de toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement

QUESTION - RG8

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS), LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2010-2011, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE

Selon des données produites en date du 28 février 2011.

	Nombre	Acquisition	Utilisation	Total
Cellulaires BlackBerry	6 cellulaires 19 Blackberry	2 354$	13 352$	15 706$
Nom des fournisseurs		Bell/Rogers	Solutia Telecom	

Note : le Ministère n'a ni Iphone ni autres types de téléphones intelligents.

QUESTION 9a

NOMBRE ET RÉPARTITION DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL AU MICC PAR TRANCHES D'ÂGE, SEXE, GROUPES CIBLES ET CATÉGORIE D'EMPLOI – 2010-2011

Catégorie	Femmes	Hommes	Total	Femmes %	Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones		Communautés culturelles		Groupes d'âge			
						%		%		%		%	Moins de 35 ans	%	35 ans et plus	%
Administrateur d'État	2	2	4	50,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	100,0
Cadre *	30	22	52	57,7	-	-	-	-	2	3,8	5	9,6	-	-	52	100,0
Professionnel(le)	201	156	357	56,3	5	1,4	3	0,8	2	0,6	62	17,4	82	23,0	275	77,0
Enseignant(e) **	466	207	673	69,2	5	0,7	5	0,7	5	0,7	165	24,5	82	12,2	591	87,8
Fonctionnaire ***	427	122	549	77,7	16	2,9	-	-	3	0,5	206	37,5	156	28,4	393	71,6
Total	**1 126**	**509**	**1635**	**68,9**	**26**	**1,6**	**8**	**0,5**	**12**	**0,7**	**438**	**26,8**	**320**	**19,6**	**1 315**	**80,4**

* Comprend les cadres hors structure.
** Comprend les enseignant(e)s travaillant sur appel (paie variable).
*** Comprend les étudiant(e)s/stagiaires et les fonctionnaires travaillant sur appel (paie variable).
Source : SDE 28 février 2011

Note : Les données qui concernent les personnes handicapées, les membres des communautés culturelles, les autochtones et les anglophones sont partielles étant donné qu'elles sont recueillies sur une base volontaire et que certaines personnes peuvent avoir décidé de s'abstenir.

QUESTION 9b

NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE[1] PRIS PAR LE PERSONNEL REGULIER ET OCCASIONNEL POUR L'EXERCICE FINANCIER 2010-2011[2]

MICC	2010-2011
Cadres	108,5
Professionnels	1 882,5
Enseignants	327,0
PBTA[3]	3 196,5
TOTAL	**5 514,5**

[1] Les jours de maladie correspondent au code d'absence 120 (Maladie)
[2] Données du SAGIP à la paie 24 (11 mars 2011).
[3] Personnel de bureau, technicien et assimilé

QUESTION 9c

NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RESERVE DE CONGES MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 9d

NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLEMENTAIRES REALISEES PAR LE PERSONNEL REGULIER ET OCCASIONNEL ET REPARTITION DE LA REMUNERATION DE CES HEURES SUPPLEMENTAIRES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2010-2011*

TOTAL DES HEURES SUPPLEMENTAIRES REALISEES PAR LE PERSONNEL POUR L'EXERCICE FINANCIER 2010-2011

MICC	2010-2011
Cadres	0
Professionnels	10 890
Enseignants	0
PBTA [1]	5 696
TOTAL	**16 586**

COÛT TOTAL DES HEURES SUPPLEMENTAIRES REALISEES EN DOLLARS POUR L'EXERCICE FINANCIER 2010-2011

MICC	2010-2011
Cadres	0$
Professionnels	435 088$
Enseignants	0$
PBTA [1]	179 472$
TOTAL	**615 560$**

COÛT TOTAL DES HEURES COMPENSEES EN CONGE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2010-2011

MICC	2010-2011
Cadres	0$
Professionnels	189 991$
Enseignants	0$
PBTA [1]	45 007$
TOTAL	**234 998$**

COÛT TOTAL DES HEURES PAYEES OU A PAYER POUR L'EXERCICE FINANCIER 2010-2011

MICC	2010-2011
Cadres	0$
Professionnels	245 097$
Enseignants	0$
PBTA [1]	134 465$
TOTAL	**379 562$**

* Données du SAGIP à la paie 24 (11 mars 2011).
[1] Personnel de bureau, technicien et assimilé ainsi que les étudiants et les stagiaires.

QUESTION 9e

NOMBRE TOTAL DES JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL REGULIER ET OCCASIONNEL POUR L'EXERCICE 2010-2011*

MICC	2010-2011
Cadres	1 206,5
Professionnels	7 081,0
Enseignants	2 801,0
PBTA [1]	7 410,0
TOTAL	**18 498,5**

* Données du SAGIP à la paie 24 (11 mars 2011).

[1] Personnel de bureau, technicien et assimilé ainsi que les étudiants et les stagiaires.

QUESTION 9f

NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RESERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 9g

NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION – RG 9h

NOMBRE DE PERSONNES PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS) QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CEGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Le Ministère ne peut pas répondre à cette question puisque les personnes qui reçoivent une rémunération du Ministère ou d'un organisme relevant du Ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation ne sont pas tenues d'informer le Ministère qu'elles reçoivent ladite prestation de retraite. Le Ministère n'a donc pas d'information à cet effet.

QUESTION – RG 9i

SUITE

Portrait au 28 février 2011

Région	Ville	Personnel D'encadrement[1]	Professionnels	Enseignants	Personnel technique	Personnel de soutien	**Total Régions**
Estrie (05)	Sherbrooke	1	4		3	4	**12**
Laval (13)	Laval	1	6		6	6	**19**
Mauricie (04)	Trois-Rivières		2		1	2	**5**
Montérégie (16)	Saint-Lambert	1	4		5	6	**16**
Montréal (06)	Dorval		1			6	7
	Montréal	49	291	78	143	164	**725**
	Pointe-Claire	1	1		3	2	7
Total Montréal		**50**	**293**	**78**	**146**	**172**	**739**
Outaouais (07)	Gatineau	1	4		4	4	**13**
Québec (03)	Québec	2	11		8	6	**27**
Saguenay-Lac SJ (02)	Jonquière		1				**1**
Total MICC		**56**	**325**	**78**	**173**	**200**	**832**

[1] Dans ce tableau, le personnel d'encadrement inclut les administrateurs d'État assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Source : SDE 28 février 2011

QUESTION 9j

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL * EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

MICC	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Professionnels	52[1]	60[2]	60[3]

* Les employés réguliers et occasionnels bénéficiant d'un traitement additionnel sont ceux qui occupent un poste professionnel reconnu comme étant un emploi de complexité supérieure expert ou émérite.

[1] Source : SDE au 1er mars 2009
[2] Source : SDE au 28 février 2010
[3] Source : SDE au 28 février 2011

QUESTION – RG 9k

NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR * À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

MICC	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Nombre d'employés	34[1]	47[2]	46[3]

* Les employés réguliers et occasionnels bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie sont ceux dont le traitement est hors échelle ou dont l'horaire de travail est majoré.

[1] Source : SDE au 1er mars 2009
[2] Source : SDE au 28 février 2010
[3] Source : SDE au 28 février 2011

QUESTION – RG 91

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

Portrait au 28 février 2011

Comprend les effectifs réguliers autorisés (postes occupés et vacants).

Région	Ville	Personnel[1] d'encadrement	Professionnels	Enseignants	Personnel technique	Personnel de soutien	Postes Vacants	Total Régions
Estrie (05)	Sherbrooke	1	4		3	4		**12**
Laval (13)	Laval	1	6		6	6		**19**
Mauricie (04)	Trois-Rivières		2		1	2		**5**
Montérégie (16)	Saint-Lambert	1	4		5	6		**16**
Montréal (06)	Dorval		1			6		7
	Montréal	40	295	78	143	165		721
	Pointe-Claire	1	1		3	2		7
	Total	41	297	78	146	173		**735**
Outaouais (07)	Gatineau	1	4		4	4		**13**
Québec (03)	Québec	2	11		7	7		**27**
Saguenay-Lac SJ (02)	Jonquière		1					**1**
Total MICC		**47**	**329**	**78**	**172**	**202**	**139**	**967**

[1] Dans ce tableau, le personnel d'encadrement inclut les administrateurs d'État assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Source : SDE – 28 février 2011

QUESTION 9m

LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles ne peut répondre à cette demande puisque le niveau des effectifs ne tient pas compte des catégories d'emploi et plusieurs facteurs non connus peuvent influencer les prévisions.

QUESTION – RG 10

POUR LE MICC, ET CE, PAR DIRECTION :
NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2010-2011; NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES; NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2011-2012; NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

A) Nombre de départs à la retraite en 2010-2011 : **63**.

B) Nombre de remplacement effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines* : **Le MICC est autorisé à remplacer 60 % des départs à la retraite.**

C) Nombre de départs à la retraite prévu pour 2011-2012 : **52**.

D) **Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats** : En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste des retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats, nous vous informons que ces **renseignements renferment des renseignements confidentiels** au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

QUESTION - RG11

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC EN 2010-2011

EMPLACEMENT DE LA LOCATION NOM DU PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE DU LOCAL LOUÉ EN M^2	COÛT TOTAL DE LA LOCATION ($)	COÛT DES AMÉNAGEMENTS EN 2010-2011 ($) CONTRACTEUR	DURÉE DU BAIL
Selon les données disponibles en date du 28 février 2011				
Le MICC occupe la totalité des espaces loués et n'offre aucune sous-location, avec ou sans revenus				
ILE DE MONTRÉAL ET AÉROPORT				
980, rue St-Antoine Ouest, Montréal Point Zéro	1 321,92	244 960		2009-04-30 2014-04-30
181, boul. Hymus, Pointe-Claire Immeubles Vista	329,68	70 577		2006-05-31 2011-05-31
255, rue Crémazie Est, Montréal Cominar	1 836,73	444 511		2006-07-14 2011-07-14
276, rue St-Jacques, Montréal Gestion Georges Coulombe	3 663,23	886 980		2005-09-30 2015-09-30
360, rue McGill, Montréal SIQ	10 704,30	2 729 337		Propriété SIQ
360, rue St-Jacques, Montréal Gestion Georges Coulombe	3 556,60	1 060 701		2007-06-30 2012-06-30
800, boul. De Maisonneuve Est, Montréal Place Dupuis Commercial Trust	3 121,14	899 604	19 562 $ (Place Dupuis Commercial Trust)	2009-05-31 2019-05-31
975, boul. Roméo-Vachon Nord, Dorval Aéroports de Montréal	373,50	130 971		2005-12-31 2010-12-31
2050, rue de Bleury, Montréal Gestion Château d'Or	1 329,27	378 619		2008-10-31 2018-10-31
3535, boul. Saint-Charles, Kirkland Groupe immobilier Grilli Inc.		4 408 2 mois		Bureau fermé le 2010-05-31
15,000 boul. Pierrefonds, Pierrefonds Caisse populaire Ste-Geneviève		6 835 3 mois		Transfert au MFA le 2010-09-01
5252, boul. De Maisonneuve Ouest, Montréal Compagnie d'assurance Standard Life	147,13	24 747		2009-05-01 2014-04-30
7151, rue Jean-Talon Est, Anjou Groupe Petra	502,06	191 949		2008-09-30 2013-09-30
LAVAL, LAURENTIDES, LANAUDIÈRE				
85, rue de Martigny Ouest, St-Jérôme SIQ	38,18	6 220		Propriété SIQ
1434, boul. Daniel-Johnson, Laval Ramco Développement Inc.	732,20	245 420		En litige
MONTÉRÉGIE				
2, boul. Desaulniers, St-Lambert M. Brixi	698,36	151 619		2006-07-13 2011-07-13
QUÉBEC				
930, chemin Ste-Foy, Québec Kevlar Inc.	1 087,90	288 757		2006-12-31 2011-12-31
1050, rue Louis-A.-Taschereau, Québec SIQ	767,49	150 574		Propriété SIQ
MAURICIE-CENTRE DU QUÉBEC				
100, rue Laviolette, Trois-Rivières SIQ	261,17	32 945	160 799$ (Réalisés par la SIQ)	Propriété SIQ
ESTRIE				
202, rue Wellington Nord, Sherbrooke Olymbec	768,49	128 464		2001-06-30 2012-06-30
OUTAOUAIS				
227, rue Montcalm, Gatineau 7213697 Canada Inc.	622,81	102 301		2006-05-05 2011-05-05
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE				
255, rue Principale, Rouyn-Noranda Agence Granite Ltée		3 573		Bureau fermé le 2010-08-31
SAGUENAY/LAC ST-JEAN				
3885, boul. Harvey, Jonquière IMC Management Inc.	27,86	4 925		2009-10-31 2014-12-31

QUESTION - RG12

COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LE CABINET MINISTÉRIEL ET DANS LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION DU 1ER AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

Bureau de comté (députée de Nelligan) (du 1er avril 2010 au 31 mai 2010). Bureau déménagé le 31 mai 2010.

3535, boulevard Saint-Charles, bureau 302, Kirkland (QC) H9H 5B9

Aucun coût de déménagement, d'aménagement ou de travaux n'a été encouru pour le bureau de circonscription.

Bureau de comté (députée de Nelligan) (du 1er juin au 10 août 2010). Bail du local transféré au ministère de la Famille et des Aînés (MFA) le 10 août 2010 pour faire suite au remaniement ministériel.

15000, boulevard Pierrefonds, Pierrefonds (QC) H9H 4G2

Coût des aménagements payés durant l'année : 2 119 $

Bureau de comté (députée de Notre-Dame-de-Grâce) (à compter du 11 août 2010)

5252, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 210, Montréal (QC) H4A 3S5

Aucun coût de déménagement, d'aménagement ou de travaux n'a été encouru pour le bureau de circonscription.

Cabinets de la ministre

360, rue Mcgill, 4e étage, Montréal (QC) H2Y 2E9
1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau, 3e étage, Québec (QC) G1R 5E6

Aucun coût de déménagement, d'aménagement ou de travaux n'a été encouru pour les cabinets de la ministre.

QUESTION - RG 13

LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE LA MINISTRE CABINET DE M^ME KATHLEEN WEIL

Liste du personnel du cabinet de la ministre, M^me *Kathleen Weil*, au 28 février 2011

NOM	PORT D'ATTACHE	CLASSIFICATION
ABDELFADEL, Yasmine	Montréal	Employée de soutien
ARCHAMBAULT, Luc	Montréal	Directeur de cabinet
BENNIS, Mohamed-Larbi	Montréal	Attaché politique
DUGAS, Renaud	Montréal	Attaché politique
GARCIA, Sylvia	Montréal	Attachée politique
HARVEY, Jocelyne	Montréal	Attachée politique
HOBEIKA, Daria	Montréal	Attachée politique
MCMAHON, Dave	Montréal	Attaché politique
MONTEIRO, Anabela	Montréal	Employée de soutien (actuellement absente)
MORENO VEITIA, Vivian	Montréal	Attachée politique
PANG, Carina Choyun	Montréal	Attachée politique
SANSREGRET, Louise	Montréal	Attachée politique

- Il y a 12 employés actifs au cabinet.
- La masse salariale annuelle du cabinet ministériel, approuvée par le Conseil du trésor pour l'exercice financier de 2011-2012, est de 950 000 $.

Description de tâches du personnel du cabinet de la ministre Kathleen Weil

Les attributions respectives des membres du personnel d'un cabinet sont les suivantes :

- Le directeur de cabinet et le directeur de cabinet adjoint sont chargés de diriger des membres du personnel du cabinet; ils s'acquittent en outre des autres devoirs et tâches que la ministre peut lui assigner;
- L'attaché politique est chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, de recherchiste, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté;
- L'employé de soutien est chargé de remplir les tâches de soutien administratif nécessaires au bon fonctionnement du cabinet.

Signature des directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Tous les employés des cabinets ministériels doivent signer ces directives lors de leur entrée en fonction.

QUESTION - RG14

LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2010-2011 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA MINISTRE

Subventions versées entre le 1er avril et le 10 août 2010

Organisme	Montant accordé
ACTIONS INTERCULTURELLES DE DÉVELOP. ET D'ÉDUCATION [AIDE] INC.	5 000
AGENCE CONSULTATIVE EN ÉTHIQUE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ACECI	1 500
ASS. DES CAMEROUNAIS DU CANADA [ACC]	300
ASS. MULTICULTURELLES DE BEAUPORT, L'	1 000
ASSOCIATION CANADIENNE FILIPINO À L'ÎLE OUEST	500
ASSOCIATION CÁNADO-MAROCAINE DE PROMOTION DU TAEKWONDO	500
ASSOCIATION CULTURELLE HAÏTIENNE "LA PERLE RETROUVEE"	1 000
ASSOCIATION CULTURELLE "PLAYMAS MONTRÉAL"	3 000
ASSOCIATION DES AMIS ET AMIES DU CLUB DE FOOTBALL DES LOUPS	750
ASSOCIATION DES FAMILLES LEE DE MONTRÉAL	300
ASSOCIATION DES JEUNES PROFESSIONNELS CHINOIS [AJPC]	750
ASSOCIATION HAÏTIANO-CANADO-QUÉBÉCOISE D'AIDE AUX DÉMUNIS	750
ASSOCIATION JAMAÏQUAINE DE MONTRÉAL INC.	500
ASSOCIATION MÉDICALE DES PERSONNES DE RACE NOIRE DU QUÉBEC L'	3 000
ASSOCIATION QUÉBEC-BOLIVIE	500
ASS. QUÉBÉCOISE DES TÉLÉDIFFUSEURS ET RADIODIFFUSEURS	2 000
ASS. RADIO ET TÉLÉDIFFUSION COMMUNAUTÉ CHINOISE DE MONTRÉAL INC.	800
CAMP MUSICAL D'ASBESTOS INC.	1 500
CAMP NOTRE-DAME-DE-LA-JOIE DE NICOLET	5 000
CARREFOUR D'AFFAIRES AU FÉMININ	1 500
CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	250
CENTRE AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT ET D'ENTRAIDE INC.	1 500
CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA CÔTE-DES-NEIGES	2 000
CENTRE CULTUREL BURUNDAIS [CCBU]	3 000

Organisme	Montant accordé
CENTRE D'AIDE AUX FAMILLES LATINO-AMÉRICAINES (CAFLA)	1 000
CENTRE D'ALPHABÉTISATION N-A RIVE DE MONTRÉAL (INACTIF)	500
CENTRE D'ENFANTS "MECHTA"	2 000
CENTRE DES FEMMES D'AMÉRIQUE LATINE	500
CHANTIER D'AFRIQUE DU CANADA [CHAFRIC]	1 000
CITÉ DES ARTS DU CIRQUE	3 000
CLUB 7 JOURS	1 000
CLUB D'ÂGE D'OR DU NOUVEAU ROSEMONT	250
CLUB DE SOCCER DE MAGOG	500
CLUB L'ESPOIR JEUNESSE	2 000
COMMUNAUTÉ ANGKORIENNE DU CANADA	1 500
COMMUNAUTÉ DE LA LIGUE FEMMES JAMAÏCAINES ET CANADIENNES MONTRÉAL	1 000
COMMUNAUTÉ HELLÉNIQUE DE MONTRÉAL	3 000
COMMUNAUTÉ MEXICAINE DU QUÉBEC	500
COMMUNAUTÉ SÉPHARADE UNIFIÉE DU QUÉBEC	5 000
CONGRÈS NATIONAL DES CANADIENS CHINOIS	500
CONGRÈS NATIONAL DES ITALO-CANADIENS, RÉGION QUÉBEC	3 000
CYBERCAP	4 000
CYCLO-DÉFI	100
DRAPEAU DE LA FAMILLE, LE	500
ÉCOLE DU PHARE (CS DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE)	500
ÉQUIPE RDP	500
ESCALE CHABAD DU NORD, L'	2 500
FESTIVAL DE COURSES DE BATEAUX-DRAGONS DE MONTRÉAL	4 000
FESTIVAL DES TRADITIONS DU MONDE DE SHERBROOKE	5 000
FESTIVAL INTERNATIONAL DES RYTHMES DU MONDE	4 000
FOLKLORE CANADA INTERNATIONAL	500
FONDATION BRUNY SURIN	3 500
FONDATION DE L'ÉCOLE ST-MICHEL	500

Organisme	Montant accordé
FONDATION DU PATRO DE CHARLESBOURG	500
FONDATION FABIENNE COLAS [LA]	1 500
FONDATION JEUNES ÉTOILES	3 500
FONDATION MONT-DE-LA SALLE	1 500
FONDATION PAUL GÉRIN-LAJOIE POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, LA	500
FONDS D'EMPRUNT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE [QUÉBEC]	1 000
FOURCHETTES DE L'ESPOIR, LES	500
GUIDE TOURISTIQUE DES RÉGIONS DU QUÉBEC	2 000
HIMALAYA SÉNIORS DU QUÉBEC	1 500
INITIATIVE 1,2,3 GO! RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	500
INTÉGRATION JEUNESSE DU QUÉBEC INC.	500
INTERCONNEXION NORD-SUD	500
JEUNESSE AU SOLEIL INCORPORÉE	1 000
JEUNESSE EN ACTION COMMUNAUTÉ PENUEL	1 000
JEUNESSE HIPHOP MAURICIE	500
KOMUNBÉCYK	750
LATINARTE	1 000
LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC	750
MAISON DE LA FAMILLE DE ST-MICHEL	300
MAISON DE PRODUCTION ARTISTIQUE ET CULTURELLE AFRICAINE	1 500
MAISON DES JEUNES CHATELOIS INC.	1 000
MAISON SAM X	300
MATSURI JAPON	500
MOISSON MONTRÉAL INC.	500
MON RESTO SAINT-MICHEL	500
MU	5 000
NOTRE ANATOLIE	2 000
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DES MUSICIENS ET MUSICIENNES DU MONDE DE MTL	1 000
ORGANISATION INDE-CANADA INC., L'	1 000

Organisme	Montant accordé
ORGANISATION RUSSE DE MONTRÉAL VÉTÉRANS DE SECONDE GUERRE MONDIALE	750
PARTAGE-ACTION DE L'OUEST-DE-L'ÎLE	2 500
PEINDRE UN NOUVEAU MONDE	2 000
REGROUPEMENT: "ENTRE MAMANS" INC.	500
REGROUPEMENT ITALIEN - RÉGION MOLISE - DE MONTRÉAL-NORD, QUÉBEC, CANADA INC.	2 500
RELAIS CÔTE-DES-NEIGES	3 000
REPAF- RÉSEAU DES ENTREPRENEURS ET PROFESSIONNELS AFRICAINS	1 000
SCOUTS DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN, LES	500
SERVICE À LA FAMILLE CHINOISE DU GRAND MONTRÉAL INC.	3 000
SERVICE D'AIDE AUX NÉO-CANADIENS [SHERBROOKE] INC., LE	1 000
SERVICES AUX PERSONNES ÂGÉES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DU QUÉBEC	3 500
SOLIDARITÉ SAWA	2 000
UNION ÉTUDIANTE DE CONCORDIA	2 000
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	1 500
VILLAGE MOLOKAÏ	1 000
VUES D'AFRIQUE	5 000
ZERF PRODUCTIONS	1 000
SOUS-TOTAL CABINET JAMES	**154 100**

Subventions versées entre le 10 août et le 28 février 2011

ACADÉMIE CANADIENNE DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION [SECTION QUÉBEC] INC.	10 000
AL. DES COM. CULT. POUR L'ÉGALITE DANS LA SANTÉ ET SERV. SOC. AU QC	1 000
À L'EAU PÉRIBONKA	250
ALI ET LES PRINCES DE LA RUE	1 000
ALIMAGE - JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE HAÏTIENNE	3 000
ALLIANCE SOCIOCULTURELLE ET AIDE PÉDAGOGIQUE [ASAP]	1 000
ALPHABEILLE VANIER	500
ARCHIPEL D'ENTRAIDE, L'	300
ASS. CANADO-PÉRUVIENNE	900
ASS. CULTURELLE ST-VOLODYMYR DE MONTRÉAL	3 000

	MICC
ASS. DES AÎNÉS ITALIENS D'ANJOU	500
ASS. HÉRITAGE IRLANDAIS CHÂTEAUGUAY & VALLÉE (CHÂT. & VALLEY IRISH HER. ASS.)	1 500
ASS. MULTI-ETHNIQUE INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES QUÉBEC (AMEIPH)	500
ASSOCIATION AFRICAINE DES SPORTS ET LOISIRS AU QUÉBEC	500
ASSOCIATION CULTURELLE HAÏTIENNE "LA PERLE RETROUVEE"	3 000
ASSOCIATION CULTURELLE LATINO-AMÉRICAINE DE QUÉBEC	250
ASSOCIATION DES CLUBS D'ENTREPRENEURS ÉTUDIANTS - QUÉBEC	1 000
ASSOCIATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DES ARTISTES A.C.C.A.	1 500
ASSOCIATION DES FEMMES IMMIGRANTES DE L'OUTAOUAIS	500
ASSOCIATION MULTICUTURELLE MONTRÉAL	1 000
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES JEUNES PARLEMENTAIRES	500
ASS. POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET D'AFFAIRES	1 000
ASS. QUÉBÉC. DÉF. DES DROITS RETRAITÉS PRÉRETRAITÉS [A.Q.D.R.] INC.	1 000
AVANT SCÈNE MTL, L'	1 000
BANQUES ALIMENTAIRES QUÉBEC	5 000
BOKRÉTA ENSEMBLE DE FOLKLORIQUE HONGROIS	800
BOUCLIER D'ATHENA, SERVICES FAMILIAUX, LE	1 000
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	1 000
CÉLÉBRATION DE LA FIERTÉ LGB2T DE MONTRÉAL	3 500
CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES ACTIVES	1 000
CENTRE CULTUREL VIETNAMIEN HONG DUC	5 000
CENTRE D'AIDE SOURCE DE VIE	500
CENTRE D'ÉCOUTE ET DE RÉFÉRENCE HALTE AMI	3 000
CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE DE GATINEAU	1 000
CENTRE DES 55 ANS ET PLUS DE CHÂTEAUGUAY	500
CENTRE DES FEMMES AFGHANES	1 000
CENTRE HUMANITAIRE D'ORGANISATION DE RESSOURCES RÉFÉRENCES D'ANJOU	500
CENTRE MULTIETHNIQUE DE QUÉBEC INC.	1 000
CHAMBRE DE COMMERCE DE L'OUEST-DE-L'ÎLE DE MONTRÉAL, LA	5 000
COMITÉ HONGROIS DE MONTRÉAL	2 000

	MICC
COMMUNAUTÉ ALLEMANDE QUÉBEC	500
COMMUNAUTÉ NOIRE AFRICAINE DE MONTRÉAL-CANADA	1 000
COM.ORG.FINALE JEUX QUÉBEC,BEAUH.-S.-DE-VALLEYFIELD, HIVER 2011	1 000
CONSEIL QUÉBÉCOIS DES GAIS ET LESBIENNES [CQGL]	100
CONSEIL RÉGIONAL DES PERSONNES ÂGÉES ITALO-CANADIENNES DE MONTRÉAL	1 000
CULTURE POUR TOUS	3 000
DAMES AUXILIAIRES DE L'HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL, LES	1 000
DESTA RÉSEAU DE LA JEUNESSE NOIRE	1 000
ÉCOLE POLYVALENTE LE CARREFOUR (CS DES DRAVEURS)	1 000
ÉCOLE POLYVALENTE SAINT-JÉRÔME (CS DE LA RIVIÈRE-DU-NORD)	500
ENTRE PARENTS DE MONTRÉAL-NORD INC.	500
ETHNOCULTURE	1 000
F.A.I.R.E [FAMILLES D'APPUI & INTERVENTION-RÉSEAU ENTRAIDE]	500
FEMMESSOR-MONTRÉAL	2 500
FESTIVAL CULTUREL IBÉRO-LATINO AMÉRICAIN DE MONTRÉAL	1 000
FESTIVAL DE LA CULTURE CHINOISE DE MONTRÉAL	1 000
FESTIVAL DE LA PAIX DE VICTORIAVILLE	500
FESTIVAL DU FILM GREC DE MONTRÉAL	500
FESTIVAL DU MONDE ARABE	7 000
FESTIVAL ITALIANO INC.	2 000
FLAMBEAU D'ENTRAIDE - URUMULI	500
FONDATION DE LA PLACE DES ARTS	300
FONDATION DE LA RÉSIDENCE DE SOINS PALLIATIFS DE L'OUEST DE L'ÎLE	1 000
FONDATION DE L'EST (EAST FOUNDATION)	250
FONDATION DE L'HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL [1972]	500
FONDATION DES PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS: DES CULTURES À PARTAGER	1 000
FONDATION DU CENTRE COMMUNAUTAIRE ET CULTUREL CHINOIS DE MONTRÉAL	5 000
FONDATION FORCE INC.	500
FONDATION JEUNESSE AU SOLEIL	1 000
FONDATION MAGOR INC.	250

	MICC
FONDATION PAUL GÉRIN-LAJOIE POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, LA	1 500
FORCE LEADERSHIP AFRICAIN	500
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (INRS-URBANISATION)	1 000
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS, LA	1 000
LIRE ET FAIRE LIRE	1 000
MAISON BLEUE : MILIEU DE VIE PRÉVENTIF À L'ENFANCE, LA	2 000
MAISON DE LA FAMILLE MOSAIK	3 000
MAISON SECOURS AUX FEMMES DE MONTRÉAL INC.	800
MISSION COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL	1 000
MISSION LEADERSHIP	2 500
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CYPRIEN-DE-NAPIERVILLE	1 000
NOËL AU TRAIT-CARRÉ	500
NOTRE PROCHAIN PAS	1 000
OLIVIER-ROBERT EN FÊTE	500
ORDRE DES FILS D'ITALIE AU CANADA	300
ORG. DE COMM. POUR L'OUVERTURE ET LE RAPP. INTERCULTUREL C.O.R.	1 000
OXFAM-QUÉBEC	4 600
PIAULE DE VAL D'OR INC., LA	500
POUR UN MAROC MEILLEUR	1 000
PROJET ADO COMMUNAUTAIRE EN TRAVAIL DE RUE	500
QUÉBEC COMMUNITY GROUPS NETWORK	250
REFUGE DES JEUNES DE MONTRÉAL	500
REGROUPEMENT DES MALIENS DE LA RÉGION DE LA CAP. NATIONALE INC.	500
REGROUPEMENT DES ORGANISMES SOCIO-COMMUNAUTAIRES DE BEAUPORT	500
RUCHE VANIER INC., LA	1 500
SERVICE DE NUTRITION ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE [SNAC]	1 000
SITE MARY TRAVERS DITE: "LA BOLDUC" INC.	250
SOBA VISION	5 000
SOCIÉTÉ ALZHEIMER RIVE-SUD	500
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX ROUGE - DIVISION DU QUÉBEC, LA	4 600

Renseignements généraux 2011-2012	MICC
SOCIÉTÉ DE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE DE LA COMMUNAUTÉ CENTRE-OUEST	1 000
SOUPE POPULAIRE DE HULL, INC.	500
STRATÉGIE CARRIÈRE	250
THÉÂTRE B.T.W. INC.	1 250
UNION DES HAÏTIENS DU QUÉBEC RIVE-SUD DE MONTRÉAL (UHQRSM)	1 000
VILLE DE VICTORIAVILLE	500
VOIX SANS FRONTIÈRES	500
SOUS-TOTAL CABINET WEIL	**148 200**
TOTAL	**302 300**

QUESTION 15

LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES)

Le Secrétariat du Conseil du trésor répondra à cette question.

QUESTION 16

NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL MIS À PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2010-2011

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 17

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE

Tous les employés rémunérés par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles occupent un poste au Ministère.

QUESTION 18

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES

Aucun employé rémunéré par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles n'est affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

QUESTION 19

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE AINSI QUE LE COÛT DE CHACUN

Liste des abonnements (ci-jointe).

Coût des livres, journaux, magazines, bulletins électroniques et/ou papier, clubs privés ou autres et billets de saison.

Objet	Total
Services Internet d'information	**15 487 $**
Livres	**1 400 $**
Journaux	**4 553 $**
Magazines, bulletins électroniques et/ou papiers	**6 120 $**
Autre types d'abonnement ou d'adhésion	**6 935 $**
Clubs privés ou autres	**0 $**
Billets de saison	**0 $**

Selon les données produites en date du 30 mars 2011.

Liste des abonnements

1. Titres conservés au Centre de documentation

ABAKA
AGORA
CANADIAN JEWISH NEWS
ETHNICITIES
FRONTIÈRES
GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. PARTIE 2-A
GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. PARTIE 2-F
GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. PARTIE 2-F. INTERNET
GLOBE
HOMMES ET MIGRATIONS
HORIZON
IMMIGRANTS DE LA CAPITALE
INSCAN (INTERNATIONAL SETTLEMENT CANADA)
INSIÈME
INTERNATIONAL JOURNAL OF HUMAN RIGHTS
INTERNATIONAL JOURNAL OF INTERCULTURAL RELATIONS
INTERNATIONAL MIGRATION
INTERNATIONAL MIGRATION REVIEW
JOURNAL OF ETHNIC AND CULTURAL DIVERSITY IN SOCIAL WORK
JOURNAL OF ETHNIC AND MIGRATION STUDIES
JOURNAL OF REFUGEE STUDIES
JUMELÉ
MIGRATIONS SOCIÉTÉ
MINORITY RIGHTS GROUP
MONTREAL COMMUNITY CONTACT
NATIONAL IDENTITIES
NOUVELLES SUR COMMANDE
RECUEIL DES POLITIQUES EN GESTION
REDEVANCES
REFERENCE MAGAZINE
REFUGEE SURVEY QUARTERLY
STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES TRIMESTRIELLES
TERMIUM

2. Titres conservés dans les autres secteurs

Accès à l'information

Audit et contrôle internes

Canada's Immigration & Citizenship bulletin et Refugee update

Décision de la Commission de la fonction publique et des comités d'appel

Effectif

Gestion : Revue international de gestion

Info Presse

Le 30

Le Jumelé

Option politique

3. Autres types d'abonnement ou d'adhésion

Société GRICS (Repères)

CEFRIO

Mouvement québécois de la qualité

Association des responsables de la gestion des plaintes

Société québécoise d'évaluation de programmes

Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme

QUESTION 20

SITES INTERNET DU MINISTÈRE

Site ministériel

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- Espace Courbe inc. (programmation)
- Avion Rouge inc. (graphisme)

Coûts de construction du site :

- 14 123 $ (conception et programmation) en 2006-2007

Coût d'entretien et de la mise à jour en 2010-2011 :

- Hébergement par Fusepoint inc. : 5 944,91 $
- Utilisation d'un outil de gestion conçu et hébergé par Espace Courbe : 8 000 $ pour les trois sites Internet du Ministère
- Entretien technique par Espace Courbe (programmation) : 1 409 $ pour les trois sites Internet du Ministère
- Dynamisation de formulaires par Marc Saint-Sauveur (programmation) : 90 $ pour les trois sites Internet du Ministère
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Responsable du contenu du site :

- La Direction des affaires publiques et des communications

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Nombre de fois de refonte du site, coûts et critères justifiant les changements :

- Le site de 1996 (8 500 $) a été refait en 1998 (39 750 $) pour tenir compte du regroupement des responsabilités ministérielles et pour enrichir le site de nouvelles fonctionnalités. En 2002, le site a été modifié par des ressources internes pour le rendre conforme au Programme d'identification visuelle (PIV).
- En 2003, une nouvelle section thématique, Québec interculturel, a été ajoutée pour rendre compte de la société québécoise qui est de plus en plus diversifiée.
- Pour actualiser la nouvelle mission du Ministère depuis février 2005, une refonte complète du site a eu lieu en juin 2006 (14 123 $). Il était devenu nécessaire de planifier une réorganisation des contenus étroitement liée à un nouveau scénario de navigation. De plus, la conception technique choisie a permis d'uniformiser la présentation des pages et de faciliter grandement leur mise à jour.
- Le site n'a pas fait l'objet de changements significatifs en 2010-2011.

Site Immigration-Québec (immigration et intégration)

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- Espace Courbe inc. (programmation)
- Avion Rouge inc. (graphisme)

Coûts de construction du site :

- 67 000 $ (conception et programmation) en 2006-2007

Coût d'entretien et de mise à jour en 2010-2011 :

- Hébergement par Réseau Internet Québec : 24 960 $
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Responsable du contenu du site :

- La Direction des affaires publiques et des communications

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Nombre de fois de refonte du site, coûts et critères justifiant les changements :

- Le site a été refait en 1999, en 2000 et en 2002 (coût : 45 000 $) dans le but de mieux répondre aux besoins de la clientèle, de faciliter la recherche d'information, de présenter une navigation plus simple et conviviale, notamment sur le plan des fonctions de type transactionnel, d'en enrichir le contenu et de le rendre conforme au Programme d'identification visuelle.
- Une refonte complète du site a débuté en 2004 et s'est terminée en 2006 (mise en ligne en mai 2006). La refonte est axée sur une approche « client » présentant un parcours type pour chaque clientèle spécifique. Offert en français, en anglais et en espagnol, le site se veut ainsi un outil servant à accompagner les personnes immigrantes dans toutes les démarches liées à un projet d'immigration La recherche d'information est facilitée, l'accent étant mis sur les clientèles et sur des thèmes d'intérêt dès le premier niveau (fonction de « filtre »), ce qui interpelle davantage les internautes. Le site donne accès à une évaluation en ligne pour les personnes qui veulent immigrer, à l'outil d'accompagnement *Apprendre le Québec* et à une banque d'exercices de français en ligne. Il comporte aussi des sous-sites en plusieurs langues pour la promotion faite à l'étranger. Visuellement, le site présente un aspect moderne et actuel, tout en respectant les normes de conception Web en vigueur. Techniquement, le site est plus souple pour les mises à jour et de manipulation plus rapide.
- L'augmentation ininterrompue de l'achalandage ainsi qu'une meilleure connaissance des habitudes de navigation de la clientèle et de ses besoins en matière d'information et de services transactionnels ont conduit à la nécessité de faire une refonte importante du site.
- En 2006-2007, les dépenses liées à la refonte du site Immigration-Québec sont de 67 000 $ (conception et programmation).
- Le site n'a pas fait l'objet de changements significatifs en 2010-2011.

Site Québec interculturel

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- Espace Courbe inc. (programmation)
- Avion Rouge inc. (graphisme)

Coûts de construction du site :

- 17 444 $ (conception et programmation) en 2006-2007

Coût d'entretien et de mise à jour en 2010-2011 :

- Hébergement par Fusepoint inc. : 1 322,93 $
- L'entretien et la mise à jour sont effectués par des ressources internes

Responsable du contenu du site :

- La Direction des affaires publiques et des communications

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Nombre de fois de refonte du site, coûts et critères justifiant les changements :

- Le site Québec interculturel a été créé en juin 2006 (17 444 $) en reprenant le contenu d'une ancienne section du site ministériel et en ajoutant de nouvelles sections à l'intérieur d'une navigation enrichie pour répondre à une clientèle diversifiée.
- Dans le site Québec interculturel, le grand public intéressé par les questions de rapprochement interculturel, de lutte contre le racisme et de diversité ethnoculturelle peut obtenir de l'information à jour sur ces questions et sur les événements marquants du monde interculturel, des prix et distinctions accordés ainsi que des différents concours.
- De leur côté, les organismes, les institutions et les employeurs trouvent dans ce site de l'information sur les programmes et services en matière de rapprochement interculturel et de gestion de la diversité.
- Le site n'a pas fait l'objet de changements significatifs en 2010-2011.

Selon les données produites en date du 30 mars 2011.

Microsite promotionnel « Vous avez une place au Québec »

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- BCP Limité

Coûts de construction du site :

- 400 779 $ en 2009-2010

Coût d'entretien et de la mise à jour en 2010-2011 :

- Hébergement par Réseau Internet Québec (coûts inclus dans le forfait du site Immigration-Québec)
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Responsable du contenu du site :

- La Direction des affaires publiques et des communications

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Microsite promotionnel « Toutes nos origines enrichissent le Québec »

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- Brad

Coûts de construction du site :

- 120 000 $ en 2010-2011

Coût d'entretien et de la mise à jour en 2010-2011 :

- Hébergement externe
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Responsable du contenu du site :

- La Direction des affaires publiques et des communications

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

QUESTION RG 21

NOMINATION, DEPUIS LE 1ER MAI 2010, DE MANDATAIRES, EMISSAIRES, NEGOCIATEURS, MEDIATEURS, COMISSAIRES, EXPERTS, ENQUETEURS

Le Ministère n'a nommé aucune personne pouvant être incluse dans l'une ou l'autre de ces catégories.

QUESTION - RG22

POUR 2010-2011, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS

Tournée régionale 2010-2011 – Entente spécifique de régionalisation en matière d'immigration avec la Conférence régionale des élus.

LIEUX	COÛTS
Centre-du-Québec	1 594 $
Côte-Nord et Bas-Saint-Laurent	3523 $
Montérégie-Est	55 $
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1634 $

QUESTION - RG23

MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2010-2011 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2011-2012 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL (LOGICIELS OU ÉQUIPEMENTS), POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCHÉANCES PRÉVUES.

Pour la mise en place du gouvernement en ligne, le Ministère a déboursé en 2010-2011 :

PROJET	MONTANT
Demande de Certificat de sélection du Québec pour les travailleurs qualifiés et la clientèle du programme d'expérience québécoise	**214,2 K$**
Par la mise en ligne de ce service, le client aura accès en tout temps à un mode supplémentaire de soumission d'une demande d'immigration permanente au MICC, il pourra lui-même suivre l'état d'avancement de son dossier et consulter sa correspondance en ligne.	
• Statut du projet : En cours	
• Réalisation : Exercices financiers 2008-2009 à 2011-2012	
• Montant total des contrats accordés à des firmes en 2010-2011 :	153,0 K$
Inscription en ligne aux rendez-vous et aux sessions d'information du Ministère	**177,8 K$**
Le client aura accès à un mode supplémentaire d'inscription aux services du Ministère, mais encore pourra-t-il le faire en tout temps. Le client pourra aussi gérer lui-même son dossier (coordonnées, annulation, report, devancement) et il sera mieux informé des services offerts par le ministère et par les organismes partenaires.	
• Statut du projet : En cours	
• Réalisation : Exercices financiers 2009-2010 à 2011-2012	
• Montant total des contrats accordés à des firmes en 2010-2011 :	69,8 K$
FEL – Modules de francisation en ligne de niveau avancé	**207,2 K$**
Lors d'une première phase le MICC a mis un cours de français en ligne de stade intermédiaire qui s'est mérité plusieurs prix dont le Prix 2009 d'excellence du Gouvernement en ligne de l'Institut d'administration publique de Québec. Cette deuxième phase consiste à développer un cours en ligne de français de stade avancé et de modules spécialisés pour des domaines professionnels : santé, génie et sciences appliquées, droit, administration et affaires.	
• Statut du projet : En cours	
• Réalisation : Exercices financiers 2009-2010 à 2012-2013	
• Montant total des contrats accordés à des firmes en 2010-2011 :	153,0 K$
Placement en ligne, volet international	**212,7 K$**
Ce projet, en partenariat avec le MESS, vise à faciliter l'arrimage des emplois vacants au Québec avec des candidats sélectionnés à l'étranger. Un volet international, permettant l'inscription des candidats à l'immigration encore à l'étranger et détenteur d'un CSQ, est ajouté au service de placement en ligne du MESS.	
• Statut du projet : terminé	
• Réalisation : Exercices financiers 2008-2009 à 2010-2011.	
• Montant versé au MESS pour les adaptations du service Placement en ligne	46,7 K$
• Montant total des contrats accordés à des firmes en 2010-2011 :	134,5 K$

PROJET	MONTANT
Architecture détaillée et services communs en prestation électronique de services	**203,1 K$**

Au cours de l'exercice financier 2010-2011, le Ministère a réalisé les travaux préliminaires en vue de mettre en place un portail pour simplifier l'accès sécurisé du client à son dossier en ligne et à ses échanges avec le ministère. De nouveaux outils faciliteront la mise en ligne et la gestion des contenus des sites Internet du Ministère. Le développement de nouveaux services en ligne sera simplifié par leur arrimage à une plate-forme commune.

- Statut du projet : Travaux préliminaires
- Réalisation : Exercices financiers 2009-2010 à 2011-2012.
- Montant total des contrats accordés à des firmes en 2010-2011 : 177,8 K$

TOTAL MONTANT DÉBOURSÉ EN 2010-2011 **1 015,0 K$**

QUESTION 24

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2010-2011 :

- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits

QUESTION RG 25

LISTE DES ACTIVITES CONFIEES A CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE

Aucune activité n'a été confiée à l'adjoint parlementaire de la ministre.

QUESTION 26

LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2009 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

Cette information relève du Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC).

QUESTION - RG27

DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES DEPUIS 2003-2004

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG 28

TEL QUE PRÉVU DANS LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2011-2012.

L'information concernant la politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel de gestion 2010–2011 du Ministère.

QUESTION - RG29

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME,
UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DE DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
POUR 2010-2011 ET 2011-2012

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION - RG30

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LES SOMMES REÇUES EN 2007-2008, 2008-2009 2009-2010 ET 2010-2011 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2011-2012 ET 2012-2013 EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHACUN DES PROGRAMMES, ENTENTES OU AUTRES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATE DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES

La compensation versée au Québec en vertu de *l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains* constitue une forme de financement stable et progressif. Elle permet au Québec d'assurer sa maîtrise d'œuvre en matière d'accueil, d'aide à l'installation, de francisation, d'insertion en emploi et d'établissement des personnes immigrantes dans toutes les régions du Québec, et ce, en favorisant leur pleine participation à leur nouvelle société.

Il faut noter que la compensation financière découlant de cet accord n'est pas versée au Ministère, mais au Fonds consolidé du trésor québécois. Le Ministère obtient son financement pour ses activités d'accueil et d'intégration à même les crédits votés annuellement par le gouvernement du Québec.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec a annoncé, le 1er novembre 2007, des modifications à la gestion des sommes allouées par le Québec à l'intégration et à la francisation des personnes immigrantes à compter du budget des dépenses 2008-2009, et ce, afin d'assurer plus de transparence quant à l'utilisation de ces sommes. Ainsi depuis l'exercice financier 2008-2009, la totalité de l'enveloppe allouée par le Québec à l'intégration et à la francisation des personnes immigrantes a été versée au budget du MICC. Des ententes de services conclues entre le MICC et les ministères offrant des services d'intégration et de francisation encadrent l'utilisation de ces sommes, ce qui permet d'accroître la cohérence des interventions gouvernementales en matière de francisation et d'intégration.

En 2010-2011, le gouvernement du Québec a consacré quelque 300 millions de dollars aux fonctions d'accueil, de francisation et d'intégration des personnes immigrantes qu'il reçoit sur son territoire. Pour ce même exercice financier, le gouvernement fédéral a versé **258,4 millions de dollars** en vertu de l'Accord Canada-Québec.

POUR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME, LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2004 AVEC UNE OU DES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS. INDIQUER LA NATURE DE L'ENTENTE, LES SOMMES QUI Y SONT ASSOCIÉES, LE CAS ÉCHÉANT, EN VERTU DE QUEL PROGRAMME CES SOMMES SONT ALLOUÉES, LA OU LES DATES(S) DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES.

	Prog	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Objets ou fins de l'entente
Conférence régionale des élues du Bas-Saint-Laurent	PRI			25 000,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $				Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
Conférence régionale des élues du Bas-Saint-Laurent	PRI			100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $		100 000,00 $	100 000,00 $	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	PRI			100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $		90 000,00 $	90 000,00 $	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.

	Prog	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Objets ou fins de l'entente
Conférence régionale des élus de la Chaudière Appalaches	PRI		40 000,00 $				100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	PRI							50 000,00 $	50 000,00 $	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	PRI					65 000,00 $	65 000,00 $	65 000,00 $		Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
Conférence régionale des élus de la Mauricie	PRI			100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $	- $	150 000,00 $	180 000,00 $	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention. Entente à 0$ pour 2009-2010

	Prog	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Objets ou fins de l'entente
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	PIRI /PRI	40 000,00 $	34 000,00 $			100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $		Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention. Entente original de 2005-2006 était de 40 000$
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	PRI	24 250,00 $	14 800,00 $	10 000,00 $						Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention. Entente original de 2004-2005 était de 28 500$
Conférence régionale des élus de Laval	PRI		100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $			90 000,00 $	90 000,00 $	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
Conférence régionale des élus de l'Estrie	PRI						20 000,00 $			Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.

	Prog	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Objets ou fins de l'entente
Conférence régionale des élus de Longueuil	PRI		100 000,00 $			150 000,00 $	150 000,00 $	150 000,00 $		Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
Conférence régionale des élus de l'Outaouais	PRI					50 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $	50 000,00 $	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention. En 2010-2011, l'entente a été modifiée por rééchelonner les montants
Conférence régionale des élus de Montréal	PARCI	12 500,00 $								SQRI: Organiser un colloque d'une journée à Montréal intitulé - L'isolement des femmes immigrantes et des communautés culturelles, des causes et des solutions à partager.
Conférence régionale des élus de Montréal	PRI		50 000,00 $		200 000,00 $	150 000,00 $	400 000,00 $	400 000,00 $	400 000,00 $	Les objectifs de la présente entente visent la réalisation des projets s'inscrivant dans les trois axes d'intervention du PARMI, soit : - maintenir une immigration correspondant aux besoins de la région de Montréal et respectueuse des valeurs du Québec; - assurer l'accueil et l'insertion durable en emploi des personnes immigrantes, des membres des communautés culturelles et des personnes de minorités visibles; - développer la région de Montéal en misant sur l'atout privilégié qu'est sa diversité. À l'intérieur de ces trois axes, on retrouve les objectifs suivants : - Maintenir une immigration corresponsant aux besoins de la région de Montréal et respectueuses des valeurs du Québec : -favoriser la rétention de la main-d'œuvre temporaire; - favoriser la rétention des étudiants internationaux. - Assurer l'accueil et l'insertion durable en emploi des personnes immigrantes, des membres des communautés culturelles et des personnes de minorités visibles : - agir sur les obstacles à l'intégration durable en emploi par le développement et la promotion des services en matière de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC); - développer des projets d'accompagnement et de passerelles facilitant l'intégration; - briser l'isolement des femmes issues de l'immigration; -

	Prog	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Objets ou fins de l'entente
Conférence régionale des élus des Laurentides	PRI					100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $		Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	PRI				126 000,00 $	126 000,00 $	126 000,00 $	113 400,00 $	113 400,00 $	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	PRI						10 000,00 $			Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Sain-Jean	PRI			95 000,00 $	125 000,00 $	125 000,00 $		157 500,00 $	157 500,00 $	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention. Entente original de 2006-2007 était de 125 000$

	Prog	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Objets ou fins de l'entente
Conférence régionale des élus Lanaudière	PRI					100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $		Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
Conférence régionale des élus Montérégie Est	PRI			70 000,00 $	70 000,00 $	70 000,00 $		110 000,00 $	110 000,00 $	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
Conférence régionale des élus Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	PRI				55 000,00 $	70 000,00 $	70 000,00 $			Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.
		76 750,00 $	338 800,00 $	600 000,00 $	1 001 000,00 $	1 431 000,00 $	1 341 000,00 $	1 975 900,00 $	1 440 900,00 $	

Autres ententes : Passerelle pour l'emploi en région (PRI 2010-2011) *

- Conférence régionale des élues du Bas-Saint-Laurent
- Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

* Le montant des ententes de la Passerelle pour l'emploi n'est pas fixé au départ. Ces montants varient en fonction du volume de clientèle desservie.

QUESTION 32a

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2009-2010 ET 2010-2011 : LA MASSE SALARIALE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 32b

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2009-2010 ET 2010-2011 : LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT DÉTAILLÉ

L'information est disponible aux Volumes II, III et IV du Budget de dépenses publié annuellement.

QUESTION 32c

LE TAUX D'ABSENTÉISME, VENTILÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

Réponse apportée à la question 9b et 9c.

QUESTION 32d-

LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONUS

MICC Primes au rendement (ou bonus)	2010-2011
Cadres	122 421 $
Professionnels	117 421 $
Fonctionnaires non syndiqués	4 046 $
TOTAL	243 888 $

QUESTION 32e

LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES DE DÉPART

Aucune prime de départ n'a été versée au personnel du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles assujetti à la Loi sur la fonction publique.

QUESTION 32F

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (DIRECTIONS MINISTÉRIELLES, AGENCES, ENTREPRISES D'ÉTAT, COMMISSIONS, RÉGIES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, COMITÉS EXPERT, CONSEILS, INSTITUTS, SECRÉTARIATS RELEVANT D'UN MINISTÈRE), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2009-2010 ET 2010-2011 :

- **LA LISTE DES COMITÉS CONSULTATIFS**

Liste des comités consultatifs

- Comité de développement durable
- Comité des intervenants économiques
- Comité mixte sur l'accueil et l'établissement des réfugiés pris en charge par l'État
- Comité consultatif national des organismes au service des nouveaux arrivants (COCONAT)

QUESTION - RG32g

LA PRÉVISION DE CROISSANCE DES DÉPENSES ET D'EFFECTIFS EFFECTUÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISÉ POUR 2011-2012

L'information est disponible aux Volumes II, III et IV du Budget de dépenses publié annuellement.

QUESTION 32H

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (DIRECTIONS MINISTÉRIELLES, AGENCES, ENTREPRISES D'ÉTAT, COMMISSIONS, RÉGIES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, COMITÉS EXPERT, CONSEILS, INSTITUTS, SECRÉTARIATS RELEVANT D'UN MINISTÈRE), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2009-2010 ET 2010-2011 :

- **LISTE DE TOUS LES PROGRAMMES, POLITIQUES ET PLANS D'ACTIONS RELEVANT DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME. INDIQUER LES SOMMES D'ARGENT PRÉVUES ET LES ÉCHÉANCIERS POUR CES PROGRAMMES, POLITIQUES ET PLANS D'ACTIONS**

Nom du programme / politique / plan d'action	Budget[1]	Échéancier
Plan d'action 2009-2011 à l'égard des personnes handicapées	-	2009-2011
Plan d'action 2010-2012 de l'Éco-Comité	-	2010-2012
Plan d'action de développement durable	-	2009-2013
Implantation de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) dans les pratiques du MICC - Plan d'action 2010-2011	-	2010-2011
Immigration permanente / travailleurs qualifiés	-	En continu
Immigration permanente / immigrants investisseurs	-	En continu
Immigration permanente / entrepreneurs	-	En continu
Immigration permanente / travailleurs autonomes	-	En continu
Immigration permanente / regroupement familial	-	En continu
Immigration permanente / réfugiés et personnes en situation semblable	-	En continu
Immigration temporaire / travailleurs temporaires (travailleurs spécialisés, travailleurs non spécialisés et aides familiales résidantes)	-	En continu
Immigration temporaire / étudiants étrangers	-	En continu
Programme de l'expérience québécoise (PEQ) à l'intention des étudiants étrangers et des travailleurs temporaires	-	En continu
Programme spécial de parrainage humanitaire pour venir en aide aux victimes du séisme en Haïti	750 000 $	Le programme a pris fin le 20 juillet 2011. Au total, le MICC a reçu 4 361 demandes visant 8 963 personnes. L'analyse des dossiers se poursuivra en 2011-2012.

[1] Sauf indication spécifique, les coûts associés à la mise en œuvre des programmes, politiques et plans d'action sont assumés à même le budget de fonctionnement; aucun budget spécifique n'est ainsi octroyé pour leur mise en œuvre.

QUESTION - RG33

LISTE ET VENTILATION DES DÉPENSES ET REMBOURSEMENTS POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT POUR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MINISTRES, DE MÊME QUE POUR CHAQUE MEMBRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET SA CIRCONSCRIPTION POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2010-2011

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 34

LE NOMBRE DE DÉPARTS AU SEIN DE L'EFFECTIF (RÉGULIER, OCCASIONNEL, ÉTUDIANT) POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2009-2010 ET 2010-2011

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION – RG 35

ÉVOLUTION DE LA TAILLE (NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS) DE CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL DEPUIS 2003. FOURNIR LES DONNÉES POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES, DE 2003-2004 À 2010-2011

La réponse est fournie à la question 13.

QUESTION 36

LE NOMBRE D'OCCASIONNELS QUI ONT INTÉGRÉ L'EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 ET 2010-2011

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

QUESTION - RG37

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, FOURNIR LA LISTE, LE DÉTAIL ET LES SOMMES ÉCONOMISÉES DE TOUTE ACTION VISANT À RÉDUIRE DE 10% LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET RÉDUIRE DE 25% LES DÉPENSES DE PUBLICITÉ, DE FORMATION ET DE DÉPLACEMENTS

Pour l'exercice 2010-2011, la cible de réduction pour le MICC est de 827 900 $. Ce montant se répartit comme suit :

	Cible de réduction de dépenses 2010-2011	Dépenses réduites en 2010-2011
Publicité	401,6	430,7
Formation	248,3	238,3
Frais de déplacement	178,0	166,7
Total	**827,9**	**835,7**

La cible de réduction pour le Conseil des relations interculturelles est de 6 400 $. Ce montant se répartit comme suit :

	Cible de réduction de dépenses 2010-2011	**Dépenses réduites 2010-2011**
Fonctionnement	6,4	6,4

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 1

NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION TRAITÉES (IMMIGRATION PERMANENTE ET IMMIGRATION TEMPORAIRE) ET NOMBRE DE CERTIFICATS (CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC – CSQ – OU CERTIFICAT D'AUTORISATION– CAQ) ÉMIS, POUR CHACUN DES PROGRAMMES D'IMMIGRATION, AU COURS DES ANNÉES CIVILES 2008, 2009 ET 2010 ET PRÉVISIONS POUR 2011

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Une demande de certificat de sélection du Québec (CSQ) est déposée par le requérant principal et comprend, le cas échéant, le conjoint ainsi que les personnes à charge qui l'accompagnent. Lorsque la demande est acceptée, un CSQ est délivré à chacune des personnes incluses dans la demande principale. Les données ci-dessous relatives à l'immigration permanente incluent le traitement et la délivrance des CSQ émis dans les catégories d'immigration économique, familiale et humanitaire.

En ce qui concerne la demande de certificat d'acceptation du Québec (CAQ) pour les travailleurs temporaires, ce sont les employeurs du Québec qui effectuent une demande auprès du MICC. Lorsque la demande de l'employeur est acceptée, un CAQ est délivré à l'employé visé par la demande. Les données ci-dessous relatives à l'immigration temporaire incluent le traitement et la délivrance des CAQ pour travail temporaire et pour études.

Demandes d'immigration traitées

	2010
Immigration permanente[1]	62 586
Immigration temporaire[2]	42 237

[1] Sont considérées comme « demandes traitées » pour l'immigration permanente :
- à l'étape de la présélection, toutes les demandes refusées et toutes les demandes acceptées, mais en attente de sélection;
- à l'étape de la sélection, toutes les demandes acceptées ainsi que toutes les demandes refusées.

[2] Sont considérées comme « demandes traitées » pour l'immigration temporaire :
- les demandes ayant résulté en une décision positive, une décision négative, une annulation ou un retrait;

Certificats délivrés

	2010
Certificats de sélection du Québec (CSQ)[1]	70 582
Certificats d'acceptation du Québec (CAQ)	39 456

[1] Une demande est traitée pour chaque requérant principal. Lorsqu'une demande est acceptée, un CSQ est émis au requérant principal ainsi qu'à chaque membre de sa famille qui l'accompagne. Ces chiffres incluent les CSQ émis dans les catégories d'immigration économique, familiale et humanitaire.

QUESTION 2

DÉLAIS DE TRAITEMENT, POUR LES ANNÉES CIVILES 2008, 2009 ET 2010 DES DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR LA CATÉGORIE DES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS, PAR TERRITOIRE COUVERT PAR LES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC OU LE SERVICE D'IMMIGRATION AU QUÉBEC[1]

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Les délais de traitement des demandes peuvent varier en raison de plusieurs facteurs :

- les objectifs globaux de sélection établis par bassin géographique et par catégorie d'immigration;
- la hausse ou la baisse du volume des demandes de certificat de sélection déposées sur les territoires;
- la conjoncture internationale.

Ces délais ont trait aux demandes de certificat de sélection du Québec et excluent les délais relatifs aux demandes de résidence permanente déposées auprès du gouvernement du Canada.

Le calcul du délai s'applique aux demandes complètes, c'est-à-dire dont le formulaire et les déclarations sont dûment remplis, les documents justificatifs et la traduction sont certifiés et le paiement exact des frais est complet.

Le tableau ci-dessous présente le nombre de mois entre la date de dépôt de la demande et la date de la sélection ou de l'entrevue des candidats.

TERRITOIRES	2010
Afrique	11 à 13
Amérique du Nord	10
Amérique latine (partie sud)	4
Amérique latine (partie nord)	4 à 12
Asie	7 à 12
Europe de l'Est	7 à 9
Europe de l'Ouest	7
Maghreb	24 à 36
Moyen-Orient	10 à 12

[1] Pour le territoire de l'Amérique-du-Nord, les délais excluent les demandes présentées dans le cadre du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) que le Ministère s'est engagé à traiter dans un délai de 20 jours ouvrables.

QUESTION 3

DÉLAIS DE TRAITEMENT, POUR LES ANNÉES CIVILES 2008, 2009 ET 2010 DES DEMANDES DE CERTIFICATS D'ACCEPTATION DU QUÉBEC POUR LA CATÉGORIE DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Au cours de l'année civile 2010, 91 % des demandes de CAQ pour études ont été traitées à l'intérieur d'un délai de 20 jours ouvrables, comparativement à 95 % en 2009. Compte tenu de la hausse du nombre total de demandes traitées en 2009, le résultat de 2010 représente en nombres absolus une augmentation de plus de 3 000 demandes traitées dans les délais, soit 24 826 comparativement à 21 472 en 2009.

Ces délais de traitement vont de la date de réception initiale d'une demande à la prise de décision finale et tiennent compte des itérations occasionnées par la réception de dossiers incomplets.

QUESTION 4

NOMBRE D'ENTREVUES DE SÉLECTION POUR L'ÉMISSION DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC (CSQ) RÉALISÉES POUR LES ANNÉES CIVILES 2008, 2009 ET 2010; VENTILATION PAR PAYS ET PAR PROGRAMME D'IMMIGRATION. LE NOMBRE DE SÉLECTIONS SUR DOSSIER POUR L'ÉMISSION DE CSQ, VENTILATION PAR PAYS ET PAR PROGRAMME D'IMMIGRATION POUR 2008, 2009 ET 2010

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

NOMBRE D'ENTREVUES DE SÉLECTION ET DE SÉLECTIONS SUR DOSSIER

		ANNÉE 2010	
TERRITOIRE		Gens d'affaires	Travailleurs
AFRIQUE (sans Maghreb)			
	sur dossier	4	609
	à l'entrevue	13	1027
AMÉRIQUE DU NORD (incluant PEQ)			
	sur dossier	0	3061
	à l'entrevue	12	1920
AMÉRIQUE LATINE (Nord)			
	sur dossier	1	438
	à l'entrevue	11	1110
AMÉRIQUE LATINE (Sud)			
	sur dossier	0	107
	à l'entrevue	0	635
ASIE			
	sur dossier	459	149
	à l'entrevue	1172	635
EUROPE DE L'EST			
	sur dossier	0	267
	à l'entrevue	25	1670
EUROPE DE L'OUEST			
	sur dossier	12	1372
	à l'entrevue	25	2440
MAGHREB			
	sur dossier	1	204
	à l'entrevue	28	2677
MOYEN-ORIENT			
	sur dossier	92	333
	à l'entrevue	633	2182
TOTAL		Gens d'affaires	Travailleurs
	sur dossier	569	6540
	à l'entrevue	1919	14296

QUESTION 5

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES 2009-2010 ET PRÉVISIONS POUR 2010-2011 POUR CHAQUE BUREAU D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER (BIQ). EFFECTIFS PAR CATÉGORIE, TRAITEMENT ANNUEL (+ PRIMES ET BONIS) DU DIRECTEUR OU DE LA DIRECTRICE DU BIQ OU DU CHEF DU BUREAU ET DU PERSONNEL CADRE, POUR CHAQUE BIQ

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES 2010-2011[1]

BIQ	Rémunération fonctionnaires	Affectation à l'étranger	Rémunération ERL	Opérations	Promotion	Loyer	TOTAL (en 000 $)
PARIS (incluant Bruxelles)	377,5	424,6	1 755,4	285,6	61,8	1199,1	**4 063,6**
MEXICO	106,9	174,6	162,2	53,3	134,0	103,7	**723,3**
HONG KONG	365,9	906,6	2 173,8	166,1	73,0	2 122,1	**5 768,2**
VIENNE	113,1	186,6	779,5	18,6	180,0	342,0	**1 607,2**
DAMAS	183,9	29,2	191,6	27,1	-	387,1	**799,2**
SAO PAULO	77,3	83,2	255,5	37,9	96,2	253,1	**794,9**
						Services centralisés	**250,0**
TOTAL	**1 224,6**	**1 804,8**	**5 317,6**	**588,6**	**545,0**	**4 407,1**	**14 006,4**

En 2010, les autorités du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles ont approuvé, à titre de projet-pilote, la mise en place d'un service de promotion aux États-Unis afin d'attirer au Québec des candidats à l'immigration dans la catégorie économique et y ont détaché une chargé de promotion. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la Stratégie du gouvernement du Québec à l'égard des États-Unis, pilotée par le ministère des Relations internationales (mesure n° 12 du Plan d'action 2010-2013). Les dépenses afférentes à ce projet sont estimées à 172 200 $ (rémunération, promotion, loyer).

EFFECTIFS DANS LES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC (BIQ) À L'ÉTRANGER PAR CATÉGORIE

	Fonctionnaires québécois		Employés recrutés localement (ERL)		
BIQ	**Cadre**	**Professionnels**	**Professionnels**	**Employés de bureau**	**Total**
Paris (incluant antenne Bruxelles)	1	3	2	20	**26**
Mexico		2		7	**9**
Hong Kong	1	3	12	29	**45**
Vienne	1		1	8	**10**
Damas		2		9	**11**
Sao Paulo		1	1	2,5	**4,5**
Total par catégorie	**3**	**11**	**16**	**75,5**	**105,5**

Traitement annuel des 6 chefs de BIQ : 579 963$

[1] Dépenses estimées selon les données fournies par le MRI au 31 janvier 2011

QUESTION 6

LISTE DES NOMINATIONS OU NOUVELLES AFFECTATIONS POUR CHAQUE BUREAU D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER EN 2010-2011

INDIQUANT POUR CHACUNE :

a. Le nom de la personne
b. La date de l'entrée en fonction
c. Les fonctions antérieures[i]
d. La durée de contrat ou de l'engagement s'il y a lieu
e. Le titre de la fonction

Nom	Entrée en fonction	Durée de l'engagement	Fonction
Bureau d'immigration du Québec à Mexico			
Audet, Benoît	Juillet 2010	2 années	Responsable du bureau (prof.)
Fortin, Jennifer	Septembre 2010	2 années	Conseillère en promotion
Bureau d'immigration du Québec à Hong Kong			
Chaouki, Reda	Octobre 2010	2 années	Conseiller en immigration
Bureau d'immigration du Québec à Paris			
Gagné, Line	Septembre 2010	3 années	Directrice
Chargée de mission – Immigration : Délégation générale du Québec à New-York			
Wells, Lucy	Septembre 2010	2 années	Chargée de mission - Immigration

[i] L'information demandée constitue un renseignement confidentiel au sens de la Loi sur l'accès.

QUESTION 7

NOMBRE DE DEMANDES DE RÉVISION ADMINISTRATIVE DE DOSSIERS D'IMMIGRATION, NOMBRE DE RÉVISIONS ACCEPTÉES ET NOMBRE DE RÉVISIONS REFUSÉES EN ANNÉES CIVILES 2008, 2009 ET EN 2010

GENS D'AFFAIRES

	2010
Demandes traitées :	**263**
Refus maintenus	194
Décisions renversées (acceptation)	69

TRAVAILLEURS QUALIFIÉS

	2010
Demandes traitées :	**952**
Refus maintenus	864
Décisions renversées (acceptation)	88

QUESTION RP 8

L'ENCADREMENT DES CONSULTANTS : LA LISTE DES CONSULTANTS ET LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT PASSE L'EXAMEN

§ Le Registre des consultants en immigration reconnus ou dont la reconnaissance est suspendue ou révoquée est publié depuis le 2 février 2011 sur site internet du ministère et mis à jour sur une base régulière.

§ Le MICC a reçu 434 demandes de reconnaissance. À ce jour, 394 consultants ont été reconnus et inscrits au registre québécois des consultants en immigration.

§ Un premier examen de connaissance sur les règles québécoises en matière d'immigration est prévu le 30 avril.

QUESTION 9

COPIES DES CONTRATS ACCORDÉS POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE PROSPECTION ET DE PROMOTION DE L'IMMIGRATION À L'ÉTRANGER EN 2010-2011 (POUR TOUS LES PROGRAMMES D'IMMIGRATION).
VENTILATION DES CRÉDITS ALLOUÉS EN 2010-2011 ET PRÉVISIONS POUR 2011-2012, PAR PAYS, POUR LES ACTIVITÉS DE PROSPECTION ET DE PROMOTION DE L'IMMIGRATION.
COPIES DES NOTES, DES ANALYSES ET DE TOUT LE MATÉRIEL RELATIF PRODUIT PAR OU POUR LE MICC EN 2010-2011 CONCERNANT LES ACTIVITÉS DE PROMOTION ET DE PROSPECTION DE L'IMMIGRATION.

- Copie des contrats accordés : Les activités de promotion à l'étranger se réalisent dans le cadre d'un contrat octroyé à BCP à la suite d'un appel d'offre public. Voir l'entente signée ci-jointe.

- Également joint copie de la Demande de services en design graphique pour la réalisation d'un microsite promotionnel destiné aux étudiants étrangers.

- Ventilation des crédits alloués en 2010-2011 par pays : la réponse à cette question se trouve dans la réponse à la demande de renseignements particuliers n° 5.

- Le matériel produit par ou pour le Ministère en 2010-2011 est disponible sur le site Internet du Ministère.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME D'UNE RÉSOLUTION ÉCRITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BCP LTÉE

AUTORISATION

IL EST RÉSOLU d'autoriser Madame Carol Ann Kairns, directrice générale associée, à signer, pour et au nom de la compagnie, (i) tous contrats de la compagnie et (ii) tous documents relatifs à la participation de la compagnie de temps à autre à des appels d'offres, ainsi qu'à poser tous gestes nécessaires ou utiles, à son entière discrétion, aux fins de donner plein effet à la présente résolution.

(S) YVES GOUGOUX

Le soussigné, secrétaire de BCP LTÉE certifie par les présentes que le texte qui précède est une copie conforme d'une résolution du conseil d'administration de BCP LTÉE adoptée en date du 3 février 2009, et confirme de plus que ladite résolution conserve, en date de ce jour, pleines force et vigueur et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune modification.

3 février 2009
Date

Secrétaire

Centre
de services partagés
Québec

Numéro du contrat :
999710405

CONTRAT

RÉALISATION DE CAMPAGNES DE PROMOTION
DES PROGRAMMES D'IMMIGRATION
DANS LES BASSINS HORS QUÉBEC

ENTRE

La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec et étant représentée par Lucy Wells, sous-ministre adjointe à l'Immigration au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, dûment autorisée en vertu des Modalités de signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles établies par le décret no 844-2007 du 26 septembre 2007,

ci-après appelée la « ministre »

ET :

BCP limité NEQ : 1146286944, personne morale légalement constituée, ayant son siège au 3530, Boulevard Saint-Laurent, bureau 300, Montréal (Québec) H2K 2V1 agissant par Thomas Lecordier, directeur général associé dûment autorisé aux termes du document joint en annexe aux présentes,

ci-après appelée le « prestataire de services »

1. ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le contrat est constitué des documents suivants :

1. Le contrat dûment rempli et signé par les parties ainsi que les avenants au contrat;

2. Les documents d'appel d'offres qui comprennent plus généralement l'avis d'appel d'offres, la description des besoins, les critères de sélection et la grille d'évaluation, les instructions aux prestataires de services, les conditions générales, le contrat à signer, les annexes et, le cas échéant, les conditions générales complémentaires et les addendas;

3. La soumission présentée par le prestataire de services adjudicataire.

En cas de conflit entre les termes de l'un ou l'autre de ces documents, les termes du document qui figure en premier dans la liste prévaudront sur ceux des documents suivants.

2. OBJET DU CONTRAT

La ministre retient les services du prestataire de services qui accepte de fournir des services auprès du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles tels que concevoir, réaliser et exécuter un ou plusieurs éléments des campagnes de promotion des programmes d'immigration dans les bassins hors Québec, conformément au plan de communication du ministère, le tout selon les termes, conditions et obligations de ce contrat.

3. DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat est consenti pour une période de un (1) an débutant le 23 février 2009 et se terminant le 22 février 2010.

4. RENOUVELLEMENT DU CONTRAT

La ministre, si elle le juge opportun, peut renouveler le présent contrat aux mêmes conditions pour une ou deux périodes additionnelles successives d'un an chacune; à cette fin, elle doit en aviser le prestataire de services, par écrit, dans les trente (30) jours précédant la fin du contrat.

La présente clause de renouvellement est conditionnelle à l'existence d'un crédit prévu à cette fin pour l'année financière au cours de laquelle le renouvellement sera effectif et commandera un paiement; le tout en conformité avec les exigences de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., ch. A-6.001, art. 21).

5. OBLIGATION DU PRESTATAIRE DE SERVICES

Le prestataire de services s'engage envers la ministre à rendre les services décrits au document d'appel d'offres 999102246 et, plus particulièrement, mais sans restreindre la généralité des termes de ce appel d'offres à :

a) créer une image de marque;

b) effectuer les analyses et les recherches relatives à l'élaboration des campagnes de promotion et faire les recommandations sur les objectifs et les stratégies;

c) concevoir les campagnes de promotion;

d) planifier et produire les messages, placer dans les médias par l'agence de placement du gouvernement et administrer la campagne de promotion arrêtée par la ministre en fonction du budget autorisé. La répartition du montant total de ce budget devra être préalablement approuvée par écrit par la ministre.

6. APPROBATION DE LA MINISTRE

a) Le prestataire de services doit, dans les meilleurs délais, soumettre une stratégie de communication à la ministre pour approbation.

b) La ministre a l'entière et exclusive responsabilité de déterminer le contenu final de la campagne de promotion, elle peut l'approuver en tout ou en partie ou par étapes. Cette approbation doit toutefois s'effectuer dans les meilleurs délais compte tenu des circonstances.

7. RÈGLES D'EXÉCUTION DU CONTRAT

Le prestataire de services ne doit en aucun temps prendre des engagements au nom de la ministre ou procéder à l'étape de la réalisation avant que les éléments constituant la campagne de promotion et les prévisions budgétaires qui s'y rattachent ne soient dûment approuvés par écrit par cette dernière.

Le prestataire de services doit, notamment, fournir et faire parvenir à la ministre, pour approbation, une prévision des dépenses avant de procéder à l'exécution des éléments inclus dans la proposition.

La ministre n'assumera aucune responsabilité que ce soit pour des frais engagés par le prestataire de services sans son approbation, alors que celle-ci est exigée en vertu de quelque disposition du présent contrat.

8. SOUS-TRAITANTS

Dans la mesure du possible, dans le cas d'un contrat de sous-traitance dont le coût excède vingt-cinq mille dollars (25 000 $), le prestataire de services doit demander trois (3) soumissions sur invitation et prévoir à son appel d'offres que la recommandation du choix du prestataire de services et de l'octroi du contrat sera sujette à l'approbation préalable de la ministre. Si la ministre refuse ce choix, le prestataire de services peut alors faire une nouvelle recommandation ou, s'il y a lieu, demander trois (3) nouvelles soumissions.

Il est convenu qu'aucun lien de droit n'existe ou ne sera présumé exister entre la ministre et tout sous-traitant du prestataire de services.

9. MATÉRIEL ET DOCUMENTS

La ministre transmet au prestataire de services tous les renseignements, matériel ou documents dont il peut avoir besoin pour la mise en œuvre du programme de communication prévu au présent contrat. Le prestataire de services ne peut divulguer ces informations à qui que ce soit, sans l'autorisation de la ministre.

À l'expiration du présent contrat, le prestataire de services devra remettre à la ministre tous les documents et matériel que cette dernière lui aura fournis relativement à l'exécution du présent contrat, ceux-ci étant et demeurant la propriété entière et exclusive de la ministre.

10. PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE

Les travaux réalisés par le prestataire de services en vertu du présent contrat, y compris tout le matériel, les documents, les originaux, tout le métrage tourné ainsi que les pellicules et bandes originales, bandes magnétoscopiques, CD-ROM, DVD-ROM ou tout autre chose de même nature, y compris les rapports de recherche et autres, deviendront la propriété entière et exclusive de la ministre qui pourra en disposer à son gré.

Le prestataire de services s'engage à remettre ces objets, pièces, documents et autres matériels en bon état à la ministre à la fin du présent contrat.

11. DROITS D'AUTEUR

a) La ministre sera la propriétaire absolue et exclusive de tous les droits d'auteur sur tous les travaux réalisés en vertu du présent contrat qui seront publiés ou diffusés dans le cadre de la campagne promotion des programmes d'immigration dans les bassins hors Québec.

Le prestataire de services cède et transporte en faveur de la ministre, sans restriction, sans limite territoriale et sans limite dans le temps et de quelque nature que ce soit, tous les droits d'auteur sur ces travaux. À cet effet, il s'engage à acquérir et acquitter tous les droits d'auteur des personnes qu'il aura engagées ou des sous-traitants avec qui il aura contracté, pour l'exécution du présent contrat. Toute considération pour la licence de droits d'auteur consentis en vertu du présent contrat est incluse dans la rémunération prévue à l'article 15.

b) Cependant en ce qui concerne le droit des artistes-interprètes ou exécutants, engagés par le prestataire de services ou par un sous-traitant, le prestataire de services s'engage à obtenir les autorisations nécessaires pour l'exécution et la représentation en public de leurs prestations pour la durée du présent contrat ou pour tout renouvellement.

c) Le prestataire de services garantit à la ministre qu'il a respecté la Loi sur le droit d'auteur (L.R . 1985, c. C-42) et qu'il détiendra tous les droits lui permettant d'octroyer la cession de droit d'auteur prévue aux paragraphe a) et les autorisations prévues au paragraphe b) et se porte garant envers la ministre contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande à cet égard.

d) Le prestataire de services, pendant la durée du présent contrat ou de tout renouvellement, s'engage à acquitter tous les droits ou redevances payables à toute association ou à tout regroupement d'artistes, de musiciens ou de créateurs.

e) Le prestataire de services garantit à la ministre qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser le présent contrat et, notamment, d'accorder la licence de droits d'auteur prévue au présent article et envers la ministre contre tout recours, réclamation, demande, poursuite et autre procédure pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

f) Le prestataire de services s'engage à prendre fait et cause et à indemniser la ministre de tout recours, réclamation, demande, poursuite et autre procédure pris par toute personne relative à l'objet de ces garanties.

12. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET CONFIDENTIELS

Le prestataire de services, tel que stipulé au paragraphe 9) de l'article 6.8.2 des *Conditions générales complémentaires* des documents d'appel d'offres 999102246, s'engage à : (indiquer le paragraphe sélectionné par le prestataire de services)

✓ Ne conserver, à l'expiration du contrat, aucun document contenant un renseignement personnel ou confidentiel, quel

qu'en soit le support, en les retournant à la ministre dans les soixante (60) jours suivant la fin du contrat.

OU

- ☐ Procéder, à ses frais, à la destruction des renseignements personnels et confidentiels en se conformant au Guide pour la destruction des documents renfermant des renseignements personnels – janvier 1995 – CAI joint à l'annexe 6 ainsi qu'aux directives que lui remettra le représentant de la ministre et transmettre à celui-ci, dans les soixante (60) jours suivant la fin du contrat, l'Attestation de destruction des renseignements personnels et confidentiels jointe à l'annexe 7, signée par une personne autorisée qu'il aura désignée à cette fin.

OU

- ☐ Confier la destruction des renseignements personnels et confidentiels à une entreprise de récupération, laquelle s'engage contractuellement à se conformer au Guide pour la destruction des documents renfermant des renseignements personnels – janvier 1995 – CAI joint à l'annexe 6, ainsi qu'aux directives de la ministre. Le prestataire de services devra alors, dans les soixante (60) jours suivant la fin du contrat de récupération, remettre à la ministre l'Attestation de destruction des renseignements personnels et confidentiels jointe à l'annexe 7, signée par le responsable autorisé de cette entreprise.

13. PRINCIPE DE RÉMUNÉRATION

Toute rémunération en vertu du présent contrat et présentée à l'article 14 « Rémunération », qu'elle soit exprimée en terme de commission, d'honoraires, de dépenses ou autrement est et sera toujours comprise dans le budget total alloué pour l'exécution du présent contrat et ne pourra donc, en aucune façon, s'ajouter à celui-ci.

L'enveloppe budgétaire accordée pour la première année du contrat sera d'environ un million cinq cent mille dollars (1 500 000 $). Ce montant devra couvrir l'ensemble des besoins liés à la création d'une image de marque, à la conception et à la réalisation des campagnes promotionnelles (conception, réalisation, production, mise en œuvre, placement médias, etc.) sur les territoires déterminés ainsi qu'à la conception d'outils de promotion.

Selon les priorités de la ministre, des thèmes différents pourront être développés pendant les deux autres années du contrat.

14. RÉMUNÉRATION DES SERVICES

La ministre et le prestataire de services conviennent de ce qui suit quant à la rémunération du prestataire de services qui est comprise dans le budget total prévu pour l'exécution de ce contrat. Tous les

frais reliés aux déplacements, à la propriété matérielle et aux droits d'auteur sont inclus dans les modalités de rémunération.
Pour les services fournis par le prestataire de services (création d'une image de marque, conception d'outils de promotion, évaluation, etc.), le prestataire de services doit fournir à la ministre, pour son approbation préalable et écrite, une évaluation budgétaire établissant le montant global du projet qui sera rémunéré sous forme d'honoraires professionnels. Cette évaluation devra comprendre une ventilation détaillée du nombre d'heures requises pour la réalisation du projet par service et par personne visée, et ce, selon les taux horaires suivants. Une fois approuvée, l'enveloppe budgétaire devra être respectée, à moins de changements au devis initial demandés au prestataire de services. Dans tous les cas, tout changement au devis autorisé au préalable devra être soumis à la ministre et approuvé.

Ce mode de rémunération constitue la rémunération totale pour tous les frais directs et indirects du prestataire de services, y compris pour les services de coordination des sous-traitants, la supervision normale de l'exécution des travaux des tiers, le service à la clientèle, la vérification et la facturation à la ministre.

14.1 Le prestataire de services reconnaît et accepte la rémunération suivante :

a) Pour la planification stratégique, le développement de concepts de création préalables à la production, la planification médias, le service clientèle, la préparation d'un plan de communication s'il y a lieu et/ou d'un plan médias, la supervision normale de l'exécution de la campagne, la surveillance normale du travail de tiers, la vérification et la facturation à la ministre, la rémunération du prestataire de services est basée sur le montant réel du placement média (obligation de présenter les factures) plus un taux horaire de cent vingt-cinq dollars (125$) selon le nombre d'heures effectuées.

b) Les déboursés du prestataire de services relatifs à la production d'outils de promotion effectuée par des sous-traitants au Québec sont facturés au montant déboursé par le prestataire de services majoré de 12 % (sur le montant net) et remboursé sur présentation et acceptation de comptes, soit la nature des travaux exécutés et le montant payé par le prestataire de services au sous-traitant pour les travaux exécutés.

c) Pour la réalisation de la production du matériel de publicité réalisée par les ressources du prestataire de services, le prestataire de services est rémunéré sur une base d'honoraires professionnels à un taux horaire de quatre-vingt dollars (80 $).

d) Pour l'évaluation de la campagne (pré-test, sondage, post-test), s'il y a lieu, la rémunération sera basée sur un taux horaire de quatre-vingt-dix dollars (90 $).

e) Pour la conception de productions liées à des médias interactifs ou électroniques (cédérom, site Internet, etc.), la rémunération sera basée sur un taux horaire de cent vingt-cinq dollars (125 $).

f) Si nécessaire, pour la négociation des tarifs et l'achat média, la rémunération du prestataire de services est basée sur un pourcentage de commission de 12 % appliqué sur le montant brut en placement médias.

g) Rien dans le contrat qui sera adjugé ne constitue un engagement de la part du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles à confier au prestataire de services retenu la totalité des pièces publicitaires ou promotionnelles à réaliser.

h) Les dépenses du prestataire de services, tels les frais d'expédition, de poste et de messagerie, dans le cadre du présent contrat, seront remboursées sur présentation et acceptation de comptes.

15. AUGMENTATION DU COÛT DES MÉDIAS

Advenant un changement entre le moment de la préparation des prévisions des dépenses publicitaires et le moment où les dépenses d'achat de périodes ou d'espaces médias seront effectivement faites au nom de la ministre auprès des médias et autres tiers, la ministre assumera l'augmentation du coût de ces achats. Toutefois, le prestataire de services devra informer la ministre de l'augmentation de ces coûts préalablement à ces achats et devra obtenir l'autorisation de cette dernière pour les effectuer.

16. PIÈCES JUSTIFICATIVES

Le prestataire de services fournira et fera parvenir à la ministre les pièces justificatives suivantes :

- une copie de la facture détaillée des prestataires de services, à la suite d'un contrat de production;
- une copie des autres frais prévus aux présentes, notamment les factures émises par les sous-traitants.

17. FACTURATION ET ÉTATS DE COMPTE

Le prestataire de services produira un sommaire des coûts réels de toutes les étapes du programme de communication.

La facturation devra être produite par le prestataire de services en fonction des travaux réalisés et approuvés par le représentant de la ministre et devra être accompagnée des pièces justificatives exigées en vertu de l'article précédent du présent contrat.

18. MODALITÉS DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera sur présentation de facture(s) dûment acceptée(s) par la ministre et contenant les informations demandées à l'article 6.3 « Paiement » du document d'appel d'offres 999102246. Après vérification, la ministre verse les sommes dues au prestataire de services dans les trente (30) jours qui suivent la date de réception de la facture ou de l'acceptation des travaux, accompagné de tous les documents requis.

La ministre règle normalement les demandes de paiement conformément aux dispositions prévues au Règlement sur les paiements d'intérêts aux prestataires de services du gouvernement (R.R.Q., c. A-6, r.18) et ses modifications.

La ministre se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des demandes de paiement déjà acquittées.

Même si certains éléments d'une facture sont contestés par la ministre, les montants non contestés devront être payés dans les meilleurs délais.

19. DÉCLARATION AUX FINS DE L'EXEMPTION DE LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC ET DE LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Ceci certifie que les biens ou les services retenus en vertu du présent contrat sont requis et payés avec les deniers de la Couronne par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles pour son utilisation propre et que, conséquemment, ils ne sont pas assujettis à la taxe de vente du Québec ni à la taxe sur les produits et services.

20. CONFLIT D'INTÉRÊTS

Le prestataire de services s'engage à éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l'intérêt de la ministre. Si une pareille situation se présente, le prestataire de services doit immédiatement en informer la ministre qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant au prestataire de services comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier le contrat.

Le présent article ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir sur l'interprétation ou l'application du contrat.

21. CONFIDENTIALITÉ

Le prestataire de services s'engage à ce que ni lui ni aucun de ses employés ne divulgue, sans y être dûment autorisé par la ministre, les données, analyses ou résultats inclus dans les rapports réalisés en vertu du contrat ou, généralement, quoi que ce soit dont il aurait eu connaissance dans l'exécution du contrat.

22. ACTIONNAIRES

Le prestataire de services déclare qu'aucun de ses actionnaires détenant au moins dix pour cent (10 %) du capital-actions émis de la corporation n'est employé, conjoint ou enfant d'un employé du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et s'engage, dans le cas contraire, à fournir à la ministre au plus tard à la date de la signature des présentes, les noms, adresse et occupation de ses actionnaires dans ce cas.

23. ARCHIVES

a) Le prestataire de services fournira au ministère, pour fins d'archives, un exemplaire de chaque pièce ayant servi à la campagne de promotion, y compris les films, messages télévisés ou radiophoniques;

b) Aux fins du paragraphe a), les pièces devront être fournies sur les supports suivants :

- Messages télévisés : Master Bétacam, Bétacam SP ou DVD-ROM;
- Message radio : Fichier audio au format MP3 ou WAV sur CD-ROM ou DVD-ROM;
- Matériel imprimé : CD-ROM ou DVD-ROM.

24. RÉSILIATION

24.1 La ministre se réserve le droit de résilier ce contrat pour l'un des motifs suivants :

1. le prestataire de services fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat;
2. le prestataire de services cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, liquidation ou cession de ses biens.
3. le prestataire de services lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

Pour ce faire, la ministre adresse un avis écrit de résiliation au prestataire de services énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe 1), le prestataire de services devra remédier au défaut énoncé dans le délai prescrit à cet avis, à défaut de quoi ce contrat sera automatiquement résilié, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe 2) ou au

paragraphe 3), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par le prestataire de services.

Le prestataire de services aura alors droit aux frais, déboursés et sommes représentant la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de la résiliation du contrat, conformément au présent contrat, sans autre compensation ni indemnité que ce soit, et ce, à la condition qu'il remette à la ministre tous les travaux déjà effectués au moment de la résiliation. Si le prestataire de services avait obtenu une avance monétaire, il devra la restituer dans son entier.

Le prestataire de services sera par ailleurs responsable de tous les dommages subis par la ministre du fait de la résiliation du contrat.

En cas de poursuite du contrat par un tiers, le prestataire de services devra notamment assumer toute augmentation du coût du contrat pour la ministre.

24.2 La ministre se réserve également le droit de résilier ce contrat sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.

Pour ce faire, la ministre doit adresser un avis écrit de résiliation au prestataire de services. La résiliation prendra effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le prestataire de services.

Le prestataire de services aura alors droit aux frais, déboursés et sommes représentant la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de résiliation du contrat, conformément au présent contrat, sans autre compensation ou indemnité que ce soit et, notamment, sans compensation ni indemnité pour la perte de tous profits escomptés.

Toute résiliation en vertu du présent contrat ne met pas fin à la cession des droits d'auteur contenue au présent contrat ainsi qu'aux garanties qui en découlent.

25. LES REPRÉSENTANTS DES PARTIES

La ministre pour les fins du présent contrat, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne Hélène Saint-Pierre, directrice de la Direction des affaires publiques et des communications du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, pour la représenter. Si un remplacement était rendu nécessaire, la ministre en avisera le prestataire de services dans les meilleurs délais.

De même, le prestataire de services désigne Thomas Lecordier pour le représenter. Si un remplacement était rendu nécessaire, le prestataire de services en avisera la ministre dans les meilleurs délais.

Dans le cas où il y aurait plusieurs représentants, chacun pourra agir séparément et l'autorisation de chacun d'eux constituera une autorisation.

26. COMMUNICATIONS

Tout avis, rapport ou approbation requis en vertu du présent contrat, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télécopieur, messager ou par poste recommandée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée ci-après :

Lucy Wells
Sous-ministre adjointe
Ministère de l'Immigration des Communauté culturelles
360, rue McGill
Montréal (Québec) H2Y 2E9

Thomas Lecordier
BCP limité
3530, boulevard Saint-Laurent, bureau 300
Montréal (Québec) H2X 2V1
Téléphone : 514 285-0078
Courriel : tlecordier@bcp.ca

Tout changement d'adresse de l'une ou l'autre des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

27. COMPUTATION DES DÉLAIS

Aux fins de la computation des délais fixés au contrat, lorsque les délais prévus pour remplir une obligation expirent un jour non juridique, cette obligation pourra être valablement remplie le premier jour juridique suivant.

Numéro du contrat :
999710405

28. CLAUSE FINALE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.Q. 2000, c.15).

EN FOI DE QUOI LES PARTIES, APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU PRÉSENT CONTRAT ET L'AVOIR ACCEPTÉ, ONT DÛMENT SIGNÉ EN DOUBLE EXEMPLAIRE COMME SUIT :

BCP LIMITÉ
par :

CAKairns

~~Thomas Lecordier~~ CAROL ANN KAIRNS — date
Directeur général associé — lieu

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES
par :

Lucy Wells — 5 mars 2009 (date)

Sous-ministre adjointe à l'Immigration, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles — Montréal (lieu)

Immigration et Communautés culturelles
Québec

Numéro du contrat :
999710405
Avenant numéro 1

CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

AVENANT NUMÉRO 1

ENTRE

La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec et étant représentée par M[me] Lucy Wells, sous-ministre adjointe à l'Immigration du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, dûment autorisée en vertu par le décret no 844-2007 du 26 septembre 2007,

ci-après appelée la « ministre »,

ET

BCP limité NEQ : 1146286944, personne morale légalement constituée, ayant son siège au 3530, Boulevard Saint-Laurent, bureau 300, Montréal (Québec) H2K 2V1 agissant par M. Thomas Lecordier, directeur général associé dûment autorisé aux termes du document joint en annexe aux présentes,

ci-après appelé le « prestataire de services ».

Numéro du contrat :
999710405
Avenant numéro 1

ATTENDU QUE les parties ont conclu le contrat de service 999710405 le 5 mars 2009;

ATTENDU QUE le contrat de service 999710405 doit être modifié afin d'assurer la réalisation de celui-ci;

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

Prolonger la date de fin au 22 février 2010. Les articles 3 « Durée du contrat » et 4 « Renouvellement du contrat » se liront comme suit :

3. DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat est consenti pour une période de un (1) an débutant le 23 février 2010 et se terminant le 22 février 2011.

4. RENOUVELLEMENT DU CONTRAT

La ministre, si elle le juge opportun, peut renouveler le présent contrat aux mêmes conditions pour une période additionnelle d'une année; à cette fin, elle doit en aviser le prestataire de services, par écrit, dans les trente (30) jours précédant la fin du contrat.

La présente clause de renouvellement est conditionnelle à l'existence d'un crédit prévu à cette fin pour l'année financière au cours de laquelle le renouvellement sera effectif et commandera un paiement; le tout en conformité avec les exigences de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., ch. A-6.001, art. 21).

Tous les autres termes et conditions demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à la date indiquée ci-dessous :

LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES,

Lucy Wells — 14-04-2010 — date

BCP LIMITÉ,

Thomas Lecordier — 22.04.2010 — date

QUESTION 10

VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS AU PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

INVESTISSEMENTS[1] AU PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS APRÈS LE 8 JUIN 2000 PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS POUR L'AIDE AUX ENTREPRISES (PIIAE)

PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS POUR L'AIDE AUX ENTREPRISES (PIIAE) Secteur d'activité[2]	2010 (000 $)
Secteur primaire	517
Alimentation et boissons	6 545
Caoutchouc et plastique	2 569
Vêtements, textile et cuir	1 904
Produits du bois	5 124
Meubles	2 773
Papier	506
Imprimerie	2 058
Métaux 1ère transformation et produits métalliques	10 664
Machinerie	4 736
Matériel de transport	1 280
Produits électriques et électroniques	2 082
Produits minéraux non métalliques	2 514
Produits raffinés du pétrole, du charbon et des industries chimiques	3 469
Industries manufacturières diverses	1 384
Secteur tertiaire : services divers (technologie de l'information, télécommunications, tourisme, golf, ski, etc)	4 321
Secteur tertiaire : services professionnels, scientifiques et techniques	375
Secteur tertiaire : conception de systèmes et services connexes	978
Secteur tertiaire : édition de logiciels	297
Secteur tertiaire : recyclage, gestion de déchets et services environnementaux	3 832
Secteur tertiaire : soins de santé et assistance sociale	1 234
Secteur tertiaire : hébergement et restauration	2 348
TOTAL	**61 508**

[1] Les retombées par secteur d'activité sont sous la forme de contributions financières non remboursables autorisées à partir des revenus de placements effectués auprès d'IQ Immigrants Investisseurs inc., filiale d'Investissement Québec.

[2] Les secteurs d'activité sont définis par Investissement Québec.

Source : IQ Immigrants Investisseurs Inc, filiale d'Investissement Québec

QUESTION 10

NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION ÉMIS PAR LE QUÉBEC POUR LES GENS D'AFFAIRES POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET PRÉVISIONS POUR 2010

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

CSQ DÉLIVRÉS PAR LE QUÉBEC POUR LES GENS D'AFFAIRES EN 2010[1]

	Requérants principaux	Nombre de personnes[2]
Travailleurs autonomes	44	122
Entrepreneurs	47	183
Investisseurs	2 397	8 629
TOTAL	**2 488**	**8 934**

[1] Données fournies selon l'année civile.

[2] Nombre total de personnes, incluant les requérants principaux.

Source : Direction des politiques et programmes d'immigration, 29 mars 2011.

QUESTION 10

VENTILATION PAR PAYS D'ORIGINE DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS ADMIS AU QUÉBEC EN 2010*

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Région de dernière résidence	Pays de dernière résidence	Nombre de requérants principaux admis en 2010*
Afrique du Nord	Algérie	7
	Égypte	30
	Maroc	12
	Autres pays	2
	Total	51
Moyen-Orient	Arabie saoudite	11
	Émirats arabes unis	15
	Jordanie	7
	Autres pays	12
	Total	45
Asie occidentale et centrale	Iran	26
	Turquie	67
	Total	93
Asie orientale	Chine	330
	Corée du Sud	7
	Taïwan	13
	Autres pays	2
	Total	352
Asie méridionale	Bangladesh	7
	Inde	6
	Pakistan	6
	Autres pays	4
	Total	23
Europe occidentale et septentrionale	France	6
	Royaume-Uni	6
	Autres pays	2
	Total	14
Autres pays		23
Total, tous les pays		601

* Les données sont préliminaires pour 2010.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION 10

MONTANTS D'ARGENT ACTUELLEMENT EN ATTENTE DE PLACEMENT PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS

Dans le cadre du Programme des immigrants investisseurs en vigueur avant le 8 juin 2000, les montants d'argent en attente de placement sont des sommes transférées au Québec chez un courtier ou à une société de fiducie, mais non encore placées dans une entreprise admissible. Les intermédiaires financiers attendent généralement que le candidat ait obtenu son statut de résident permanent de la part du gouvernement canadien avant de proposer un placement à l'investisseur.

La sélection des candidats ayant déposé une demande avant le 8 juin 2000 s'est terminée en 2003 et tous les candidats sélectionnés en vertu de ce volet du programme n'ont pas encore obtenu leur résidence permanente. De plus, suivant le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers applicable, le candidat peut faire son placement jusqu'à douze mois après avoir obtenu sa résidence permanente.

Ainsi, au 28 février 2010, la somme de 4 900 000 $, transférée au Québec par des candidats sélectionnés, était en attente de placement.

Dans le cadre du Programme des immigrants investisseurs, en vigueur depuis le 8 juin 2000, le certificat de sélection du Québec n'est délivré que lorsque la somme de 400 000 $, ou de 800 000 $ dans le cas d'une demande déposée depuis le 1er décembre 2010, est placée au Fonds consolidé du revenu du Québec. Au 28 février 2011, 289 candidats étaient en voie d'effectuer un placement de 400 000 $ et 8 candidats étaient en voie d'effectuer un placement de 800 000 $, tel que prescrit par règlement, auprès d'Investissement Québec (ce qui représente une somme totale de **122 000 000 $** en attente de placement).

Investissement Québec gère le Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises financé à même les revenus générés par ces placements au Fonds consolidé du revenu du Québec. Le candidat dispose d'un délai réglementaire maximal de 120 jours pour réaliser ce placement auprès d'Investissement Québec (délai réglementaire entré en vigueur le 2 mars 2005). Les sommes en attente de placement au 28 février 2011 sont donc liées à une sélection récente du candidat.

QUESTION 10

MONTANT QUI EST DISPONIBLE AU TITRE DE LA PROMOTION DU PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS, AU 1ER MARS 2010

- Une portion des revenus générés par les placements des candidats immigrants investisseurs ayant déposé leur demande depuis le 2 mars 2005 est réservée aux mesures de consolidation et de promotion de l'immigration d'affaires. Cette portion correspond à 1 % des revenus de placement pour les candidats ayant déposé une demande dans le cadre du Règlement en vigueur avant le 1er décembre 2010 et à 5 % pour les candidats qui ont déposé une demande depuis cette date.

- Au 28 février 2010, le montant disponible à ce titre est de 4 672 580 $[1].

[1] Source : Investissement Québec

QUESTION 11

NOMBRE DE NOUVEAUX ARRIVANTS, POUR LES ANNÉES CIVILES 2008, 2009 ET 2010, QUI ONT PARTICIPÉ À DES ACTIVITÉS D'ACCUEIL OFFERTES PAR LES SERVICES IMMIGRATION-QUÉBEC

La première entrevue d'accueil au Québec

La rencontre individuelle, pour les non-francophones ou la séance de groupe pour les personnes connaissant le français, permettent aux nouveaux arrivants d'obtenir des renseignements sur divers sujets utiles à leurs premières démarches d'installation au Québec. Les sujets abordés concernent, entre autres, les services publics, la recherche d'un logement, les démarches à entreprendre pour obtenir les documents officiels (carte d'assurance maladie, numéro d'assurance sociale, permis de conduire), les formalités d'inscription dans les établissements d'enseignement et les services de garde ainsi que les services offerts par le Ministère, par les organismes communautaires partenaires ou par d'autres ministères et organismes.

Nombre de personnes ayant participé à une première rencontre d'accueil ou à une séance de groupe sur les premières démarches d'installation

Année financière	***2010-2011***	***2009-2010***	***2008-2009***
Nombre de personnes	16 421	16 064	15 033

[1] *Données préliminaires pour 2010-2011 (au 28 février 2011)*

Les données du Ministère sont disponibles par année financière.

QUESTION - RP12

LISTE DES ENTENTES AVEC TOUS LES ORGANISMES, A L'ETRANGER, POUR OFFRIR UN PROGRAMME DE FRANCISATION ET VENTILATION DES DEPENSES ENGENDREES PAR CE PROGRAMME

CONTINENT	PAYS	VILLE	PARTENAIRES	DATE DE SIGNATURE
Afrique	Égypte	Alexandrie	Centre de langue du CFCC d'Alexandrie	octobre 2009
		Le Caire	Centre français de culture et de coopération	octobre 2009
		Le Caire	Centre de langue du CFCC d'Héliopolis	octobre 2009
Amérique du sud	Argentine	Buenos Aires	Alliance française	février 2006
		Buenos Aires	Centre universitaire de langues	août 2007
		Cordoba	Alliance française	mars 2004
		Mendoza	Alliance française	mai 2007
	Bolivie	Cochabamba	Alliance française	décembre 2008
		La Paz	Alliance française	décembre 2008
		Santa Cruz	Alliance française	décembre 2008
	Brésil	Belo Horizonte	Alliance française	**décembre 2010**
		Brasilia	Alliance française	juin 2007
		Campinas	Alliance française	mai 2007
		Curitiba	Alliance française	septembre 2008
		Porto Alegre	Alliance française	septembre 2008
		Recife	Alliance française	mai 2007
		Rio de Janeiro	Alliance française	décembre 2005
		Salvador de Bahia	Alliance française	février 2008
		Sao Jose Dos Campos	Alliance française	septembre 2008
		Sao Luis	Alliance française	mai 2009
		Sao Paulo	Alliance française	décembre 2005
		Sao Paulo	Service national d'apprentissage commercial	août 2007
	Chili	Concepcion	Alliance française	mars 2006
		Santiago	Institut franco-chilien	mars 2006
		Viña Del Mar	Alliance française	décembre 2006
	Colombie	Barranquilla	Alliance française	avril 2007
		Bogota	Alliance française	novembre 2005
		Cali	Alliance française	octobre 2005
		Cartagena	Alliance française	avril 2007
		Medellin	Alliance française	août 2006
	Équateur	Cuenca	Alliance française	mars 2009
		Guayaquil	Alliance française	mars 2009
		Quito	Alliance française	mars 2009
	Mexique	Cuernavaca	Alliance française	mai 2007
		Del Valle (D.F.)	Alliance française	mai 2007
		Guadalajara	Alliance française	juin 2006
		Lomas Verdes (D.F.)	Alliance française	mars 2007
		Mexico	Institut français d'Amérique latine	février 2008
		Mexico (D.F.)	Alliance française	mai 2003
		Monterrey	Alliance française	juin 2006
		Puebla	Alliance française	mai 2003
		San Angel (D.F.)	Alliance française	février 2007
		Xalapa	Alliance française	juin 2003
	Paraguay	Asuncion	Alliance française	décembre 2006
	Pérou	Arequipa	Alliance française	mars 2006
		Cuzco	Alliance française	octobre 2009
		Lima	Alliance française	janvier 2006

QUESTION - RP12

CONTINENT	PAYS	VILLE	PARTENAIRES	DATE DE SIGNATURE
		Trujillo	Alliance française	mai 2007
	Uruguay	Montevideo	Alliance française	février 2004
	Vénézuela	Caracas	Alliance française	mai 2006
		Maracaibo	Alliance française	novembre 2007
Asie	Arménie	Erevan	Alliance française	mars 2009
	Chine	Beijing	Alliance française	septembre 2003
		Canton	Alliance française	septembre 2003
		Chengdu	Alliance française	**juin 2010**
		Dalian	Alliance française	novembre 2008
		Hangzhou	Alliance française	**juin 2010**
		Nanjing	Alliance Française	**juin 2010**
		Shandong	Alliance française	janvier 2009
		Shanghai	Alliance française	septembre 2003
		Wuhan	Alliance française	décembre 2008
		Xi'an	Alliance française	**juin 2010**
	Émirats Arabes Unis	Abu Dhabi	Alliance française	juin 2009
		Dubaï	Alliance française	septembre 2009
	Inde	Bombay	Alliance française	janvier 2006
		Calcutta	Alliance française	janvier 2006
		New Delhi	Alliance française	janvier 2006
	Iran	Teheran	Service de coopération et d'action culturelle/IFT	décembre 2009
	Israël	Tel-Aviv	Institut français	mars 2008
	Liban	Beyrouth	Mission culturelle française	septembre 2009
	Qatar	Doha	Centre Culturel Français	**juin 2010**
Europe	Bulgarie	Blagoevgrad	Alliance française	avril 2009
		Bourgas	Alliance française	avril 2009
		Kazanlak	Alliance française	avril 2009
		Pleven	Alliance française	avril 2009
		Plovdiv	Alliance française	mai 2004
		Sofia	Institut français	novembre 2005
		Stara Zagora	Alliance française	avril 2009
		Varna	Alliance française	avril 2009
		Veliko Tarnovo	Alliance française	avril 2009
	Espagne	Barcelone	Institut français	**juin 2010**
		Sabadell	Alliance française	**juin 2010**
	Grande-Bretagne	Londres	Institut français	**juin 2010**
	Moldavie	Chisinau	Alliance française	février 2007
	Roumanie	Brasov	Alliance française	janvier 2009
		Bucarest	Institut français	mars 2006
		Cluj Napoca	Centre culturel français	mars 2009
		Constanta	Alliance française	janvier 2009
		Iasi	Centre culturel français	mars 2006
		Pitesti	Alliance française	janvier 2009
		Ploiesti	Alliance française	janvier 2009
		Timisoara	Centre culturel français	mai 2006
	Russie	Moscou	Centre culturel français	décembre 2006
		Moscou	Centre russe d'études françaises (CREF)	juin 2009
		Saint-Petersbourg	Institut français	mai 2006
	Ukraine	Dnipropetrovsk	Alliance française	**mai 2010**
		Kiev	Institut français	mars 2006

N.B. Une même entente peut couvrir plus d'une ville dans un même pays.

QUESTION - RP12

VENTILATION DES DÉPENSES

Lorsqu'une entente est signée ou renouvelée, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) envoie à son partenaire un Fonds documentaire sur le Québec. En 2010-2011, les dépenses pour ces Fonds s'élèvent à 66 250 $. En outre, à l'été 2010, en collaboration avec le ministère des Relations internationales et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le MICC a tenu un troisième stage en langue, culture et société québécoises lequel a accordé 28 bourses (hébergement, scolarité) à des responsables pédagogiques et des enseignants de partenaires. Le stage s'est déroulé à l'Université de Montréal. Les stagiaires, en provenance de 14 pays, représentaient 28 partenaires. Le coût de ce stage a été de 53 200 $.

QUESTION - RP13

RÉPARTITION DES IMMIGRANTS ÉTABLIS AU QUÉBEC SELON LA RÉGION D'ÉTABLISSEMENT, DEPUIS 2006-2007, EN INDIQUANT LE PAYS DE NAISSANCE, LE TYPE D'IMMIGRANT ET LEUR OCCUPATION AU QUÉBEC

La présence des personnes immigrantes est une donnée qui résulte d'un jumelage statistique des renseignements contenus dans les banques de données du MICC sur les admissions permanentes avec ceux disponibles dans le *Fichier d'inscription des personnes assurées* (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

1. **Parmi les personnes immigrantes admises de 2004 à 2008, pour lesquels la région de résidence est connue en janvier 2010 :**

   - **80,8 %** sont établies dans la Région métropolitaine de Montréal (Île de Montréal, Longueuil et Laval);
   - **19,2 %** sont établies à l'extérieur de la Région métropolitaine de Montréal.

2. **Répartition des personnes immigrantes admises au Québec selon la région de résidence (territoires des directions régionales du MICC) et le pays de naissance :**

   Le découpage retenu est celui par région administrative. Cinq principaux pays de naissance des immigrants admis de 2004 à 2008 selon leur région de résidence en janvier 2010 :

Capitale-Nationale et Est-du-Québec[1] (5,8 %)	**Outaouais, Abitibi-Témiscaminque et Nord-du-Québec (2,8 %)**	**Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec (3,3 %)**
France	Colombie	Colombie
Colombie	France	France
Maroc	Chine	Maroc
Chine	Maroc	Rép. dém. du Congo
Algérie	Roumanie	Algérie

Laurentides, Lanaudière et Laval, (10,4 %)	**Montérégie (10,5 %)**	**Montréal (67,1 %)**
Roumanie	Colombie	Algérie
Liban	Chine	Maroc
France	Roumanie	Chine
Maroc	France	France
Algérie	Maroc	Roumanie

[1] Capitale-Nationale et Est-du-Québec : régions administratives de la Capitale-Nationale, du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de la Chaudière-Appalaches, de la Côte-Nord et du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

3. **Répartition des personnes immigrantes présentes au Québec selon le type d'immigrant :**

- Immigrants admis de 2004 à 2008, résidant dans la Région métropolitaine de Montréal, par catégorie :
  - 60,6 % : Immigration économique;
  - 23,0 % : Regroupement familial;
  - 13,6 % : Réfugiés et personnes en situation semblable;
  - 2,8 % : Autres immigrants non classés ailleurs.

- Immigrants admis de 2004 à 2008, résidant à l'extérieur de la Région métropolitaine de Montréal, par catégorie :
  - 49,2 % : Immigration économique;
  - 26,1 % : Regroupement familial;
  - 23,2 % : Réfugiés et personnes en situation semblable;
  - 1,4 % : Autres immigrants non classés ailleurs.

QUESTION - RP13

4. Répartition des personnes immigrantes présentes au Québec selon leur occupation (profession) :

Les données de l'Enquête sur la population active nous indiquent, qu'en 2010, les professions des personnes immigrantes âgées de 15 ans et plus, se répartissent comme suit :

Ventes et services	21,4%
Affaires, finance et administration	17,9%
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	11,5%
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	10,7%
Métiers, transport et machinerie	10,2%
Gestion	10,0%
Secteur de la santé	7,3%
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	6,0%
Arts, culture, sports et loisirs	4,0%
Professions propres au secteur primaire	0,9%
Total, toutes les professions	100,0%

QUESTION 14

LISTE DES PROGRAMMES EN VIGUEUR EN 2010-2011 SOUS LA RESPONSABILITÉ DES SECTEURS FRANCISATION ET INTEGRATION.
POUR CHACUN DES PROGRAMMES, ET NOTAMMENT POUR LES SUIVANTS :
PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DES NOUVEAUX ARRIVANTS (PANA),
PROGRAMME REGIONAL D'INTÉGRATION (PRI),
PROGRAMME D'APPUI AUX RELATIONS INTERCULTURELLES (PARI) ET
PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR L'INTÉGRATION LINGUISTIQUE DES IMMIGRANTS (PAFILI) :
CRÉDITS ACCORDÉS EN 2010-2011, PRÉVISIONS POUR 2011-2012, NOMBRE DE PERSONNES REJOINTES ET FRAIS D'ADMINISTRATION POUR CHAQUE PROGRAMME

INTÉGRATION (2010-2011)

Crédits accordés

- Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA) — 10 700 000 $
- Programme régional d'intégration (PRI) — 4 416 500 $
- Programme *Action diversité* (PAD) — 3 550 000 $

Nombre de personnes rejointes

Depuis le 1er juillet 2009, un outil de gestion permettant de suivre les volumes de clientèles dans le PANA a été implanté. Du 1er avril au 31 décembre 2010, 27 268 nouveaux arrivants ont bénéficié d'un service d'accompagnement dans le cadre du PANA.

Frais d'administration des programmes

Les frais associés à l'analyse et au traitement des demandes d'aide financière sont intégrés au fonctionnement du secteur de l'Intégration. Le traitement des demandes se fait par des conseillers en partenariat et du personnel de soutien du Ministère qui travaillent sur plusieurs programmes.

FRANCISATION (2010-2011)

Crédits accordés

- Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants (PAFILI) — 13,2 M $

Nombre de personnes rejointes (en date du 28 février 2011)

Cours à temps complet

Nombre total d'étudiants	12 846
Nombre de bénéficiaires des allocations de participation	8 885 (69,2 %)
Nombre de bénéficiaires des allocations de frais de garde	2 512 (19,6 %)
Nombre de bénéficiaires des allocations de transport	6 602 (51,4 %)

Cours à temps partiel

Nombre total d'étudiants	13 016
Nombre de bénéficiaires de l'allocation de frais de garde	1 176 (9,0 %)

Frais d'administration pour chaque programme

QUESTION 14

La gestion de l'ensemble des activités de francisation a été centralisée en 2004, et ce, à des fins d'efficience. Plusieurs opérations ont été automatisées, notamment dans le but de réduire les frais d'administration. Le développement d'un mécanisme de détermination de coût de revient, qui permettra de mieux suivre les frais associés à chaque programme, est prévu dans les travaux en cours d'amélioration de la performance.

QUESTION 15

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR PROGRAMME DE FRANCISATION EN 2010-2011 ET PRÉVISIONS POUR 2011-2012 ET NOMBRE DE CLASSES PAR SESSION POUR CHACUNE DE CES ANNÉES

Note : Les données pour les années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles des années antérieures.

VENTILATION DES DÉPENSES PAR PROGRAMME DE FRANCISATION EN 2010-2011

Temps complet	Temps partiel	Total
49 649 598 $	9 761 192 $	59 410 791 $

Depuis l'entrée en vigueur de la mesure 1.5 du *Plan de mesures pour renforcer l'action du Québec en matière de francisation des immigrants*, au cours de l'année 2008-2009, le Ministère offre des cours plus fréquemment et pas uniquement en fonction des quatre sessions traditionnelles du printemps, de l'été, de l'automne ou de l'hiver. De plus, des cours peuvent démarrer à tout moment dans certaines régions, lorsque le nombre d'étudiants le justifie. C'est pourquoi les données 2010-2011 sur le nombre de groupes sont présentées par trimestre, ce qui correspond davantage aux pratiques en matière de reddition de comptes gouvernementale.

NOMBRE DE GROUPES DANS LES COURS À TEMPS COMPLET PAR TRIMESTRE EN 2010-2011[1]

Trimestres	Temps complet régulier	Temps complet spécialisé
Groupes de 2009-2010 en report en 2010-2011 (actifs au 1er avril 2010)	285	23
Nouveaux groupes - 1er avril au 30 juin 2010	261	-
Nouveaux groupes - 1er juillet au 30 septembre 2010	301	-
Nouveaux groupes - 1er octobre au 31 décembre 2010	268	-
Nouveaux groupes - 1er janvier au 28 février 2011 [1]	248	-
Total	**1 363**	**23**

[1] Les données sont en date du 28 février 2011.

NOMBRE DE GROUPES DANS LES COURS À TEMPS PARTIEL PAR TRIMESTRE EN 2010-2011[1]

Trimestres	Temps partiel régulier	Temps partiel spécialisé	Temps partiel en milieu de travail
Groupes de 2009-2010 en report en 2010-2011 (actifs au 1er avril 2010)	3	13	14
Nouveaux groupes - 1er avril au 30 juin 2010	231	58	19
Nouveaux groupes - 1er juillet au 30 septembre 2010	329	61	23
Nouveaux groupes - 1er octobre au 31 décembre 2010	2	15	14
Nouveaux groupes - 1er janvier au 28 février 2011 [1]	226	74	29
Total	**791**	**221**	**99**

[1] Les données sont en date du 28 février 2011.

Il n'est pas possible de fournir les prévisions pour 2011-2012, mais le MICC suivra l'évolution de la demande en francisation et continuera d'y répondre.

QUESTION 16

VENTILATION DES DÉPENSES ET DESCRIPTION DES PROJETS DU FONDS D'INITIATIVES RÉGIONALES EN IMMIGRATION DEPUIS 2003. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES. PLAN D'ACTION ET PRÉVISIONS POUR 2011

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

En 2010-2011[1], 43 projets d'ententes ont été approuvées pour un montant total de 5 743 676 $. Parmi les projets financés, 7 concernent des ententes avec des villes et municipalités et 16 concernent des ententes avec les CRÉ. En 2010-2011, 4 demandes ont été refusées.

Liste des projets accordés dans le cadre du Programme régional d'intégration[2]

Année financière 2010-2011

Organisme	*Montant accordé*
Abl Accès Accueil Action	35 000 $
Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	54 000 $
C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	36 000 $
Carrefour BLE	27 540 $
Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	56 117 $
Centre d'intégration en emploi des Laurentides (C.I.E. Laurentides)	57 000 $
Centre Saint-Michel	110 000 $
Collectif des femmes immigrantes du Québec	176 400 $
Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent	100 000 $
Conférence régionale de la Capitale-Nationale	90 000$
Conférence régionale des élus de la Chaudière Appalaches	100 000 $
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	50 000 $
Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	65 000 $
Conférence régionale des élus de la Mauricie	150 000 $
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	100 000 $
Conférence régionale des élus de l'Outaouais	100 000 $
Conférence régionale des élus de Laval	90 000 $
Conférence régionale des élus de Longueuil	150 000 $
Conférence régionale des élus de Montréal	400 000 $
Conférence régionale des élus des Laurentides	100 000 $
Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	113 400 $
Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean	157 500 $
Conférence régionale des élus Lanaudière	100 000 $
Conférence régionale des élus Montérégie Est	110 000 $
Droit à l'emploi (D.E.)	109 200 $
Forum-2020	59 099 $
ICI Intégration communautaire des immigrants	98 235 $
PROMIS (Promotion – Intégration – Société nouvelle)	161 700 $
Service accès travail de Portneuf	57 600$
Service d'accueil des nouveaux arrivants de la région de Lac-Mégantic	25 000 $
Service d'appui régional en immigration (SARI)	102 885 $
Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec (SOIIT QUÉBEC)	255 000 $
Service Intégration travail Outaouais	40 000 $
Services de main-d'œuvre l'Appui inc. (Les)	56 000 $
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	63 500 $
Université de Sherbrooke	10 000 $
Ville de Québec	145 000 $
Ville de Drummondville	50 000 $

[1] Données au 28 mars 2011

[2] Depuis 2004, le Fonds d'initiatives régionales en immigration s'appelle le Programme régional d'intégration.

▪ Ville de Gatineau	125 000 $
▪ Ville de Laval	75 000 $
▪ Ville de Montréal	1 675 000 $
▪ Ville de Shawinigan	50 000 $
▪ Ville de Sherbrooke	57 500 $
TOTAL	5 743 676 $

Par ailleurs, 25 autres ententes découlant de la *Passerelle pour l'emploi en région* ont été signées. Le budget alloué pour ces ententes est de 100 000 $. Le montant des ententes de la Passerelle pour l'emploi n'est pas fixé au départ. Ces montants varieront en fonction du volume de clientèle desservie par les différents partenaires.

Liste des ententes Passerelle pour l'emploi en région

- Accueil liaison pour arrivants (ALPA)
- Accès travail
- Carrefour BLE
- Centre Alpha Lira inc.
- Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)
- Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup
- Collectif des femmes immigrantes du Québec
- Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent
- Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
- Droit à l'emploi (D.E.)
- Forum-2020
- ICI Intégration communautaire des immigrants
- Laurentides économique
- Mosaïque Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc.
- Orienthèque corporation de services d'aide à l'emploi du bas-Richelieu
- Perspectives nouvelles
- Portes ouvertes sur le lac
- Pro-Gestion Estrie
- PROMIS (Promotion – Intégration – Société nouvelle)
- Regroupement interculturel de Drummond inc.
- Service d'appui régional en immigration (SARI)
- Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec (SOIIT QUÉBEC)
- Service Intégration travail Outaouais
- Stratégie Carrière
- Solidarité ethnique régionale de la Yamaska

Pour 2011-2012, le budget du Programme régional d'intégration reste inchangé à 4 416 500 $

QUESTION 17

COPIE DES ENTENTES SIGNÉES EN 2010-2011 AVEC INVESTISSEMENT QUÉBEC AINSI QU'AVEC D'AUTRES ASSOCIATIONS, ORGANISMES, OU INSTITUTIONS AU QUÉBEC.

Investissement Québec

Voir ententes signées ci-jointes.

ENTENTE TRIPARTITE

ENTRE

La MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, pour et au nom du gouvernement du Québec, ayant son siège social au 360, rue McGill, Montréal (Québec), H2Y 2E9, ici représentée par monsieur Robert Baril, sous-ministre adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes,

ci-après désignée « **MINISTRE** »

ET

IQ IMMIGRANTS INVESTISSEURS INC., filiale d'INVESTISSEMENT QUÉBEC, personne morale légalement constituée ayant son siège social au 1200, route de l'Église, bureau 500, Québec (Québec), G1V 5A3, ici représentée par madame Sylvie Pinsonnault, vice-présidente aux filiales d'Investissement Québec, dûment autorisée aux fins des présentes,

ci-après désignée « **IQII** »

ET

FIDUCIE DESJARDINS INC., personne morale légalement constituée ayant une place d'affaires au 2 Complexe Desjardins, Tour Est, 27e étage, Montréal (Québec) H5B 1C1, ici représentée par messieurs André Bellefeuille, chef de l'exploitation et Marc Audet, directeur principal, programme immigrants investisseurs, dûment autorisés aux fins des présentes,

ci-après désignée « **INTERMÉDIAIRE FINANCIER** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la MINISTRE a pour mission, entre autres, de recruter et de sélectionner des candidats à l'immigration à titre d'investisseur désirant s'établir au Québec, ci-après désignés « Candidats immigrants investisseurs », et y investir conformément au Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers (c. I-02, r.4) ci-après désigné « Règlement »;

ATTENDU QUE la Loi sur l'immigration au Québec (L.R.Q., c. I-0.2), ci-après désignée « Loi sur l'immigration », prévoit que le Gouvernement du Québec peut déterminer les conditions ou les critères applicables à une personne dont la participation est requise pour la gestion du placement financier d'un ressortissant étranger;

ATTENDU QUE le mouvement de personnes et de capitaux ne se fait pas sans risques et que, dans le but de protéger la sécurité des personnes et l'intégrité de son système financier, le gouvernement du Canada a renforcé la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (L. C. 2000, ch.17), ci-après désignée « Loi sur le recyclage »;

ATTENDU QUE l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER est tenu de respecter la Loi sur le recyclage, de même que les articles 83.1 et 83.11 du Code criminel (L. R. C. 1985, ch. C-46);

ATTENDU QUE l'article 34.1 du Règlement prévoit qu'un ressortissant étranger qui désire obtenir un certificat de sélection du Québec à titre d'investisseur doit présenter à la MINISTRE sa demande de certificat accompagnée d'une convention d'investissement, ci-après appelée « Convention »;

ATTENDU QUE l'article 34.1 du Règlement prévoit que la Convention doit être signée avec un INTERMÉDIAIRE FINANCIER qui a conclu une entente avec la MINISTRE et IQII;

ATTENDU QUE l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER répond à la définition de courtier ou de société de fiducie au sens du Règlement;

ATTENDU QUE le Règlement, avant l'entrée en vigueur le 1er décembre 2010 du Règlement modifiant le Règlement sur la sélection des ressortissantes étrangers, était à l'effet que la

Convention déposée auprès de la Ministre par le Candidat immigrant investisseur contenait l'engagement de celui-ci d'effectuer un placement de quatre cent mille dollars (400 000 $), [ci-après désigné « Somme I »], auprès d'un INTERMÉDIAIRE FINANCIER qui devait ensuite le placer auprès d'IQII pour une durée de cinq ans;

ATTENDU QUE le Règlement modifiant le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers a modifié le Règlement de façon à prévoir que la Convention déposée auprès de la Ministre le ou après le 1er décembre 2010 par le Candidat immigrant investisseur contienne l'engagement de celui-ci d'effectuer un placement de huit cent mille dollars (800 000 $), [ci-après désigné « Somme II », auprès d'un INTERMÉDIAIRE FINANCIER qui doit ensuite le placer auprès d'IQII pour une durée de cinq ans;

Les Somme I et Somme II sont collectivement ou individuellement désignées la « Somme ».

ATTENDU QU'IQII administre le Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises, ci-après désigné « PIIAE », s'adressant aux entreprises qui réalisent un projet d'investissement, d'innovation technologique, d'innovation en design ou de développement de marchés;

ATTENDU qu'est financée à même les revenus de placement l'aide financière accordée aux entreprises en vertu du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) établi selon la Loi sur le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (L.R.Q., c. M-16.1);

ATTENDU QUE les revenus générés par le placement de la Somme I et de la Somme II, servent au financement des activités suivantes :

Somme I :

46 % pour le PIIAE, 4 % pour le PRIIME, 1 % pour les mesures de promotion et de performance des programmes d'immigration d'affaires, 44 % pour les honoraires versés aux intermédiaires financiers et 5 % pour les frais d'administration engagés par IQII.

Somme II :

53 % pour le PIIAE, 5 % pour le PRIIME, 5 % pour les mesures de promotion et de performance des programmes d'immigration d'affaires, 32 % pour les honoraires versés aux intermédiaires financiers et 5 % pour les frais d'administration engagés par IQII.

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente vise à déterminer les droits, responsabilités et obligations des signataires au regard du Règlement et du PIIAE et est conclue en vertu de l'article 34.1 du Règlement.

LES PARTIES AUX PRÉSENTES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

PARTIE 1 - APPLICATION DU RÈGLEMENT

1. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET FINANCIERS SUR LE CANDIDAT IMMIGRANT INVESTISSEUR

1.1 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER vérifie, à la signature de la convention d'investissement, l'identité du Candidat immigrant investisseur, notamment les renseignements suivants : nom, sexe, date de naissance, adresse permanente, citoyenneté, numéro de téléphone personnel, le type de document attestant son identité, le numéro de ce document et le lieu de délivrance du document;

1.2 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER informe la MINISTRE de tout changement de l'un de ces éléments à l'intérieur d'un délai de 30 jours après qu'il aura été informé par le Candidat immigrant investisseur;

1.3 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER fournit à chaque Candidat immigrant investisseur, qui la joindra à sa demande de certificat de sélection du Québec, une déclaration de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER attestant la vérification de l'identité du ressortissant étranger et décrivant les démarches qu'il a effectuées sur la provenance et l'origine de l'avoir de ce dernier. Cette déclaration est faite selon la formule prescrite par la MINISTRE et reproduite à l'Annexe A;

1.4 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER fournit à la MINISTRE le nom de la ou des personnes habilitées à signer le document décrit à 1.3.

2. CONVENTION D'INVESTISSEMENT

Objet de la Convention

2.1 La Convention détermine les droits, responsabilités et obligations du Candidat immigrant investisseur et de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER en regard du placement de la Somme que doit réaliser le Candidat immigrant investisseur, lequel placement constitue l'une des conditions nécessaires à l'obtention d'un certificat de sélection du Québec.

Le placement a une durée de cinq (5) ans qui est calculée à partir de la date où la Somme est placée par IQII; cette date doit être postérieure à celle où la MINISTRE a transmis à l'investisseur un avis d'intention de délivrance de certificat de sélection du Québec.

Contenu de la Convention

2.2 La Convention doit stipuler les obligations de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER, soit:

2.2.1 Recevoir la Somme ou toute partie de la Somme du Candidat immigrant investisseur, seulement après la transmission de l'avis d'intention de délivrance du certificat de sélection du Québec par la MINISTRE;

2.2.2 Ouvrir un compte client distinct au nom du Candidat immigrant investisseur et y déposer directement la Somme ou toute partie de la Somme reçue du candidat;

2.2.3 Accuser réception, auprès du Candidat immigrant investisseur, de la Somme dans un délai raisonnable;

2.2.4 Placer la Somme auprès d'IQII dans les meilleurs délais et au plus tard cent vingt (120) jours après la transmission de l'avis d'intention de délivrance du certificat de sélection du Québec et ce, aux fins prévues par le Règlement et selon les modalités applicables au PIIAE;

2.2.5 Détenir lui-même seulement ou par une institution financière autorisée, le billet à être émis par IQII jusqu'au remboursement de la Somme par IQII;

2.2.6 Obtenir le consentement écrit du Candidat immigrant investisseur pour toute transaction effectuée sur son compte. Le consentement pourra être obtenu au moyen d'une procuration détaillant les transactions à survenir. L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER fournira à la MINISTRE la preuve de l'obtention de ce consentement. Ce document est préparé selon la formule prescrite par la MINISTRE;

2.2.7 Rembourser, au terme du placement et sous réserve des dettes et obligations contractées par le Candidat immigrant investisseur envers l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER et des sûretés existantes, la Somme au Candidat immigrant investisseur et transmettre à la MINISTRE un document attestant ce remboursement, le tout dans les trente (30) jours de l'échéance du placement. Ce document sera préparé selon la formule prescrite par la MINISTRE. En cas de révocation du placement, les modalités de remboursement prévues au paragraphe 2.5 s'appliqueront;

2.2.8 Dans tous les cas où un remboursement au Candidat immigrant investisseur est nécessaire avant l'échéance du terme, effectuer ce remboursement dans le pays d'origine des fonds et ce, même si le Candidat immigrant investisseur souhaite que ses fonds demeurent au Canada. Fermer le compte du Candidat immigrant investisseur ouvert dans le cadre du dossier d'immigration et faire toute transaction ultérieure dans un nouveau compte, dans le cadre d'une autre relation entre l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER et le Candidat immigrant investisseur.

2.3 La Convention doit stipuler les obligations du Candidat immigrant investisseur, soit :

2.3.1 Déposer la Somme ou toute partie de la Somme auprès de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER, dans un compte client distinct et à son nom, au plus tard cent dix (110) jours après la transmission de l'avis d'intention de délivrance de certificat de sélection du Québec, pour les fins du placement devant être fait auprès d'IQII. Le dépôt de la Somme auprès de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER doit être postérieur à la transmission de l'avis d'intention de délivrance de certificat de sélection du Québec;

2.3.2 Notifier la MINISTRE et l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER de tout changement à son nom, son adresse permanente ou de correspondance, sa citoyenneté ou ses numéros de téléphone personnel ou professionnel dans les trente (30) jours suivants ce changement;

2.3.3 Remettre une copie des documents suivants à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER dans les dix (10) jours de leur obtention : l'avis d'intention de délivrance de certificat de sélection du Québec, le certificat de sélection du Québec, le visa canadien ou le refus de visa ou de résidence permanente, le cas échéant;

2.4 Dès son entrée en vigueur, la Convention ne peut être résiliée avant que le transfert de la Somme soit effectué de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER à IQII, sauf dans les situations suivantes :

2.4.1 le Candidat immigrant investisseur retire sa demande de certificat de sélection du Québec au sens de la Loi sur l'immigration;

2.4.2 la demande de certificat de sélection du Québec du Candidat immigrant investisseur au sens de la Loi sur l'immigration est refusée;

2.4.3 le dossier de demande de certificat de sélection du Québec du Candidat immigrant investisseur au sens de la Loi sur l'immigration est fermé.

Dans un cas visé aux clauses 2.4.1 à 2.4.3, le Candidat immigrant investisseur doit, sans délai, aviser par écrit l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER de son intention de résilier la Convention en mentionnant les motifs à l'appui de sa demande. Cet avis devra être accompagné d'une copie de la confirmation de la MINISTRE à l'effet que la demande de certificat de sélection du Québec a été retirée ou refusée au Candidat immigrant investisseur ou que son dossier de certificat de sélection du Québec a été fermé.

2.5 Avant l'échéance du terme, le placement est irrévocable et la Convention ne peut être résiliée à partir du moment où est effectué le transfert de la Somme de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER à IQII, sauf si le Candidat immigrant investisseur se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

2.5.1 sa demande de certificat de sélection du Québec au sens de la Loi sur l'immigration est rejetée;

2.5.2 son certificat de sélection du Québec au sens de la Loi sur l'immigration est annulé;

2.5.3 sa demande de visa ou de résidence permanente au sens de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L. C. 2001, ch. 27), ci-après désignée « Loi sur l'immigration fédérale », lui est refusée. Il est convenu entre les parties qu'un retrait par le Candidat immigrant investisseur de sa demande

de visa ou de résidence permanente ne peut être interprété comme étant un refus de visa ou de résidence permanente et ne peut donc donner lieu au remboursement de la Somme avant terme.

Dans un cas visé aux clauses 2.5.1 à 2.5.3, le Candidat immigrant investisseur doit, sans délai, aviser par écrit la MINISTRE de son intention de retirer la Somme placée, et il joint en annexe une copie de la décision des autorités fédérales relative à sa demande de visa ou de résidence permanente, le cas échéant. À la suite de cet avis et après son approbation, la MINISTRE avise IQII de remettre dans les meilleurs délais, sous réserve des sûretés existantes, la Somme à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER. Ce dernier doit rembourser, sous réserve des dettes et obligations contractées par le Candidat immigrant investisseur envers l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER, le Candidat immigrant investisseur en déposant les fonds de ce dernier dans le pays de provenance de ceux-ci, dans un compte à son nom. L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER transmet à la MINISTRE, dans les trente (30) jours du remboursement de la Somme au Candidat immigrant investisseur ou au créancier, le cas échéant, un document attestant ce remboursement. Ce document est préparé selon la formule prescrite par la MINISTRE.

Si le Candidat immigrant investisseur compte contester la décision de la MINISTRE, il doit aviser par écrit l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER de son intention. S'il compte contester la décision fédérale, il doit aviser par écrit la MINISTRE et l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER de son intention. Dans tous ces cas de contestation et jusqu'à ce qu'une décision finale soit rendue, la Somme ne sera pas remise par IQII à moins que le placement de la Somme soit rendu à échéance.

Advenant le cas où le Candidat immigrant investisseur ne conteste pas et qu'il omet d'informer la MINISTRE ou l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER de son intention de retirer la Somme placée, la MINISTRE, cent vingt (120) jours après la date de sa décision ou de celle des autorités fédérales, avise IQII de remettre dans les meilleurs délais, sous réserve des sûretés existantes, la Somme à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER. Ce dernier doit rembourser, sous réserve des dettes et obligations contractées par le Candidat immigrant investisseur envers l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER, le Candidat immigrant investisseur en déposant les fonds de ce dernier dans le pays de provenance de ceux-ci, dans un compte à son nom. L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER transmet à la MINISTRE, dans les trente (30) jours du remboursement de la Somme au Candidat immigrant investisseur ou au créancier, le cas échéant, un document attestant ce remboursement. Ce document est préparé selon la formule prescrite par la MINISTRE.

2.6 Compte tenu que la Convention ne peut être résiliée, sous réserve des articles 2.4 et 2.5, le Candidat immigrant investisseur ne peut changer d'INTERMÉDIAIRE FINANCIER à compter de la date de présentation de sa demande de certificat de sélection du Québec à la MINISTRE, sauf pour des motifs ayant trait au courtier ou à la société de fiducie, tels la faillite, la cessation des activités de gestion, l'achat ou la fusion, ou la faute sanctionnée.

2.7 La Convention stipule en outre les dispositions suivantes :

2.7.1 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER et le Candidat immigrant investisseur reconnaissent que la MINISTRE peut vérifier l'état de l'investissement, et, à cette fin, a le pouvoir de prendre connaissance auprès de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER de tous les documents relatifs aux exigences stipulées aux articles 2.2 à 2.6 inclusivement;

2.7.2 Le Candidat immigrant investisseur autorise l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER à recueillir et à communiquer à la MINISTRE les renseignements personnels le concernant qui sont nécessaires à l'application du Règlement, notamment les renseignements relatifs à son identité, au mandat accordé à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER et au placement exigé en vertu du Règlement; il l'autorise également à transmettre à IQII les renseignements personnels le concernant qui sont nécessaires à l'application du Règlement et du PIIAE, tels les renseignements relatifs à son identité, au mandat accordé à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER et au dépôt de la Somme auprès d'IQII. L'accès à ces

renseignements est réservé aux seules personnes autorisées en vertu des dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (L. R. Q., ch. 39.1) et de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L. R. Q., ch. A-2.1). Le Candidat immigrant investisseur a le droit d'être informé des renseignements le concernant détenus par l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER et, s'il y a lieu, en demander par écrit la rectification;

2.7.3 La Convention entre en vigueur le jour de sa signature et se termine, sous réserve de l'article 2.4, lors de la remise à la MINISTRE par l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER des documents attestant le remboursement des fonds au Candidat immigrant investisseur ou au créancier, le cas échéant;

2.7.4 Toute modification à la convention doit, avant d'être signée par les parties et d'entrer en vigueur, avoir préalablement été transmise à la MINISTRE pour examen de sa conformité réglementaire. La modification approuvée et signée par les parties doit être notifiée à la MINISTRE;

2.7.5 La Convention est régie par le droit applicable au Québec. En cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

Modalités d'application de la Convention

2.8 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER convient d'utiliser intégralement, sans les modifier, toutes les dispositions (articles 2.1 à 2.7) de la Convention d'investissement convenues dans le cadre de la présente entente;

2.9 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER soumet à la MINISTRE la Convention qu'il compte utiliser afin que cette dernière en évalue, dans un délai de trente (30) jours, la conformité avec le Règlement et la présente entente;

2.10 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER soumet à la MINISTRE tout changement qu'il compte apporter à la Convention d'investissement approuvée par cette dernière et ce, avant de signer toute nouvelle Convention avec un Candidat immigrant investisseur. L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER s'engage, en outre, à ce que cette nouvelle Convention soit utilisée lors de tout dépôt de demande de certificat de sélection du Québec au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après son approbation par la MINISTRE et à ce que les Conventions antérieures non déposées soient retirées de la circulation. Après ce délai de quatre-vingt-dix (90) jours, la MINISTRE jugera non conforme la version antérieure de la Convention;

2.11 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ne fait aucun ajout à la Convention de base qui aurait pour effet de porter à confusion ou de réduire la portée du Règlement;

2.12 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ne signe aucune Convention avec un Candidat immigrant investisseur découlant de l'application de la présente entente tant que celle-ci n'est pas signée par les parties aux présentes, ceci étant une condition de participation au programme;

2.13 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER fournit à la MINISTRE la liste des personnes habilitées à signer la Convention et tout autre document afférent au dossier;

2.14 L'original de la Convention signée par les deux parties doit être joint au dossier du Candidat immigrant investisseur lors de son dépôt à la MINISTRE;

2.15 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER s'assure que tout autre document découlant de la Convention, notamment le contrat de financement, respecte le Règlement et ne comporte aucune clause qui aurait pour effet de porter à confusion ou d'en réduire la portée.

3. REPRÉSENTATION AUPRÈS DE LA MINISTRE

3.1 Un représentant de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER, qui agit à titre de consultant en immigration conformément au Règlement sur les consultants en immigration devra, avant de faire des représentations auprès de la MINISTRE relativement à l'ensemble de la démarche visant l'obtention d'un certificat de sélection du Québec d'un Candidat immigrant investisseur, lui faire parvenir le mandat de représentation signé du Candidat immigrant investisseur. Ce mandat sera préparé selon la formule proposée par la MINISTRE;

3.2 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ou son représentant désigné devra fournir une preuve à la MINISTRE attestant son inscription au registre des lobbyistes selon la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (L.R.Q., T-11.011) lorsqu'il agit à titre de mandataire du Candidat immigrant investisseur au cours de la procédure d'obtention du certificat de sélection du Québec.

PARTIE 2 - PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS POUR L'AIDE AUX ENTREPRISES (PIIAE)

4. OBLIGATIONS DE L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ET D'IQII À L'ÉGARD DU PLACEMENT DE LA SOMME

Transfert de la Somme et émission du Billet

4.1 À chaque signature de Convention avec un Candidat immigrant investisseur, l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER s'engage, après avoir été avisé par ce dernier à l'effet que la MINISTRE entend lui émettre un certificat de sélection du Québec et après avoir reçu la Somme du Candidat immigrant investisseur, à placer la Somme auprès d'IQII, au plus tard cent vingt (120) jours après la transmission de l'avis d'intention de délivrance de certificat de sélection du Québec. IQII s'engage, après avoir reçu la Somme et une confirmation de la MINISTRE à l'effet qu'elle entend émettre un certificat de sélection du Québec au Candidat immigrant investisseur, à émettre sans délai un billet conforme à l'article 4.2.4 des présentes.

Placement de la Somme et avis

4.2 Dans les plus brefs délais de la réception par IQII de la Somme et de la confirmation de la MINISTRE qu'elle entend émettre un certificat de sélection du Québec, IQII s'engage à :

4.2.1 placer la Somme à escompte pour une durée de cinq (5) ans auprès du ministre des Finances ou, si ce dernier n'a pas besoin d'emprunter, auprès de toute institution ou organisme habilité à recevoir des dépôts d'argent ou à emprunter des sommes d'argent (le ministre des Finances, l'Institution ou l'Organisme sont ci-après appelés alternativement le « Dépositaire »), (on entend par « placer la Somme à escompte », le fait de placer une partie de la Somme qui, à l'échéance de la période de cinq (5) ans, constituera un montant de quatre cent mille dollars (400 000 $) ou de huit cent mille dollars (800 000 $), selon le cas et de conserver la différence entre la Somme et le montant placé, à titre d'intérêts générés par la Somme;

4.2.2 confirmer à la MINISTRE qu'il a reçu la Somme de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER à l'égard du Candidat immigrant investisseur de même que la date à laquelle la Somme a été placée auprès du Dépositaire;

4.2.3 confirmer à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER la date à laquelle la Somme a été placée auprès du Dépositaire de même que les termes et conditions du Placement;

4.2.4 émettre à l'ordre du Candidat immigrant investisseur un billet (ci-après appelé le « Billet ») conforme au spécimen annexé (Annexe B) (au montant de quatre cent mille dollars (400 000 $) ou de huit cent mille dollars (800 000 $), selon le cas) et à le remettre à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER.

4.3 Nonobstant le fait que le Billet soit négociable, l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER, tant personnellement qu'à titre de mandataire du Candidat immigrant investisseur, s'engage à ce que le Billet ne soit pas négocié, cédé ou transféré de quelque façon que ce soit, sauf pour les fins d'une sûreté créée en vertu du Code civil du Québec, au bénéfice (i) d'une banque ou d'une banque étrangère figurant aux annexes I, II et III de la Loi sur les banques (L. C. 1991, ch. 46), ou (ii) d'une caisse d'épargne et de crédit ou d'une fédération de caisses régie par la Loi sur les coopératives de services financiers (L. R. Q. ch. C-67.3), ou (iii) de la Caisse Centrale Desjardins, ou (iv) d'une compagnie d'assurances, telle que définie par la Loi sur les assurances (L.R.Q., ch. A-32), qui a le pouvoir de consentir des prêts et qui est titulaire d'un permis, émis par l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier en vertu de cette même loi, lui permettant d'agir au Québec comme assureur (toutes ces institutions sont ci-après appelées « institutions financières ») ou au bénéfice de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER, et à la condition expresse que les institutions financières ou l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER bénéficiant de la sûreté s'engagent envers le constituant :

- à ne pas céder ou transférer leurs droits dans la sûreté à des personnes autres que des institutions financières ou l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER;

- à n'exercer comme seul recours ou droit en vertu de la sûreté que celui de percevoir le Billet ou tout droit hypothécaire qui ferait qu'ultimement le Billet serait détenu ou deviendrait la propriété d'une des institutions financières ou de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER.

4.4 De plus, l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER s'engage à ce que le Billet soit détenu, jusqu'au paiement par IQII, par lui ou par une des institutions financières.

4.5 Advenant le cas où les dispositions de l'article 4.3 des présentes ne sont pas respectées et sans limiter la généralité de ce qui précède, advenant le cas où le Billet est négocié, cédé ou transféré de façon non autorisée par l'article 4.3 ou que les institutions financières ou l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER exercent d'autres recours ou droits que ceux prévus audit article 4.3 ou cèdent ou transfèrent leurs droits dans la sûreté en contravention avec l'article 4.3, l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER sera alors considéré en défaut.

Somme réservée à l'aide financière

4.6 Quarante-six pour cent (46 %) des montants d'intérêts générés par la Somme I, tels que décrits à l'article 4.2.1 des présentes, seront inscrits, pour fins d'administration, au compte de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER par IQII (ce compte est ci-après désigné « Compte entreprise 1 »). Cinquante-trois pour cent (53%) des montants d'intérêts générés par la Somme II, tels que décrits à l'article 4.2.1 des présentes, seront inscrits, pour fins d'administration, au compte de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER par IQII (ce compte est ci-après désigné « Compte entreprise 2 »). Le Compte entreprise 1 et le Compte entreprise 2 sont collectivement ou individuellement désignés « Compte entreprise ». Ces montants déposés au Compte entreprise de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER n'appartiennent pas à ce dernier, mais IQII ne pourra utiliser ces montants que pour accorder une aide financière, qui aura été recommandée par l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER, à une entreprise, le tout en conformité avec le PIIAE. Ces montants ne pourront en aucun temps être transférés par l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER dans un Compte entreprise d'un autre courtier ou d'une autre société de fiducie, à moins qu'un tel transfert soit autorisé par écrit par IQII. De plus, l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ne pourra en aucun temps transférer les sommes entre son Compte entreprise 1 et son Compte entreprise 2.

Échéance du placement : remboursement et honoraires

4.7 À l'échéance de la période de cinq (5) ans du placement de la Somme auprès du Dépositaire, IQII s'engage, sur remise du Billet, à la remettre, dans les meilleurs délais, à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER qui, lui, la remettra au Candidat immigrant investisseur. Toutefois, si le Billet a fait l'objet d'une sûreté conformément à l'article 4.3 des présentes, IQII, sur remise du Billet, remettra la Somme conformément aux

termes de l'acte de sûreté et des dispositions du Code civil du Québec. Dans tous ces cas, et après réception d'un avis de la MINISTRE confirmant que l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER a respecté les dispositions du paragraphe *e* du troisième alinéa de l'article 34.1 du Règlement, IQII s'engage à verser à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER à titre d'honoraires de fermeture de dossier :

i) quatre virgule neuf pour cent (4,9 %) du montant des intérêts générés par la Somme I tel que décrit à l'article 4.2.1 des présentes

ou

ii) trois virgule quatre-vingt-onze pour cent (3,91%) du montant des intérêts générés par la Somme II tel que décrit à l'article 4.2.1 des présentes.

Toutefois, si la Somme I à remettre par IQII a été placée après le 2 mars 2005 par un Candidat immigrant investisseur ayant déposé une Convention auprès de la MINISTRE avant cette date, les honoraires de fermeture de dossier qu'IQII versera à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER seront de 5,9% au lieu de 4,9% et si ladite Somme I a été placée avant le 2 mars 2005, les honoraires de fermeture de dossier seront de 5% au lieu de 4,9%.

Remboursement avant échéance de placement et honoraires

4.8 Si le certificat de sélection du Québec est annulé par la MINISTRE, si la demande de certificat de sélection du Québec est rejetée ou si la demande de visa ou de résidence permanente est refusée au Candidat immigrant investisseur, le tout conformément à l'article 2.5 des présentes, et qu'IQII en est avisé par écrit par la MINISTRE, IQII, sur demande et après remise du Billet, remettra avant échéance la Somme à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER dans les meilleurs délais ou, le cas échéant, conformément aux termes de l'acte de sûreté et des dispositions du Code civil du Québec. Dans ces cas, et après réception d'un avis de la MINISTRE confirmant que l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER a respecté les dispositions du paragraphe *d* du troisième alinéa de l'article 34.1 du Règlement, IQII s'engage à verser à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER à titre d'honoraires de fermeture de dossier :

i) un virgule neuf pour cent (1,9 %) du montant des intérêts générés par la Somme I tel que décrit à l'article 4.2.1 des présentes;

ou

ii) zéro virgule quatre-vingt-onze pour cent (0,91%) du montant des intérêts générés par la Somme II tel que décrit à l'article 4.2.1 des présentes.

Toutefois, si la Somme I à remettre par IQII a été placée après le 2 mars 2005 par un Candidat immigrant investisseur ayant déposé une Convention auprès de la MINISTRE avant cette date, les honoraires de fermeture de dossier qu'IQII versera à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER seront de 2,9% au lieu de 1,9% et si ladite Somme I a été placée avant le 2 mars 2005, les honoraires de fermeture de dossier seront de 2% au lieu de 1,9%.

5. OBLIGATIONS DE L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ET D'IQII À L'ÉGARD DU PIIAE

Présentation du dossier d'entreprise

5.1 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER s'engage, dans les meilleurs délais suivant le dépôt d'un montant dans son Compte entreprise, à présenter à IQII un dossier d'entreprise ayant un projet admissible au sens du PIIAE et devant contenir minimalement les éléments suivants:

5.1.1 le plan d'affaires et une description du projet de l'entreprise;

5.1.2 la confirmation écrite du financement du projet incluant, le cas échéant, la lettre d'offre de financement d'une institution financière acceptée par l'entreprise;

5.1.3 une recommandation d'un montant d'aide financière à être accordée à l'entreprise, ce montant ne pourra excéder les sommes accumulées chez IQII

dans le Compte entreprise de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER. Une aide financière ne pourra être recommandée par l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER à même des fonds provenant en partie du Compte entreprise 1 et en partie du Compte entreprise 2, l'aide recommandée pour une entreprise doit parvenir en totalité de l'un des Comptes entreprise, sauf dans des situations exceptionnelles autorisées par IQII.

Le dossier d'entreprise présentée devra respecter les règles édictées par le PIIAE et par IQII. Plus particulièrement, IQII pourra émettre, de temps à autre, des directives en vertu du PIIAE dans le but d'établir certains critères, facteurs ou balises pour orienter la sélection des entreprises pouvant bénéficier d'une aide financière, et ce, afin d'améliorer les retombées du PIIAE.

5.2 IQII, dans les meilleurs délais, s'assure de l'admissibilité de l'entreprise et de son projet et émet, le cas échéant, une offre d'aide financière sous forme de contribution financière non remboursable conformément aux dispositions du PIIAE. Les termes et conditions, de même que les modalités de versements de l'aide financière seront décrits à l'offre d'aide financière qu'IQII doit émettre. IQII avisera l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER qu'il a émis une lettre d'offre d'aide financière, et ce, dès son envoi à l'entreprise.

Honoraires des intermédiaires financiers

5.3 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER, dans un tel cas, recevra d'IQII, et ce, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception par cette dernière de l'acceptation par l'entreprise de l'offre d'aide financière d'IQII, des honoraires équivalant :

i) à quatre-vingt-cinq pour cent (85 %) du montant de l'aide financière recommandée et autorisée à même son Compte entreprise 1;

ou

ii) cinquante-trois pour cent (53%) du montant de l'aide financière recommandée et autorisée à même son Compte entreprise 2.

Honoraires de compensation

5.3.1 Pour chaque Somme II que l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER place auprès d'IQII en vertu de l'article 4.1 des présentes et relative à une Convention déposée durant la période comprise entre le 1er décembre 2010 et le 30 novembre 2011 inclusivement, IQII s'engage à lui verser dans les soixante (60) jours de la réception de ladite Somme II, en sus de tous les autres honoraires prévus aux présentes, des honoraires de compensation calculés de la façon suivante et équivalant au total des deux montants suivants :

i) quarante-trois mille dollars (43 000 $) - (moins) trente-deux pour cent (32%) des intérêts générés (tel qu'établi par l'article 4.2.1) par ladite Somme II, dans la mesure où le résultat est positif. Le présent résultat est ci-après désigné (le « Résultat positif »);

-et-

ii) cinquante-trois pour cent (53%) du Résultat positif.

Exemple : si une Somme II génère cent vingt mille dollars (120 000 $) d'intérêts

Montant des honoraires de compensation à verser par IQII

[43 000 $ - 38 400 $ (soit 32% de 120 000 $) = 4 600 $ (Résultat positif)]

+

53% de 4 600 $ = 2 438 $

Montant des honoraires de compensation à être versé : 4 600 $ + 2 438 = 7 038 $

Par ailleurs, il est convenu dans ces cas qu'IQII réduira du Compte entreprise 2 de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER la portion des honoraires de compensation intitulée « Résultat positif ».

Honoraires maximum

5.3.2 afin de fixer à quarante-six mille dollars (46 000 $) le montant maximum d'honoraires pour chaque Somme II que l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER place auprès d'IQII en vertu de l'article 4.1 des présentes, l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER doit remettre à IQII le montant calculé de la façon suivante et équivalent au total des deux (2) montants suivants (ci-après « Honoraires versés en trop ») :

i) trente-deux pour cent (32%) des intérêts générés (tel qu'établi par l'article 4.2.1) par ladite Somme II – (moins) quarante-six mille dollars (46 000 $), dans la mesure où le résultat est positif. Le présent résultat est ci-après désigné (le « Résultat positif II »);

-et-

ii) cinquante-trois pour cent (53%) du Résultat positif II.

Exemple : si une Somme II génère cent cinquante mille dollars (150 000 $) d'intérêts
Montant des honoraires versés en trop à remettre à IQII par l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER

[(32% de 150 000 $) = 48 000 $ - 46 000 $ = 2 000 $ (Résultat positif II)]
+
53% de 2 000 $ = 1 060 $
Montant des Honoraires versés en trop à être remis à IQII par l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER :
2 000 $ + 1 060 = 3 060 $

Pour plus de précisions, il est convenu que si trente-deux pour cent (32%) des intérêts générés par la Somme II est égal ou inférieur à quarante-six mille dollars (46 000 $), l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER n'aura pas à remettre à IQII quelques Honoraires versés en trop.

Pour le paiement des Honoraires versés en trop à IQII, cette dernière se compensera, dans les soixante (60) jours de la réception de la Somme II, à même le paiement de tout autre honoraire qu'elle aura à verser à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER.

Par ailleurs, il est convenu dans ces cas qu'IQII augmentera le Compte entreprise 2 de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER d'un montant égal au Résultat positif II, et ce, lors du placement de la Somme II.

5.4 Dans le but de dissiper tout doute concernant les honoraires, il est convenu entre les parties que ces honoraires sont versés à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER par IQII, d'une part, pour le travail de recrutement d'un Candidat immigrant investisseur et, d'autre part, pour le travail de recherche et de recommandation d'une entreprise admissible au PIIAE. En aucun temps, les honoraires versés par IQII à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ne proviennent du montant de l'aide financière accordée à une entreprise admissible ou ne constituent le partage du montant de ladite aide financière. Ainsi, la référence au pourcentage du montant de l'aide financière ne constitue qu'une formule de calcul d'honoraires. Par ailleurs, les honoraires de compensation qui sont versés à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ne sont pas liés aux dossiers d'aide financière recommandés par lui à même le Compte entreprise 2, mais sont en fonction de chaque Somme II placée par lui en vertu des présentes et lui sont versés afin de garantir un montant minimum d'honoraires.

5.5 Advenant le cas où l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ne présente à IQII aucun dossier d'entreprise admissible au PIIAE, à même des fonds provenant du Compte entreprise 1 ou du compte entreprise 2, pendant une période consécutive de 120 jours à compter du moment où IQII a confirmé à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER qu'une Somme a été placée auprès du Dépositaire, l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER sera alors considéré en défaut.

5.6 Advenant la révocation ou l'annulation totale ou partielle d'une aide financière accordée à une entreprise ou advenant qu'une entreprise renonce en partie ou en totalité à une telle aide financière, le montant de l'aide financière, qui n'aura pas été versé à l'entreprise concernée, sera remis au Compte entreprise 1 ou au Compte entreprise 2, selon le cas, et l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER pourra alors utiliser ce montant pour recommander des aides financières à d'autres entreprises. Toutefois, et ce, nonobstant l'article 5.3, aucuns honoraires ne seront alors versés à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER sur ce montant qui a été remis au Compte entreprise.

Interdiction

5.7 Advenant que l'un des cas suivants survienne, l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER sera alors en défaut :

5.7.1 si l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ou toute autre entreprise qui lui est liée ou toute autre entreprise faisant partie du même groupe que lui ou tout tiers avec qui l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER fait affaire ou transige ou a une association ou a une entente dans le cadre du PIIAE, réclame ou perçoit, directement ou indirectement, quelques honoraires, commissions, charges ou frais quelconques, de la part d'une entreprise en vue de permettre à cette dernière d'obtenir une aide financière en vertu du PIIAE ou du fait que cette dernière a obtenu une aide financière en vertu du PIIAE. Nonobstant ce qui précède, les personnes ci-avant mentionnées au présent article 5.7.1 pourront percevoir d'une entreprise des honoraires raisonnables, conformes aux normes habituelles pour la préparation d'un plan d'affaires, le cas échéant (ces honoraires ne pourront être conditionnels à l'obtention de l'aide financière par l'entreprise ou être déterminés en fonction d'un pourcentage de l'aide financière), et dans la mesure où l'entreprise qui doit verser ces honoraires n'a pas été contrainte par qui que ce soit de retenir les services de l'une de ces personnes.

5.7.2 si l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER réclame ou perçoit, directement ou indirectement, quelques honoraires, commissions, charges ou frais quelconques de toute personne en vue de permettre à une entreprise d'obtenir une aide financière en vertu du PIIAE ou du fait qu'une entreprise a obtenu une aide financière en vertu du PIIAE.

5.8 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER convient de vérifier auprès d'une entreprise qui fait une demande d'aide financière en vertu du PIIAE, qu'elle n'a pas payé ou n'aura pas à payer d'honoraires, commissions, charges ou autres frais quelconques à un tiers pour l'obtention de ladite aide financière sauf des honoraires raisonnables, conformes aux normes habituelles pour la préparation d'un plan d'affaires, le cas échéant, à un tiers choisi volontairement par elle et non imposé par qui que ce soit. En aucun cas, ces honoraires ne pourront être conditionnels à l'obtention de l'aide financière par l'entreprise ou être déterminés en fonction d'un pourcentage de l'aide financière. À cet effet, l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER devra, pour chaque dossier à recommander à IQII, faire signer au représentant de l'entreprise une déclaration selon la forme prescrite par IQII et la remettre à cette dernière.

5.9 Advenant qu'une telle déclaration démontre que l'entreprise a payé ou aura à payer des honoraires, commissions, charges ou autres frais quelconques prohibés par l'article 5.8 des présentes, l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ne pourra déposer une recommandation d'aide financière pour cette entreprise à IQII qui n'autorisera aucun dossier d'entreprise dans un tel cas, à moins que l'entreprise démontre qu'elle a annulé ou récupéré un tel paiement.

5.10 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER s'engage à fournir à IQII, sur demande écrite de cette dernière, toute information permettant à IQII de s'assurer du respect par l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER des articles 5.7 et 5.8.

PARTIE 3 - MODALITÉS APPLICABLES AU RÈGLEMENT ET AU PIIAE

6. ÉCHANGE D'INFORMATION

Renseignements nominatifs

6.1 Objet de l'échange de renseignements nominatifs

Cette disposition a pour objet de mettre en place un mécanisme d'échange de renseignements entre les parties, concernant les candidats immigrants investisseurs ayant une intention de délivrance de certificat de sélection du Québec, afin de leur permettre de s'acquitter de leurs responsabilités respectives.

6.2 Nature des renseignements nominatifs communiqués

La nature des renseignements nominatifs communiqués entre les parties est assujettie aux lois applicables aux organismes du secteur public et aux entreprises du secteur privé.

6.3 La MINISTRE transmet à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER, les renseignements suivants concernant tout ressortissant étranger ayant obtenu une intention de délivrance de certificat de sélection du Québec à titre d'immigrant investisseur :

- mise à jour des renseignements concernant le candidat : nom, prénom, adresses et numéros de téléphone;
- confirmation qu'une intention de délivrance de certificat de sélection du Québec a été émise au Candidat immigrant investisseur;
- confirmation du placement des fonds;
- avis de refus de visa ou de résidence permanente, le cas échéant;
- avis de décès d'un candidat avant la délivrance du visa;
- avis de fermeture du dossier;
- avis d'annulation du certificat de sélection du Québec;
- avis de fin de placement;
- avis de réception de l'attestation de remboursement.

Ces renseignements contiennent l'information de référence suivante : nom, prénom et sexe du Candidat immigrant investisseur, date de naissance, adresse de correspondance et numéro de dossier de l'immigrant (MICC et BIQ).

6.4 IQII transmet à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER, lors du placement des fonds ou du remboursement des fonds, les renseignements suivants concernant tout ressortissant étranger qui a obtenu une intention de délivrance de certificat de sélection du Québec à titre d'immigrant investisseur :

- un accusé de réception de la Somme;
- le billet à terme;
- la confirmation de la date du placement de la Somme, de la date d'échéance, du taux de placement et du revenu de placement;
- la confirmation du remboursement du billet.

Ces renseignements contiennent l'information de référence suivante : nom prénom et sexe de l'investisseur, date de naissance et numéro de dossier de l'immigrant (MICC).

6.5 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER transmet à la MINISTRE les renseignements suivants concernant tout ressortissant étranger qui a obtenu une intention de délivrance de certificat de sélection du Québec à titre d'immigrant investisseur :

- mise à jour des renseignements concernant le candidat : nom, prénom, adresse et numéros de téléphone;

- copie de la procuration détaillant les transactions à survenir au compte du Candidat immigrant investisseur;
- état de compte, au besoin;
- attestation du remboursement des fonds à l'investisseur (ou au créancier, le cas échéant);
- documents exigés lors du traitement d'un dossier comportant notamment un refus de visa, de résidence permanente ou d'un décès (par exemple, la copie de la lettre des autorités fédérales confirmant le refus, la demande de remboursement du Candidat immigrant investisseur, etc.)

6.6 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER transmet à IQII les renseignements suivants concernant tout ressortissant étranger qui a obtenu une intention de délivrance de certificat de sélection du Québec à titre d'immigrant investisseur :

- nom, prénom, sexe, date de naissance, numéro de dossier (MICC), date de signature de la Convention et pays de résidence du Candidat immigrant investisseur pour lequel la Somme est transférée;
- date du dépôt de la Somme auprès d'IQII.

6.7 **Obligations découlant de la transmission de renseignements**

Lorsqu'elles transmettent des renseignements, les parties s'engagent à communiquer une copie fidèle des renseignements.

6.8 **Obligations découlant de la réception des renseignements**

Les parties reconnaissent le caractère confidentiel des renseignements qui leur sont transmis et s'engagent à :

6.8.1 informer le Candidat immigrant investisseur :

- du nom et des adresses des organismes publics auxquels les renseignements seront transmis (MINISTRE et IQII);
- de l'usage auquel les renseignements sont destinés;
- des catégories de personnes qui auront accès aux renseignements;
- du caractère obligatoire ou facultatif de la collecte, le cas échéant;
- des conséquences pour le candidat de refuser de répondre, le cas échéant;
- des droits d'accès et de rectification prévus par la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (L.R.Q., c. P-39.1) et la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1);

6.8.2 n'utiliser ces renseignements qu'aux fins prévues à la présente;

6.8.3 ne pas transmettre à une tierce partie les renseignements obtenus, à moins que la Loi ne le permette;

6.8.4 ne donner accès aux renseignements transmis qu'aux seuls employés de la MINISTRE, d'IQII et de l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER pour lesquels la connaissance de ces renseignements est nécessaire à l'exercice de leurs fonctions et qui ont été autorisés à les consulter par les responsables de l'application de la présente;

6.8.5 informer le personnel autorisé à avoir accès aux renseignements échangés des obligations découlant de la transmission et de la réception des renseignements communiqués en vertu de la présente;

6.8.6 ne verser les renseignements échangés que dans les seuls dossiers des personnes concernées;

6.8.7 conserver les renseignements transmis dans les locaux à accès contrôlé et limité;

6.8.8 informer les autres parties de tout manquement aux mesures de sécurité pouvant risquer de porter atteinte au caractère confidentiel des renseignements transmis, dès qu'une des parties en a connaissance;

6.8.9 collaborer avec les autres parties à toute vérification ou enquête concernant le respect de la confidentialité des renseignements transmis et le contrôle de leur utilisation.

6.9 **Autres échanges d'information**

Les parties conviennent de se rencontrer au besoin afin d'échanger notamment sur l'évolution du programme des immigrants investisseurs et les nouveaux enjeux.

7. INFORMATION GÉNÉRALE

L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER convient d'obtenir l'autorisation préalable écrite d'IQII ou de la MINISTRE avant d'utiliser de quelle que façon que ce soit, sous quel que support que ce soit, le nom d'IQII, d'Investissement Québec, de la MINISTRE ou du Ministère à des fins de publicité et de promotion.

8. SANCTIONS ET RÉSILIATION DE L'ENTENTE

8.1 Advenant le défaut de respecter une ou plusieurs clauses de la présente entente, la MINISTRE ou IQII, selon le cas, transmet sous pli recommandé à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER un préavis motivé expliquant les motifs du défaut. L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER aura vingt (20) jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour rectifier la situation constatée et en aviser par écrit la MINISTRE ou IQII, selon le cas.

8.2 À défaut de quoi, la présente entente sera résiliée à l'exception des dispositions des articles 4.7 et 4.8 qui continueront de s'appliquer pour les dossiers des immigrants investisseurs qui ont signé une Convention d'investissement avec l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER et qui ont placé la Somme auprès d'IQII.

8.3 Cette résiliation prendra effet à compter de la réception par l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER d'un avis écrit transmis, sous pli certifié ou recommandé, par la MINISTRE ou par IQII, selon le cas.

8.4 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ne sera alors plus habilité à signer de nouvelles Conventions avec des ressortissants étrangers.

8.5 La MINISTRE autorisera les ressortissants étrangers qui ont signé une Convention d'investissement avec l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER, mais qui n'ont pas réalisé leur placement, à changer d'intermédiaire financier.

8.6 La résiliation de la présente entente ne met cependant pas fin à la Convention d'investissement signée entre l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER et le Candidat immigrant investisseur qui a réalisé son placement.

8.7 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER pourra, après un délai de deux (2) ans à compter du moment où la présente entente aura été résiliée, formuler une demande pour signer une nouvelle entente avec la MINISTRE et IQII. Dans ce cas, l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER devra démontrer de façon satisfaisante qu'il est en mesure d'en respecter les dispositions.

8.8 La présente entente sera résiliée et prendra fin si l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ne signe aucune Convention avec un ressortissant étranger et ne dépose aucune Somme auprès d'IQII durant une période de deux (2) ans à compter de la signature

de la présente entente par les parties. Dans ce cas, l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER pourra, après un délai d'un an à compter du moment où la présente entente aura été résiliée, formuler une demande pour signer une nouvelle entente.

9. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

9.1 Les parties conviennent de poser tout geste et de signer tout document utile ou nécessaire afin de donner plein et entier effet aux dispositions de la présente entente.

9.2 Les dispositions des présentes lieront les parties ainsi que leurs successeurs, ayant droits et autres représentants légaux respectifs.

9.3 Tout avis ou autre communication qui doit être donné en vertu des présentes doit l'être par écrit et transmis par courrier recommandé ou par télécopieur ou par courrier électronique chiffré ou être livré en mains propres :

À IQII
IQ Immigrants Investisseurs inc.
1200, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 5A3
Téléphone (418) 643-5172
Télécopieur (418) 643-0795

À l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER
FIDUCIE DESJARDINS INC.
2, Complexe Desjardins
C.P. 992, Station Desjardins
Tour Est, 27e étage
Montréal (Québec) H5B 1C1
Téléphone : (514) 499-8440
Télécopieur : (514) 982-9579

AU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES
Direction de l'immigration économique- international
285, Notre-Dame Ouest, bureau 4.02
Montréal (Québec) H2Y 1T8
Téléphone (514) 873-2812
Télécopieur (514) 864-1450

ou, quant à chaque partie, à toute autre adresse ou autre numéro de télécopieur qui peut être désigné par une partie dans un avis écrit transmis aux autres parties. Tout avis remis ou transmis sera présumé avoir été reçu le jour de leur expédition, si remis en mains propres, le jour ouvrable suivant leur transmission, si transmis par télécopieur ou par courrier électronique chiffré, ou le troisième jour ouvrable suivant sa mise à la poste par son expéditeur, au cas d'envoi par poste certifiée ou recommandée.

9.4 La présente entente peut être modifiée ou changée en tout temps au gré des parties, mais tout changement ou modification ne prend effet que lorsqu'il est constaté par un écrit dûment signé par toutes les parties aux présentes. Toute proposition de modification initiée par l'une des parties sera obligatoirement proposée à tous les intermédiaires financiers ayant signé une entente tripartite conforme à la présente.

9.5 Toute décision d'un tribunal à l'effet que l'une des dispositions des présentes est nulle ou non exécutoire n'affectera aucunement les autres dispositions des présentes ou leur validité ou force exécutoire.

9.6 La renonciation, implicite ou autre, aux droits prévus par une disposition de la présente entente ne peut être assimilée à une renonciation aux droits prévus par les autres dispositions, semblables ou non, et cette renonciation n'est pas réputée avoir d'effet, sauf stipulation contraire dans une déclaration écrite et dûment signée de la partie qui renonce.

9.7 La présente entente est régie par le droit applicable au Québec et en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

9.8 L'INTERMÉDIAIRE FINANCIER ne pourra céder ni transférer les droits qui lui sont conférés aux termes de la présente entente sans l'autorisation préalable d'IQII et de la MINISTRE.

10. ÉVALUATION DES HONORAIRES

Au cours de l'année se terminant le 30 novembre 2011, les parties conviennent de revoir le seuil minimal et maximal d'honoraires à être versés à l'INTERMÉDIAIRE FINANCIER et d'insérer, le cas échéant, une nouvelle disposition à cet effet à la présente entente.

11. ANNEXES

Les annexes A et B font partie intégrante de la présente entente.

12. ENTRÉE EN VIGUEUR

12.1 La présente entente entre en vigueur le 1er décembre 2010 et annule et remplace l'entente tripartite intervenue entre les parties antérieurement.

12.2 À compter de son entrée en vigueur, la présente entente sera valide jusqu'au 30 novembre 2011. À l'expiration, la présente entente sera renouvelée automatiquement d'année en année sans autre formalité pour une période d'un an, à moins qu'une des parties transmette aux autres au moins soixante (60) jours avant son expiration un avis écrit indiquant qu'elle met fin à l'entente à la date d'expiration. Nonobstant ce qui précède, la présente entente prendra fin si l'article 34.1 du Règlement ou le PIIAE est remplacé ou annulé. Advenant toute modification au Règlement ou au PIIAE ayant une incidence sur la présente entente, IQII et la MINISTRE se réservent alors le droit, nonobstant l'article 9.4 des présentes, de la modifier pour en tenir compte.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé les présentes aux endroits et dates ci-après mentionnés.

FIDUCIE DESJARDINS INC.

Signé à Montréal, le 29 Novembre 2010

Par : _____
André Bellefeuille, chef de l'exploitation

Par : _____
Marc Audet, directeur principal, programme immigrants investisseurs

IQ IMMIGRANTS INVESTISSEURS INC.

Signé à Montréal, le 30 novembre 2010

Par : _____
Sylvie Pinsonnault, vice-présidente aux filiales d'Investissement Québec

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Signé à Montréal, le 2 décembre 2010

Par : _____
Robert Baril, sous-ministre adjoint

ANNEXE A

DÉCLARATION DU COURTIER OU DE LA SOCIÉTÉ DE FIDUCIE RELATIVE AUX VÉRIFICATIONS DE L'IDENTITÉ ET AUX DÉMARCHES EFFECTUÉES SUR LA PROVENANCE ET L'ORIGINE DE L'AVOIR DU CANDIDAT IMMIGRANT INVESTISSEUR

(mise à jour – 2 février 2009)

NOTE EXPLICATIVE

La déclaration constitue un état particularisé des vérifications effectuées par le courtier ou la société de fiducie quant à l'identité, la provenance et l'origine des fonds de chaque ressortissant étranger avec lequel il s'apprête à signer une convention d'investissement dans le cadre du programme des immigrants investisseurs. Compte tenu que le courtier ou la société de fiducie a notamment pour mandat de recruter des candidats investisseurs et qu'il reçoit des honoraires à cette fin, cette vérification s'effectue dès le recrutement du candidat potentiel et amène le courtier ou la société de fiducie à porter un jugement d'ensemble sur la qualité de la candidature, c'est-à-dire la crédibilité du ressortissant étranger au regard des exigences du programme des immigrants investisseurs. Ces vérifications de base permettent au courtier ou à la société de fiducie de statuer sur la pertinence de poursuivre sa relation d'affaires avec le ressortissant étranger et, conséquemment, de signer une convention d'investissement et de déposer la candidature de ce ressortissant étranger à la MINISTRE à titre de candidat immigrant investisseur.

La vérification d'identité requise porte sur les éléments reconnus au Canada comme étant essentiels à cet égard selon la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes et les principes mis de l'avant par le Centre des opérations financières et déclarations financières du Canada (CANAFE) et le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI).

La vérification de l'avoir du ressortissant étranger s'effectue en quatre temps :

- La vérification de la provenance, c'est-à-dire de la composition de l'actif du ressortissant étranger au moment de son recrutement par le courtier ou la société de fiducie;

- la vérification de l'origine de cet actif, c'est-à-dire de l'historique d'accumulation de ces fonds par diverses activités économiques (ex. : revenus d'emploi, revenus d'entreprise ou de placement);

- le courtier ou la société de fiducie est appelé, dans un troisième temps, à juger de la cohérence entre la provenance et l'origine des fonds, c'est-à-dire d'indiquer qu'à son avis, l'historique d'accumulation des fonds et la qualité de la preuve documentaire ou du témoignage soumis par le ressortissant à cet égard, permettent de justifier les actifs que possède le ressortissant au moment du recrutement;

- enfin, le courtier ou la société de fiducie indique qu'il n'a reçu aucune information à l'effet que le ressortissant étranger aurait exercé des activités qui revêtiraient un caractère illicite au Canada.

Lorsque que le candidat a recours à l'avoir net de l'époux ou du conjoint de fait qui l'accompagne pour se qualifier au seuil de l'avoir net, la vérification du courtier ou de la société de fiducie porte alors aussi sur l'ensemble de l'avoir net de l'époux ou conjoint de fait.

Le courtier ou la société de fiducie est finalement invité à indiquer s'il a effectué lui-même les vérifications demandées ou s'il les a confiées à un tiers. Quelle que soit l'option choisie, le courtier ou la société de fiducie s'en porte garant et signe lui-même la déclaration.

Immigration et Communautés culturelles
Québec

DÉCLARATION DU COURTIER OU DE LA SOCIÉTÉ DE FIDUCIE RELATIVE AUX VÉRIFICATIONS DE L'IDENTITÉ ET AUX DÉMARCHES EFFECTUÉES SUR LA PROVENANCE ET L'ORIGINE DE L'AVOIR DU CANDIDAT INVESTISSEUR

Réservé au Bureau d'immigration ou au Service de la sélection à Montréal
N° index :

Je soussigné, _____, atteste avoir effectué les vérifications d'identité nécessaires dans le dossier de _____, dont la date de naissance est le _____. J'ai effectué les vérifications quant à l'identité du candidat immigrant investisseur, notamment ses nom et prénom, sa date de naissance, sa citoyenneté, le type de document attestant son identité, le numéro de ce document, le lieu de délivrance et les renseignements sur son emploi ou son entreprise.

J'ai de plus effectué les démarches suivantes auprès du candidat immigrant investisseur, sur la provenance et l'origine de son avoir :

1. ÉVALUATION DE L'ACTIF TOTAL

J'ai évalué, en date du _____, l'actif total du candidat immigrant investisseur, au moyen des preuves fournies par ce dernier :

	Candidat(e)	Époux(se) / conjoint(e) de fait
Comptes en banque		
Placements (actions et obligations)		
Immobilisations (terrains et immeubles)		
Entreprises et fonds de commerce		
Autres valeurs (précisez) : _____		

J'ai effectué moi-même l'évaluation de l'actif du candidat immigrant investisseur et de son époux ou conjoint de fait qui l'accompagne, le cas échéant.

OU

L'évaluation de l'actif a été réalisée par un tiers indépendant compétent (agence de vérification de crédit, firme comptable, etc.) et dont copie est jointe à la présente.

2. IDENTIFICATION DES SOURCES DE REVENUS

J'ai identifié les sources de revenus du candidat immigrant investisseur qui ont permis d'accumuler l'actif déclaré au point 1, au moyen des preuves fournies par ce dernier :

	Candidat(e)	Époux(se) / conjoint(e) de fait
Revenus d'emploi (salaire, primes et commissions)		
Revenus d'entreprise		
Gains de capital		
Autres revenus (investissements, dons et héritages) (précisez) : _____		

J'ai identifié moi-même les sources de revenus du candidat immigrant investisseur et de son époux ou conjoint de fait qui l'accompagne, le cas échéant.

OU

L'identification des sources de revenus a été réalisée par un tiers indépendant compétent (agence de vérification de crédit, firme comptable, etc.) et dont copie est jointe à la présente.

3. COHÉRENCE ENTRE L'ACTIF TOTAL ET LES SOURCES DE REVENUS

J'ai vérifié l'historique de l'avoir accumulé du candidat immigrant investisseur et j'estime que celui-ci est cohérent avec les sources de revenus identifiées au point 2.

4. CARACTÈRE LICITE DES ACTIVITÉS DU CANDIDAT IMMIGRANT INVESTISSEUR

Je déclare n'avoir reçu aucune information à l'effet que le candidat immigrant investisseur aurait exercé des activités qui revêtiraient un caractère illicite au Canada.

J'ai effectué ces vérifications avec la diligence requise par les lois et les directives qui guident mes actions professionnelles. Dans l'exécution de mes tâches, je confirme avoir respecté l'ensemble des exigences de la *Loi sur l'immigration au Québec* (L.R.Q., ch. I-0.2), de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* (L. C. 2000, ch. 17) et des articles 83.1 et 83.11 du Code criminel (L. R. C. 1985, ch. C-46).

EN FOI DE QUOI, J'AI SIGNÉ CE _____ JOUR DE _____ 20_____

_____
Représentant dûment autorisé de l'intermédiaire financier (identité et nom de l'intermédiaire financier

ANNEXE B

BILLET À TERME

Investissement Québec
Immigrants Investisseurs

SPÉCIMEN

Numéro immigrant MICC

II - 00000
Numéro du billet IQII

Mandataire

BILLET À TERME

Québec, le _____

Pour valeur reçue, **IQ Immigrants Investisseurs inc.** promet par les présentes de payer à ou à l'ordre de _____ le _____ à _____,

la somme de _____ dollars _____ $ sans aucun intérêt, en monnaie légale du Canada, sur présentation et remise du présent billet.

Ce billet est négociable.

Par : _____
Dûment autorisé

Garantie du Québec

Le Québec garantit, sans réserve et inconditionnellement, le paiement du capital du présent billet et renonce à cet égard aux bénéfices de division et de discussion et à tout avis, protêt, mise en demeure ou action préalable.

_____
Pour le Ministre des Finances

Annexe B

ENTENTE DE SERVICES

INVESTISSEMENT QUÉBEC, une personne morale constituée en vertu de la Loi sur Investissement Québec et sur La Financière du Québec (L.R.Q., c.I-16.1), ayant son siège social au 1200, route de l'Église, bureau 500, Sainte-Foy (Québec), G1V 5A3 et une place d'affaires au 393, rue St-Jacques Ouest, bureau 500, Montréal (Québec) H2Y 1N9, agissant et représentée par **M. Pierre Lafrenière, Vice-président principal aux affaires corporatives et secrétaire général**, dûment autorisé aux fins des présentes.

ET

LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, représenté par **M. Robert Baril, sous-ministre adjoint à l'Immigration,** dûment autorisé aux fins des présentes.

Considérant qu'Investissement Québec a soumis au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles une offre de services relative au développement et à la mise en œuvre du Programme d'accueil et d'accompagnement des immigrants investisseurs, tel qu'il appert de ladite offre de services jointe aux présentes comme Annexe A ;

Considérant que le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles désire accepter ladite offre de services.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles accepte l'offre de services d'Investissement Québec et Investissement Québec accepte de rendre les services au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, selon les termes et conditions de son offre de services jointe comme Annexe A et paraphée à chaque page par les parties pour valoir comme si ici au long récitée.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en double exemplaire la présente entente.

Pour **Investissement Québec**

2010-10-19
Date

PIERRE LAFRENIÈRE
Vice-président principal aux affaires corporatives et secrétaire général

Pour le **ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles**

2010-10-29
Date

ROBERT BARIL
Sous-ministre adjoint à l'Immigration

Investissement Québec
Immigrants Investisseurs

OFFRE DE SERVICES

Développement et mise en œuvre d'un programme d'accueil et d'accompagnement des immigrants investisseurs

Présentée à
M. Robert Baril
Sous-ministre adjoint à l'Immigration
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

Préparé par
La Vice-présidence aux filiales d'Investissement Québec
Investissement Québec

18 octobre 2010

Mandat

En juin 2008, le ministère de l'Immigration et des Communautés Culturelles (MICC) a confié à Investissement Québec (IQ) le mandat de développer et mettre en œuvre un programme d'accueil et d'accompagnement (PAA) destiné aux immigrants investisseurs.

L'objectif de ce programme est de mieux faire connaître les avantages de s'établir au Québec aux immigrants investisseurs et ainsi contribuer à hausser leur présence en sol québécois.

En effet, le taux de rétention des immigrants investisseurs au Québec est faible et pour cette raison, le MICC veut mettre en place un programme d'accueil et d'accompagnement afin d'inciter les immigrants investisseurs et leurs familles à s'installer au Québec.

Présentation d'Investissement Québec

1. Son expertise dans le domaine économique et la prospection des investissements étrangers

Investissement Québec possède toute l'expertise pour la mise en place du programme d'accueil et d'accompagnement des immigrants investisseurs. Son expérience auprès des investisseurs étrangers pourra très bien servir à l'accueil des immigrants investisseurs et à les convaincre de s'établir au Québec.

La mission d'IQ est de favoriser la croissance de l'investissement au Québec de manière à contribuer au développement économique du Québec et à la création d'emplois.

IQ centralise et consolide l'action de l'État en matière de recherche, de promotion et de soutien de l'investissement, devenant en ce domaine l'interlocuteur privilégié des entreprises.

En matière de prospection des investissements étrangers, IQ possède une expertise reconnue. Ses activités de promotion consistent à faire connaître les avantages d'investir au Québec aux entreprises étrangères ainsi qu'aux filiales de sociétés internationales déjà établies au Québec. Par ailleurs, ses activités de démarchage permettent de cibler des entreprises et d'établir un contact avec elles dans le but de les inciter à réaliser leurs projets d'investissement au Québec.

Le Québec est confronté à une vive concurrence des autres régions du monde pour attirer les investissements étrangers sur son territoire. Il doit continuellement renouveler ses efforts auprès des investisseurs potentiels. Grâce à une infrastructure très efficace qu'elle a mise en place, IQ contribue grandement à conserver le Québec parmi les destinations de choix des investisseurs étrangers.

Les résultats de 2009-2010 en matière de prospection des investissements étrangers le démontrent bien :

- un nombre record de 80 projets d'investissements de sociétés étrangères se sont concrétisés au Québec;
- la valeur des projets totalise près d'un milliard de dollars;
- 2 700 emplois créés et 1 879 sauvegardés;
- 151 sièges sociaux d'entreprises étrangères ont été rencontrés;
- 260 rencontres de prospection ont été réalisées à l'étranger;
- 385 filiales ont été rencontrées partout au Québec.

Une équipe compétente et expérimentée de démarcheurs, de directeurs de projet et d'analystes de marché permettent à IQ de se démarquer dans le domaine de la prospection des investissements étrangers. Ils œuvrent à partir du Québec mais également de 11 bureaux situés à l'étranger.

La Direction de l'information stratégique est notamment responsable de développer des argumentaires permettant de faire la promotion du Québec comme site d'investissement. Ses analystes de marché effectuent le suivi et l'analyse des tendances des secteurs d'activités économiques clés du Québec. Ils élaborent aussi des propositions d'affaires destinées à des entreprises étrangères ciblées afin de les convaincre de choisir le Québec.

Par ailleurs, les directions opérationnelles coordonnent et organisent des missions d'accueil au Québec des sociétés prospectées. Les directeurs de projet analysent notamment les besoins de celles-ci relativement à leurs projets d'investissement et les accompagnent jusqu'à la réalisation de leur projet.

2. Les réalisations accomplies depuis deux ans dans le cadre du projet de programme d'accueil et d'accompagnement

Depuis deux ans, IQ collabore étroitement avec le MICC et les intermédiaires financiers à élaborer un projet de programme d'accueil destiné aux immigrants investisseurs.

Dans le cadre de ce programme, IQ a réalisé les actions suivantes :

- développement du contenu du PAA;
- planification et organisation de deux colloques pour les consultants en immigration provenant du Moyen-Orient et d'Asie;
- conception d'outils faisant la promotion du Québec comme destination de choix pour y vivre et y investir;
- organisation de sessions d'accueil d'immigrants investisseurs à la demande des intermédiaires financiers et du MICC;
- développement d'un réseau de contacts dans les agences de promotion économique, les établissements scolaires et les communautés culturelles.

Comme on peut le voir, Investissement Québec possède toute l'expertise et les outils nécessaires pour la mise en œuvre du programme d'accueil et d'accompagnement.

Approche proposée

1. Un accueil personnalisé

Investissement Québec propose l'approche suivante :

- personnaliser l'accueil des candidats immigrants investisseurs dans le but de répondre à leurs besoins spécifiques.

Dans le cadre d'un accueil personnalisé, le représentant d'IQ s'informera des besoins des candidats à rencontrer afin de les conseiller et de les diriger vers les ressources disponibles au Québec. Il pourra aussi répondre à leurs questions lors de la rencontre.

Les candidats convoqués à une entrevue à Montréal ou les visiteurs intéressés à immigrer au Québec sont la clientèle visée par le PAA. La participation des candidats au PAA sera facultative.

Le PAA comprend aussi l'organisation de rencontres pour les consultants en immigration afin de leur permettre de mieux connaître le Québec et d'en faire ainsi plus facilement la promotion auprès de leur clientèle.

2. Description du programme d'accueil et d'accompagnement (PAA) des immigrants investisseurs

Un accueil « sur mesure » sera conçu pour chaque candidat immigrant investisseur rencontré. Le représentant d'IQ pourra le conseiller et répondre à ses interrogations concernant les divers aspects liés à son

établissement au Québec. Il est important de mentionner que le PAA est flexible et peut être adapté aux besoins spécifiques du candidat à l'immigration

IQ pourra, par exemple, lui fournir des informations concernant :

- l'évolution de son secteur d'activité économique au Québec et des secteurs les plus prometteurs en termes d'investissements;
- des contacts dans les agences de promotion économique, les ministères et les municipalités dans le but de s'enquérir des occasions d'affaires;
- des références et des données sur le marché de l'immobilier;
- les écoles que pourraient fréquenter ses enfants;
- des contacts dans les associations de communautés culturelles;
- toute autre demande formulée.

En plus du service personnalisé, l'offre d'IQ consiste aussi en une présentation plus générale du Québec. Les principaux atouts du Québec qui en font un endroit de choix pour y vivre et y prospérer y sont traités.

En une demi-journée, les participants au PAA auront une meilleure connaissance du Québec et pourront ainsi prendre une décision plus éclairée quant à leur nouveau lieu d'établissement. Le tableau 1 résume le contenu du PAA.

À la demande du MICC, des rencontres avec les consultants en immigration pourront aussi être organisées par IQ. Rappelons qu'en 2009, deux colloques de deux jours à chaque fois ont eu lieu, soit en avril avec des consultants du Moyen-Orient et en octobre avec ceux de l'Asie, principalement de la Chine.

Le matériel promotionnel i.e. la brochure, le PowerPoint et le DVD sont déjà disponibles à la clientèle et cela, en français, en anglais, en mandarin et en farsi.

Le Québec est en concurrence avec les autres provinces pour attirer les immigrants investisseurs. Certaines d'entre elles ont déjà en place des programmes d'accueil. À titre d'information, l'Ontario offre des séminaires d'information générale destinés aux gens d'affaires qui désirent immigrer dans la province tandis que des séminaires sur la façon de faire des affaires en Ontario sont organisés pour les gens d'affaires immigrants récemment arrivés.

TABLEAU 1
PROGRAMME D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT (PAA) DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS

CLIENTÈLES VISÉES	DURÉE ET LIEU	ACTIVITÉS PRÉVUES
1. **Candidats immigrants investisseurs**	• **Durée** Environ 3 heures (selon les besoins des visiteurs) • **Lieu des présentations** Montréal	<u>Accueil personnalisé (individuel)</u> IQ répondra à des besoins spécifiques des candidats. Par exemple : informations sur les secteurs d'activité au Québec, références sur l'immobilier, les écoles, les associations de communautés culturelles. IQ pourra également mettre en contact l'immigrant investisseur avec les diverses organisations à vocation économique dans le cas d'un projet d'investissement au Québec. L'accueil personnalisé dépendra des informations disponibles sur le candidat à rencontrer et des besoins formulés. <u>**Présentation générale du Québec (individuel ou en groupe)**</u> Principaux atouts pour y vivre et y investir
2. **Consultants en immigration**	• **Durée** 2 jours à chaque fois • **Lieu des présentations** Montréal • **Dates** Printemps 2011 Automne 2011	**Organisation de deux colloques** Objectif : faire connaître le Québec aux consultants en immigration afin qu'ils puissent en faire la promotion auprès de leur clientèle Le programme est déjà élaboré et pourra être ajusté avec le MICC, le cas échéant

3. *Mécanismes de fonctionnement*

- La mise en œuvre du programme se fera dans le cadre d'un projet-pilote d'une durée de douze mois, débutant le 8 novembre 2010 et se terminant le 8 novembre 2011. Le cas échéant, la poursuite du programme fera l'objet d'une nouvelle entente.

- Afin d'intéresser les candidats, le MICC inclura dans ses lettres destinées à ceux convoqués à une entrevue et à ceux recevant un Certificat de sélection du Québec (CSQ) sans entrevue, un dépliant incitatif, qui présentera notamment :

  - le Québec en bref et l'intérêt de s'y établir;
  - le contenu et l'objectif de la session d'accueil et d'accompagnement;
  - la durée et la langue d'usage pour les présentations;
  - la personne à contacter chez IQ pour s'inscrire.

- Afin de bien préparer l'accueil «sur mesure» du candidat immigrant investisseur, les personnes désirant assister à la session seront invitées à fournir à IQ l'information de base (nom, pays d'origine, secteur d'activité, profession, etc.) ainsi que toute demande particulière liée à leurs besoins (immobilier, éducation, etc.).

- Même si la participation au PAA est facultative, les intermédiaires financiers ainsi que les consultants en immigration seront invités par le MICC et IQ à sensibiliser leur clientèle à l'intérêt d'assister à la présentation d'IQ.

- Le PAA sera ouvert à toute personne intéressée à immigrer au Québec comme immigrant investisseur mais la priorité sera accordée aux candidats convoqués à l'entrevue ou qui se sont vus accorder un CSQ sans entrevue et qui souhaiteraient bénéficier tout de même du programme en se déplaçant à Montréal.

- Une coordination entre le MICC, les intermédiaires financiers et IQ sera mise en place afin de viser à permettre aux candidats de rencontrer le représentant d'IQ dans la même semaine ou le même jour que leur entrevue.

Selon le rapport du quatrième trimestre de 2009 du MICC, 2 101 entrevues pour la sélection d'immigrants investisseurs ont eu lieu en 2009. De ce nombre, 475 candidats ont été interviewés à Montréal.

IQ pourrait donc accueillir une partie des candidats interviewés à Montréal. À cela, s'ajoutent les personnes intéressées à immigrer au Québec et qui sont en visite d'exploration. IQ vise la réalisation de 150 sessions d'accueil au total. La partie « accueil personnalisé » se fera sur

base individuelle, mais les participants pourront être regroupés pour la présentation générale du Québec.

4. Modalités relatives au suivi et à la reddition de comptes

IQ s'engage à produire mensuellement un rapport de gestion qui fournira, notamment:

- la liste des candidats immigrants investisseurs ayant participé aux sessions d'accueil avec les informations suivantes : nom, pays d'origine, demandes formulées, services offerts, date, intermédiaire financier.

Ce rapport de gestion fera l'objet d'une consolidation semestrielle, le 30 mars 2011 et le 8 novembre 2011 et sera transmis au MICC dans un délai maximum de 30 jours. Cette consolidation comportera une analyse des résultats du programme sur le plan notamment des résultats concernant les intentions d'établissement au Québec.

De plus, les participants à la session d'accueil seront invités à compléter et à signer un formulaire d'évaluation de la session et à indiquer dans quelle mesure cette session a pu influencer leurs intentions quant à un établissement au Québec. De plus, IQ effectuera, 60 jours après chaque session, un suivi auprès du candidat pour vérifier ses intentions et ajoutera cette information au formulaire.

Aspects financiers

Coûts du programme d'accueil et d'accompagnement

Le coût total d'opération du PAA facturable au MICC est de 190 000 $. Ceci inclut le salaire, les avantages sociaux et les frais fixes d'un professionnel qui sera affecté en priorité à cette activité, les frais de représentation et de déplacement, les frais d'interprète, les dépenses de traduction de documents ainsi que les frais de gestion.

Ce montant ne comprend pas les coûts de production du dépliant incitatif destiné aux immigrants investisseurs qui désirent assister aux sessions d'accueil d'Investissement Québec. Le coût du dépliant sera aussi facturé au MICC. Ce dernier et IQ conviendront des coûts à être assumés par le MICC avant que le dépliant ne soit produit.

Si un ajustement à l'effectif est décidé conjointement compte tenu du volume de rencontres, celui-ci devra faire l'objet d'un addenda à la présente entente.

En ce qui a trait à l'organisation de deux colloques pour les consultants en immigration, les dépenses maximales seront de **40 000 $.**

Le coût d'opération du PAA et les dépenses liées à la tenue des deux colloques sont donc estimés à un montant maximal de **230 000 $,** excluant le coût du dépliant incitatif.

Modalités de facturation

Dans un délai de 30 jours suivant la fin de chaque trimestre, IQ produira une facture destinée au MICC présentant le coût total des dépenses admissibles du PAA pour le trimestre, ventilé selon la nature de coûts (coûts fixes ou variables) et par catégories de dépenses de chacun de ces coûts.

Dans un délai de 30 jours suivant la réception de la facture et sous réserve que les montants facturés soient conformes à la présente entente, le MICC procèdera au paiement à IQ, à défaut de quoi des frais d'intérêt pourront être facturés, selon les modalités usuelles relatives aux créances des organismes publics.

Conclusion

Un accueil personnalisé permettra de mieux répondre aux besoins des candidats immigrants investisseurs et contribuera à leur rétention. IQ utilisera l'information disponible sur ces derniers pour concevoir un accueil « sur mesure ».

Les avantages des candidats immigrants investisseurs de traiter avec IQ seront importants, plus précisément, ils auront :

- de l'information stratégique de pointe liée aux secteurs d'activités économiques et à l'économie du Québec;
- accès à une équipe chevronnée de conseillers dans le domaine des investissements;
- un suivi assuré dans toutes les étapes menant à la réalisation d'un investissement, le cas échéant.

Les immigrants investisseurs pourront donc bénéficier des ressources et des compétences qui se trouvent à IQ. Ils pourront aussi compter sur une organisation qui a de l'expérience dans le domaine de la planification des missions d'accueil de visiteurs étrangers.

Par ailleurs, le programme d'accueil et d'accompagnement aura un format réduit à une demi-journée et ses coûts d'opération seront moindres que le projet initial, tout en préservant son objectif de mieux faire connaître le Québec aux futurs immigrants investisseurs.

Le PAA peut contribuer à encourager les immigrants investisseurs à choisir le Québec comme lieu d'établissement définitif. En décidant de l'implanter, le MICC bénéficiera d'un outil supplémentaire pour faire la promotion du Québec auprès de sa clientèle.

À ce stade-ci, nous ne pouvons prévoir l'impact du programme d'accueil et d'accompagnement (PAA) sur la rétention des immigrants investisseurs au Québec. Il est toutefois important que le Québec intensifie ses actions pour séduire cette clientèle.

QUESTION 18

COPIES DES ENTENTES POUR FAVORISER L'INTÉGRATION ET LA FRANCISATION DES IMMIGRANTS, POUR 2010-2011 ET 2011-2012, AVEC LES MINISTÈRES SECTORIELS SUIVANTS : SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE ET ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT. BILAN ET RÉALISATIONS POUR CHACUNE DES ENTENTES

1. ENTENTES

Conformément à la volonté gouvernementale d'assurer une plus grande transparence dans la gestion des sommes allouées par le gouvernement au chapitre de l'intégration et de la francisation des immigrants, trois ententes ont été renouvelées en 2010-2011 entre le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) et, respectivement, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

Enveloppe budgétaire

	2010-2011
Entente MICC-MELS	78 530 000 $
Entente MICC-MESS	75 000 000
Entente MICC-MSSS	12 219 500
Total	**165 749 500**

2. BILAN – RÉALISATIONS

Toutes les données n'ont pas encore été consolidées.

Voir ententes ci-jointes.

ENTENTE POUR FAVORISER L'INTÉGRATION ET LA FRANCISATION DES IMMIGRANTS

2010-2011

ENTRE

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

ET

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

ENTENTE

ENTRE

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, représentée par la sous-ministre, madame Marie-Claude Champoux, ci-après désignée le « MICC »

ET

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, représentée par la sous-ministre, madame Christiane Barbe, ci-après désignée le « MELS »

ATTENDU QUE le MICC est chargé de l'immigration et de l'intégration des immigrants;

ATTENDU QUE le MICC a notamment pour fonctions de faciliter l'établissement des immigrants au Québec, de prendre les dispositions nécessaires pour qu'ils acquièrent la connaissance de la langue française et pour favoriser l'usage de cette langue par ces derniers et de favoriser l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants à la société québécoise;

ATTENDU QUE, chaque année, les commissions scolaires, les cégeps et les universités du Québec accueillent des personnes immigrantes et fournissent, dans les domaines relevant de leur compétence, des services de soutien et d'intégration visant à faciliter l'établissement de ces personnes au Québec;

ATTENDU QUE, chaque année, dans le cadre des règles budgétaires établies en vertu de la Loi sur l'instruction publique, le MELS verse aux commissions scolaires des allocations visant à financer ces services;

ATTENDU QUE, chaque année, dans le cadre des règles budgétaires établies en vertu de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel* et de la *Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport,* le MELS verse des allocations visant à financer ces services;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a exprimé sa volonté d'apporter des modifications importantes à la gestion de l'ensemble des sommes allouées pour les interventions des ministères et organismes gouvernementaux en matière d'intégration et de francisation des immigrants;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a confié au MICC la totalité de l'enveloppe allouée à l'intégration et à la francisation des immigrants afin d'assurer une plus grande transparence et qu'il appartient au MICC de conclure, avec les différents

ministres concernés, des ententes de service qui permettent d'optimiser l'intégration et la francisation des immigrants;

ATTENDU QU'aux fins d'assurer le financement des services spécifiques de soutien et d'intégration fournis par les commissions scolaires, les cégeps ou les universités aux personnes immigrantes, il y a lieu qu'une partie des sommes versées au MICC soit transférée par le MICC au MELS;

ATTENDU QUE le MICC et le MELS veulent conjuguer leurs efforts afin, d'une part, d'optimiser leurs interventions respectives visant l'intégration et la francisation des immigrants et, d'autre part, d'harmoniser leurs activités de façon à assurer un continuum étroit entre les services, mesures et programmes des deux ministères et une adaptation de ceux-ci aux besoins et particularités des immigrants, et ce, dans le respect des missions et des encadrements légaux respectifs ainsi que des orientations gouvernementales.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. OBJET

La présente entente a pour objet d'établir les modalités de transfert d'une somme de soixante-dix-huit millions cinq cent trente mille dollars (78 530 000 $) inscrite au budget du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles vers le budget du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Ce transfert de crédits vise à permettre au MELS de financer, dans le cadre des règles budgétaires annuelles, les commissions scolaires du Québec pour des services d'apprentissage du français et d'intégration aux jeunes dans les écoles, ainsi que pour des services aux adultes immigrants dans les centres de formation aux adultes et les centres de formation professionnelle. En outre, ce transfert servira également à financer les services de formation d'appoint aux immigrants souhaitant exercer une profession régie par un ordre professionnel, quel que soit l'établissement d'enseignement (cégep, université ou commission scolaire).

2. TRANSFERT ET CADRE FINANCIER

Le MICC s'engage à transférer au MELS le montant de soixante-dix-huit millions cinq cent trente mille dollars (78 530 000 $) pour la période du 1er avril 2010 au 31 mars 2011.

Le MICC transférera ce montant au MELS après approbation par le Conseil du trésor conformément aux dispositions de la loi.

Le MELS s'engage à ce que les sommes transférées par le MICC soient utilisées uniquement aux fins du financement des services visés à l'article 1 de la présente entente au bénéfice des clientèles qui y sont mentionnées. Le MELS s'engage également à fournir au MICC tous les renseignements relatifs à l'utilisation de ces sommes.

Dans le cadre de l'exercice annuel de la revue de programmes, il revient au MELS de prévoir dans son cadre financier les facteurs de croissance de ses coûts de système ainsi que l'augmentation du poids des clientèles des services visés à l'article 1 de la présente entente.

Lors de l'exercice annuel des crédits détaillés, le MELS informe le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) de l'enveloppe budgétaire qu'il allouera à ces activités. Le SCT ajuste les crédits de la provision du MICC en conséquence (provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants).

En cours d'année, si un recours au Fonds de suppléance du portefeuille « Conseil du trésor et administration gouvernementale » s'avère nécessaire, il appartient au MELS d'effectuer une demande auprès du SCT.

3. SUIVI, ÉVALUATION, REDDITION DE COMPTES ET ADAPTATION DES PROGRAMMES

Sous l'égide du comité conjoint institué à cet effet, le MICC et le MELS conviennent d'élaborer et de mettre en œuvre, dans les limites du cadre juridique et budgétaire qui régit les commissions scolaires et les cégeps, les modalités relatives :

- au suivi, à l'évaluation et à la reddition de comptes à l'égard des services et des clientèles identifiés à l'article 1 de la présente entente, notamment quant :
  - aux données opérationnelles, aux indicateurs de résultats et aux autres statistiques devant être échangés à des fins, entre autres, de suivi de la prestation de services et de reddition de comptes;
  - à la collaboration pour la réalisation d'études et de recherches ainsi que pour d'éventuelles évaluations visant à mieux comprendre les besoins et le cheminement de la clientèle;
  - à l'utilisation de l'enveloppe budgétaire pour les services offerts et aux paramètres d'évolution annuelle de cette enveloppe;
- aux adaptations requises à leurs interventions respectives en matière de francisation et d'intégration des immigrants, dans une perspective de coresponsabilité, de cohérence et de complémentarité.

Ainsi, au cours de l'année 2010-2011, un comité ad hoc se penchera sur les besoins d'informations actuellement non disponibles aux fins de la reddition de comptes.

Sur la base des recommandations du comité ad hoc et des implications de celles-ci, un argumentaire sera produit conjointement par le MICC et le MELS, préalablement à une analyse de faisabilité, quant aux adaptations informatiques requises. Cette analyse, comprenant une évaluation des coûts, sera soumise au Comité conjoint.

4. DURÉE DE LA PRÉSENTE ENTENTE

La présente entente entre en vigueur le 1er avril 2010 et se termine le 31 mars 2011.

5. MODIFICATION DE LA PRÉSENTE ENTENTE

Toute modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut toutefois changer la nature de la présente entente et elle en fera partie intégrante.

6. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Si un différend survient dans le cours de la réalisation de la présente entente, sur son interprétation ou à la suite d'une plainte, les parties s'engagent à rechercher un règlement à l'amiable à ce différend dans l'intérêt des deux parties.

7. AVIS

Tout avis exigé en vertu de la présente entente n'est valide ni ne lie les parties que s'il est donné par écrit. Un tel avis est réputé reçu le jour de sa livraison.

Un tel avis doit être expédié à :

Pour le MICC :

Secrétariat général
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
360, rue McGill, 4e étage
Montréal (Québec) H2Y 2E9

Pour le MELS :

Secrétariat général
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Édifice Marie-Guyart
1035, rue De La Chevrotière, 15e étage
Québec (Québec) G1R 5A5

EN FOI DE QUOI, les parties, après avoir pris connaissance de la présente entente et l'avoir acceptée, ont dûment signé en double exemplaire, comme suit :

Pour le MICC :	**Pour le MELS :**
À : Montréal	À : Québec
LE : 29 mars 2010	LE : 8 mars 2010
PAR : _____	PAR : _____
Marie-Claude Champoux Sous-ministre	Christiane Barbe Sous-ministre

ENTENTE POUR FAVORISER L'INTÉGRATION ET LA FRANCISATION DES IMMIGRANTS

2010-2011

ENTRE

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

ET

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

ENTENTE

ENTRE

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, représentée par la sous-ministre, madame Marie-Claude Champoux, ci-après désignée « le MICC »

ET

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, représenté par la sous-ministre, madame Dominique Savoie,
ci-après désigné « le MESS »

ATTENDU QUE le MICC est chargé de l'immigration;

ATTENDU QUE le MICC, dans l'exercice de ses responsabilités en matière d'immigration, a notamment pour fonction d'informer, de recruter et de sélectionner les immigrants et de faciliter leur établissement au Québec, de prendre les dispositions nécessaires pour que les personnes qui s'établissent au Québec acquièrent la connaissance de la langue française et l'utilisent, et de favoriser l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants et leur pleine participation à la société québécoise;

ATTENDU QUE le MESS élabore et propose au gouvernement des politiques et mesures relatives au domaine de sa compétence en vue, notamment, de susciter l'emploi, de promouvoir le développement de la main-d'œuvre et d'influer sur la demande de la main-d'œuvre sur le marché du travail;

ATTENDU QUE, dans le cadre des plans d'action annuels adoptés en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail*, Emploi-Québec met en œuvre avec ses partenaires les stratégies d'intervention appropriées à la solution de problèmes liés à l'insertion sociale et économique sur le plan de l'emploi pour, notamment, les immigrants;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a exprimé sa volonté d'apporter des modifications importantes à la gestion de l'ensemble des sommes allouées pour les interventions des ministères et organismes gouvernementaux en matière d'intégration et de francisation des immigrants;

ATTENDU QU'afin d'assurer une plus grande transparence, le gouvernement du Québec a décidé que la totalité de l'enveloppe allouée au chapitre de l'intégration et de la francisation des immigrants sera versée au budget du MICC et qu'il appartiendra par la suite à ce ministère de conclure, avec les différents ministères concernés, des ententes de services qui permettront d'optimiser l'intégration et la francisation des immigrants;

ATTENDU QUE le MICC et le MESS veulent conjuguer leurs efforts afin, d'une part, d'optimiser leurs interventions respectives visant l'intégration en emploi des immigrants et d'autre part, d'harmoniser leurs activités de façon à assurer un continuum étroit entre les services, mesures et programmes des deux ministères et une adaptation de ceux-ci aux besoins et particularités des immigrants.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. OBJET

La présente entente détermine les obligations des parties et les responsabilités du MESS, conformément aux lois dont il est responsable, et qui sont liées :

- Au soutien financier pour tous les services d'intégration des immigrants en matière de mesures et de services d'emploi, parmi lesquels :

  - l'accueil et l'évaluation initiale, pour la détermination des besoins des individus au regard du marché du travail;
  - la détermination d'un plan d'action personnalisé basé sur l'évaluation des besoins;
  - l'orientation professionnelle;
  - les activités de formation incluant la francisation;
  - l'aide à la recherche active d'emploi;
  - les expériences en milieu de travail;
  - les subventions salariales pour favoriser l'embauche;
  - le supplément de retour au travail;
  - le soutien au travail autonome;
  - les projets de préparation à l'emploi;
  - l'information sur le marché du travail (adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre);
  - les services de placement.

- Aux frais de subsistance versés aux réfugiés admissibles au Programme d'aide à l'adaptation (PAA).

2. PRESTATION DE SERVICES

Le MESS s'engage à offrir les services décrits à l'article 1 auprès de la clientèle visée par la présente. De plus, le MESS s'engage à fournir les services prévus dans le respect des lois, règlements ainsi que de ses politiques et directives ainsi qu'à traiter toute plainte relative aux services et aux frais visés à l'article 1 de la présente entente.

Le MICC s'engage à communiquer avec diligence au MESS toute l'information nécessaire à l'application de cette entente. De plus, il informe, dans les meilleurs délais, le MESS de tout évènement pouvant entraîner une modification significative de ses besoins tout en demeurant responsable de la fiabilité et de la conformité de l'information qu'il communique dans le cadre de la réalisation de la présente entente.

3. CADRE FINANCIER

En contrepartie de l'exécution par le MESS des services prévus à l'article 1, le MICC s'engage à transférer au MESS, dès l'approbation du virement par le Conseil du trésor, un montant de 75,0 M$ pour la période du 1er avril 2010 au 31 mars 2011.

Dans le cadre de l'exercice annuel de la revue de programmes, il revient au MESS de prévoir dans son cadre financier les facteurs de croissance de ses coûts de système ainsi que l'augmentation du poids de la clientèle des activités reliées à la présente entente.

Lors de l'exercice annuel des crédits détaillés, le MESS informe le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) de l'enveloppe budgétaire qu'il allouera à ces activités. Le SCT ajuste, s'il y a lieu, les crédits de la provision du MICC en conséquence (provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants).

En cours d'année, si un recours au Fonds de suppléance du portefeuille « Conseil du trésor et administration gouvernementale » s'avère nécessaire, il appartient au MESS d'effectuer une demande auprès du SCT.

4. SUIVI, ÉVALUATION, REDDITION DE COMPTES ET ADAPTATION DES PROGRAMMES

Le MICC et le MESS conviennent de poursuivre via le comité conjoint « Emploi-Québec / MICC », les travaux sur les éléments suivants :

- les modalités visant le suivi, l'évaluation et la reddition de comptes à l'égard des clientèles et des services identifiés à l'article 1 de la présente entente, notamment quant :
  - à l'identification et à la description des services dispensés à cette clientèle;
  - aux données opérationnelles, aux indicateurs de résultats et aux autres statistiques devant être échangés périodiquement à des fins, entre autres, d'évaluation et de suivi de la prestation de services ainsi que de reddition de comptes;
  - à la collaboration pour la réalisation d'études, de recherches et d'évaluations visant à mieux comprendre les besoins et le cheminement de la clientèle;
  - à la répartition de l'enveloppe budgétaire et à l'évolution des coûts associés aux services offerts;
- les adaptations requises à leurs interventions respectives en matière de francisation et d'intégration des immigrants, dans une perspective de coresponsabilité, de cohérence et de complémentarité.

5. MODIFICATION DE L'ENTENTE

Toute modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les parties. Cet avenant ne peut toutefois changer la nature de la présente entente.

6. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Si un différend survient dans le cours de la réalisation de la présente entente, sur son interprétation ou à la suite d'une plainte, les parties s'engagent à rechercher un règlement à l'amiable à ce différend dans l'intérêt des deux parties.

7. AVIS

Tout avis exigé en vertu de la présente entente n'est valide ni ne lie les parties que s'il est donné par écrit. Un tel avis est réputé reçu le jour de sa livraison.

Un tel avis doit être expédié à :

Pour le MICC :

Secrétariat général
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
360, rue McGill, 4ième étage
Montréal (Québec) H2Y 2E9

Pour le MESS :

Secrétariat général
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
425, rue St-Amable, 4ième étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

8. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur le 1er avril 2010 et se termine le 31 mars 2011.

EN FOI DE QUOI, les PARTIES, après avoir pris connaissance de la présente entente et l'avoir acceptée, ont dûment signé en double exemplaire, comme suit :

Pour le MICC :

À : Montréal

LE : 29 mars 2010

Pour la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles

Marie-Claude Champoux
Sous-ministre

Pour le MESS :

À : Québec

LE : 31 mars 2010

Pour le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Dominique Savoie
Sous-ministre

QUESTION – RP 19

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS DU MINISTÈRE POUR L'ACCUEIL ET LA FORMATION LINGUISTIQUE EN 2009-2010 ET EN 2010-2011 AVEC LE LIEU DE TRAVAIL HABITUEL DE CHAQUE EMPLOYÉ

Note : Les données de l'année 2009-2010 se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles de l'année dernière.

	2010-2011
Activités d'accueil [1]	
▪ Montréal	19
▪ Laval, Laurentides, Lanaudière	5
▪ Montérégie	4
▪ Capitale-Nationale et Est-du-Québec	9
▪ Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec	6
▪ Outaouais, Abitibi-Témiscaminque et Nord-du-Québec	3
	46
Formation linguistique[2]	
▪ Montréal[3] (ce chiffre inclut 58 professeurs réguliers et le personnel de la Direction générale de la francisation)	140
▪ Laval, Laurentides, Lanaudière	2
▪ Montérégie	7
▪ Capitale-Nationale et Est-du-Québec	4
▪ Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec	4
▪ Outaouais, Abitibi-Témiscaminque et Nord-du-Québec	3
▪ Total	**160**
Effectifs occasionnels non ventilés[4]	**235**

1 Selon un sondage effectué en mai 2010 auprès des gestionnaires sur la répartition des tâches en fonction des missions du secteur Intégration. Le chiffre représente le nombre d'employé dont une portion des tâches est l'accueil des nouveaux arrivants.

2 Il s'agit de tout l'effectif affecté à la formation linguistique à la Direction générale de la francisation, soit les cadres, les professionnels, les conseillers en francisation, le personnel de soutien et les professeurs. (Selon les données du 28 février 2011).

3 Il est important de noter que tout l'effectif administratif dédié à la francisation est affecté à Montréal. Le personnel enseignant relève de la région administrative de Montréal tout en étant réparti sur le territoire du Québec.

4 Il s'agit essentiellement de professeurs occasionnels qui répondent aux besoins reliés à l'accroissement de la clientèle.

QUESTION - RP20

NOMBRE D'IMMIGRANTS PAR CLASSE DE FRANCISATION ET NOMBRE DE CLASSES DE FRANCISATION TOTAL PAR ANNÉE DEPUIS 2004-2005 ET PRÉVISIONS POUR 2011-2012

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

TEMPS COMPLET

Nombre de groupes et nombre d'élèves dans les services à temps complet
Cours réguliers et cours spécialisés

SERVICES	2010-2011*		
	Nombre de groupes	Nombre d'élèves	Nombre moyen d'élèves
Cours réguliers	1 363	12 493	15,6
Cours spécialisés	23	353	--
Total**	**1 386**	**12 846**	**15,6**

*Les données sont en date du 28 février 2011.

**Le total d'élèves ne correspond pas à la somme des parties puisque certains élèves ont participé à plus d'un type de cours.

TEMPS PARTIEL

Nombre de groupes et nombre d'étudiants dans les services à temps partiel
Cours réguliers, cours spécialisés et en milieu de travail

SERVICES	2010-2011*		
	Nombre de groupes	Nombre d'élèves	Nombre moyen d'élèves
Cours réguliers	791	9 915	**15,6**
Cours spécialisés	221	2 655	**15,3**
Cours en milieu de travail	97	640	10,4
Total	**1 109**	**13 016**	**15,1**

* Les données sont en date du 28 février 2011.

** Le total d'élèves ne correspond pas à la somme des parties puisque certains élèves ont participé à plus d'un type de cours.

Il n'est pas possible de fournir les prévisions pour 2011-2012, mais le MICC suivra l'évolution de la demande en francisation et continuera d'y répondre.

QUESTION - RP21

NOMBRE D'UTILISATEURS DU COURS DE FRANÇAIS EN LIGNE POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES EN 2010-2011

Un cours de français en ligne (FEL) de stade intermédiaire est disponible depuis le 14 avril 2008 à l'étranger pour les candidats et les candidates à l'immigration qui peuvent ainsi mettre à profit la période d'attente avant leur arrivée au Québec pour perfectionner leur français, développer leur connaissance de la société québécoise et de ses valeurs communes. Il est aussi offert depuis le 30 juin 2009 aux personnes immigrantes résidant au Québec.

Le cours est donné selon deux formules : la formule standard avec tuteur ou tutrice et la formule en autoformation.

- Pour l'ensemble de l'année 2009-2010, 4 146 élèves se sont inscrits tant à l'étranger qu'au Québec. La cible de 4 000 utilisateurs et utilisatrices **a été dépassée** :

Ainsi, en date du 28 février 2011, le total d'élèves inscrits est de **4 336 élèves** répartis comme suit :

- 2 757 à l'étranger;
- 1 579 au Québec.

Dans la formule standard, 3 045 élèves se sont inscrits dont :

- 1 947 à l'étranger;
- 1 098 au Québec.

Dans la formule en autoformation, 1 291 élèves se sont inscrits dont :

- 810 à l'étranger;
- 481 au Québec.

Deux projets pilotes en milieu de travail ont permis de tester, en 2010-2011, auprès de 14 travailleuses et travailleurs immigrants une formule hybride; en présence et en ligne avec la formule en autoformation (FMT-FEL).

QUESTION - RP22

DÉLAIS D'ATTENTE POUR DES COURS DE FRANÇAIS EN 2010-2011 PAR CENTRE DE FORMATION ET POUR TOUT LE QUÉBEC

La réponse à cette question est similaire à celle fournie dans la fiche RP 38 de 2e groupe de l'opposition.

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Les cours de français étaient auparavant donnés dans un nombre limité de centres de formation appartenant au Ministère. Le MICC fait aujourd'hui appel à **plus de 100 partenaires partout au Québec** (universités, collèges, organismes à but non lucratif, commissions scolaires) pour offrir ces cours.

Depuis l'entrée en vigueur de la *Déclaration de services aux citoyens*, en avril 2006 et de la *Déclaration de services à la clientèle (DSC)* en avril 2009, le délai d'attente pour les élèves en francisation est calculé en nombre de jours ouvrables entre la date d'admissibilité et le début du cours. Il est calculé pour les élèves en francisation à temps complet seulement. **La DSC précise un délai maximum de 65 jours ouvrables.**

Année financière 2010-2011

Les cours à **temps complet** ont une **durée de 11 semaines** et ils **débutent selon les besoins de la clientèle.**

La proportion de nouveaux élèves à temps complet, qui bénéficient d'un premier cours de français dans le délai de 65 jours ouvrables, se situe autour de 85,3 %.[1]

Dans les cas où ce délai n'est pas respecté, on constate les facteurs suivants :

- l'obligation de l'homogénéité des groupes (scolarité et connaissances préalables du français);
- le lieu de résidence ou le nombre de personnes immigrantes dans une région donnée;
- une demande formelle de l'élève de reporter d'une session son inscription à un cours.

Délai moyen en nombre de jours ouvrables

Régions administratives	Année financière 2010-2011
Capitale-Nationale	44
Mauricie	34
Estrie	36
Montréal	37
Outaouais	37
Laval	54
Lanaudière	46
Laurentides	33
Montérégie	41
Centre-du-Québec	58
Ensemble du Québec	**39**

[1] Selon les données disponibles en date du 28 février 2011.

QUESTION - RP23

NOMBRE DE PERSONNES IMMIGRANTES NE PARLANT PAS FRANÇAIS ET NE S'INSCRIVANT PAS AUX COURS DE FRANÇAIS EN 2010-2011

Contexte

Les cours de français aux personnes immigrantes nouvellement arrivées sont offerts aux personnes adultes ne connaissant pas le français et à celles ayant des connaissances insuffisantes du français.

Il faut tenir compte que les personnes immigrantes nouvellement arrivées ne s'inscriront pas nécessairement dès leur arrivée au Québec. Cependant, plus de 70 % de celles qui s'inscrivent le font la première année. D'autres personnes immigrantes nouvellement arrivées se présentent aux cours de français deux, trois ans et plus après avoir obtenu leur statut de résident permanent.

Résultats

En 2009, le nombre de personnes immigrantes admises au Québec a été de 49 489. De ce nombre, 10 954 personnes adultes avaient déclaré ne pas connaître le français à leur arrivée au Québec. Au 28 février 2011, 3 562 de ces personnes s'étaient déjà inscrites à un cours de français du MICC, soit à temps complet, soit à temps partiel. La proportion est donc de 32,5 %.

Globalement, on estime que le taux de pénétration pour l'ensemble des services gouvernementaux de francisation est de l'ordre de 60 %. Ainsi, près de 35 % de la clientèle potentielle est rejointe par les services du MICC au cours de la première année suivant son arrivée au Québec. Par ailleurs, des cours de langues sont offerts par d'autres institutions, notamment, les commissions scolaires et les écoles de langue des divers cégeps et universités. Des travaux exploratoires permettent d'évaluer que ces institutions rejoindraient autour de 25 % de la clientèle potentielle.

QUESTION - RP24

ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE SUR PIED DES NOUVEAUX COURS DE FRANÇAIS SPÉCIALISÉS

Depuis 2004-2005, le Ministère offre des services de francisation mieux adaptés aux besoins spécifiques des personnes immigrantes. Ainsi, des efforts importants ont été déployés pour ajouter des cours spécialisés aux services réguliers existants.

Le Ministère a collaboré avec des établissements d'enseignement (cégeps et universités), pour la conception et l'élaboration de cours spécialisés pour bonifier son offre de service : les premiers travaux ont porté sur la conception de cours de communication orale et de français écrit de niveau avancé.

Les travaux ont ensuite mené à la conception de cours de spécialité visant des objectifs spécifiques destinés aux professionnels de plusieurs domaines d'activité. Ainsi, le Ministère a élaboré :

- un cours de français de spécialité pour les infirmiers et les infirmières (en 2007-2008);
- un cours pour les professionnels du domaine de l'ingénierie en (2009);
- un cours général pour les professionnels des domaines de la santé (en 2009-2010).

Le Ministère vient de finir le développement d'un quatrième cours de spécialité destiné aux diplômés des domaines du droit, de l'administration et des affaires. Ce cours fera l'objet d'une expérimentation en 2011-2012.

QUESTION - RP25

NOMBRE D'ENTREPRISES QUI ONT UTILISE LE CREDIT D'IMPOT POUR LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL EN 2010-2011. MONTANT L TOTAL DE LA DEPENSE FISCALE. PREVISIONS POUR 2011-2012

En mars 2008, le Gouvernement du Québec annonçait la création d'un crédit d'impôt remboursable pour la francisation en milieu de travail. En novembre, le ministère du Revenu du Québec procédait à l'envoi massif de 245 000 exemplaires d'un dépliant explicatif aux entreprises québécoises et à diverses organisations liées au monde du travail. Le MICC a fait également l'envoi d'un dépliant promotionnel à plus de 12 000 entreprises.

- Le crédit d'impôt s'inscrivant dans la déclaration de revenus des sociétés, il faudra attendre la fin de l'année financière pour connaître les impacts de l'utilisation de cette mesure. Ces données seront fournies par Revenu Québec.

- Les règles relatives au crédit d'impôt et à son application relèvent du ministère des Finances et du ministère du Revenu du Québec.

- Le MICC a reçu plus de 150 demandes de renseignements sur le crédit d'impôt et la francisation. Selon Revenu Québec, deux sociétés ont réclamé en 2008 un crédit d'impôt pour la francisation en milieu de travail et le montant total des deux réclamations s'élève à 1 799 $. Pour 2009-2010 et 2010-2011, les résultats de cette initiative seront connus après l'examen des rapports d'impôt déposés par les entreprises par Revenu Québec.

- Quant aux prévisions pour 2011-2012, le MICC continuera à faire la promotion du crédit d'impôt afin d'informer les entreprises sur cette ressource disponible pour les cours de français en milieu de travail pour les travailleuses et travailleurs immigrants.

QUESTION - RP26

NOMBRE DE PARTENAIRES À L'ÉTRANGER DU MICC OFFRANT DES COURS DE FRANÇAIS EN 2009-2010 ET 2010-2011

La réponse à cette question est la même que celle relative à la demande de renseignements particuliers n° 12 de l'Opposition officielle.

QUESTION - RP27

ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ENQUÊTE POUR CONNAÎTRE LES BESOINS SPÉCIFIQUES DES CLIENTÈLES IMMIGRANTES QUI UTILISENT PEU LES SERVICES DE FRANCISATION

En juillet 2009, le MICC a lancé un appel d'offre pour réaliser une enquête dont les objectifs consistent à :

- développer de meilleures connaissances quant aux déterminants de la fréquentation des personnes immigrantes aux cours de français du MICC ;
- mieux connaître pourquoi certaines clientèles ne participent pas aux services de francisation disponibles ;
- mieux adapter l'offre de service en conséquence.

Réalisée par la firme Léger Marketing, cette enquête s'inscrit dans l'objectif « Élargir la clientèle rejointe par l'offre de service en francisation à une clientèle plus diversifiée et mieux soutenir les personnes issues du regroupement familial ». Cet objectif fait partie des « Mesures pour renforcer l'action du Québec en matière de francisation des immigrants. Pour enrichir le Québec : Franciser plus, Intégrer mieux » annoncées par le MICC au mois de mars 2008.

Dans le cadre de cette enquête, le MICC a organisé sept groupes de discussion qui ont été répartis comme suit :

- un groupe de professeurs en francisation du MICC ;
- deux groupes de personnes immigrantes qui ont suivi les cours de français offerts par le MICC, segmentés selon la langue d'animation et la région de provenance ;
- quatre groupes de personnes immigrantes qui n'ont pas suivi les cours de français offerts par le MICC, segmentés selon la langue d'animation et la région de provenance.

Le choix des pays de naissance a été fait sur la base de l'information, détenue par le Ministère dans ses banques de données, relative à la connaissance du français par la personne immigrante, à son pays d'origine et à son inscription aux cours de francisation.

Les groupes de discussions ont eu lieu au cours des mois de décembre 2009 et janvier 2010. Le rapport final de la firme a été remis, en mai 2010, au Ministère et approuvé par celui-ci, avec quelques corrections.

Cette enquête nous a amené à comprendre, dans un premier temps, les raisons (horaires, lieu, aide financière, système de garde d'enfants et autres facilités) qui motivent les personnes immigrantes, dans une certaine mesure, à poursuivre ou à abandonner les différentes formations offertes par le MICC. Dans un deuxième temps, les résultats de l'enquête nous ont permis de comprendre les obstacles ou les difficultés que peuvent rencontrer certaines personnes immigrantes qui ne s'inscrivent pas du tout aux formations offertes.

À partir de certaines recommandations émises en marge du rapport, le MICC a élaboré et mis en œuvre un plan de travail pour l'année 2010-2011 portant sur diverses activités de bonification de l'offre de service en francisation visant à attirer de nouvelles clientèles.

QUESTION - RP28

LISTE DE L'OFFRE DE SERVICE DU MICC POUR DES COURS DE FRANÇAIS DE NIVEAU AVANCE POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES ET CREDITS ALLOUÉS POUR CES COURS

COURS DE FRANÇAIS DE NIVEAU AVANCÉ

- **Cours spécialisés à temps complet**

  Le Ministère a développé des cours de niveau plus avancé en communication orale et en français écrit. Pour l'année 2010-2011, ces cours ont été suspendus.

- **Cours spécialisés à temps partiel**

  Les cours de communication orale et de français écrit sont disponibles à temps partiel. Deux cours de communication orale et trois cours de français écrit sont disponibles dans cette formule.

- **Cours pour certains domaines professionnels à temps partiel**

  Des cours visent des profils professionnels particuliers, notamment pour faciliter l'accès des personnes immigrantes aux ordres professionnels qui correspondent à leur formation initiale. Ainsi, des cours pour infirmières et infirmiers et pour des professionnelles et professionnels du domaine de la santé et du domaine du génie et des sciences appliquées sont offerts actuellement. Un cours pour les professionnels du droit, de l'administration et des affaires a été développé en 2010-2011, et fera l'objet d'une expérimentation en 2011-2012.

NOMBRE D'ÉLÈVES ET DE GROUPES POUR LES COURS SPÉCIALISÉS 2010-2011

		Total	
		Nombre d'élèves	**Nombre de groupes**
Cours spécialisés à temps partiel	Français écrit	1 034	63
	Français oral	392	25
	Santé	367	24
	Ingénierie	119	7
	Total unique	1 912	119

DÉPENSES POUR CES COURS SPÉCIALISÉS[1]

	Cours à temps complet	**Cours à temps partiel**
2010-2011	0 $	1 316 400 $

[1] Données en date du 28 février 2011.

QUESTION - RP29

LISTE DES ACTIONS VISANT LA PROMOTION ACTIVE DES COURS DE FRANÇAIS ET DE LEUR IMPORTANCE POUR UNE INTÉGRATION RÉUSSIE

STRATÉGIE DE COMMUNICATION INTÉGRÉE ET PERMANENTE DE L'OFFRE DE SERVICE EN FRANCISATION

- Pour obtenir des résultats mesurables, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) s'appuie sur une Stratégie de communication intégrée et globale qui capitalise sur les forces des relations de presse, des relations publiques, de la publicité et du marketing direct. Cette stratégie est articulée autour de l'axe « RÉUSSIR AU QUÉBEC » et du thème « Le succès par-le français ».

OUTILS ET ACTIVITÉS DE PROMOTION

- Une brochure présentant l'ensemble des services de francisation autant au Québec qu'à l'étranger ainsi que les différentes formules de cours est disponible en ligne.

- Des affiches et des signets ont été produits pour promouvoir les différents programmes de francisation au Québec et à l'étranger.

- En août 2010, la brochure « Le succès par-le français » a été produite en espagnol et en anglais.

- Des signets ont été distribués afin de promouvoir le remboursement des cours suivis à l'étranger (20 000 en français, 7 000 en anglais, 3 000 en espagnol).

- Des signets seront distribués dès ce printemps aux employeurs afin de promouvoir les cours de français en milieu de travail.

- Le réseau des partenaires à l'étranger s'est élargi et les personnes candidates à l'immigration détentrices d'un certificat de sélection du Québec peuvent y être dirigées pour débuter ou améliorer leur connaissance du français. Le réseau de partenaires permet au MICC de mieux faire connaître les services de francisation au Québec. Depuis le 1er avril 2009, les détenteurs de CSQ peuvent aussi se faire rembourser en partie les cours suivis à l'étranger à leur arrivée au Québec. Entre le 1er avril 2010 et le 28 février 2011, 334 demandes de remboursement ont été reçues.

- Le réseau des partenaires à l'étranger s'est aussi développé. Le Ministère a ainsi conclu **97 ententes** avec des Alliances françaises, Instituts culturels, etc.

- Des cours de français spécialisés pour certains domaines professionnels (infirmières et infirmiers, autres professionnels du domaine de la santé et domaine du génie et des sciences appliquées) sont disponibles et des modules de niveau plus avancé pour la francisation en ligne sont en développement (les partenariats avec divers ordres professionnels incluent la promotion de ces cours). De plus, un cours de spécialité pour les professionnels des domaines du droit, de l'administration et des affaires a été élaboré au cours de l'année. Ce cours fera l'objet d'une expérimentation en 2011-2012.

QUESTION 30

ÉTAT DE RÉALISATION OU D'AVANCEMENT DES MESURES POUR RENFORCER L'ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS. VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES POUR CHACUNE DES MESURES

« POUR ENRICHIR LE QUÉBEC : INTÉGRER MIEUX – MESURES POUR RENFORCER L'ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D'INTÉGRATION EN EMPLOI », MARS 2008

N.B. Toutes les données 2010-2011 sont préliminaires

1.1 Promouvoir l'apport de l'immigration au développement du Québec

Principaux livrables			Date
Campagne *Toutes nos origines enrichissent le Québec*, websérie de témoignages			Mars 2011
Objectifs - Sensibiliser la population en général de l'apport de l'immigration et de son rôle stratégique pour le développement économique, culturel et social de la société québécoise. - Favoriser une meilleure perception de l'immigration dans l'évolution démographique du Québec. - Faciliter l'intégration des nouveaux arrivants et des Québécois des communautés culturelles.			
Dépenses 1.1	2009-2010 928 375 $	2010-2011	
Stratégie marketing social – campagnes(F)	187 375 $	410 000 $	
Dépenses Valorisation jeunesse (T) :	741 600 $	335 000 $	
- Volet Place à la relève	400 000 $	200 000 $	
- Volet Rapprochement entre citoyens et policiers	200 000 $	-	
- Volet Confiance sans limites	66 600 $	60 000 $	
- Volet Modèles sans frontières	75 000 $	75 000 $	

2.1 Instaurer, dès l'étranger, un accompagnement personnalisé en ligne auprès des personnes sélectionnées par le Québec

Principaux livrables			Date
Développement de 12 heures de contenus de e-Learning des Services d'intégration en ligne (SIEL).			Septembre-Octobre 2010
Déploiement de la phase 1 du projet - deux projets pilotes impliquant 700 personnes sélectionnées à l'étranger et formule en autoformation validée.			Octobre 2010 – mars 2011
Dépôt du Rapport d'évaluation du projet pilote			Printemps 2011
Début du service d'accompagnement personnalisé en ligne auprès de 1500 candidats sélectionnés sur l'ensemble des territoires des bureaux d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger			2011
Objectifs - Offrir aux candidats sélectionnés un service d'accompagnement personnalisé en ligne dès l'étranger par les SIEL. - Définir, à l'aide de consultations individuelles à distance, un plan d'action personnalisé afin de faciliter et d'accélérer l'intégration socioprofessionnelle après l'arrivée au Québec.			
Dépenses 2.1	2009-2010 19 856 $	2010-2011 265 819 $	

2.2 Rejoindre plus d'immigrants avec une formation enrichie sur les réalités du milieu du travail

Principaux livrables	Date
Démarrage de la nouvelle session adaptée aux spécificités régionales en Montérégie, Laval-Laurentides-Lanaudière et Capitale-nationale	Octobre 2010
Évaluation des impacts de la formation	Mars 2012

Objectifs

- Offrir une session enrichie à Montréal et en région, aux nouveaux arrivants de toutes les catégories, (travailleurs qualifiés, regroupement familial et humanitaire) sur les mécanismes et les règles du marché du travail ainsi que le fonctionnement des entreprises Québécoises.
- Attirer un plus grand nombre de participants grâce au format et à la durée de la session. Cette session sera offerte de jour, de soir et durant la fin de semaine à raison de 3 heures par module, pour un total de 7 modules.
- Développer un lien avec les services d'Emploi-Québec. La formation sur les réalités du milieu du travail sera aussi un préalable aux services spécialisés d'Emploi-Québec.

Dépenses 2.2	2009-2010 564 480 $ T 48 383 $ F	2010-2011 1 010 000 $ 105 000 $	

2.3 Accompagner davantage les nouveaux arrivants dans leurs démarches vers l'emploi

Principaux livrables	Date
Depuis 2010, Emploi-Québec assure le suivi de la mesure	2010

Objectifs

- Accompagner les nouveaux arrivants par des ressources externes d'Emploi-Québec. Cet accompagnement peut être prolongé jusqu'à leur intégration en emploi.
- Atteindre une cible de 50 % des nouveaux arrivants en emploi à la fin de l'accompagnement.

Dépenses 2.3 (MESS) Données non disponibles à partir de 2010-2011	2009-2010 2 440 000 $ T 244 040 $ F	2010-2011	

2.4 Offrir une expérience de travail aux personnes formées à l'étranger souhaitant exercer une profession régie par un ordre professionnel au Québec

Principaux livrables	Date
Signatures d'ententes en vue de l'offre d'une expérience de travail aux personnes formées à l'étranger afin de compenser une partie de la formation d'appoint ou du stage qui leur est prescrit par un ordre professionnel en vue d'une **reconnaissance des compétences**	En continu
N.B. Mesure offerte par Emploi-Québec en collaboration avec le MICC, les ordres professionnels et des organismes partenaires	

Objectifs

- Améliorer l'employabilité des nouveaux titulaires de permis d'exercice sans expérience de travail au Québec.
- Réduire le délai d'obtention d'un permis d'exercice d'un ordre professionnel, l'expérience de travail pouvant compenser en partie la formation prescrite.

Dépenses 2.4 (MESS) Chiffres d'une entente entre MICC et MESS En 2009-2010, les dépenses du MICC = 20 K$	2009-2010 521 250 $ T 52 125 $ F 20 000 $ F	2010-2011 10 000 $	

2.5 Doubler le nombre annuel de participants bénéficiant du programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME)

Principaux livrables			Date
Signature d'un nouveau protocole d'entente tripartite (MICC, MESS et Investissement Québec) définissant pour une durée de trois ans les modalités relatives à l'ensemble des activités du PRIIME			Mai 2010
Objectifs - Augmenter l'embauche des participants admissibles dans des emplois en lien avec leur domaine de compétences.			
Dépenses 2.5 (MESS) au 25 février 2011	2009-2010 7 500 857 $	2010-2011 6 665 042 $	

2.6 Réaliser des projets de maillage professionnel dans toutes les régions du Québec

Principaux livrables			Date
Offre désormais assumée par Emploi-Québec			Novembre 2010
Objectifs - Offrir aux entreprises de partout au Québec d'utiliser cette mesure et d'accueillir des travailleurs avec le soutien financier d'Emploi-Québec. - Augmenter substantiellement le nombre de maillages réalisés.			
Dépenses 2.6	2009-2010 181 950 $ T 283 178 $ F	2010-2011 112 000 $ T 66 182 $ F	

2.7 A Soutenir l'embauche et l'intégration des personnes des communautés culturelles dans la fonction publique québécoise (remboursement des frais)

Principaux livrables			Date
Promotion du programme auprès des ministères et organismes gouvernementaux			En continu
Objectifs : - Assurer une plus juste représentation dans la fonction publique en remboursant systématiquement les frais de déménagement des nouveaux employés issus des communautés culturelles établis à Montréal pour leur permettre d'occuper un poste dans la Capitale-Nationale ou en région. - Tenir compte des engagements pris dans le Plan d'action gouvernemental 2008-2013 *La diversité : une valeur ajoutée*.			
Dépenses 2.7 A Financement du volet déménagement en vigueur et assumé par le SCT.	2009-2010 Ressources internes	2010-2011 Données N/D	

2.7 B Soutenir l'embauche et l'intégration des personnes des communautés culturelles dans la fonction publique québécoise (formation et mentorat)

Principaux livrables			Date
Prise en compte par les M/O des activités et dépenses pour l'intégration du nouveau personnel dans leur mode de fonctionnement.			En continu
Objectifs - Faciliter l'embauche et la rétention des nouveaux employés de la fonction publique issus des communautés culturelles en incitant financièrement les ministères à leur apporter un soutien professionnel. - Encourager les activités de sensibilisation par les ministères à leurs gestionnaires et à leurs employés en leur accordant un soutien financier. - Tenir compte des engagements pris dans le Plan d'action gouvernemental 2008-2013 *La diversité : une valeur ajoutée*.			
Dépenses 2.7 B	2009-2010 Ressources internes	2010-2011 Données N/D	

3.1 Soutenir la mise en place du réseau *Leaders Diversité*, un forum de dirigeants d'entreprises engagés dans la promotion de la diversité en emploi

Principaux livrables	Date
Portée nationale donnée au réseau Leaders diversité par des communautés de pratiques en TI intégrées à l'entente et la formation de mentors.	Octobre 2011
Développement d'un argumentaire pour la promotion de la gestion de la diversité à diffuser dans les réseaux rejoints par l'OBNL.	Mars 2011

Objectifs
- Promouvoir chez les dirigeants d'entreprise la nécessité d'avoir un milieu de travail ouvert à la diversité.
- Augmenter l'embauche des nouveaux arrivants au sein des entreprises québécoises.

Dépenses 3.1	2009-2010 100 000 $ T 176 $ F	2010-2011 30 500 $ T	

3.2 Mieux soutenir les employeurs en matière de gestion de la diversité

Principaux livrables	Date
Mise en ligne de l'instrumentation développée (trousse en gestion de la diversité, cadre conceptuel de la gestion de la diversité, recueil synthèse des programmes et services) pour employeurs en gestion de la diversité	2010-2011
Collaboration de l'ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA) pour mettre en ligne un répertoire de ressources expertes en gestion de la diversité ethnoculturelle	Février 2011
Annonce publique de la trousse Diversité +	Avril 2011

Objectifs
- Fournir un panier intégré de services gouvernementaux (MICC, MESS, MDEIE) en gestion de la diversité en mettant à la disposition des employeurs un portail électronique.
- Augmenter et fidéliser en emploi un personnel diversifié.

Dépenses 3.2	2009-2010 51 225 $ F MICC 20 000 $ F MESS	2010-2011 7 402 $	

3.3 Lancer le Défi Montréal : stratégie pour l'intégration en emploi des personnes immigrantes

Principaux livrables	Date
Mise en œuvre de projets structurants soutenus par le fonds d'initiative auprès des entreprises et des chercheurs d'emploi (en continu)	Mars 2010 à Janvier 2013
Recherche par l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) sur les personnes immigrantes salariées de Montréal afin d'identifier les obstacles à l'emploi et d'ajuster en conséquence l'offre de service d'Emploi-Québec	Novembre 2010

Objectifs
- Améliorer l'intégration et le maintien en emploi des personnes issues de l'immigration en finançant un nombre plus important de projets.
- Mobiliser un plus grand nombre d'employeurs, d'entreprises et d'organisations
- Informer mieux les personnes issues de l'immigration des programmes et services qui leur sont destinés.

Dépenses 3.3	2009-2010 866 690 $	2010-2011 1 058 063 $	

4.1 Créer la *Passerelle pour l'emploi en région*

Principaux livrables	Date
Début du financement forfaitaire visant à reconnaître les efforts supplémentaires demandés aux organismes non-gouvernementaux dans le cadre de la mesure	Avril 2010
Début du financement des collectivités locales pour l'accueil et l'accompagnement des nouveaux travailleurs immigrants dans leurs localités	Avril 2010
Début du soutien financier de la clientèle pour de courts séjours exploratoires en région	Avril 2010
Début du financement des déplacements des candidats en région pour entrevue et/ou un déménagement à la suite de leur embauche (responsabilité Emploi-Québec)	Avril 2010
Accompagnement personnalisé de six à douze mois pour les personnes immigrantes qui ont trouvé un emploi en région (responsabilité Emploi-Québec	Avril 2010
Protocoles signés avec 25 organismes au 31 mars 2010	2010-2011
Mise en oeuvre de la Passerelle pour l'emploi en région	Novembre 2010

Objectifs

- Arrimer les offres d'emploi en région avec les chercheurs d'emploi à Montréal.
- Repérer rapidement les chercheurs d'emploi à Montréal en lien avec les emplois disponibles.
- Accroître l'accompagnement des chercheurs d'emploi et des employeurs en finançant des organismes et des ressources externes pour l'accueil.
- Aider les chercheurs d'emploi en finançant leurs déplacements en région.

Dépenses 4.1	2009-2010 27 574 $ F	2010-2011 16 600 $	

4.2 Élaborer une offre de service pour l'accompagnement des employeurs dans la recherche d'employés à l'étranger répondant aux besoins ciblés du marché du travail

Principaux livrables	Date
Offre de service pour l'accompagnement des employeurs ou regroupements d'employeurs dans le recrutement de main-d'œuvre spécialisée à l'étranger • Service-conseil aux employeurs dans les régions du Québec (implantation graduelle) • Mise en ligne d'un guide pratique pour les employeurs	Septembre 2010 Février 2011
Partenariats dans certains pays avec des organisations connues pour faciliter la prospection et le recrutement de candidats correspondant aux profils recherchés • Signature de l'entente avec Pôle emploi international (France)	Janvier 2010
Missions de recrutement annuelles en France (Journées Québec) permettant aux entreprises du Québec de faire des embauches	2008, 2009, 2010

Objectifs

- Développer une offre complète de services pour les employeurs qui souhaitent recruter à l'étranger.
- Recevoir les besoins urgents de main-d'œuvre spécialisée des employeurs qui nécessitent le recrutement à l'étranger.
- Orienter et soutenir les employeurs dans leurs démarches d'embauche.
- Offrir un service d'entrevues à distance.
- Approfondir les connaissances relatives aux bassins potentiels pour le recrutement des travailleurs.

Dépenses 4.2	2009-2010 79 750 $ F	2010-2011 44 500 $ F	

4.3 Mettre en place un volet international du service *Placement en ligne* d'Emploi-Québec afin de mieux arrimer les postes vacants des employeurs du Québec avec des candidats à l'immigration présentant le profil recherché

Principaux livrables	Date
Procédures administratives convenues avec CIC en vue d'accélérer l'arrivée des travailleurs sélectionnés ayant fait l'objet d'un pairage avec un employeur	Mai 2010
Conclusion d'une entente entre le MICC et le MESS sur les modalités d'échange d'information pour le suivi de gestion des opérations et pour l'évaluation du service international de *Placement en ligne*	Mars 2010
Volet international de Placement en ligne accessible aux candidats à l'immigration sélectionnés par le MICC et les employeurs	Décembre 2010
Objectifs -Développer un volet international à Placement en ligne. -Permettre aux candidats sélectionnés, en attente de leur visa de résident permanent, de s'inscrire et d'obtenir une offre d'emploi d'un employeur québécois. -Répondre aux employeurs qui affichent leurs offres d'emploi sur le site. Ces offres seront aussi visibles par tous les candidats potentiels à l'immigration. -Accélérer l'arrivée au Québec du candidat ayant une offre d'emploi. Dépenses 2009-2010 : 157 181$	

SECTEUR IMMIGRATION (mesures 4.4 et 4.5)

4.4 Accélérer l'arrivée au Québec de candidats à l'immigration permanente qui répondent aux besoins pressants du marché du travail

Principaux livrables	Date
Entente avec Citoyenneté Immigration Canada (CIC) sur des modalités de traitement accéléré des dossiers de candidats sélectionnés par le Québec	Octobre 2009
Révision des processus de traitement des dossiers de demande de certificat de sélection pour permettre le traitement prioritaire de certaines demandes de Certificat de sélection du Québec (CSQ)	Octobre 2009
Modification du Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers	Octobre 2009
Adoption de la *Liste des domaines de formation privilégiés*	Octobre 2009
Information aux partenaires, aux clients et au public	Août 2009
Objectifs - Traiter de façon prioritaire les candidats détenant un diplôme dans un domaine de formation offrant de bonnes perspectives d'intégration professionnelle. - Augmenter graduellement le nombre de candidats qui pourront bénéficier d'un traitement prioritaire. Dépenses 2009-2010 : Ressources internes	

4.5 Favoriser le passage du statut de résident temporaire à celui de résident permanent pour les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires

Principaux livrables	Date
Conclusion d'une entente avec la CRÉ de Montréal pour la réalisation de diverses mesures visant la rétention d'étudiants étrangers au Québec	Novembre 2008
Conclusion d'une entente avec Montréal International pour la réalisation d'une campagne de promotion auprès des travailleurs temporaires de la grande région de Montréal	Décembre 2008
Élaboration d'un plan de communications visant les étudiants étrangers	Décembre 2008
Promotion auprès des entreprises employant une masse critique de travailleurs temporaires qualifiés	Janvier 2009
Tenue de groupes de discussion avec des étudiants étrangers et des travailleurs temporaires	Février et mars 2009
Élaboration d'un plan de communication intégré étudiants et travailleurs temporaires	Avril 2009
Promotion directe dans toutes les institutions d'enseignement collégiales et universitaires du Québec auprès des étudiants étrangers inscrits dans des formations prioritaires	Octobre 2009
Mise en place des modifications règlementaires visant à faciliter le dépôt des demandes au Québec et à valoriser davantage l'expérience de travail et les études au Québec	Décembre 2009
Promotion directe auprès des travailleurs temporaires qualifiés	En continu
Promotion auprès de groupes d'étudiants étrangers inscrits dans des formations prioritaires	Novembre 2009
Nouveau programme de l'expérience québécoise implanté	Février 2010
Objectifs - Rejoindre grâce à une approche de promotion ciblée, les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires dont les profils correspondent aux besoins et domaines d'activités prioritaires du Québec. Dépenses 2009-2010 819 852$	

5.1 Accroître le financement des organismes communautaires afin de mieux soutenir leur rôle de partenaire de l'action gouvernementale auprès des nouveaux arrivants

Principaux livrables	Date
Augmentation de l'enveloppe du programme de financement du soutien à la mission globale des organismes partenaires du Ministère pour les trois prochaines années	En continu depuis avril 2009
Augmentation du financement des organismes partenaires qui offrent des services en accueil et en intégration pour les trois prochaines années	En continu depuis avril 2009
Augmentation du financement des organismes partenaires dans le cadre du Programme régional d'intégration (PRI) pour les trois prochaines années	En continu depuis avril 2008
Augmentation du financement des organismes partenaires qui offrent des services d'accueil et d'intégration dans les petits centres	À partir de janvier 2009

Objectifs

- Soutenir des organismes offrant des services d'accueil et d'intégration aux nouveaux arrivants en leur accordant un financement
- Soutenir la stabilité des organismes en accueil et en intégration rattachés au Ministère.
- Favoriser l'établissement de nouveaux arrivants en région en augmentant le financement accordé aux organismes subventionnés dans le cadre du Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA) afin de tenir compte de l'augmentation du nombre d'immigrants.
- Soutenir les projets qui visent l'attraction des immigrants en région.

Dépenses 5.1 au 31 décembre 2011	2009-2010 1 173 590 $ 11 071 922 $ 1 435 959 $	2010-2011 12 220 000 $ 2 584 697 $	Prévisions 2011-2012 12 000 000 $

5.2 Accroître le financement des municipalités et des conférences régionales des élus afin de mieux soutenir les actions concertées

Principaux livrables	Date
Signature d'ententes de partenariat avec des CRÉ	En continu depuis avril 2008
Signature d'ententes avec les municipalités pour la mise sur pied de structures d'accueil municipales	En continu depuis avril 2008
Objectifs - Favoriser l'établissement de nouveaux arrivants en augmentant le nombre d'ententes avec des Conférences régionales des élus (CRÉ) dans plus de régions. - Favoriser l'établissement de nouveaux arrivants en augmentant le nombre d'ententes avec des municipalités, notamment un objectif d'ici 2010-2011 de 10 ententes conclues avec des municipalités pour mettre en place des structures d'accueil municipales.	

Dépenses 5.2 des ententes	2009-2010 2 203 250 $ 3 291 699 $	2010-2011 4 053 400 $	

SECTEUR IMMIGRATION (mesure 1.1 et 1.2A)

« POUR ENRICHIR LE QUÉBEC : AFFIRMER LES VALEURS COMMUNES DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE – MESURES POUR RENFORCER L'ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS », OCTOBRE 2008

1.1 Faire signer, dans la *Demande de certificat de sélection* du Québec, une déclaration portant sur les valeurs communes de la société québécoise

Principaux livrables	Date
Insertion de la Déclaration sur les valeurs communes de la société québécoise dans les Demandes de certificat de sélection (DCS) ciblées à cet effet	Février 2009
Mise à jour de l'instrumentation actuelle : Guide des procédures d'immigration, Directive de gestion, etc.	Avril 2009
Information aux partenaires du Ministère	Mars 2009
Objectifs - Faire connaître dès l'étranger à tous les candidats à l'immigration de la catégorie économique et du regroupement familial les valeurs communes de la société québécoise (références à la Charte québécoise des droits et libertés et à la Charte de la langue française). Dépenses 2009-2010 : ressources internes	

1.2A Informer les personnes immigrantes de façon détaillée sur les valeurs communes du Québec (à l'étranger)

Principaux livrables	Date
Évaluation préliminaire en ligne (ÉPI) : lien vers la partie du site traitant des valeurs	Décembre 2008
Mise à jour des documents d'information destinés aux candidats de la catégorie du regroupement familial (guide du parrainé et guide du garant)	Mars 2009
Mise à jour du Guide sur le parrainage collectif	Décembre 2009
Mise à jour et bonification du contenu des séances de promotion tenues à l'étranger destinées aux futurs candidats à l'immigration (outil PowerPoint)	Février 2009
Mise à jour du contenu des séances préparatoires à l'arrivée au Québec, offertes aux candidats sélectionnés à l'étranger (outil PowerPoint)	Mars 2009
Élaboration d'un feuillet explicatif sur les valeurs communes de la société québécoise (remis, entre autres, avec les CSQ)	Printemps 2009
Objectifs - Informer dès l'étranger, les futurs candidats à l'immigration, participant aux séances de promotion et les candidats nouvellement sélectionnés qui participent aux séances d'information, des valeurs communes de la société québécoise et de l'importance du fait français au Québec. Dépenses 2009-2010 : 8 000 $	

1.2 B Informer les personnes immigrantes de façon détaillée sur les valeurs communes du Québec (au Québec)

Principaux livrables	Date
La documentation du ministère, le guide Apprendre le Québec, les séances préparatoires à l'arrivée au Québec, et nos sites Internet font connaître ces valeurs	
Production d'un module d'auto-apprentissage en ligne de la session Vivre au Québec portant sur les valeurs communes et disponible au Québec.	Avril 2010
Mise à jour des modules d'enseignement du français en ligne (FEL), et en salle de classe	Juillet 2009 Avril 2010
Réalisation de capsules vidéo sur les valeurs communes	Avril 2010

Objectifs

- Mieux informer les nouveaux arrivants des valeurs communes de la société québécoise en révisant toute l'information existante et en mettant au point de nouveaux outils pour les rejoindre.

Dépenses 1.2B	2009-2010 37 450 $ T 258 211 $ F	2010-2011 60 000 $ T 69 000 $ F	

QUESTION 31

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES 2010-2011 ET PRÉVISIONS POUR 2011-2012 POUR CHAQUE SERVICE IMMIGRATION DU QUÉBEC (SIQ). EFFECTIFS PAR CATÉGORIE, TRAITEMENT ANNUEL (+ PRIMES ET BONIS) DU DIRECTEUR OU DE LA DIRECTRICE DU SIQ OU DU CHEF DU BUREAU ET DU PERSONNEL CADRE, POUR CHAQUE SIQ.

Catégorie d'emploi	Nombre	2010-2011

Immigration-Québec DIRECTION GÉNÉRALE DE MONTRÉAL

- **Bureau de la direction régionale**
  - Cadre 1
  - Professionnels 6
  - Techniciens 4

  Total **11**

  - Fonctionnement 60 440 $
  - Subvention PANA 0 $
  - PAD 185 346 $
  - PRI 1 310 000 $
  - PRSOCA 326 370 $
  - PAIR 0 $

  Total dépenses **1 882 156 $**

  - Directrice * 109 565 $

- **Immigration-Québec Nord de Montréal**
  - Cadre 1
  - Professionnels 5
  - Techniciens 3
  - Préposés aux renseignements 5
  - Soutien 3

  Total **17**

  - Fonctionnement 7 340 $
  - Subvention PANA 2 406 508 $
  - PAD 221 714 $
  - PRI 123 740 $
  - PRSOCA 98 195 $
  - PAIR 0 $

  Total dépenses **2 857 497 $**

  - Directrice * 89 492 $

* Le salaire des dirigeants comprend aussi les primes.

- **Immigration-Québec Sud de Montréal**
  - Cadre 1
  - Professionnels 7
  - Techniciens 5
  - Préposés aux renseignements 8
  - Soutien 3

  Total **24**

  - Fonctionnement 7 435 $
  - Subvention PANA 3 417 940 $
  - PAD 145 418 $
  - PRI 85 850 $
  - PRSOCA 146 627 $
  - PAIR 384 050 $

  Total dépenses **4 187 320 $**

  - Directrice * 105 533 $

- **Immigration-Québec Est de Montréal**
  - Cadre 1
  - Professionnels 3
  - Techniciens 2
  - Préposés aux renseignements 3
  - Soutien 2

  Total **11**

  - Fonctionnement 5 041 $
  - Subvention PANA 1 299 895 $
  - PAD 2 728 $
  - PRI 30 000 $
  - PRSOCA 32 021 $
  - PAIR 0 $

  Total dépenses **1 369 685 $**

  - Directrice * 85 922 $

* Le salaire des dirigeants comprend aussi les primes.

- **Immigration-Québec Ouest de Montréal**
  - Cadre 1
  - Professionnels 1
  - Techniciens 3
  - Préposés aux renseignements 1
  - Soutien 2

  Total **8**

  - Fonctionnement 7 206 $
  - Subvention PANA 197 800 $
  - PAD 0 $
  - PRI 0 $
  - PRSOCA 15 606 $
  - PAIR 0 $

  Total dépenses **220 612 $**

  - Directrice * 84 886 $

- **Immigration-Québec Aéroport**
  - Professionnels 1
  - Préposés aux renseignements 8

  Total **9**

  - Fonctionnement 1 814 $
  - Subvention PANA 0 $
  - PAD 0 $
  - PRI 0 $
  - PRSOCA 0 $
  - PAIR 0 $

  Total dépenses **1 814 $**

  - Responsable * 70 819 $

* Le salaire des dirigeants comprend aussi les primes.

- **Immigration-Québec Défi Montréal**
  - Professionnels 2
  - Soutien 1

  Total **3**

  - Fonctionnement 161 301 $
  - Subvention PANA 0 $
  - PAD 478 620 $
  - PRI 0 $
  - PRSOCA 0 $
  - PAIR 0 $

  Total dépenses **639 921 $**

- **Immigration-Québec DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INTERVENTION TERRITORIALE**
  - Cadre 1
  - Professionnels 3
  - Techniciens 1

  Total **5**

  - Fonctionnement 76 928 $
  - Subvention PANA 0 $
  - PAD 0 $
  - PRI 0 $
  - PRSOCA 0 $
  - PAIR 0 $

  Total dépenses **76 928 $**

  - Directrice * 120 461 $

* Le salaire des dirigeants comprend aussi les primes.

- **Immigration-Québec Direction régionale de la Capitale-Nationale et Est-du-Québec**
  - Cadre 1
  - Professionnels 9
  - Techniciens 7
  - Préposés aux renseignements 3
  - Soutien 3

  Total **23**

  - Fonctionnement 82 293 $
  - Subvention PANA 862 453 $
  - PAD 113 000 $
  - PRI 655 053 $
  - PRSOCA 88 356 $
  - PAIR 744 991 $
  -

  Total dépenses **2 546 146 $**

  - Directeur * 96 828 $

- **Immigration-Québec Direction régionale de la Montérégie**
  - Cadre 1
  - Professionnels 4
  - Techniciens 7
  - Préposés aux renseignements 1
  - Soutien 6

  Total **19**

  - Fonctionnement 12 164 $
  - Subvention PANA 1 120 488 $
  - PAD 33 300 $
  - PRI 225 051 $
  - PRSOCA 71 539 $
  - PAIR 212 426 $

  Total dépenses **1 674 968 $**

  - Directeur * 95 943 $

* Le salaire des dirigeants comprend aussi les primes.

- **Immigration-Québec Direction régionale de Laval, des Laurentides et de Lanaudière**
  - Cadre 1
  - Professionnels 6
  - Techniciens 6
  - Préposés aux renseignements 2
  - Soutien 4

  Total **19**

  - Fonctionnement 26 294 $
  - Subvention PANA 1 005 731 $
  - PAD 0 $
  - PRI 79 050 $
  - PRSOCA 44 785 $
  - PAIR 445 100 $

  Total dépenses **1 600 960 $**

  - Directeur * 133 603 $

- **Immigration-Québec Direction régionale de l'Estrie, de la Mauricie et du Centre-du-Québec**
  - Cadre 1
  - Professionnels 6
  - Techniciens 7
  - Préposés aux renseignements 1
  - Soutien 6

  Total **21**

  - Fonctionnement 35 026 $
  - Subvention PANA 1 009 235 $
  - PAD 30 000 $
  - PRI 258 581 $
  - PRSOCA 109 242 $
  - PAIR 685 962 $

  Total dépenses **2 128 046 $**

  - Directrice * 89 992 $

* Le salaire des dirigeants comprend aussi les primes.

- **Immigration-Québec Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec**
  - Cadre 1
  - Professionnels 4
  - Techniciens 4
  - Préposés aux renseignements 2
  - Soutien 2

  Total **13**

  - Fonctionnement 35 615 $
  - Subvention PANA 518 630 $
  - PAD 16 750 $
  - PRI 20 000 $
  - PRSOCA 46 025 $
  - PAIR 318 761 $

  Total dépenses **955 781 $**

  - Directrice * 85 141 $

- **Immigration-Québec TOTAL**
  - Cadre 11
  - Professionnels 57
  - Techniciens 49
  - Préposés aux renseignements 34
  - Soutien 32

  Total **183**

  - Fonctionnement 518 897 $
  - Subvention PANA 11 836 680 $
  - PAD 1 226 876 $
  - PRI 2 787 325 $
  - PRSOCA 978 766 $
  - PAIR 2 791 290 $

  Total dépenses **20 139 834 $**

  - Gestionnaires * 1 168 185 $

* Le salaire des dirigeants comprend aussi les primes.

QUESTION 32

LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES AFIN DE PROMOUVOIR L'ACCÈS À L'EMPLOI POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES EN RÉGION

Le Ministère a réalisé plusieurs mesures dont le Plan Pour enrichir le Québec : intégrer mieux, en **concertation** avec les ministères de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE), avec des organismes à but non lucratif et avec d'autres partenaires. Certaines vont faciliter et accélérer l'accès et l'intégration à l'emploi des personnes immigrantes.

PRINCIPALES ACTIONS ENTREPRISES EN RÉGION:

Le Ministère a entrepris les actions suivantes afin de promouvoir l'accès à l'emploi pour les personnes immigrantes en région:

- **Créer la Passerelle pour l'emploi en région :** Définir avec Emploi-Québec les mécanismes permettant d'arrimer l'offre et la demande, soit les emplois disponibles dans les régions, pour lesquels les employeurs éprouvent des difficultés de dotation, et les chercheurs d'emploi immigrants dans la région métropolitaine de Montréal. Des protocoles d'entente ont été signés avec 25 organismes au 31 mars 2011. La mesure *Passerelle pour l'emploi en région* a été mise en oeuvre le 8 novembre 2010 et a permis l'embauche de personnes immigrantes en Montérégie, dans les Laurentides et dans le Bas-Saint-Laurent.

- **Promouvoir les régions auprès des personnes immigrantes établies dans la région métropolitaine de Montréal:** Un prototype optimisé des séances de promotion sur *La vie et l'emploi en région* a été adapté aux spécificités de chacune des régions. 53 séances ont rejoint 1 380 personnes en 2010.

- **Rejoindre plus d'immigrants avec une formation enrichie sur les réalités du milieu de travail :** La formation *S'adapter au monde du travail québécois* a été développée et implantée à Montréal depuis le 25 mai 2009. Elle a rejoint 6 820 personnes entre le 1er avril 2010 et le 28 février 2011. Un contenu adapté aux spécificités régionales est offert dans quatre régions du Québec (Montréal, Laval-Laurentides-Lanaudière, Montérégie et Capitale-Nationale) depuis novembre 2010. Il le sera bientôt en Outaouais et en Estrie.

- **Soutien accru aux organismes d'accueil et d'intégration en emploi en région :** Plus de 5,6 M$ ont été accordés dans le cadre du PRI à des organismes à but non lucratif, à des CRÉ et à des municipalités pour le financement de projets visant à favoriser l'attraction et l'intégration en emploi des personnes immigrantes en région. Les subventions accordées aux organismes sans but lucratif totalisent plus de 1,6 M$, alors que celles attribuées aux CRÉ et aux municipalités s'élèvent à plus de 4 M$. Les projets financés en 2010-2011 ont permis l'établissement et l'intégration en emploi de quelques centaines de personnes immigrantes en région. Parmi celles-ci, un minimum de 285 ménages provenaient de la Région métropolitaine de Montréal et ont été accompagnées par des organismes montréalais financés dans le cadre du PRI.

QUESTION - RP33

NOMBRE D'IMMIGRANTS, VENTILÉ PAR LA PROVENANCE ET LA PROFESSION DEPUIS 2006-2007 EN POURCENTAGE

- Les données sur les admissions permanentes au Québec nous indiquent qu'en 2010, les professions projetées des personnes immigrantes se répartissent comme suit :

IMMIGRANTS ACTIFS[1], ADMIS AU QUÉBEC EN 2010*
SELON LE CONTINENT DE NAISSANCE
ET LA CATÉGORIE PROFESSIONNELLE PROJETÉE[2]

Catégorie professionnelle (CNP[3])	Afrique	Amérique	Asie	Europe	Océanie et autres	Total
En nombre						
Gestion	385	129	317	292	1	1 124
Affaires, finance et administration	1 715	450	475	732	1	3 373
Sciences naturelles et appliquées	2 051	620	930	754	5	4 360
Secteur de la santé	613	221	299	300	-	1 433
Sc. sociales, enseignement, admin. publique, religion	1 310	395	599	675	1	2 980
Arts, culture, sports et loisirs	152	181	163	290	1	787
Vente et services	714	236	565	507	4	2 026
Métiers, transport et machinerie	367	89	110	211	-	777
Secteur primaire	34	7	26	13	-	80
Transformation, fabrication, services d'utilité publique	162	8	22	43	-	235
Entrepreneurs et investisseurs	87	8	537	31	1	664
Nouveaux travailleurs	3 432	4 232	3 316	1 673	24	12 677
Travailleurs non classés ailleurs	858	408	418	388	2	2 074
Total	11 880	6 984	7 777	5 909	40	32 590
En pourcentage						
Gestion	3,2	1,8	4,1	4,9	2,5	3,4
Affaires, finance et administration	14,4	6,4	6,1	12,4	2,5	10,3
Sciences naturelles et appliquées	17,3	8,9	12,0	12,8	12,5	13,4
Secteur de la santé	5,2	3,2	3,8	5,1	-	4,4
Sc. sociales, enseignement, admin. publique, religion	11,0	5,7	7,7	11,4	2,5	9,1
Arts, culture, sports et loisirs	1,3	2,6	2,1	4,9	2,5	2,4
Vente et services	6,0	3,4	7,3	8,6	10,0	6,2
Métiers, transport et machinerie	3,1	1,3	1,4	3,6	-	2,4
Secteur primaire	0,3	0,1	0,3	0,2	-	0,2
Transformation, fabrication, services d'utilité publique	1,4	0,1	0,3	0,7	-	0,7
Entrepreneurs et investisseurs	0,7	0,1	6,9	0,5	2,5	2,0
Nouveaux travailleurs	28,9	60,6	42,6	28,3	60,0	38,9
Travailleurs non classés ailleurs	7,2	5,8	5,4	6,6	5,0	6,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Les données sont préliminaires pour 2010.
1. Personnes immigrantes âgées de 15 ans et plus comptant se joindre à la population active.
2. Profession déclarée par le candidat lors de la sélection ou de l'admission.
3. CNP : Classification nationale des professions.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION - RP34

VENTILATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER PAR PAYS, PAR LANGUE D'ORIGINE EN 2008, 2009 ET 2010 ET PRÉVISIONS POUR 2011

Note :
Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER* ET ADMIS AU QUÉBEC EN 2010** (PRINCIPAUX PAYS ET PRINCIPALES LANGUES MATERNELLES)

Pays de naissance	n
Bhoutan	401
Iraq	343
Afghanistan	311
Colombie	297
Népal	231
Rép. dém. du Congo	206
Pakistan	48
Burundi	38
Ouzbékistan	37
Érythrée	23
Autres pays	279
Total	2 214

Langue maternelle	n
Népalais	631
Arabe	364
Dari[1]	350
Espagnol	321
Swahili[2]	101
Français	52
Lingala[3]	40
Uzbek	39
Tigrigna[4]	31
Kirundi[5]	28
Autres	257
Total	2 214

* Les réfugiés sélectionnés comprennent les réfugiés pris en charge par le gouvernement, parrainés ou autonomes financièrement. Il ne s'agit donc pas de l'ensemble des réfugiés.
** Les données sont préliminaires pour 2010.

1. Cette langue est parlée notamment par des réfugiés nés en Afghanistan ou au Pakistan.
2. Ces langues sont parlées par des réfugiés nés au Burundi, au Congo, en République démocratique du Congo ou au Rwanda.
3. Cette langue est parlée par des réfugiés nés en République démocratique du Congo.
4. Cette langue est parlée principalement par des réfugiés nés en Érythrée.
5. Cette langue est parlée par des réfugiés nés au Burundi.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION 35

TEMPS D'ATTENTE MOYEN POUR CHAQUE RÉFUGIÉ SELON LA PROVENANCE ET LE NOMBRE TOTAL DE RÉFUGIÉS POUR 2008, 2009, 2010 ET PRÉVISIONS POUR 2011

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

TEMPS D'ATTENTE

Les renseignements concernant les délais de traitement pour la reconnaissance du statut de réfugié à l'étranger relèvent du gouvernement canadien.

Lorsque le Ministère reçoit pour sélection les dossiers des personnes reconnues réfugiées par le bureau canadien des visas à l'étranger, ces demandes sont traitées dans un délai de deux à cinq jours.

NOMBRE TOTAL DE RÉFUGIÉS ADMIS AU QUÉBEC EN 2010

Par type de réfugiés

Année	Réfugiés pris en charge par l'État	Réfugiés parrainés	Total réfugiés admis
2010	1 732	482	2 214

QUESTION 36

ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES SPÉCIFIQUES AUX BESOINS DES QUÉBÉCOIS ORIGINAIRES DU MAGHREB.

ANCIENNE TABLE DE TRAVAIL MAGHREB DU MICC

État d'avancement de la mise en œuvre des mesures spécifiques aux besoins des Québécois originaires du Maghreb

- Le Ministère a annoncé en mars 2008 des mesures qui visent à répondre aux difficultés d'insertion socioprofessionnelle, des personnes immigrantes, en particulier des Québécois d'origine maghrébine.

  En 2009, ces mesures pour soutenir les personnes issues du Maghreb se sont traduites en action, notamment par :

  - L'offre d'une nouvelle formation à l'intention des nouveaux arrivants francophones sur les réalités du milieu du travail. Intitulée *S'adapter au monde du travail québécois*, cette formation traite, entre autres, des conduites culturelles en emploi et du fonctionnement des entreprises québécoises. Depuis cette formation a été enrichie pour y intégrer la séance *Vivre ensemble au Québec* laquelle porte sur les valeurs communes de la société québécoise. Cette formation attire bon nombre de Maghrébins.

- Entre le 1er avril 2010 et le 28 février 2011, sur 6820 personnes présentes, dans les sessions d'adaptation au marché du travail québécois, offertes dans quatre régions du Québec (Montréal, Laval, Montérégie, Capitale-Nationale), environ la moitié était d'origine maghrébine.

- L'accompagnement personnalisé et soutenu des nouveaux arrivants dans leurs démarches vers l'emploi qui vivent des difficultés d'intégration en emploi. Cet accompagnement d'une durée de six mois qui est offert par des ressources externes d'Emploi-Québec assure à ces nouveaux arrivants un accompagnement jusqu'à leur intégration en emploi (*Pour enrichir le Québec – Intégrer mieux*, mesure 2.3). Un total de 1989 nouveaux arrivants, dont 958 d'origine maghrébine, ont débuté leur accompagnement entre le 1er novembre 2008 et le 30 juin 2010. Des 3353 personnes qui ont commencé leur participation à la mesure, 1531 soient 46 % originaires du Maghreb ont réussi à obtenir un emploi à la suite de leur participation.

- L'élaboration d'une offre de service intégrée à l'intention des employeurs en matière de gestion de la diversité qui sensibilise les employeurs à l'apport de la diversité à l'essor du Québec. Elle inclut une trousse en ligne Diversité + en gestion de la diversité, un recueil de mesures, programmes et services ainsi qu'un répertoire de ressources.

- De plus, les projets réalisés dans le cadre de Défi Montréal (*Pour enrichir le Québec – Intégrer mieux*, mesure 3.3) annoncés le 5 avril 2009, visent à favoriser l'insertion professionnelle des Montréalaises et des Montréalais issus de l'immigration, notamment pour les femmes immigrantes, les personnes issues de l'immigration, plus particulièrement les personnes d'origine maghrébine, ainsi que les minorités visibles.

- Une première vague de 9 projets a été réalisée en 2009-2010. Par la suite, 10 nouveaux projets ont été retenus et annoncés en mai 2010 pour la deuxième vague de Défi Montréal. Ces projets vont permettre de rejoindre 2200 chercheurs d'emploi et 1120 employeurs et de mettre en emploi ou en cheminement vers l'emploi plus de 600 participants, particulièrement pour les trois groupes qui font face à des difficultés accrues d'accès à l'emploi : les femmes immigrantes, les personnes d'origine maghrébine et les personnes des minorités visibles. Un appel de projet pour la troisième vague est

présentement en cours et les projets retenus seront annoncés au cours du mois de mars 2011.

- Plus spécifiquement le projet réalisé conjointement par Espace féminin arabe et le Réseau des femmes d'affaires du Québec, *Vers l'emploi, mentorat pour les femmes arabes et maghrébines en recherche d'emploi*, favorise la mise en valeur des compétences (attitudes et comportements), de connaissances (marché du travail québécois) ainsi que l'établissement des réseaux entre les femmes de toutes origines et les femmes d'origine arabe et maghrébine nouvellement arrivées au Québec, afin de favoriser leur insertion professionnelle.

- Par ailleurs, les mesures et les moyens d'action qui accompagnent la Politique gouvernementale pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec, *La diversité : une valeur ajoutée,* visent les Québécoises et Québécois de toutes origines. À ce titre, les personnes d'origine maghrébine sont incluses dans cette démarche et plusieurs des moyens d'action prévus pour lutter contre le racisme et la discrimination bénéficieront à ces dernières.

- Une entente a été signée le 26 mars 2010 entre le Ministère et les représentants du Projet *Leaders diversité*. Les représentants du projet, se sont engagés à rejoindre 150 personnes accompagnées sur deux ans dont la majorité réside à l'extérieur de Montréal. Le Ministère leur a demandé de mettre l'accent sur des clientèles vulnérables dont les Maghrébins.

- Je porte à votre attention qu'en ce qui concerne la participation au Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME), les pourcentages des participants PRIIME pour 2010-2011[1], indiquent que les personnes dont la région d'origine est l'Afrique du Nord sont celles qui y participent le plus dans une proportion de 26,1 %, comparativement aux personnes originaires d'Amérique du Sud (22,4 %) et d'Europe de l'Est (10,9 %).

Ancienne Table de travail Maghreb du MICC

- Le Ministère ayant mis en place de nouvelles façons de faire pour travailler avec les communautés culturelles, ce sont dorénavant les services Immigration-Québec (SIQ) qui sont la porte d'entrée des services ministériels auprès des différentes clientèles du Ministère y compris pour les représentants des communautés culturelles qui participent aux travaux des comités des partenaires des SIQ. Ainsi, la Table de travail Maghreb ayant été dissoute à l'automne 2008, la liste des membres est caduque.

[1] Direction de la statistique (DS) du MESS (Profils des caractéristiques – PRIIME), 26 octobre 2010.

QUESTION 37

ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION

Rappel des faits

La politique gouvernementale et le plan d'action 2008-2013 *La diversité : une valeur ajoutée* ont été rendus publics le 29 octobre 2008. Ces actions font suite à la consultation publique tenue à l'automne 2006.

Leur objectif est de favoriser la participation de tous à la société québécoise en soutenant les efforts sur le plan de l'égalité et de la lutte contre la discrimination. La politique et le plan d'action s'ajoutent aux mesures pour renforcer l'action du Québec en matière de francisation et d'intégration en emploi des immigrants, annoncées en mars 2008, ainsi qu'aux mesures pour affirmer les valeurs communes de la société québécoise, dévoilées le 29 octobre 2008.

La politique comprend trois grandes orientations :

- Reconnaître et contrer les préjugés et la discrimination
- Renouveler les pratiques
- Coordonner les efforts

Elle est accompagnée d'un plan d'action comprenant 21 mesures et impliquant la participation de l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux.

Étapes franchies

- Mise en place des principales instances de gouvernance, soit le forum sous-ministériel, le comité interministériel et le comité d'évaluation, responsables de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du plan d'action.
- Mise en œuvre progressive du plan d'action, alors que 75 % des actions prévues sont déjà réalisées ou en voie de réalisation.
- Bilan 2009-2010, faisant état notamment :
  - d'une deuxième campagne de promotion de l'apport de l'immigration (MICC);
  - diffusion en neuf langues du Guide *À parts égales, à part entière – L'égalité entre les femmes et les hommes au Québec* (MCCCF);
  - de l'élaboration d'un cadre de référence sur la gestion de la diversité ethnoculturelle à l'intention du personnel des ministères qui offrent des services aux entreprises et des sessions de formation sur les enjeux culturels en emploi ont été offertes à près de 1 000 conseillers des services aux entreprises et agents d'aide à l'emploi d'Emploi-Québec (MICC/MESS/MDEIE);
  - de soutien aux entreprises grâce à divers outils en matière de gestion de la diversité, notamment un module Management et ressources humaines de la Trousse de l'entreprise et un recueil des mesures et services en gestion de la diversité offerts par le gouvernement (MICC/MESS/MDEIE);
  - de soutien aux leaders économiques qui travaillent à la création de milieux de travail ouverts et inclusifs pour tout le Québec, au sein de Leaders Diversité ou d'autres projets, comme Alliés, en œuvre sur le territoire de Montréal;
  - d'ententes structurantes par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, afin de soutenir les organismes communautaires et les municipalités qui font la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes auprès des personnes immigrantes et des communautés culturelles grâce aux programmes *Placer l'égalité au cœur de la diversité* et *Partager une culture égalitaire*;
  - publication des principaux résultats dans les rapports annuels de gestion des ministères et organismes concernés.
- Réalisation d'un tableau de bord, afin de documenter les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mesures du plan d'action

Étapes à venir

- Élaboration de nouveaux indicateurs en vue de documenter les premiers effets du plan d'action
- Production des données nécessaires à l'évaluation des impacts du plan d'action ainsi que l'évaluation elle-même.
- Exploration des avenues possibles en vue d'accroître la recherche sur les diverses problématiques.

QUESTION 38

Liste des actions entreprises en 2010-2011
Relativement à l'encadrement des activités des consultants en immigration

- Le Règlement sur les consultants en immigration et le Règlement modifiant le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers ont été édictés le 7 juillet 2010. Le Règlement sur les consultants en immigration est entré en vigueur le 4 novembre 2010.

- Le Règlement sur les consultants en immigration exige des consultants, pour être reconnus :

  - qu'ils soient immatriculés au registre québécois des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales;
  - qu'ils soient membres d'un organisme désigné comme représentant autorisé (actuellement, il s'agit de la SCCI);
  - qu'ils n'aient pas communiqué ou contribué à ce que soit communiqué au ministre, à un enquêteur ou à un vérificateur un renseignement qu'ils savaient ou auraient dû savoir faux ou trompeur, ni commis une infraction à la Loi sur l'immigration au Québec ou à ses règlements au cours des trois années précédant sa demande de reconnaissance;
  - qu'ils réussissent l'examen du MICC sur les règles québécoises en matière d'immigration;
  - qu'ils démontrent leur connaissance du français appropriée à l'exercice de leur activité;

- À ces exigences s'ajoutent les obligations des consultants reconnus soient :

  - qu'ils obtiennent un mandat écrit de la personne qui recourt à leurs services;
  - qu'ils attestent par écrit, qu'ils ont pris les moyens pour s'assurer de l'authenticité des documents et des renseignements communiqués à l'appui de la demande de la personne qu'ils représentent;
  - qu'ils avisent la ministre de tout changement d'adresse de leur établissement au Québec dans les 30 jours suivant le changement;
  - qu'ils ne fassent aucune représentation fausse ou trompeuse notamment quant à leur niveau de compétence ou quant à l'étendue ou l'efficacité de leurs services et de ceux généralement assurés par les consultants en immigration.

- Le 2 février 2011, le Règlement modifiant le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers est entré en vigueur instituant la déclaration obligatoire pour le candidat à l'immigration. Ce dernier doit identifier le consultant qui le conseille, l'assiste ou le représente dans le traitement de sa demande.

- Le MICC s'assure de l'application de la réglementation sur les consultants en immigration. Il procède à la reconnaissance des consultants en immigration qui agissent au nom d'une personne qui présente une demande auprès des services d'immigration du MICC d'une part et gère les différentes actions prises en regard du Registre québécois des consultants en immigration reconnus ou dont la reconnaissance est annulée, suspendue ou révoquée d'autre part.

- Des sanctions pénales sont prévues allant jusqu'à la révocation de la reconnaissance pour les consultants qui auraient contribué à ce que des documents faux ou trompeurs soient soumis. La Loi sur l'immigration au Québec permet de poursuivre les consultants qui agiraient sans être reconnus par la ministre.

- Le Registre des consultants en immigration reconnus ou dont la reconnaissance est suspendue ou révoquée est publié depuis le 2 février 2011 et mis à jour sur une base régulière.

- Le MICC a reçu 434 demandes de reconnaissance. À ce jour, 394 consultants ont été reconnus et inscrits au registre québécois des consultants en immigration.

- Un premier examen de connaissance sur les règles québécoises en matière d'immigration est prévu le 30 avril.

- Des modifications ont été annoncées par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) à propos de la désignation d'un nouvel organisme, le Conseil de réglementation des consultants en immigration du Canada (CRCIC) en remplacement de la SCCI.

- Le processus de modification du Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés est en cours. Il est prévu que CRCIC commence ses activités à l'été 2011 soit après l'entrée en vigueur du règlement.

- Le Règlement québécois sur l'encadrement des consultants en immigration n'a pas besoin d'être homologué. Il est prévu que la ministre reconnaît à titre de consultante en immigration une personne qui est membre en règle d'un organisme désigné comme représentant autorisé en vertu du Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés.

QUESTION 39

SUIVI DÉTAILLÉ DES TRAVAUX DU MICC EN 2010-2011 POUR LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES ACQUISES À L'ÉTRANGER PAR LES PERSONNES IMMIGRANTES

Note : Les données pour les années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles des années antérieures.

Le Ministère et ses partenaires mettent en œuvre des projets visant à faciliter l'accès des personnes immigrantes aux professions régies par les ordres professionnels. Ces actions, réalisées par le Ministère ou avec son soutien financier, visent à mieux informer les personnes immigrantes, à mieux reconnaître leurs acquis et à améliorer leur accès à la formation d'appoint. Au cours des dernières années, le Ministère a signé une trentaine d'ententes avec des ordres professionnels pour mettre en œuvre des projets visant ces objectifs.

Les projets approuvés en 2010-2011 pour faciliter l'accès aux professions régies par les ordres professionnels

- L'Ordre des **dentistes** du Québec a offert, pour une quatrième année, un atelier d'une journée préparatoire à l'examen pratique exigé en vue de la reconnaissance de l'équivalence de la formation des dentistes formés à l'étranger. Les candidats peuvent ainsi se familiariser avec le format des différentes composantes de l'examen et à la pratique de la dentisterie au Québec.

- L'Ordre des **géologues** du Québec élabore un référentiel des compétences requises en vue de l'exercice de la profession de géologue au Québec et des outils d'évaluation et de reconnaissance des compétences des personnes formées à l'étranger. Une grille d'autoévaluation permettra à ces dernières d'établir le bilan de leurs compétences. Un examen vise à évaluer plus efficacement et de façon uniforme leur formation et leur expérience.

- L'Ordre des **psychologues** du Québec élabore un référentiel d'activités professionnelles en vue de l'exercice de la profession de psychologue au Québec et des outils d'évaluation et de reconnaissance des compétences des personnes formées à l'étranger. Un questionnaire d'autoévaluation permettra à ces personnes d'établir la concordance entre leur formation et leur expérience et les exigences au Québec. Un outil permettra d'évaluer les compétences acquises par l'expérience de travail et un autre vise à évaluer les compétences acquises au cours des stages exigés en vue de l'obtention du permis d'exercice.

- L'Université de Montréal a offert, pour une deuxième année, une journée d'information sur l'admission en résidence organisée à l'intention des médecins diplômés hors du Canada et des États-Unis titulaires d'un diplôme reconnu équivalent par le Collège des **médecins** du Québec et admissibles à déposer des demandes d'inscription pour l'année académique 2011-2012. Cette journée visait à permettre aux participants de mieux connaître les programmes de formation médicale postdoctorale, comprendre le processus d'admission en résidence et le fonctionnement du Service canadien de jumelage des résidents (CaRMS), savoir bien préparer et présenter sa candidature et connaître le processus et le déroulement des entrevues. Le ministère de la Santé et des Services sociaux a également contribué à la réalisation de cette journée.

Le projet IPOP pour l'Intégration en emploi de Personnes formées à l'étranger référées par un Ordre Professionnel

- Le projet IPOP vise à faciliter l'intégration professionnelle de personnes formées à l'étranger titulaires d'une autorisation d'exercice d'un ordre professionnel, notamment en offrant une subvention salariale à l'employeur. Ce projet permet au participant d'acquérir une première expérience de travail au Québec dans sa profession. À ce jour, 14 ordres professionnels ont signé des ententes pour participer au projet IPOP.

Le Service d'information sur les professions et métiers réglementés

- Le Service d'information sur les professions et métiers réglementés (SIPMR) a été mis en place en septembre 2002. En 2005, le mandat de ce service, qui ne touchait que les professions régies par les ordres professionnels, a été élargi et couvre maintenant les autres professions et métiers réglementés. Nombre de clients reçus et aidés par le SIPMR du 1er avril 2010 au 28 février 2011 : 1446 personnes.

L'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec

- Du 1er avril 2010 au 31 mars 2011, le Ministère a délivré 23 918 évaluations comparatives à des personnes diplômées hors du Québec, ayant pour la plupart l'intention d'utiliser ce document pour se trouver un emploi.

L'Entente France-Québec en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles

- Signée en octobre 2008, l'Entente France-Québec est une entente de portée générale qui permet aux organismes de réglementation compétents (ordres professionnels, ministères ou autres) de conclure des arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM). Ces ARM établissent les conditions liées à l'obtention d'autorisation d'exercice d'une profession ou d'un métier réglementés au Québec et en France.

- L'Entente s'applique à l'ensemble des professions et des métiers réglementés en France et au Québec. Elle vise les personnes ayant obtenu leur titre de formation et leur aptitude légale d'exercer en France ou au Québec.

- Au 31 mars 2010, 68 professions et métiers étaient couverts par des ARM. D'autres organismes de réglementation de professions et de métiers sont en pourparler en vue d'en conclure.

QUESTION 40

NOMBRE DE DÉLIVRANCE D'ÉVALUATIONS COMPARATIVES DES ÉTUDES EFFECTUÉES HORS DU QUÉBEC EN 2008, 2009 ET 2010

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

- L'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec figure parmi les outils dont dispose le Ministère pour soutenir les immigrants dans leur intégration professionnelle.

- L'Évaluation comparative permet aux employeurs, aux établissements d'enseignement et aux organismes de réglementation des professions et des métiers d'obtenir une comparaison générale des études faites hors du Québec avec le système scolaire québécois. Les documents scolaires présentés pour évaluation au Ministère proviennent de plus de 200 systèmes éducatifs. Ces documents scolaires ont été délivrés au cours des 30 dernières années et dans certains cas même, depuis plus longtemps.

Du 1er avril 2010 au 31 mars 2011 :

Demandes reçues	Évaluation délivrées	Demandes traitées (finalisées)
21 134	23 918	24 363

QUESTION 41

BILAN DES TRAVAUX RÉALISÉS EN MARGE DE L'ENTENTE ENTRE LE QUÉBEC ET LA FRANCE EN MATIÈRE DE RECONNAISSANCE MUTUELLE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

- Signée en octobre 2008, l'Entente France-Québec est une entente de portée générale qui permet aux organismes de réglementation compétents (ordres professionnels, ministères ou autres) de conclure des arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM). Ces ARM établissent les conditions liées à l'obtention d'autorisation d'exercice d'une profession ou d'un métier réglementés au Québec et en France.

- L'Entente s'applique à l'ensemble des professions et des métiers réglementés en France et au Québec. Elle vise les personnes ayant obtenu leur titre de formation et leur aptitude légale d'exercer en France ou au Québec.

- Au 31 mars 2011, 68 professions et métiers étaient couverts par des ARM.

- Au 31 mars 2011, les ARM visant 9 professions, les métiers de la construction et les qualifications professionnelles réglementées par Emploi-Québec (sauf pour celles dans le domaine de l'eau potable) étaient en vigueur. L'entrée en vigueur des ARM visant les autres professions et métiers se fera graduellement au cours des prochains mois, après approbation de la réglementation applicable.

- D'autres organismes de réglementation de professions et de métiers sont en pourparler en vue de conclure des ARM.

- Le Ministère a ajouté une section à son site Internet pour offrir de l'information aux candidats à l'immigration qui souhaitent se prévaloir de l'entente.

- L'Entente prévoit aussi la création d'un Comité bilatéral ayant pour mandat d'assurer un suivi de la mise en œuvre de l'Entente, ainsi que l'évaluation des flux migratoires induits par la mise en œuvre des ARM. Ce comité est coprésidé par le ministre des Relations internationales du Québec et par le Secrétaire d'État français chargé de la coopération. Une première réunion du Comité s'est tenue le 27 avril 2009 et une seconde a eu lieu le 3 juin 2010. La prochaine rencontre est prévue pour juin 2011.

- Le Comité bilatéral a formé un groupe de travail chargé d'évaluer l'impact de la mise en œuvre des ARM qui en découlent sur les mouvements migratoires entre le Québec et la France. À cette fin, le groupe de travail doit :
  - ✓ élaborer une méthodologie permettant de situer les mouvements migratoires attribuables à l'Entente France-Québec en regard de l'ensemble des mouvements migratoires entre le Québec et la France;
  - ✓ s'assurer de l'application de cette méthodologie;
  - ✓ déposer annuellement un rapport au Comité bilatéral présentant une évaluation et une interprétation des résultats.

- Ce groupe de travail est coprésidé par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et l'Office français de l'immigration et de l'intégration. Ses travaux ont débuté en octobre 2010.

- Par ailleurs, une nouvelle entente en matière d'immigration a été signée le 26 novembre 2010 entre la France et la Québec. Cette entente, qui remplace une entente signée en 1989, favorisera la création d'un espace de mobilité et soutiendra l'intégration professionnelle des travailleurs migrants. Le Québec et la France conviennent ainsi de coopérer afin de faciliter l'entrée, le séjour et l'obtention d'autorisation de travail sur leur territoire respectif. Cette nouvelle entente porte également sur l'accès à l'emploi, sur les dispositifs d'accueil et d'intégration, ainsi que sur les modalités de recherche d'emploi. Elle vise plusieurs catégories de personnes dont les travailleurs qualifiés, les stagiaires,

les volontaires internationaux en entreprise et les bénéficiaires du programme Expérience internationale Canada. Elle vise également les Québécois qui souhaitent travailler en France. Une Commission mixte sera formée et sera chargée de l'application et du suivi de l'Entente. Le protocole d'application pour la mise en œuvre de l'Entente est présentement en cours de négociation.

QUESTION - RP42

COPIE DES ENTENTES EN 2010-2011
DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE FRANCISATION DES MILIEUX DE TRAVAIL

Voir ententes ci-jointes.

QUESTION 43

DÉTAIL DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX ENTRE LE MICC ET LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE DES RÉGIONS POUR LA PROMOTION ET LE RECRUTEMENT DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DEPUIS 2003.

- Depuis l'automne 2010, Cégep international est le représentant des 19 cégeps pour la préparation des candidats dans les lycées de l'Île de la Réunion afin de leur faire connaître les prospectus d'emploi au Québec en lien avec la liste des formations privilégiées 12-16.

- Les services régionaux d'admission au collégial de Québec, Montréal et du Saguenay-Lac-Saint-Jean représente les cégeps lors de la mission de recrutement des étudiants de novembre.

- Cette approche a permis de réduire les coûts afférents de l'ordre de 75%.

QUESTION 44

CONCERNANT LE NOUVEAU PROGRAMME DE L'EXPÉRIENCE QUÉBÉCOISE VISANT À FACILITER L'ACCÈS À LA RÉSIDENCE PERMANENTE AUX TRAVAILLEURS TEMPORAIRES SPÉCIALISÉS ET AUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DIPLÔMÉS DU QUÉBEC : LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES EN 2010-2011 ET PRÉVISIONS POUR 2011-2012, VENTILATION DES CRÉDITS ALLOUÉS EN 2010-2011 ET PRÉVISIONS POUR 2011-2012

Liste des actions entreprises en 2010-2011

- Distribution du dépliant promotionnel du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) dans les universités et établissements collégiaux du Québec, dans les commissions scolaires de Montréal, aux kiosques des universités et collèges lors d'événements (Journées portes ouvertes, semaine interculturelle, etc.);

- Distribution du dépliant par notre partenaire « Les Offices jeunesse internationaux du Québec (Lojiq) » lors de leurs séances d'information et événements à l'étranger pour l'attraction des étudiants étrangers au Québec;

- Envois massifs du courriel PEQ vers les adresses courriels des étudiants étrangers recensées lors de séances d'information dans les universités montréalaises et dans les établissements scolaires en région et des adresses recensées suite aux inscriptions des étudiants étrangers sur le site Immigration Québec;
- Promotion de la résidence permanente, notamment à partir du programme du PEQ, auprès des travailleurs temporaires spécialisés via le contrat conclu entre Montréal International et le MICC;

- Soirée d'accueil d'étudiants étrangers, à l'automne 2010, à la CRÉ de Montréal visant notamment la promotion de la résidence permanente via le PEQ;

- Pour la période du 1er avril 2010 au 28 mars 2011, le MICC a délivré 775 CSQ PEQ à des étudiants étrangers diplômés du Québec et 1 503 à des travailleurs temporaires spécialisés pour un total de 2 278 CSQ.

Ventilation des crédits alloués en 2010-2011

Activité	Dépenses[1]
Entente entre Montréal International et le MICC : portion promotion du passage du statut de temporaire à permanent notamment via le programme PEQ	377 388 $
Soirée d'accueil d'étudiants étrangers, à l'automne 2010, à la CRÉ de Montréal	3 000 $
TOTAL	**380 388 $**

[1] Dépenses estimées au 31 mars

QUESTION 45

CONCERNANT LE NOUVEAU PROJET IPOP POUR L'INTÉGRATION EN EMPLOI DE PERSONNES FORMÉES À L'ÉTRANGER RÉFÉRÉES PAR UN ORDRE PROFESSIONNEL : LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES EN 2010-2011 ET NOMBRE DE PERSONNES QUI ONT OBTENU EN 2010-2011 UN EMPLOI AU QUÉBEC DANS LEUR PROFESSION, DANS LE CADRE DE CE PROJET.

Le projet IPOP pour l'Intégration en emploi de Personnes formées à l'étranger référées par un Ordre Professionnel s'adresse aux personnes formées à l'étranger qui souhaitent exercer au Québec une profession régie par un ordre professionnel. Pour y participer, les personnes doivent être titulaires d'une autorisation légale d'exercice au Québec et être référées par leur ordre professionnel. Le projet IPOP vise à faciliter l'obtention d'un premier emploi au Québec dans leur profession.

Pour faciliter l'embauche et l'intégration en emploi, le projet IPOP offre à l'employeur une subvention salariale de 50 % du salaire brut de la personne jusqu'à concurrence du salaire minimum, pour une période de 30 semaines et une aide supplémentaire de 1 500 $ pour l'accompagnement de la personne embauchée.

Le projet IPOP est offert par Emploi-Québec en collaboration avec le Ministère et les ordres professionnels. Il a été annoncé le 15 décembre 2009 par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles.

- En date du 31 mars 2011, quatorze ordres professionnels ont signé des ententes pour faciliter l'acquisition d'une première expérience de travail pour les professions de :
  - agronome et candidat à la profession d'agronome;
  - architecte et stagiaire en architecture;
  - avocat (permis régulier et restrictif temporaire), stagiaire en droit, conseiller juridique d'entreprise, conseiller juridique étranger;
  - chimiste;
  - comptable agréé (CA) et candidat à l'exercice de la profession de CA;
  - comptable en management accrédité (CMA) et candidat à l'exercice de la profession de CMA;
  - dentiste;
  - géologue et géologue stagiaire;
  - hygiéniste dentaire;
  - ingénieur et ingénieur junior;
  - psychologue;
  - technicien dentaire;
  - technologue professionnel;
  - travailleur social et thérapeute conjugal et familial.
- D'autres ententes pourraient être signées au cours des prochains mois.
- Selon des données non définitives d'Emploi-Québec en date du 25 mars 2011, 21 personnes formées à l'étranger auraient obtenu un emploi au Québec dans leur profession dans le cadre du projet IPOP. Les dépenses prévues à cette date représenteraient un montant de 176 449 $.

QUESTION 46

LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES EN 2009-2010 ET 2010-2011 CONCERNANT LE PROGRAMME SPÉCIAL DE PARRAINAGE HUMANITAIRE POUR HAÏTI

- Entre le 18 janvier et le 8 avril 2010, le Ministère et ses partenaires ont offert un service d'accueil et d'accompagnement à l'aéroport, dans trois centres d'aide multiservice de Montréal ainsi qu'à Laval et à Longueuil.

- Le 3 février 2010, le gouvernement a annoncé la mise en œuvre d'un Programme spécial de parrainage humanitaire (PSPH) et indiqué que le Québec pourrait accueillir 3 000 personnes dans le cadre de ce programme.

- Le programme donne aux résidants du Québec la possibilité de parrainer leurs frères, sœurs, demi-frères, demi-sœurs adultes ainsi que leurs enfants non à charge de 22 ans et plus gravement et personnellement affectés par le séisme, ainsi que les membres de leur famille. Les règles de parrainage ont aussi été assouplies pour permettre le partage de la responsabilité financière avec un cogarant.

Diffusion de l'information sur le PSPH

- Mise en ligne, le 3 février 2010, d'une section spéciale sur les objectifs et les modalités du programme dans le site Web du Ministère incluant des questions/réponses ainsi qu'un calculateur de revenus afin de permettre aux garants d'évaluer si, avec l'aide d'un cogarant, ils avaient les ressources financières nécessaires pour parrainer.

- Entrée en vigueur, le 17 février 2010, du règlement modifié et mise à la disposition du public, en format papier et en version électronique, des formulaires à remplir pour déposer une demande dans le cadre du Programme spécial de parrainage humanitaire. Près de 10 000 formulaires ont été distribués.

Traitement des demandes

- Recrutement de personnel supplémentaire afin de traiter les demandes de parrainage humanitaire. Ces personnes sont entrées en fonction le 5 avril 2010.

- Ayant reçu un nombre suffisant de demandes permettant d'atteindre les objectifs annoncés, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) a mis fin au programme le 21 juillet 2010.

- Au total, le MICC a reçu 4 361 demandes visant 8 983 personnes.

- Compte tenu de l'inadmissibilité de certaines demandes (liens de parenté non prévus au programme), des taux de refus et de la déperdition normale que l'on retrouve dans tous les programmes d'immigration, le Ministère estime que le Québec pourrait potentiellement accueillir entre 4 000 et 5 000 personnes dans le cadre de ce programme spécial.

- Compte tenu du succès du programme qui a généré un nombre élevé de demandes, le traitement de tous les dossiers se poursuivra en 2011. Au 31 mars 2011, 3 694 certificats de sélection du Québec (CSQ) avaient été délivrés.

- De plus, il a été convenu que le Québec et le Canada uniraient leurs efforts pour accélérer l'arrivée de ressortissants haïtiens parrainés par des résidants du Québec, dans la catégorie du regroupement familial.

- Entre le 12 janvier 2010 et le 31 mars 2011, le Ministère a délivré 2 824 CSQ à des personnes parrainées (regroupement familial régulier). Au total, si on ajoute les CSQ délivrés dans le cadre du PSPH, cela représente, à ce jour, 6 518 CSQ.

- Toutes ces personnes ne sont pas encore au Québec, elles doivent satisfaire aux exigences fédérales afin d'obtenir un visa d'entrée au Canada puis la résidence permanente.

- De janvier 2010 à la fin de février 2011, le Québec a accueilli 4 261 Haïtiens (toutes catégories d'immigration confondues).

- Par ailleurs, à la suite des rencontres avec la communauté haïtienne de Montréal, la ministre a fait écho à leurs préoccupations et est intervenue afin que le gouvernement fédéral continue d'accorder un permis de travail et une couverture de santé aux ressortissants haïtiens qui séjournent temporairement au Québec. Le 18 janvier 2011, CIC a annoncé que les personnes en cause pourraient continuer à obtenir un permis de travail et de bénéficier d'une couverture fédérale de santé.

Mesures d'accueil et d'intégration

- Présentation des différentes mesures à la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI), le 11 février 2010, en collaboration avec Citoyenneté et Immigration Canada (CIC).

- Cinq organismes communautaires spécialisés dans l'accueil et l'accompagnement sont mandatés pour soutenir les personnes qui souhaitent se prévaloir du Programme de parrainage humanitaire et 250 000 $ leur sont alloués à cette fin. Les organismes financés sont : à Montréal (Centre d'action bénévole de Montréal-Nord, Maison d'Haïti, Service d'aide et de liaison La Maisonnée), à Laval (Carrefour d'intercultures de Laval) et à Longueuil (Carrefour Le Moutier).

- En raison du profil socioéconomique et la situation de vulnérabilité d'un certain nombre de personnes, des services supplémentaires d'adaptation au marché du travail ont été financés dans le cadre du PANA. Les services d'adaptation au marché du travail ont été ajoutés dans sept organismes de Montréal, Laval et Longueuil (300 000$). Les personnes parrainées peuvent bénéficier de la session collective de formation *S'adapter au monde du travail québécois/Vivre ensemble au Québec* (AMTQ/VEQ) et de rencontres d'accompagnement personnalisées.

- Le Ministère a versé un montant de 350 000 $ à la Ville de Montréal, pour l'année 2010-2011, en vue de mettre sur pied des services de liaison interculturels et intercommunautaires visant à favoriser l'intégration sociale des personnes d'origine haïtienne qui viendront s'y établir en vertu du Programme spécial de parrainage humanitaire. Les arrondissements de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, Montréal-Nord et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles ont été ciblés pour offrir ces nouveaux services.

- Un montant de 145 000 $ a également été versé à la Ville de Montréal pour l'année 2010-2011 afin de développer des projets visant les personnes de la communauté haïtienne.

- Le Carrefour d'intercultures de Laval a reçu du Ministère un montant de 50 000 $ afin de mettre en place des services de proximité visant à faciliter l'intégration des personnes parrainées haïtiennes à la société québécoise.

- Un comité a été mandaté pour veiller à ce que les personnes qui seront accueillies en vertu du PSPH puissent bénéficier de services adaptés à leur situation afin qu'elles réussissent leur parcours d'intégration. Sous la responsabilité du Ministère, le comité rassemble les partenaires suivants : ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille et des Ainés, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire et Ville de Montréal.

QUESTION - RP47

LISTE VENTILÉE PAR STATUT ET PAR RÉGION ADMINISTRATIVE DES PERSONNES ACCUEILLIES EN 2010-2011 DANS LE CADRE DU PROGRAMME SPÉCIAL DE PARRAINAGE POUR HAÏTI

- Au 31 décembre 2010, **390 personnes ont été admises au Québec** dans le cadre du Programme spécial de parrainage humanitaire Haïti à titre de résidents permanents. Au 31 janvier 2011, ce nombre était de 505 personnes.

- La destination déclarée de ces personnes était (par région administrative) :

Région de destination	n	%
Bas-Saint-Laurent et Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	1,0
Capitale-Nationale	18	3,6
Montréal	240	47,5
Outaouais	33	6,5
Laval	108	21,4
Lanaudière	46	9,1
Laurentides	11	2,2
Montérégie	44	8,7
Total général	505	100,0

- Au 31 janvier 2011, le **MICC avait émis 3 149 Certificats de sélection** dans le cadre de ce programme.

QUESTION 48

LE NOMBRE DE RECHERCHES ET D'ENQUÊTES RÉALISÉES PAR LE SERVICE PERFORMANCE, SÉCURITÉ ET ENQUÊTES, LE NOMBRE D'INFRACTIONS RELEVÉES ET LE NOMBRE DE POURSUITES ENGAGÉES EN 2010-2011

Le MICC dispose d'une Direction de la sécurité, des enquêtes et du registrariat des consultants en immigration (DSERCI) qui veille à l'application de la *Loi sur l'Immigration au Québec* (LIQ) et ses règlements dans le but de prévenir, de détecter ou de réprimer les infractions prévues par celle-ci. Elle coordonne les activités ayant trait à la sécurisation des processus opérationnels et à la protection de l'intégrité des programmes. Elle soutient les activités d'immigration et d'intégration en appuyant les unités opérationnelles par des analyses, des vérifications et des enquêtes.

La DSERCI ne peut produire de liste des enquêtes qu'elle a réalisées sans divulguer des renseignements personnels protégés par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.*

Pour l'année civile 2010, la DSERCI a procédé à 2215 vérifications dans 633 dossiers sur l'authenticité des documents soumis par des candidats à l'immigration.

En 2010, la DSERCI a ouvert 11 enquêtes sur des infractions présumées à la *Loi sur l'immigration au Québec*. Au terme d'une enquête, des poursuites pénales peuvent être menées s'il est démontré qu'une infraction prévue par la Loi est commise. Pour l'année 2010, deux (2) poursuites pénales sont toujours en cours et une (1) poursuite est terminée avec un verdict de culpabilité.

Dans tous les cas, lorsqu'il est démontré qu'un individu a soumis une information ou un document faux ou trompeur, une sanction administrative peut être appliquée, soit le rejet de la demande, l'annulation du certificat délivré ou le refus d'examen pendant une période de cinq ans ou de deux ans s'il s'agit d'une demande d'engagement.

La DSERCI s'assure de l'application de la réglementation sur les consultants en immigration qui représentent les candidats dans leurs démarches auprès du MICC en procédant à leur reconnaissance et en gérant les différentes actions prises en regard du registre public des consultants en immigration reconnus ou dont la reconnaissance est annulée, suspendue ou révoquée.

QUESTION - RP49

LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE.
INDIQUER LE LIEUX, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ

Le document en annexe présente l'ensemble des formations, conférences, journées d'activités et ateliers réalisés entre le 1er avril 2010 et le 28 février 2011. Ce document comprend les informations compilées en date du 31 mars 2011. Les informations sont complètes pour la période du 1er avril au 31 décembre 2010 alors qu'elles sont partielles pour celle du 1er janvier au 28 février 2011; les données n'étant pas complétées pour le dernier trimestre.

Ainsi le tableau en annexe comprend, dans l'ordre, les informations suivantes :

- le titre de l'activité;
- le nombre de participants;
- le nom du fournisseur;
- le lieu de l'activité;
- la date de l'activité;
- les coûts directs (coût de la formation);
- les coûts indirects associés (frais de déplacements);
- le coût total (somme des coûts directs et indirects).

Note : Le salaire des participants n'est pas inclus dans le coût total.

Étude de crédits 2011-2012

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
IntIMM : personne et grille horaire	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-02-15	0,00 $	0,00 $	0,00 $
«Les réfugiés pris en charge par l'État»	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-14	0,00 $	0,00 $	0,00 $
«Se familiariser au processus d'embauche»	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-09-02	425,00 $	0,00 $	425,00 $
35e Congrès - Capital humain:défis pour Qc prospèr	2	ASDEQ-ASS. DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS DE MTL	Québec	2010-05-12	859,36 $	326,75 $	1 186,11 $
78e Congrès: Ass. Francophone pour le savoir ACFAS	1	ASDEQ-ASS. DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS DE MTL	Montréal	2010-05-12	258,00 $	13,25 $	271,25 $
a11yMTL (conf. Sur l'accessibilité Web)	2	AccessibilitéWeb	Montréal	2010-08-27	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Accompagnement:situation de départ détenteur exper	1	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR-SCT	Québec	2010-10-13	0,00 $	261,92 $	261,92 $
Accompagnement:situation de départ détenteur exper	1	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR-SCT	Québec	2010-10-20	0,00 $	143,96 $	143,96 $
ACFAS 2010	1	ACFAS / ASS. CAN-FR. POUR AVANC. SCIENCES	Montréal	2010-05-11	258,00 $	16,50 $	274,50 $
Acrobate - Reader		Édumicro	Montréal	2011-02-16	378,00 $	0,00 $	378,00 $
Adaptation au marché du travail québécois - AMTQ	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-05	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Adaptation au marché du travail québécois - AMTQ	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-11-30	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Adaptation au marché du travail québécois - AMTQ	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-05	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Administration des examens écrits de la f.publique	1	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-12-16	350,00 $	52,46 $	402,46 $
Analyse différenciées selon les sexes (ADS)	4	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	ENAP - Montréal	2010-06-16	0,00 $	21,50 $	21,50 $
Analyse différenciées selon les sexes (ADS)	2	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-04-08	0,00 $	200,00 $	200,00 $
Analyse différenciées selon les sexes (ADS)	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-06-15	0,00 $	268,00 $	268,00 $
Analyse différenciées selon les sexes (ADS)	10	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-11-11	0,00 $	28,58 $	28,58 $
Association internationale des études québécoise	2	AIEQ - Association intern. Des études québécoises	Montréal	2010-05-25	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Atelier de financement des services publics	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	Montréal	2010-07-13	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Atelier de formation «Entrevue»	2	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-04-26	700,00 $	18,79 $	718,79 $
Atelier sur le marché du travail	2	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Québec	2010-04-06	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Atelier sur le marché du travail	4	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Québec	2010-05-04	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Atelier sur le marché du travail	2	Emploi-Québec	Montréal	2010-04-06	0,00 $	11,00 $	11,00 $
AUT 2009 - Doctorat en études françaises	1	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	Montréal	2010-09-01	984,00 $	0,00 $	984,00 $
AUT 2010 - DESS en administration publique	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2011-02-01	670,65 $	0,00 $	670,65 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
AUT 2010 - Maîtrise génie logiciel	1	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	Montréal	2011-02-01	443,58 $	0,00 $	443,58 $
AUT 2010 - Majeur en science politique	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Montréal	2011-02-01	291,60 $	0,00 $	291,60 $
AUT 2010 - Prog. Court en linguistique appliquée	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÈAL (UQAM)	Montréal	2011-01-15	418,16 $	0,00 $	418,16 $
AUT 2010-Prog. Court linguistique appliquée	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2011-02-01	347,99 $	0,00 $	347,99 $
Cadre législatif et règlementaire sur les contrats	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-04	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Centre d'expertise sur formation acquises hors QC	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-12-08	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Cercle de gestion interministériel	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-05-14	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Chargés de projet avec expérience-Bloc 1 de 12	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Québec	2010-11-02	576,48 $	307,81 $	884,29 $
Chargés de projet avec expérience-Bloc 2 de 12	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Québec	2010-11-24	576,48 $	349,01 $	925,49 $
Chargés de projet avec expérience-Bloc 3 de 12	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Québec	2010-12-14	576,48 $	451,21 $	1 027,69 $
Chargés de projet avec expérience-Bloc 4 de 12	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Québec	2011-01-18	576,48 $	349,01 $	925,49 $
Classification et calendrier de conservation du Mi	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-08-15	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Coaching - Développement de rapport E.I.	1	Édumicro	Montréal	2010-09-20	375,00 $	0,00 $	375,00 $
Colloque : Conjoncture et perspectives 2011	1	ASDEQ-ASS. DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS DE MTL	Montréal	2010-12-09	180,00 $	0,00 $	180,00 $
Colloque annuel: Ass praticiens en éthique Canada	1	APEC-ASS DES PRATICIENS EN ÉTHIQUE DU Canada	St-Hilaire	2010-05-26	140,00 $	0,00 $	140,00 $
Colloque Ass. Québ. Pédagogie collégiale-AQPC	1	AQPC - Ass québécoise de pégagogie collégiale	Sherbrooke	2010-06-02	0,00 $	14,30 $	14,30 $
Colloque du GIREFAD	1	GIREFAD-Groupe interuniversitaire de recherche et	Montréal	2010-05-14	258,00 $	0,00 $	258,00 $
Colloque gestionnaires : Développemt Durable	46	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-12	3 500,00 $	235,05 $	3 735,05 $
Colloque national stratégies intégration personnes	2	CAMO / COMITÉ ADAPT MAIN-D'ŒUVRE PERS. IMMIGRANTES	Québec	2010-10-14	0,00 $	241,19 $	241,19 $
Colloque national sur régionalisation de l'immigra	12	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Trois-Rivières	2010-05-10	0,00 $	2 403,39 $	2 403,39 $
Colloque RSI-Réseau sécurité en informatique	1	ASIMM / ASS. SÉCURITÉ INFO MTL MÉTRO.	Montréal	2010-07-14	795,00 $	35,85 $	830,85 $
Colloque SPEQ	3	SPEQ - Syndicat des professeurs de l'État du Québe	Montréal	2010-10-29	362,00 $	0,00 $	362,00 $
Colloque stratégique de la main d'œuvre	1	Agence de la santé/services sociaux Chaudière-Appa	Québec (Lévis)	2010-04-16	0,00 $	46,00 $	46,00 $
Colloque stratégique de la main d'œuvre	1	Agence de la santé/services sociaux Chaudière-Appa	Québec (Lévis)	2010-04-21	0,00 $	46,00 $	46,00 $
Colloque sur la régionalisation de l'immigration	10	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Trois-Rivières	2010-05-10	0,00 $	2 265,00 $	2 265,00 $
Colloque: Étudiants étrangers	3	MICC-IMMIGRATION.ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-04-28	0,00 $	285,00 $	285,00 $
Colloque: Rendez-vous intersectoriel de main-d'oeu	1	Université du Québec à Rimouski-UQAR	Québec	2010-04-16	0,00 $	3,00 $	3,00 $
Colloque«Prospective du marché de l'emploi au BSL»	1	Emploi-Québec	Rimouski	2010-04-30	0,00 $	219,00 $	219,00 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
Colloque«Repenser l'Atlantique»	1	CHAIRE DE RECHECHE EN IMMIGRATION, ETHNICITÉ	Montréal	2010-10-14	70,00 $	0,00 $	70,00 $
Comité santé/sécurité/représentant à la prévention	1	APSSAP / ASS. PARIT. SANTÉ ET SÉC. ADM. PUBL.	Québec	2010-05-04	0,00 $	50,00 $	50,00 $
Comment désamorcer les conflits au travail	6	Groupe Conseil SCO	Montréal	2010-10-06	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Comment désamorcer les conflits au travail	13	Groupe Conseil SCO	Montréal	2010-10-06	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Comment désamorcer les conflits au travail	1	Groupe Conseil SCO	Montréal	2010-10-24	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Comment désamorcer les conflits au travail	12	Groupe Conseil SCO	Montréal	2010-10-27	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Comment gérer ces employés...singuliers!	1	Réseaux en santé des personnes au travail	Montréal	2010-11-24	245,00 $	0,00 $	245,00 $
Communication écrite efficace	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-09-28	295,00 $	0,00 $	295,00 $
Communication orale	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-09-16	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Comptes de dépenses à l'étranger	12	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-18	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Comptes de dépenses à l'étranger	7	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-09	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Conférence - État face aux nvlles migrations intl	2	INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUE(IRPP)	Montréal	2010-04-16	0,00 $	10,00 $	10,00 $
Conférence itSMF Canada	1	itSMF Canada	Montréal	2010-10-28	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Conférence: L'art d'être en confiance	1	ACGRH / ASSOC. CONS. GESTION RESS. HUMAINES	Montréal	2010-05-05	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Conférence:Le gestionnaire...un coach en entreprise	1	ACGRH / ASSOC. CONS. GESTION RESS. HUMAINES	Montréal	2010-05-20	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Conférence«Que pensent aujourd'hui les médias...»	1	CHAIRE DE RECHECHE EN IMMIGRATION, ETHNICITÉ	Montréal	2010-10-05	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Conflits au travail: prévention et résolution	1	Réseaux en santé des personnes au travail	Montréal	2010-12-09	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Congrès 2010-Réseau canadien d'innovation éducatio	1	Réseau canadien d'innovation en éducation (RCIÉ)	Nouveau-Brunswick	2010-05-16	595,00 $	758,80 $	1 353,80 $
Congrès annuel de l'AAPI	1	AAPI-ASS. ACCÈS ET PROTECTION DE L'INFORMATION	Québec	2010-04-20	620,00 $	393,39 $	1 013,39 $
Congrès Ass. Québécoise enseignants français AQEFL	18	AQEFLS / ASS. QC ENS. FRANÇAIS. LANGUE SECONDE	Montréal	2010-04-29	3 595,35 $	731,38 $	4 326,73 $
Congrès Ass. Québécoise enseignants français AQEFL	17	AQEFLS / ASS. QC ENS. FRANÇAIS. LANGUE SECONDE	Montréal	2010-04-29	4 200,00 $	0,00 $	4 200,00 $
Congrès Ass. Québécoise enseignants français AQEFL	42	AQEFLS / ASS. QC ENS. FRANÇAIS. LANGUE SECONDE	Montréal	2010-04-30	8 400,00 $	466,50 $	8 866,50 $
Congrès mondial CRHA-RH sans limites	2	CRHA- CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES ACCRÉDITÉ	Montréal	2010-09-27	2 232,00 $	0,00 $	2 232,00 $
Congrès: Milieux documentaires du Québec	1	Concept logistique 4DI inc.	Montréal	2010-11-04	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Conseillers volants	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-07-02	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Conseillers volants	14	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-07	0,00 $	3 525,69 $	3 525,69 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
Conseillers volants	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-04	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Conseillers volants	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-28	0,00 $	1 109,59 $	1 109,59 $
Conseillers volants	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-07-19	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Conseillers volants	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-08-16	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Conseillers volants	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-08-25	0,00 $	930,86 $	930,86 $
Conseillers volants-Travailleurs qualifiés	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-11-11	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Cours aux infirmiers/infirmières	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-09-17	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Cours aux infirmiers/infirmières	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-09-17	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Cours d'anglais	1	SULLIVAN CENTRE DE LANGUES	Montréal	2010-08-02	1 260,00 $	0,00 $	1 260,00 $
Cours de français	1	UNIVERSITÉ MC GILL	Montréal	2010-07-05	900,00 $	0,00 $	900,00 $
Cours d'immersion en anglais - Intensif	1	AXION XXI	194, Saint-Paul Ouest, Montréal	2010-09-14	620,00 $	0,00 $	620,00 $
Cross-Industry Meeting on talent mobility	2	Word Economic Forum - WEF	Montréal	2010-10-18	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Découvrir la fonction publique	7	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Québec	2010-05-18	0,00 $	358,05 $	358,05 $
Découvrir la fonction publique	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Québec	2010-04-15	0,00 $	417,80 $	417,80 $
Découvrir la fonction publique	6	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Québec	2010-06-10	0,00 $	166,40 $	166,40 $
Découvrir la fonction publique	6	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Québec	2010-06-15	0,00 $	168,40 $	168,40 $
Déjeuners-Gestion risque respect Norme ISO31000	1	Institut des vérificateurs internes - MTL (IVIM)	Montréal	2010-12-14	55,00 $	5,00 $	60,00 $
Détection et vérification de la fraude	1	Institut des vérificateurs internes - MTL (IVIM)	Montréal	2010-05-27	350,00 $	0,00 $	350,00 $
DEV019 - Concepts de l'orienté objet	3	CRIMT-CENTRE RECH INTERUNIVERSITAIRE MONDIALISA TR	Montréal	2010-10-04	1 485,00 $	0,00 $	1 485,00 $
Développemt durable + nouvelles règlés d'acquisiti	2	MDDEP-MINISTÈRE DÉVELOPPEMENT DURABLE ENV PARCS	Montréal	2010-05-13	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Diplôme univ. canadian: tremplin vers emplois qual	3	Centre de leadership et dév. des compétences (CLDC	Montréal	2010-09-20	150,00 $	0,00 $	150,00 $
Directive des ressources informationnelles	1	CONSEIL DU TRÉSOR	Québec	2010-04-27	0,00 $	72,38 $	72,38 $
Diversité culturelle	1	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Montréal	2010-10-25	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Élaboration/mise œuvre prog. Prévention	1	RRSPT	Montréal	2011-01-17	195,00 $	10,00 $	205,00 $
Encadrement étudiants en FAD	1	RÉSEAU D'ENSEIGNEMENT FRANCOPHONE À DISTANCE-REFAD	Montréal	2010-05-07	200,00 $	0,00 $	200,00 $
Ergonomie du travail de bureau	1	APSSAP / ASS. PARIT. SANTÉ ET SÉC. ADM. PUBL.	Québec	2010-10-14	0,00 $	27,00 $	27,00 $
Ergonomie du travail de bureau	1	APSSAP / ASS. PARIT. SANTÉ ET SÉC. ADM. PUBL.	Montréal	2010-11-09	0,00 $	0,00 $	0,00 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
ÉTÉ - Bac en administration des affaires	1	TELUQ	Montréal	2010-07-01	371,69 $	0,00 $	371,69 $
ÉTÉ 2010 - BACC spécialisation comptabilité	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-09-01	264,53 $	0,00 $	264,53 $
ÉTÉ 2010 - DESS en administration	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-08-01	380,25 $	0,00 $	380,25 $
ÉTÉ 2010 - MBA	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-10-01	322,45 $	0,00 $	322,45 $
ÉTÉ 2010 - MBA	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Montréal	2010-10-01	1 321,19 $	0,00 $	1 321,19 $
ÉTÉ 2010: Certificat sciences sociales	1	TELUQ	Montréal	2010-10-01	321,68 $	0,00 $	321,68 $
ÉTÉ 2010: DESS en techno. de l'informatique	1	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	Montréal	2010-08-01	167,86 $	0,00 $	167,86 $
Étudiants étrangers	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-01-26	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Étudiants étrangers et programme PEQ	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-12-01	0,00 $	79,20 $	79,20 $
Étudiants étrangers et programme PEQ	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-12-06	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Étudiants étrangers et programme PEQ	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-01-21	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Évaluation de programme	4	GRAEP/GROUPE DES RESP EN ANALYSE ET ÉVAL DE PROG	Montréal	2010-10-20	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Évaluation des risques organisationnels/prise déci	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-05-12	425,00 $	20,00 $	445,00 $
Évolution services publics: rejoindre jeunes/aîné	1	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-09-27	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Excel - Expérimentation 2	1	Édumicro	Montréal	2010-10-12	226,00 $	0,00 $	226,00 $
Excel - Tableaux croisés dynamiques	1	Édumicro	Montréal	2010-10-29	189,00 $	0,00 $	189,00 $
Excel 2007 - Expérimentation 2	4	Édumicro	Montréal	2010-07-14	596,00 $	0,00 $	596,00 $
Excel 2007 : Débutant	1	VERSALYS FORMATION	Montréal	2010-05-10	220,00 $	0,00 $	220,00 $
Excel 2007 : Intermédiaire	2	VERSALYS FORMATION	Montréal	2010-11-15	440,00 $	0,00 $	440,00 $
Excel de base	1	MULTIHEXA	Jonquière	2010-04-19	216,00 $	55,00 $	271,00 $
Flux de travail SAGIR/définition règles vacances	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-03	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Form. gestion publique-PFGP-Module 1	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-10-20	0,00 $	14,30 $	14,30 $
Form. gestion publique-PFGP-Module 2	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2011-01-18	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Form. gestion publique-PFGP-Module 3	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2011-02-22	3 985,00 $	0,00 $	3 985,00 $
Form.gestion publique-PFGP-Module 1	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Québec	2010-10-19	0,00 $	270,00 $	270,00 $
Formation - Assiduité	11	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-02-16	0,00 $	6,00 $	6,00 $
Formation - Assiduité	12	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-02-22	0,00 $	47,97 $	47,97 $
Formation - Assiduité	14	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-02-24	0,00 $	0,00 $	0,00 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
Formation - Démonstration branchement de portable	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-02-10	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation - PANA	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-11-12	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation - Suivi global	1	BELL CANADA	Montréal	2010-04-29	0,00 $	117,00 $	117,00 $
Formation : IntIMM	7	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Laval	2010-06-16	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation : IntIMM	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-01-13	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation : IntIMM - Aide financière	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-12-20	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation : IntIMM - Aide financière	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-12-21	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation : Répondant en éthique	6	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-07-07	4 000,00 $	0,00 $	4 000,00 $
Formation à la gestion publique - module 4	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-04-20	645,85 $	12,90 $	658,75 $
Formation à la gestion publique - module 5	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-05-31	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation agents d'accueil / parrainage	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-19	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation CAD superviseur	1	BELL CANADA	Montréal	2010-10-19	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation des prof. Relayeurs EVN et appl. Pédago	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-15	0,00 $	221,71 $	221,71 $
Formation des prof. Relayeurs EVN et appl. Pédago	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-11	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation GroupWise - Notions avancées	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-12-06	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation IFD (Interv en formation/développement)	17	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-01	0,00 $	5,50 $	5,50 $
Formation INTIMM	13	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-19	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation INTIMM	13	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-02	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation INTIMM	7	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Québec	2010-10-08	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation INTIMM	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-12-13	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation OSR-Protocole et technique communication	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-09-22	0,00 $	463,70 $	463,70 $
Formation pour agents d'accompagnement	6	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-02	0,00 $	87,74 $	87,74 $
Formation pour agents d'accompagnement	6	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-19	0,00 $	105,85 $	105,85 $
Formation pour les IFD (interv en formation/dév.)	19	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-03	0,00 $	5,50 $	5,50 $
Formation Service intégration en ligne-SIEL	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-09-30	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation SGA	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-07-22	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation sur le lobbyisme	12	Commissaire au lobbyisme du Québec	Montréal	2011-01-26	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation sur le système de tenue de temps-Sagesse	2	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	Montréal	2010-11-10	0,00 $	0,00 $	0,00 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
Formation sur le travail d'équipe	21	REGAIN	Montréal	2010-04-26	2 600,00 $	1 530,40 $	4 130,40 $
Formation synthèse:Cadre de gestion environnementa	3	MDDEP-MINISTÈRE DÉVELOPPEMENT DURABLE ENV PARCS	Montréal	2010-09-30	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Formation travailleurs permanents	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-07	0,00 $	268,14 $	268,14 $
Formation: Développemt Durable	12	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-27	658,92 $	0,00 $	658,92 $
Formation: Développemt Durable	14	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-27	768,74 $	0,00 $	768,74 $
Formation: Développemt Durable	11	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-06-01	604,01 $	32,50 $	636,51 $
Formation: Développemt Durable	16	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-20	878,56 $	0,00 $	878,56 $
Formation: Développemt Durable	11	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-18	604,01 $	0,00 $	604,01 $
Formation: Développemt Durable	16	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-20	878,56 $	0,00 $	878,56 $
Formation: Développemt Durable	6	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-06-10	329,46 $	0,00 $	329,46 $
Formation: Développemt Durable (PM)	16	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-25	878,56 $	0,00 $	878,56 $
Formation: Développement durable (AM)	10	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-25	549,10 $	0,00 $	549,10 $
Formation: Mineurs orphelins + sur les indépendant	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-09-21	0,00 $	70,73 $	70,73 $
Formation:nouveaux outils de référence Info-Guides	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-08-11	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Forum annuel: Intégration des réfugiés	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-26	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Forum d'échange sur les étudiants étrangers	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-04-28	0,00 $	72,05 $	72,05 $
Forum des secrétaires de Comités de sélection	2	CONSEIL DU TRÉSOR	Montréal	2010-11-25	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Forum des secrétaires de Comités de sélection	2	CONSEIL DU TRÉSOR	Montréal	2010-06-10	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Forum sur le logement	1	Centre multi ethnique	Québec	2010-11-18	35,00 $	0,00 $	35,00 $
Fraude documentaire	11	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-14	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Fraude documentaire	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-02-09	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Fraude documentaire	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-08-11	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Fraude documentaire	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-11-08	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Fraude documentaire	12	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-07-21	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Fraude documentaire	8	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-02	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Fraude documentaire -évaluations diplômes	1	NARIC (National Academic Recognition Info Center)	Toronto	2010-05-27	225,00 $	395,58 $	620,58 $
Gabarits en gestion de projet	7	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-14	0,00 $	535,00 $	535,00 $
Gestion - Santé et sécurité du travail-mod 26	1	RRSPT	Montréal	2010-04-21	195,00 $	10,00 $	205,00 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
Gestion administrative en RH - BLOC A	11	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-04-14	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Gestion administrative en RH - BLOC B	9	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-02	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Gestion administrative en RH - BLOC B	11	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-03	0,00 $	49,27 $	49,27 $
Gestion administrative en RH - BLOC B	10	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-18	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Gestion administrative en RH - BLOC C	11	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-27	0,00 $	23,22 $	23,22 $
Gestion administrative en RH - BLOC C	8	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-16	0,00 $	138,77 $	138,77 $
Gestion administrative en RH - BLOC C	7	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-04-22	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Gestion de la réintégration au travail	1	RRSPT	Montréal	2010-10-13	245,00 $	10,00 $	255,00 $
Gestion des dossiers d'accident du travail-module7	1	RRSPT	Montréal	2010-05-05	195,00 $	10,00 $	205,00 $
Gestion des plaintes	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-01-12	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Gestion documentaire - Introduction	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-17	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Gestion documentaire - Introduction	7	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-07	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Gestion/vérificateurs informatiques pr amélio TI	1	ISACA-Information Systems Audit et Controls Ass.	Montréal	2010-11-10	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Grilles de sélection des travailleurs qualifiés	14	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-10	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Guide-Évaluation comparative des études hors QC	39	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-01-14	0,00 $	0,00 $	0,00 $
HIV 2010 - Baccalauréat administration affaires	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-01	393,60 $	0,00 $	393,60 $
HIV 2010 - Cert immigration+ relations interethniq	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-01	625,63 $	0,00 $	625,63 $
HIV 2010 - Certificat comptabilité professionnelle	1	HEC / ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES	Montréal	2010-05-01	0,00 $	0,00 $	0,00 $
HIV 2010 - Certificat en anglais	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-01	268,59 $	0,00 $	268,59 $
HIV 2010 - Certificat en Communication organisat.	1	TELUQ	Montréal	2010-11-01	325,80 $	0,00 $	325,80 $
HIV 2010 - Certificat en sciences sociales	1	TELUQ	Montréal	2010-05-01	371,69 $	0,00 $	371,69 $
HIV 2010 - DESS Administration publique	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-05-01	287,46 $	0,00 $	287,46 $
HIV 2010 - Majeur en science politique	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Montréal	2010-05-01	279,33 $	0,00 $	279,33 $
HIV 2010: DESS en administration publique	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-05-01	287,46 $	0,00 $	287,46 $
HIV 2010: Maîtrise administration publique	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-05-01	490,44 $	0,00 $	490,44 $
HIV 2010: Maîtrise administration publique	1	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	Montréal	2010-05-01	423,60 $	0,00 $	423,60 $
HIV 2010: Maîtrise en éducation	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-01	0,00 $	0,00 $	0,00 $
HIV 2010: Maîtrise gestion/développement organisat	1	UNIVERSITÉ LAVAL	Montréal	2010-07-01	526,42 $	0,00 $	526,42 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
HIV 2010-Programme court perfectionnement français	1	TELUQ	Montréal	2010-09-01	335,79 $	0,00 $	335,79 $
HIVER 2010 - MBA	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-06-01	507,46 $	0,00 $	507,46 $
HIVER 2010 - Microprogramme en droit international	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Montréal	2010-06-01	344,33 $	0,00 $	344,33 $
Immigration dans le cadre du CCC-rens. Téléphoniqu	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-21	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Immigration dans le cadre du CCC-rens. Téléphoniqu	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-08-17	0,00 $	118,80 $	118,80 $
Impact de l'immigration sur le système de santé au	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	30 avril 2009 - QUÉBEC	2010-04-30	50,00 $	9,90 $	59,90 $
Initiation à la tâche - nouveaux professeurs	7	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Québec	2010-06-28	0,00 $	112,38 $	112,38 $
Initiation à la tâche - nouveaux professeurs	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Québec	2010-06-30	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Initiation à la tâche - nouveaux professeurs	16	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-21	0,00 $	1 619,46 $	1 619,46 $
Initiation à la tâche - nouveaux professeurs	15	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-22	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Initiation à la tâche - nouveaux professeurs	12	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-23	0,00 $	1 619,46 $	1 619,46 $
Initiation à la tâche - nouveaux professeurs	10	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Québec	2010-06-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Initiation à la vérification interne	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-09-23	700,00 $	0,00 $	700,00 $
Inscription en ligne aux rdz-vs / session informat	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-12-07	0,00 $	36,94 $	36,94 $
Intégration à la tâche des préposés renseignements	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-06	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Intégration à la tâche des préposés renseignements	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-31	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Interrogation Grand livre (Sagir)	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-11	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Intervention - Problème de santé mentale	1	Organismes de Côte-des-Neiges	Montréal	2010-04-28	0,00 $	0,00 $	0,00 $
IntIMM - Mise à niveau saisie des dossiers	17	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-04-21	0,00 $	11,00 $	11,00 $
IntIMM - Mise à niveau, accompagnement et accueil	8	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Sherbrooke	2010-04-28	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Intimm :Introduction	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-09-22	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Intimm :Introduction	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-07-30	0,00 $	0,00 $	0,00 $
IntIMM des gestionnaires et adjoints	11	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-18	0,00 $	424,80 $	424,80 $
IntIMM WEB - Accompagnement	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-18	0,00 $	0,00 $	0,00 $
IntIMM Web - aide financière	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-01-06	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Intimm: Formation de mise à niveau	8	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-19	0,00 $	16,50 $	16,50 $
Intimm: Formation de mise à niveau	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Trois-Rivières	2010-05-12	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Intimm: Formation de mise à niveau	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montérégie	2010-05-05	0,00 $	0,00 $	0,00 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
Intimm: Formation de mise à niveau	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montérégie	2010-04-14	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Introduction au logiciel SAS	1	SERVICES CONSEILS HARDY	Montréal	2010-09-09	776,25 $	0,00 $	776,25 $
Introduction au logiciel SAS	1	SERVICES CONSEILS HARDY	Montréal	2010-07-26	1 132,50 $	0,00 $	1 132,50 $
Introduction en gestion de projet	13	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-07	0,00 $	0,00 $	0,00 $
ISO 14001: Implanter+ auditer syst.managemt enviro	2	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Montréal	2010-05-17	1 970,00 $	0,00 $	1 970,00 $
Journée de la ruralité	1	CLD Bellechasse	Québec	2010-11-12	15,00 $	0,00 $	15,00 $
Journées PodCamp Montréal	1	HKDP Communications et Affaires publiques	Montréal	2010-09-12	31,74 $	28,60 $	60,34 $
La différence entre le Québec et la France	1	CRÉ Bas St-Laurent	Rivière-du-Loup	2010-05-14	0,00 $	25,00 $	25,00 $
L'adoption internationale	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-07-15	0,00 $	311,90 $	311,90 $
L'art de l'accompagnement stratégique	1	GROUPE CFC	Trois-Rivières	2010-04-28	0,00 $	136,45 $	136,45 $
L'art de l'accompagnement stratégique	1	GROUPE CFC	Trois-Rivières	2010-05-19	0,00 $	158,00 $	158,00 $
L'art de l'accompagnement stratégique	1	GROUPE CFC	Trois-Rivières	2010-05-19	0,00 $	489,44 $	489,44 $
L'art de l'accompagnement stratégique	1	GROUPE CFC	Trois-Rivières	2010-04-07	0,00 $	510,99 $	510,99 $
Leadership action gestionnaires de gestion-mod1	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Québec	2011-02-09	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Leadership action gestionnaires/gestion - Mod 4	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	St-Antoine de Tilly	2010-04-14	0,00 $	585,46 $	585,46 $
Leadership action gestionnaires/gestion - Mod. 5	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Québec	2010-05-27	0,00 $	244,01 $	244,01 $
Leadership action gestionnaires/gestion - Mod. 6	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Québec	2010-06-03	0,00 $	231,45 $	231,45 $
L'intelligence émotionnelle	14	CÉGEP DE SHERBROOKE	Sherbrooke	2010-04-28	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Méthode HAY	1	Groupe HAY	Montréal	2010-04-13	1 725,00 $	0,00 $	1 725,00 $
Mise à niveau - adoption internationale	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-12-22	0,00 $	96,50 $	96,50 $
Modes alternatifs de règlement recours CFP	3	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	Montréal	2010-06-09	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Modifications réglementaires et traitement priorit	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	Montréal	2010-09-23	0,00 $	0,00 $	0,00 $
MS Office - Visio (AM)	12	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-11-05	0,00 $	43,00 $	43,00 $
MS Office - Visio (PM)	8	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-11-05	0,00 $	0,00 $	0,00 $
MS Project 2007	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-01-27	40,00 $	0,00 $	40,00 $
MS-Excel 2007 - Débutant	1	Synesis / Versalys	Montréal	2010-07-14	220,00 $	0,00 $	220,00 $
MS-Word 2007	12	Cégep de St-Laurent	Montréal	2010-04-27	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Nouvelle échelle des niveaux de compétences	18	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
Nouvelle échelle des niveaux de compétences	12	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Nouvelle échelle des niveaux de compétences	11	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Nouvelle échelle des niveaux de compétences	21	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-29	0,00 $	102,98 $	102,98 $
Nouvelle échelle des niveaux de compétences	12	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Nouvelle échelle des niveaux de compétences	16	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Nouvelle échelle des niveaux de compétences	28	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Laval	2010-10-29	0,00 $	14,00 $	14,00 $
Nouvelle échelle des niveaux de compétences	23	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Sherbrooke	2010-10-29	0,00 $	34,01 $	34,01 $
Nouvelle échelle des niveaux de compétences	23	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Nouvelle échelle des niveaux de compétences	10	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Outaouais	2010-10-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Nouvelle échelle des niveaux de compétences	10	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Nouvelle échelle des niveaux de compétences	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Organiser un événement écoresponsable	16	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-02-03	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Organiser un événement écoresponsable	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-02-25	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Organiser un événement écoresponsable	20	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-02-01	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Parrainage dans le cadre du CCC-rens. Téléphoniqu	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-28	0,00 $	11,00 $	11,00 $
Parrainage dans le cadre du CCC-rens. Téléphoniqu	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-11-02	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Parrainage-Adoption internationale	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Sherbrooke	2010-10-01	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Parrainage-Nouveau centre contact clientèle	6	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Dorval	2010-07-06	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Parrainage-Nouveau centre contact clientèle	8	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Dorval	2010-07-07	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Partenariat France-Canada de nouvelles opportunité	1	Conseil des relations internat. de Mtl (CORIM)	Montréal	2010-10-27	105,00 $	0,00 $	105,00 $
Passerelle pour l'emploi	16	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-11-03	0,00 $	289,00 $	289,00 $
Petits déjeuners de Leadership	3	Centre de leadership et dév. des compétences (CLDC	Montréal	2010-10-08	110,00 $	0,00 $	110,00 $
Petits déjeuners de Leadership	1	Centre de leadership et dév. des compétences (CLDC	Montréal	2010-05-06	55,00 $	0,00 $	55,00 $
Petits déjeuners de Leadership	2	Centre de leadership et dév. des compétences (CLDC	Montréal	2010-04-16	110,00 $	24,37 $	134,37 $
PFGP - Module 5	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-05-31	645,85 $	27,52 $	673,37 $
PFGP - Module 6	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-09-21	645,85 $	66,00 $	711,85 $
PFGP-Formation à la gestion publique - mod 1	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-10-19	0,00 $	59,95 $	59,95 $
PFGP-Formation à la gestion publique - mod 1	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-06-01	3 875,00 $	0,00 $	3 875,00 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
PFGP-Formation à la gestion publique - mod 2	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-08-31	0,00 $	0,00 $	0,00 $
PFGP-Formation à la gestion publique - mod 3	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-10-04	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Placement en ligne - volet international (1)	12	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal (conférence téléphonique)	2010-11-03	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Placement en ligne - volet international (2)	12	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal (conférence téléphonique)	2010-11-24	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Pouvoirs, rôles et responsabilités des administrat	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-11-30	0,00 $	10,00 $	10,00 $
PowerPoint 2007 : Débutant	1	VERSALYS FORMATION	Montréal	2010-06-01	220,00 $	0,00 $	220,00 $
Premières démarches d'installations (PDI)	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-11-16	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Préposés aux renseignements et agents d'accueil	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-03	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Préposés aux renseignements et agents d'accueil	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	dorval	2010-06-18	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Préposés aux renseignements et agents d'accueil	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-11	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Préposés aux renseignements et agents d'accueil	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-31	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Préposés aux renseignements et agents d'accueil	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-05	0,00 $	186,76 $	186,76 $
Procédures d'immigration pour les familles réfugié	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Sherbrooke	2010-10-06	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Processus d'encaissement	9	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-04-26	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Prog. en architecture d'affaires (2/7)	1	UNIVERSITÉ LAVAL	Québec	2011-02-23	727,14 $	241,15 $	968,29 $
Prog. en architecture d'affaires-Intro métier(1/7)	1	UNIVERSITÉ LAVAL	Québec	2010-12-16	363,57 $	182,83 $	546,40 $
Programme Action diversité - PAD (2e appel)	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-11-08	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Programme d'apprentissage pour les PEPA	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	360, St-Jacques, Montréal	2010-04-07	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Programme de l'expérience québécoise (PEQ)	7	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-03	0,00 $	5,50 $	5,50 $
Programme en architecture d'affaire (2jrs/ 5)	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Québec	2010-11-23	804,00 $	349,01 $	1 153,01 $
Programme gouvernemental: Formation gestion publiq	1	Centre de leadership et dév. des compétences (CLDC	Québec	2010-06-01	0,00 $	233,15 $	233,15 $
Project OSR - Formation	1	BELL CANADA	Montréal	2010-04-27	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Projet OSR - Organisation service du renseignement	14	BELL CANADA	Montréal	2010-04-14	0,00 $	295,08 $	295,08 $
Projet OSR - Organisation service du renseignement	15	BELL CANADA	Montréal	2010-04-13	0,00 $	569,00 $	569,00 $
Projet OSR: CAD et RVI Centre contact clientèle	14	BELL CANADA	Montréal	2010-04-20	0,00 $	261,50 $	261,50 $
Projet OSR: CAD et.RVI Centre contact clientèle	13	BELL CANADA	Montréal	2010-04-15	0,00 $	75,08 $	75,08 $
Projet OSR: CAD et RVI Centre contact clientèle	6	BELL CANADA	Montréal	2010-04-21	0,00 $	225,45 $	225,45 $
Rédaction de compte rendus et de procès verbaux	1	CFC SOUTIEN ADMINISTRATIF INC.	Montréal	2010-06-02	658,75 $	0,00 $	658,75 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
Rédaction de rapports et notes stratégiques	1	ACCENT FORMATION INC.	Montréal	2010-11-09	395,00 $	0,00 $	395,00 $
Rédaction épicène	1	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-06-01	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Rédaction épicène	14	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-10-14	0,00 $	5,50 $	5,50 $
Rédaction épicène	15	École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Montréal	2010-06-02	0,00 $	194,20 $	194,20 $
Redressement de projets en péril	1	Sinapse	Montréal	2010-06-16	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Rencontre mi-session projet pilote FMT-FEL	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-04-08	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Rendez-vous du mentorat pour entrepreneurs	1	FONDATION DE L'ENTREPRENEURSHIP	St-Jean-sur-Richelieu	2010-05-27	0,00 $	16,15 $	16,15 $
Renseignements téléphoniques	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Dorval	2010-07-08	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Renseignements téléphoniques	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Dorval	2010-07-09	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Réservation de salle GroupWise	15	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-09-30	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Réservation de salle GroupWise	20	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-09-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR - Évaluation des emplois	1	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-10-25	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR - Évaluations des emplois (RH6)	3	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-10-25	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR - Introduction	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-09-15	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR - LSCD	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-12-15	0,00 $	184,70 $	184,70 $
SAGIR - LSCD	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-12-15	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR - Structure d'organisation administrat (RH5)	3	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-10-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR - Suivi du budget RH	2	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2011-02-18	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Contrôleur des finances à l'implantation	1	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-07-07	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Dotation	7	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-07-07	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Dotation	5	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-07-14	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Dotation	7	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-08-11	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Dotation	7	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-08-25	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Dotation	6	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-07-28	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - EI-06, Environnement informationnel	2	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-12-06	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - EI-07, Élaboration de rapports RH	2	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-12-06	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Fermeture annuelle - ATE17	2	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2011-01-24	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Mode date Track - RH 12	4	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-10-12	0,00 $	0,00 $	0,00 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
SAGIR 2 - Mode date Track - RH 12	2	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-10-04	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Postes (RH8)	3	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-10-21	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Utilisation Web ADI - RH13	4	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-10-12	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Utilisation Web ADI - RH13	1	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-10-08	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Web ADI	7	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-08-18	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 - Web ADI - RH 13	3	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-10-04	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 -Dossiers des personnes - RH 10	4	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-10-13	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR 2 -Dossiers des personnes - RH 10	2	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-10-05	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SAGIR-Bons de commandes / achat permanentes	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES,	Québec	2010-06-14	0,00 $	725,00 $	725,00 $
Sauver des vies au travail	1	AMBULANCE SAINT-JEAN	Montréal	2010-04-26	96,00 $	39,60 $	135,60 $
Service Intégration en ligne-SIEL	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-01-24	0,00 $	27,50 $	27,50 $
Simplification des communications écrites	10	ACTI-COM	Montréal	2010-04-22	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Spécialistes - Amélioration continue et processus	10	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-15	0,00 $	155,00 $	155,00 $
Spécialistes - Amélioration continue et processus	9	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-27	0,00 $	613,00 $	613,00 $
Spécialistes - Amélioration continue et processus	9	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-11-01	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SPIMR - Rencontre de spécialités	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-04-21	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SRG - Parrainage	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-14	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SRG - Parrainage	4	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-05-21	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-10-20	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED	4	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-01-05	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED	1	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-02-18	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED	2	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-01-11	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED	1	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-01-10	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED	6	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2010-10-19	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED	2	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2010-12-14	184,70 $	231,36 $	416,06 $
SyGED	4	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-01-25	0,00 $	29,65 $	29,65 $
SyGED	3	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2010-12-07	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED	2	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-01-18	0,00 $	11,50 $	11,50 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
SyGED	3	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-01-24	0,00 $	250,00 $	250,00 $
SyGED	1	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2010-10-13	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED	1	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2010-11-29	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED	3	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2010-10-18	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED	2	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2010-12-06	0,00 $	5,50 $	5,50 $
SyGED - Suivi des mandats	7	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-01-21	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED : pilote- gestion des tâches-suivi mandats	2	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2010-11-17	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED : pilote- Sécurité	1	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2010-11-25	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED-Suivi des mandats	6	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-02-10	0,00 $	6,00 $	6,00 $
SyGED-Suivi des mandats	6	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-02-09	0,00 $	6,00 $	6,00 $
SyGED-Suivi des mandats	7	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-02-16	0,00 $	492,00 $	492,00 $
SyGED-Suivi des mandats	5	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-02-15	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED-Suivi des mandats	6	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-02-14	0,00 $	516,77 $	516,77 $
SyGED-Suivi des mandats	7	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-02-08	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED-Suivi des mandats	6	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-02-07	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED-Suivi des mandats	7	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-02-17	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED-Suivi des mandats	1	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-01-17	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED-Suivi des mandats	6	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-02-21	0,00 $	25,76 $	25,76 $
SyGED-Suivi des mandats	6	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-02-22	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGED-Suivi des mandats	5	PG Documex (PG Govern)	Montréal	2011-02-23	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGID - Session de formation	8	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-07	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SyGID - Session de formation	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-08-31	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Symposium PMI - Gestion de projets	1	Project Management Institute - PMI	Montréal	2010-11-10	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Table des chargés de projet-Nélida Pinto	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-06-22	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Taming the Windows 7 Giant:How to simplify migrati	1	NOVELL Canada	Montréal	2010-06-30	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Techniques de communications protocoles de réponse	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-01-24	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Techniques de communications protocoles de réponse	5	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-01-20	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Téléphone IP	6	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-04-22	0,00 $	0,00 $	0,00 $

Activité	Nbre participants	Fournisseur	Lieu de l'activité	Date de l'activité	Coûts directs	Coûts indirects	Coût total
Traitement automatisé de la comptabilisation paie	2	CONTRÔLEUR DES FINANCES	Montréal	2010-09-23	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Traitement manuel de la comptabilisation paie	2	CONTRÔLEUR DES FINANCES	Montréal	2010-09-30	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Transfert d'expertise	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Québec	2010-06-10	0,00 $	214,74 $	214,74 $
Transfert d'expertise	1	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Québec	2010-06-02	0,00 $	554,16 $	554,16 $
Transformation organisations/conduite changement	1	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Montréal	2010-04-06	370,00 $	0,00 $	370,00 $
Transitions et nouveautés d'Office 2007	1	VERSALYS FORMATION	Laval	2010-08-27	110,00 $	0,00 $	110,00 $
Travailleurs temporaires	2	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2010-04-28	0,00 $	77,95 $	77,95 $
Travailleurs temporaires	3	MICC-IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Montréal	2011-02-09	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Troubles personnalité: gérer ces employés - ATEL2	1	RRSPT	Montréal	2010-06-08	245,00 $	10,00 $	255,00 $
Utilisation du laboratoire SANAKO	13	CÉGEP DE SAINTE-FOY	Québec	2010-08-17	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Utilisation Plate-forme 1888 mevolla	1	Québec International	Québec	2010-06-03	0,00 $	15,00 $	15,00 $
Vérification de l'entiercement des services inform	1	ISACA-Information Systems Audit et Controls Ass.	Montréal	2010-09-22	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Word 2007 - Expérimentation 1	1	Édumicro	Montréal	2010-04-15	226,00 $	0,00 $	226,00 $
Word 2007 - Expérimentation 2	1	Édumicro	Montréal	2010-05-28	226,00 $	0,00 $	226,00 $
XV Congrès du SEDIFRALE 2010	1	Fédération intern. des profs de français (FIPF)	Argentine	2010-04-19	130,00 $	3 100,00 $	3 230,00 $
ZENworks 11 et migration Windows7	1	NOVELL Canada	Montréal	2011-01-26	0,00 $	0,00 $	0,00 $

QUESTION - RP50

LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENTS QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS ET LA VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIFS RELIGIEUX, ETC.)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Question particulière du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION – RP 1

POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2010-2011, INDIQUER : A) LA LISTE DES EMPLOYÉS, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION ; B) LA LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ; C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE, LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV ; D) LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

Voir le cahier préparé par le Conseil des relations interculturelles.

QUESTION – RP 2

LISTE DES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE AU COURS DE L'ANNÉE 2010-2011
INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LA OU LES DATES DE PARTICIPATION, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS, LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ

Veuillez prendre note que cette question s'apparente à la question 49 inscrite au document « Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle » – Étude des crédits 2011-2012. Veuillez vous référer à celle-ci pour prendre connaissance de la réponse fournie.

Question 3

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE EN 2010-2011, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

A) SON MANDAT;
B) LA LISTE DES MEMBRES;
C) LE BUDGET DÉPENSÉ EN 2010-2011;
D) LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES;
E) LES RÉSULTATS ATTEINTS.

COMITÉ CONSULTATIF ÉTUDIANTS ÉTRANGERS (RESPONSABILITÉ DE LA DIE-Q)

Mandat	Liste des membres	Budget dépensé en 2010-2011	Frais de déplacement, de repas ou autres	Résultats atteints
Comité MICC-MELS et partenaires du milieu de l'éducation dont le mandat est de : - Conseiller le MICC dans le dossier des étudiants étrangers; - Refléter la position des professionnels des universités, des collèges et du niveau secondaire dans divers dossiers concernant les étudiants étrangers; - Tenir informés les professionnels des établissements d'enseignement et de regroupements d'établissements des actions proposées et de l'avancement des dossiers. - Participer à la préparation du Forum d'échange sur les étudiants étrangers, qui a lieu à intervalles de 18 mois.	Composition de 16 personnes : 7 représentants universitaires, 1 représentant des cégeps (Cégep international), 1 représentant des collèges privés, 1 représentant du niveau secondaire (Éducation internationale), 1 représentant du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et 5 représentants du MICC : Claire Beaudreault, agente de liaison, Bureau des étudiants internationaux, Université Concordia Geneviève Béland, Bureau du registraire et des services aux étudiants, Université du Québec en Outaouais Christiane Bélanger, conseillère à la vie étudiante, Accueil des étudiants internationaux, Service à la vie étudiante, UQAM Karine Deshayes, responsable Services aux étudiants étrangers, HEC Montréal Nathalie Dubois, responsable du recrutement international, Cégep international	**3433,56 $**	Pauses-café des trois rencontres : 88,95 $ Forum d'échange : repas, location de salles et autres dépenses connexes (nappes, matériel audio-visuel, etc.) : 3344,61 $	Tenue du Forum d'échanges sur les étudiants étrangers, le 28 avril 2010, avec une participation de 92 personnes du milieu de l'éducation et de l'immigration. Rencontres du comité les 29-09-2010, 08-12-2010 et 09-02-2011.

Question 3

	Pauline L'Écuyer, manager, International Student Services, Université McGill Bruno Viens, responsable, Bureau des étudiants internationaux, Université de Montréal Geneviève Poiré, chargée de projets en recrutement d'élèves étrangers, Éducation internationale Gaétan Bilodeau, conseiller à la gestion des études, Bureau du registraire, Université Laval Marie-Christine Tremblay, directrice des études, Collège Lassalle, pour l'association des Collèges privés du Québec Julie Roy, conseillère en affaires internationales, Direction des affaires internationales et canadiennes, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport Mélanie Guillemette, conseillère, Direction régionale de la Capitale-Nationale et Est-du-Québec, MICC Lyn Fleury, directrice, Direction de l'immigration économique – Québec, MICC M. Daniel Fougère, chef-d'équipe, Direction de l'immigration économique – Québec, MICC Madame Denise Lecavalier, conseillère, Direction de l'immigration économique – Québec, MICC Madame Nancy Trépanier, conseillère, Direction des politiques et programmes d'immigration, MICC			

Question 3

COMITÉ DIRECTEUR CONJOINT MICC-MESS-CSPQ				
MANDAT	**Liste des membres**	**Budget dépensé en 2010-2011**	**Frais de déplacement, de repas ou autres**	**Résultats atteints**
Responsable du développement en partenariat du nouveau service Placement en ligne, volet international. De façon plus spécifique, le comité directeur MICC-MESS-CSPQ du projet s'assure sur une base mensuelle que les exigences d'affaires sont prises en compte et prend les décisions en ce sens. Il permet l'échange entre les participants sur l'état d'avancement des travaux des divers éléments du projet commun entre le MICC, le MESS et le CSPQ; le tout afin d'assurer la diffusion d'information, le partage des enjeux et des impacts découlant des travaux du projet.	Claire Monette, directrice de projet, directrice du Bureau du développement et de l'optimisation, MICC Mohammed Bouhmouch, coordonnateur de projet Lyn Fleury, directrice, Direction de l'immigration économique – Québec, MICC François Plourde, directeur, Direction de l'intégration professionnelle et des services aux entreprises, MICC Marie-Josée Lemay, directrice, Direction des politiques et programmes d'immigration, MICC Stéphane Laliberté, directeur, Direction des systèmes d'information, MICC Éric Gervais, directeur, Direction générale des opérations, MICC Jenny Côté, directrice de projet, directrice des mesures et services aux entreprises et partenaires externes, MESS Diane Giroux , coordonnatrice de projet (remplacée à mi-mandat par Lyne Auclair), MESS Marian Lavoie, directeur général de la direction générale adjointe du soutien au réseau, MESS Yvon Allaire, directeur de la gouverne des technologies de l'information, MESS Christian Dionne, chargé de projet – CSPQ (remplacé en fin de mandat par Denis Morissette)	Le développement en partenariat du projet Placement en ligne, volet international s'est réalisé au cours des deux exercices financiers 2009-2010 et 2010-2011. Après l'implantation du projet le 4 décembre 2010, les coûts réels estimés se chiffrent à environ 1,5 million $ (MICC et MESS).	Les rencontres se sont tenues en visioconférence. Il n'y avait donc pas de frais de déplacement, ni de repas réclamés en 2010-2011.	Responsable du développement en partenariat du nouveau service Placement en ligne, volet international. De façon plus spécifique, le comité directeur MICC-MESS-CSPQ du projet s'assure sur une base mensuelle que les exigences d'affaires sont prises en compte et prend les décisions en ce sens. Il permet l'échange entre les participants sur l'état d'avancement des travaux des divers éléments du projet commun entre le MICC, le MESS et le CSPQ; le tout afin d'assurer la diffusion d'information, le partage des enjeux et des impacts découlant des travaux du projet.

Question 3

COMITÉ CONJOINT MICC/MELS				
MANDAT	**Liste des membres**	**Budget dépensé en 2010-2011**	**Frais de déplacement, de repas ou autres**	**Résultats atteints**
Élaborer et mettre en œuvre, dans les limites du cadre juridique et budgétaire qui régit les commissions scolaires et les cégeps, les modalités relatives à l'Entente MICC-MELS pour favoriser la francisation et l'intégration des personnes immigrantes dans le cadre de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission des immigrants « aubains ».	- Jacques Leroux, Denis Lazure, Jacinthe Michaud, Anne Michèle Meggs, Anne-Marie Fadel et François Plourde (MICC) - MELS	Les dépenses encourues sont assumées par les organisations représentées.	Les frais sont assumés par les organisations représentées.	Mise en œuvre des modalités relatives au suivi, à l'évaluation et à la reddition de comptes à l'égard des services et des clientèles identifiées à l'entente, notamment quant : - aux données opérationnelles, aux indicateurs de résultats et aux autres statistiques devant être échangés à des fins, entre autres, de suivi de la prestation de services et de reddition de comptes; - à la collaboration pour la réalisation d'études et de recherches ainsi que pour d'éventuelles évaluations visant à mieux comprendre les besoins et le cheminement de la clientèle; - à l'utilisation de l'enveloppe budgétaire pour les services offerts et aux paramètres d'évolution annuelle de cette enveloppe.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'HARMONISATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX DE FRANCISATION				
Mandat	**Liste des membres**	**Budget dépensé en 2010-2011**	**Frais de déplacement, de repas ou autres**	**Résultats atteints**
Assurer un accès simplifié et unifié aux services gouvernement de francisation et au soutien financier qui leur est rattaché. Le MELS et le MICC adopteront un programme de formation en francisation et une échelle d'évaluation des compétences en français communs pour les personnes immigrantes adultes, ce qui permettra une plus grande harmonisation des services gouvernementaux actuellement offerts. Aussi, le MICC, en collaboration avec le MELS et le MESS, instaurera un guichet unifié d'accès aux services de francisation, chargé d'évaluer les besoins et les compétences langagières des nouveaux arrivants, de déterminer l'aide financière applicable et de les diriger vers l'établissement le plus en mesure de répondre à leurs besoins, soit un cégep, une université, une commission scolaire ou un organisme communautaire. Un programme unifié d'allocation pour les nouveaux arrivants inscrits en francisation à temps plein sera aussi instauré afin de soutenir les participants.	- MICC - MELS - MESS	N/A	N/A	- Une **échelle québécoise des niveaux de compétence en français**, développée avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, a été approuvée par les autorités du MICC et sera utilisée dès 2011-2012. - Toujours en collaboration avec le MELS, un **programme cadre de français à l'intention des personnes immigrantes adultes au Québec**, développé à partir de l'échelle québécoise des niveaux de compétence en français, a été approuvé par les autorités du MICC et sera disponible en 2011-2012.

Question 3

				- Un **programme unifié d'aide financière**, destiné aux nouveaux arrivants inscrits à la francisation, est en développement, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. - Un cadre de référence pour le **guichet unifié** visant à assurer un accès simplifié et unifié aux services gouvernementaux de francisation a été développé. Un projet d'appel d'offres pour sa réalisation a été approuvé par le Comité directeur responsable du projet. Un dossier d'affaires a été développé et déposé au Conseil du Trésor en décembre 2010.
COMITÉ DE GOUVERNANCE SUR LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL				
Mandat	**Liste des membres**	**Budget dépensé en 2010-2011**	**Frais de déplacement, de repas ou autres**	**Résultats atteints**
Le Comité de gouvernance sur la francisation en milieu de travail, mis en place en octobre 2008, est un lieu d'échanges et de concertation afin d'assurer la mise en commun des préoccupations respectives, l'harmonisation et la cohérence des actions et des services des partenaires, l'utilisation optimale des ressources et l'augmentation significative des interventions de francisation en milieu de travail au bénéfice des travailleuses et des travailleurs immigrants. Il a pour mandat d'orienter et de coordonner les travaux requis pour le développement et la mise en œuvre des mesures 1.1 *Permettre à des immigrants occupant déjà un emploi de poursuivre leur apprentissage du français en milieu de travail* et 1.2 *Instaurer un crédit d'impôt remboursable destiné aux entreprises pour la francisation des immigrants* du plan gouvernemental intitulé Mesures pour renforcer l'action du Québec en matière de francisation des immigrants.	- **Milieu gouvernemental** : ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), Office québécois de la langue française (OQLF), ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), Emploi-Québec (EQ), Fonds de développement et de reconnaissance de la main-d'œuvre (FDRCMO) et Secrétariat à la politique linguistique(SPL). - **Milieu institutionnel** : commissions scolaires de l'île Montréal, Regroupement des collèges du Montréal métropolitain (RCMM), Collège Bois-de-Boulogne (CdeB). - **Milieu patronal** : Chambre de commerce	Le Comité de gouvernance sur la francisation en milieu de travail se réunit une fois l'an et les dépenses encourues sont assumées par les organisations représentées.	Les frais sont assumés par les organisations représentées.	Depuis 2008, une véritable concertation s'est établie entre tous les partenaires des divers milieux concernés par la francisation en milieu de travail et ce, partout au Québec. Les ententes conclues avec les partenaires pour promouvoir la francisation auprès des dirigeants d'entreprises et des travailleuses et travailleurs et organiser des cours de français en milieu de travail ont porté fruit. Les bilans annuels réalisés le démontrent bien. Ainsi en 2009-2010, huit commissions scolaires, l'organisme Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre (FBDM) et le MICC ont dispensé plus de 20 880 heures de cours de français dans 133 entreprises au bénéfice de 2 134 travailleuses et travailleurs

Question 3

	du Montréal métropolitain (CCMM), Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), Conseil québécois du commerce de détail (CQCD). - **Milieu syndical** : Confédération des syndicats nationaux (CSN), Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Centrale des syndicats démocratiques (CSD). - Comité de suivi du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques			en emploi. Par rapport à 2008-2009, le nombre d'entreprises s'est élevé de 24,3 %, le nombre de participants de 28 % et le nombre d'heures de 28,8 %. Ces hausses témoignent d'une progression intéressante dans les milieux de travail. Dans la région de Montréal, 120 entreprises, soit 90,2 % des 133 entreprises jointes au Québec, ont mis en place des cours de français au bénéfice de 2 059 travailleuses et travailleurs à leur emploi, ce qui représente 96,5 % du total des participantes et participants. Notons également une percée encourageante dans les petites entreprises. Le bilan de la francisation en milieu de travail est très positif : Ce sont 640 travailleurs et travailleuses qui ont participé aux cours de français du MICC en 2010-201 pour une augmentation de 9 % par rapport à l'année précédente.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL				
Mandat	**Liste des membres**	**Budget dépensé en 2010-2011**	**Frais de déplacement, de repas ou autres**	**Résultats atteints**
Le groupe de travail assure la réalisation des travaux faisant partie du mandat du Comité de gouvernance sur la francisation en milieu de travail, c'est-à-dire les travaux d'analyse, de développement, de conception et les propositions devant être soumis aux autorités ministérielles.	MELS, MESS, EQ, FDRCMO, commissions scolaires, RCMM, OQLF et MICC pour les travaux et dossiers spécifiques. Il peut s'adjoindre d'autres membres pour des discussions bilatérales sur des dossiers particuliers.	Les dépenses encourues sont assumées par les organisations représentées.	Les frais sont assumés par les organisations représentées.	Comme le groupe de travail relève du Comité de gouvernance sur la francisation en milieu de travail, il participe aux résultats atteints décrits précédemment à la même rubrique.

COMITÉ MICC-MESS SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SERVICES INTÉGRÉS POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES NOUVELLEMENT ARRIVÉES				
Mandat	**Liste des membres**	**Budget dépensé en 2010-2011**	**Frais de déplacement, de repas ou autres**	**Résultats atteints**
Comité mis en place à l'été 2010, suite à l'engagement gouvernemental pris dans le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale et dans le Plan emploi métropole, avec le mandat de mieux coordonner les interventions auprès des personnes immigrantes nouvellement arrivées afin d'en augmenter la cohérence, la rapidité et l'efficacité. Les objectifs visés : réduire les délais d'intégration socioprofessionnelle de ces personnes et augmenter leur taux	COMITÉ DIRECTEUR : MICC : Claire Deronzier, Sous-ministre adjointe à l'Intégration Yvan Turcotte, Sous-ministre adjoint à la Francisation, à la Performance, aux Partenariats	0 $	0 $ Les rencontres se tiennent en visioconférence, dans nos locaux ou dans ceux du MESS à	Les travaux ont débuté à la fin de l'été 2010, donc principalement la phase de mise en place et de démarrage des différents chantiers. Les chantiers ont déposé leurs orientations et propositions en décembre (étude d'opportunité).

Question 3

d'emploi.	et à la Promotion Marc Lafrance, Chargé de mission – Refonte du rôle des services Immigration-Québec Dominique Laniel, Directrice DRH Hélène Saint-Pierre, Directrice – DAPC Danielle Pavlovic, Chargée de projet – Refonte du rôle des services Immigration-Québec Gilles Charron, Coordonnateur de programme - Refonte du rôle des services Immigration-Québec Marie-Renée Roy, Sous-ministre adjointe aux politiques et à l'analyse stratégique – MESS Bernard Matte, Sous-ministre associé - E.-Q Marian Lavoie, Directeur général adjoint des mesures, des services et du soutien – E.-Q. Éric Théroux, Directeur général adjoint aux politiques et à la prospective – MESS Sylvie Grenier, Directrice DRH – MESS Josée Tremblay, Directrice des communications – MESS Christiane Langlois, Chargée de projet – Conseillère aux politiques Direction des politiques d'emploi et de main-d'oeuvre- MESS COMITÉ COORDINATION Marc Lafrance, Chargée de mission – Refonte du rôlé des services Immigration-Québec, MICC Suzanne Jutras, Directrice, Immigration-Québec Ouest de Montréal et Responsable du Service d'accueil à l'aéroport, MICC Jacinthe Michaud, Chef de service, Service de soutien à l'accueil et à l'accompagnement, MICC Jacques Leroux, Directeur des politiques, des programmes, des partenariats et de la promotion de la francisation, MICC François Plourde, Directeur de l'intégration		Montréal, à distance de marche.	Les travaux concernant l'analyse de faisabilité des différentes options sont en cours. Les rapports sont attendus en mai.

Question 3

	professionnelle et des services aux entreprises, MICC Charlotte Poirier, Directrice régionale de Montréal – MICC Dominique Laniel, Directrice DRH, MICC Hélène Saint-Pierre, Directrice – DAPC, MICC Danielle Pavlovic, Chargée de projet – Refonte du rôle des services Immigration-Québec, MICC Gilles Charron, Coordonnateur de programme - Refonte du rôle des services Immigration-Québec - MICC Éric Théroux, Directeur général adjoint aux politiques et à la prospective, MESS Myriam Chambron, Direction régionale - E.Q. Mtl Nicole Moreau, Directrice adjointe des mesures et services aux individus, E-Q, MESS Gérard Lescot, Direction des politiques de prestations, MESS Jenny Côté, Directrice des mesures et services aux entreprises et aux partenaires externes - E.-Q. Ginette Sylvain, Directrice régionale Montréal - E.-Q. Guylaine Queenton, Directrice du Service du développement des personnes et de l'organisation, MESS Robert Demers, Direction des communications, MESS Christiane Langlois, Chargée de projet – Conseillère aux politiques Direction des politiques d'emploi et de main-d'oeuvre- MESS			
COMITÉ MIXTE CHARGÉ DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME SPÉCIAL DE PARRAINAGE HUMANITAIRE POUR HAÏTI (SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA DGDIS)				
Mandat	**Liste des membres**	**Budget dépensé en 2010-2011**	**Frais de déplacement, de repas ou autres**	**Résultats atteints**
Comité interministériel mis en place après l'annonce des mesures spéciales de	Composition :	N/A	N/A	Trois rencontres ont été tenues soit le 16

Question 3

parrainage humanitaire pour Haïti. Le mandat du comité est de veiller à ce que les personnes accueillies en vertu du Programme puissent bénéficier de services adaptés à leur situation afin qu'elles réussissent leur parcours d'intégration. Plus spécifiquement : - Définir les conditions et les modalités d'admissibilité aux services publics; - Cerner les besoins spécifiques et voir à l'adaptation des services; - Convenir de mesures à mettre en place pour s'assurer de structures d'accueil efficaces, favoriser un continuum de services; - Mobiliser les acteurs locaux et régionaux afin de s'assurer que les relations interculturelles et intercommunautaires soient harmonieuses; - Prévoir la formation interculturelle des intervenants des services publics afin d'améliorer leurs connaissances des réalités sociales et culturelles des personnes d'origine haïtienne, de susciter des changements sur le plan des attitudes et d'accroître leurs habiletés à intervenir auprès de cette clientèle; - Appuyer les efforts de coordination de la communauté haïtienne afin qu'elle puisse être partie prenante dans l'élaboration des mesures à mettre en œuvre pour favoriser la pleine participation des Québécois d'origine haïtienne.	Claire Deronzier, sous-ministre adjointe à l'Intégration, MICC Charlotte Poirier, directrice générale de Montréal, MICC Alida Piccolo, directrice, DGDIS, MICC Chantal Drolet, directrice, DIFH, MICC Johanne Dumont, MAMROT Alain Veilleux, sous-ministre adjoint, MELS Francis Culée, directeur régional de Montréal, MELS Claire Chamberland, directrice des services aux communautés culturelles et directrice régionale adjointe de Montréal, MELS Bernard Matte, sous-ministre associé, Emploi-Québec Johanne Bourassa, directrice générale adjointe, Emploi-Québec Gérard Lescot, directeur, Politiques sociales pour les programmes d'aide de dernier recours Ginette Sylvain, directrice régionale Emploi-Québec île de Montréal Line Bérubé, sous-ministre adjointe, MFA Pierre Gaucher, directeur régional de Montréal, MFA Eric Gourde, conseiller aux services à la famille, DRM, MFA Lise Verreault, sous-ministre adjointe, MSSS Pierre Laflamme, directeur général, Direction générale adjointe aux ententes de gestion, MSSS			février, le 12 mars et le 8 octobre 2010. Réalisation de fiches sur l'adaptation des services gouvernementaux ainsi que sur les mesures exceptionnelles d'admissibilité aux services gouvernementaux selon la situation statutaire des personnes rapatriées d'Haïti. Préparation d'un document sur l'admissibilité aux services gouvernementaux selon les statuts d'immigration.

Question 3

	Louis Côté, directeur, Direction des ressources humaines, de l'information, de la planification et des affaires juridiques, MSSS Carolle Turcotte, directrice associée, ASSS Louise Massicotte, directrice générale adjointe, MSSS Louise Rondeau, directrice adjointe, Services en langue anglaise et aux communautés culturelles, MSSS James McGregor, vice-président, Développement de l'habitation, SHQ Hubert de Nicolini, directeur, Direction de la planification, de la recherche et du développement, SHQ Geneviève Faguy, Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie, MSP Jean Savard, MSP Gilles Rioux, directeur de la Diversité sociale, Ville de Montréal			

QUESTION 4

LISTE DE TOUS LES CT RÉCEPTIONS
DU CABINET DU MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Aucun CT réception pour le cabinet en 2010-2011.

QUESTION – RP 5a

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE EN 2010-2011 ET COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION – RP 5b

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE DEVENUS PERMANENTS EN 2010-2011 ET COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES

Veuillez noter que cette question s'apparente à la question 36 – Renseignements généraux (question 18 du 2e groupe d'opposition) et la réponse indiquée à cette question est celle-ci :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

QUESTION – RP 6

VENTILATION DÉTAILLÉE DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR L'ANNÉE 2010-2011.
FOURNIR ÉGALEMENT LE DÉTAIL TOUTE AUTRE DEMANDE DE COMPRESSIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR AUPRÈS DU MINISTÈRE OU UN DE SES ORGANISMES.

Pour l'exercice 2010-2011, la cible de réduction pour le MICC est de 827 900 $. Ce montant se répartit comme suit :

	Cible de réduction de dépenses 2010-2011 *(en milliers de $)*	Dépenses réduites 2010-2011 *(en milliers de $)*
Publicité	401,6	423,8
Formation	248,3	238,3
Frais de déplacement	178,0	166,7
Total	**827,9**	**828,8**

La cible de réduction pour le Conseil des relations interculturelles est de 6 400 $. Ce montant se répartit comme suit :

	Cible de réduction de dépenses 2010-2011 *(en milliers de $)*	**Dépenses réduites** 2010-2011 *(en milliers de $)*
Fonctionnement	6,4	6,4

QUESTION - RP 7

LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS EN 2010-2011, EN INDIQUANT LES COÛTS ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER

La réponse à cette question se trouve à la question 4 des renseignements généraux.

QUESTION 8

LISTE DES CONTRATS DE TRADUCTION

Le tableau ci-dessous liste les contrats octroyés à des firmes de traduction en 2010-2011.

Nom du fournisseur	Montant du contrat
Matkovic, Miguel	10 000,00 $
Argos Interprètes et traducteurs Inc.	5 000,00 $
Axe Communications d'affaires	10 000,00 $
Brasilis Traductions Inc.	2 000,00 $
Chen, Lixiong	4 500,00 $
De Cruz, Natasha	5 000,00 $
Fu, Isabelle	19 500,00 $
Kennedy, Élaine	5 000,00 $
Leney, Peter	10 000,00 $
Lorenzato, Maria Cristina	2 000,00 $
MacDonald, Leslie	10 000,00 $
Schulman, Gwendolyn	5 000,00 $
Services linguistiques Bruno Maillet	3 000,00 $
Traductions Terrance Hughes Inc.	10 000,00 $

Question particulière du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION – RP 9

FOURNIR POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENCE OU DE LA HAUTE DIRECTION, LES MONTANTS VENTILÉS POUR L'ANNÉE 2010-2011 CONCERNANT : A) LES FRAIS DE DÉPLACEMENT ; B) LES FRAIS DE REPRÉSENTATION ; C) LES FRAIS DE REPAS ; D) LES FRAIS DE VOYAGE ; E) LES FRAIS DE PRÉPARATION AUX CONGRÈS, COLLOQUES, SOMMETS, CONFÉRENCES, ETC..

Voir le cahier préparé par le Conseil des relations interculturelles.

QUESTION - RP10

LISTE DES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LES ESPACES OCCUPÉS EN 2010-2011

ÉDIFICES	COÛT DES AMÉNAGEMENTS ET TRAVAUX DIVERS EN 2010-2011 ($)	NATURE DES TRAVAUX
ILE DE MONTRÉAL ET AÉROPORT		
360, rue McGill, Montréal	1 423$	Installation de câbles informatiques dans une salle de réunion
360, rue McGill, Montréal	6 132$	Travaux de pose de fibre optique et de câblage pour la convergence des réseaux DATA et téléphonie dans le cadre de la migration vers le réseau RITM
360, rue McGill, Montréal	3 523$	Installation de circuits électriques et d'une barre multi-prises au plancher
360, rue McGill, Montréal	411$	Fournir l'équipement et l'installation d'un système mécanique de fermeture de porte ainsi qu'une poignée de type entrepôt
360, rue McGill, Montréal	1 784$	Installation de circuits électriques dans la salle de serveurs
360, rue McGill, Montréal	1 572$	Installation de circuits électriques dans la salle de visioconférence
360, rue McGill, Montréal	6 913$	Installation d'un système d'intercom couvrant l'ensemble de l'édifice dans le cadre du plan des mesures d'urgence
360, rue McGill, Montréal	1 089$	Installation de signalisation et d'enseignes suspendues
360, rue McGill, Montréal	1 616$	Repeindre un local
360, rue McGill, Montréal	694$	Réparation d'une serrure numérique
360, rue McGill, Montréal	1 466$	Ajout d'éclairage dans le hall d'entrée
360, rue McGill, Montréal	220$	Remplacer un arceau pour support à vélo et en conserver un en inventaire
360, rue McGill, Montréal	1 132$	Installation et vérification de câbles dans une salle de réunion
360, rue McGill, Montréal	51$	Déplacer un panneau de signalisation dans le stationnement arrière
360, rue McGill, Montréal	8 489$	Installation d'un système de caméras de surveillance aux portes extérieures
975, boul. Roméo-Vachon Nord, Dorval	17 421$	Travaux de pose de fibre optique et de câblage pour la convergence des réseaux DATA et téléphonie dans le cadre de la migration vers le réseau RITM
975, boul. Roméo-Vachon Nord, Dorval	14 110$	Relocalisation du mécanisme sécurisé d'ouverture des portes vitrées à l'aéroport
5252, boul. de Maisonneuve Ouest, Montréal	59$	Modifier la signalisation du bureau de la Ministre

LAVAL, LAURENTIDES, LANAUDIÈRE

1436, boul. Daniel-Johnson, Laval	11 871$	Fournir et installer un système de gestion de file Q-Solo pour l'affichage dans la salle d'attente
1436, boul. Daniel-Johnson, Laval	6 487$	Fournir et installer un ouvre-porte automatique à la toilette des femmes afin de faciliter l'accès aux personnes handicapées
85, rue de Martigny Ouest, St-Jérôme	287$	Fournir et installer 2 prises électriques

QUÉBEC

930, chemin Ste-Foy, Québec	1 997$	Installer un panneau de verre trempé au comptoir d'accueil
930, chemin Ste-Foy, Québec	913$	Installation d'un conduit flexible et une barre à prises multiples dans le cadre de la migration vers le réseau RITM
1050, rue Louis-A.-Taschereau, Québec	10 863$	Travaux de pose de fibre optique et de câblage pour la convergence des réseaux DATA et téléphonie dans le cadre de la migration vers le réseau RITM

MAURICIE-CENTRE DU QUÉBEC

100, rue Laviolette, Trois-Rivières	573$	Installation d'un conduit flexible et une barre à prises multiples dans le cadre de la migration vers le réseau RITM
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	223$	Nettoyer des cloisons à l'aide d'une machine à vapeur

OUTAOUAIS

227, rue Montcalm, Gatineau	3 791$	Peinturer les murs de salles de réunion
227, rue Montcalm, Gatineau	2 620$	Travaux de pose de fibre optique et de câblage pour la convergence des réseaux DATA et téléphonie dans le cadre de la migration vers le réseau RITM
227, rue Montcalm, Gatineau	384$	Installer un système de gestion de file d'attente et réparer une prise réseau

QUESTION - RP11

LISTE DES RÉNOVATIONS FAITES DANS CHAQUE EMPLACEMENT OCCUPÉ PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS EN 2010-2011

Voir la réponse à la question 11 relative à la demande des renseignements généraux.

QUESTION 12

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS DE COVÉRIFICATION OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE ET TOUT ORGANISME QUI RELÈVE DU MINISTÈRE EN 2010-2011 EN INDIQUANT : NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS; MANDAT ET RÉSULTAT; COÛT; ÉCHÉANCIER; DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

Le Ministère n'a pas de covérificateur et donc aucun contrat attribué à ce titre.

QUESTION 13

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR L'ANNÉE 2010-2011 :
A) LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS;
B) LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
C) L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS.

1.

A) Un concours a été organisé par le Ministère dans le cadre de la réalisation de son Plan d'évaluation des attentes et de la satisfaction de la clientèle 2009-2012, et plus spécifiquement, des sondages qui en font partie.

Ce concours et les tirages sont réalisés en conformité avec les Règles sur les concours publicitaires de la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6, a. 20).

Les commanditaires de ces prix sont la Société des directeurs des musées montréalais, Parcs Québec et Protégez-Vous. Ainsi, tous les prix remis dans le cadre de ces tirages ont été offerts sous forme de don.

En 2010-2011, 5 tirages ont eu lieu, pour les sondages sur les services suivants :
- Guide Apprendre le Québec;
- Cours de français spécialisés;
- Cours de français en ligne;
- Rencontre individuelle ou de groupe sur les premières démarches d'installation au Québec;
- Accompagnement d'un candidat dans sa demande auprès d'un ordre professionnel ou d'un autre organisme de réglementation.

B) Dans le cadre des 5 tirages qui ont lieu, les prix suivants ont été remis :
- 16 cartes annuelles familiales donnant accès aux parcs nationaux du réseau Parcs Québec (valeur de 70 $ chacune);
- 20 abonnements au magazine *Protégez-Vous* (valeur de 38 $ chacun);
- 5 cartes Musées Montréal pour visiter 34 musées (valeur de 45 $ chacune);
- 5 paires de laissez-passer pour un musée montréalais (valeur de 24 $ chacune).

C) L'objectif est d'inciter la clientèle à répondre aux sondages et de la remercier du temps investi pour y répondre.

2.

A) Prix québécois de la citoyenneté : Prix Maurice-Pollack, Prix Anne-Greenup, Prix Jacques-Couture, Prix Charles-Biddle.

B) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix :
- Les finalistes reçoivent une plaquette commémorative et un parchemin signé par la ministre;
- Les lauréats reçoivent en plus un trophée;
- Coûts des plaques commémoratives, des parchemins et des trophées remis en 2010-2011 : 2 263 $.

C) L'objectif visé pour la tenue de chacun des concours :
Les Prix québécois de la citoyenneté récompensent des personnes, des entreprises et des organismes pour leur engagement et leur contribution à faire du Québec une société plurielle et inclusive:
- Prix Maurice-Pollack pour la gestion de la diversité;
- Prix Anne-Greenup pour la lutte contre le racisme et la discrimination;
- Prix Jacques-Couture pour le rapprochement interculturel;
- Prix Charles-Biddle pour l'apport exceptionnel à la société québécoise d'une personne ayant immigré au Québec depuis au moins 20 ans.

QUESTION 14

POUR 2010-2011, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION EN INDIQUANT POUR CHACUN :

A) LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
B) LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
C) LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ

- Dans le cadre de ses programmes d'aide financière, le Ministère conclut des ententes avec des partenaires qui offrent aux nouveaux arrivants des services liés à l'accueil et à l'intégration ou, également, aux organismes communautaires qui réalisent des activités de rapprochement interculturel et de lutte contre le racisme et la discrimination.

- **Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA) :** Ce programme finance des organismes pour offrir aux nouveaux arrivants un accompagnement personnalisé dans leurs démarches d'intégration.
  - Budget : 10 700 000 $
  - Responsable : Service de soutien à l'accueil et à l'accompagnement (SAAA)

- **Programme régional d'intégration (PRI)** : Le PRI vise à augmenter l'établissement et la rétention des immigrants en dehors de la région métropolitaine de Montréal. Il vise également à valoriser auprès des populations des régions l'apport économique, social et culturel de l'immigration. Il comprend un volet spécifique aux organismes à but non lucratif (OBNL) et un autre volet visant des ententes avec une municipalité locale ou une municipalité régionale de comté, une conférence régionale des élus (CRÉ) ou encore un centre local de développement.
  - Budget : 4 416 500 $
  - Responsable : Direction générale de l'intervention territoriale (DGIT)

- **Programme *Action diversité* (PAD)** : Ce programme est à l'intention des organismes à but non lucratif qui réalisent des projets structurants pouvant contribuer significativement à l'atteinte des objectifs du Ministère en matière de diversité afin de favoriser la pleine participation des Québécois de toutes origines au développement de la société québécoise. Dans le cadre de ce programme, un processus de sélection des projets plus formel, à entrée fixe, a été mis en place.
  - Budget : 3 550 000 $ (comprend Défi Montréal)
  - Responsable : Direction de la gestion de la diversité et de l'intégration sociale (DGDIS)

- **Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère (PRSOCA) :** Ce programme vise à financer, en partie, le fonctionnement de base (mission globale) d'organismes qui contribuent à la réalisation des objectifs du Ministère en matière d'accueil, d'établissement et d'intégration des nouveaux arrivants, de rapprochement interculturel et de lutte contre le racisme et la discrimination.
  - Budget : 1 054 000 $
  - Responsable : Service de soutien à l'accueil et à l'accompagnement (SAAA)

- **Programme de soutien à des projets facilitant l'admission aux ordres professionnels (PSPFAOP)** : Ce programme est destiné à favoriser l'intégration économique des personnes immigrantes en finançant des projets facilitant leur admission aux ordres professionnels et encourager la mise en place de nouvelles approches pour que les personnes immigrantes formées à l'étranger

puissent contribuer à l'économie du Québec en occupant des emplois à la mesure de leurs compétences.

- Budget : 4 000 000 $
- Responsable : Direction de l'intégration professionnelle et des services aux entreprises (DIPSE)

L'annexe 1 – Liste des programmes de financement montre le détail des ententes pour chacun de ces programmes, à l'exception du Programme d'accueil et d'installation des réfugiés (PAIR).

Programme d'accueil et d'installation des réfugiés (PAIR)
Pour permettre aux ressortissants réfugiés, souvent démunis, de rebâtir leur vie au Québec, le Programme d'accueil et d'installation des réfugiés **(PAIR)** prévoit l'achat de biens et services. Les personnes réfugiées peuvent également compter sur l'aide de dernier recours et l'assurance maladie dès leur arrivée.

- Budget : 1 450 000 $
- Responsable : Service de soutien à l'accueil et à l'accompagnement (SAAA)

Pour 2010-2011, liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère
- le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- le montant et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention

Annexe

Programme action diversité (PAD),
Budget : 3 550 000 $
Responsable : Direction de la gestion de la diversité et de l'intégration sociale (DGDIS)

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
01-Bas-Saint-Laurent	PAD	Accueil intégration du BSL inc.	Préparation d'ateliers divers, visant à rejoindre les clientèles de femmes qui vivent des difficultés d'intégration et de l'isolement. Liste des sujets : -Rencontres d'introduction pour présenter les participantes ; -Présentation de la ville de Rimouski et son histoire; -Présentation des expressions québécoises et leur signification; -Initiation à l'implication citoyenne par la participation des femmes ; -Atelier sur la gestion du stress offert par l'Association canadienne pour la santé mentale. -Atelier sur la place de l'enfant et sur le rôle des parents au Québec. -Atelier sur la politique au Québec, -Atelier sur les actes à caractère sexuel en collaboration -Atelier sur les droits des femmes au Québec et la réalisation de l'activité cuisine collective; -Différentes activités éducatives et sociales ; -Rencontres psychosociales en groupe. -Rencontres individuelles en relation d'aide, au besoin.	37 000,00 $
07-Outaouais	PAD	Accueil-parrainage Outaouais	Ce projet de médiation interculturelle vise à faciliter l'inclusion des immigrants en formant des médiateurs qui auront à intervenir dans les situations de conflits et leur permettrent de s'intégrer plus facilement à la société québécoise. Ce projet s'inscrit dans le contexte régional de l'Outaouais et compte sur l'apport de partenaires dont le CEGEP de l'Outaouais qui forme des médiateurs bénévoles qui pourront être appelés dans les situations de conflits dans deux quartiers de la ville de Gatineau ainsi que dans deux écoles. Ce projet pourra être étendu à d'autres secteurs de la ville de Gatineau après la première année d'implantation.	33 500,00 $
07-Outaouais	PAD	Accueil-parrainage Outaouais	L'objectif du projet est la résolution de conflits liés à des systèmes de valeurs opposés. Le projet vise à faciliter l'intégration des immigrants à la société québécoise. Son impact à plus long terme est : La transformation des parties de façon à acquérir la capacité de mieux comprendre leurs problèmes et traiter leurs conflits; La création d'une communauté harmonieuse par la pacification des conflits et la prévention de la violence ; La création de ponts entre les différentes cultures et la société d'accueil, entre la clientèle immigrantes et les institutions de l'État.	25 000,00 $
12-Chaudière-Appalaches	PAD	Alpha Bellechasse	Ce projet propose d'aider les parents de familles immigrantes à soutenir la réussite scolaire de leurs enfants en misant sur une relation étroite entre la famille et la communauté. Il vise à répondre au besoin d'accompagnement de ces parents dans l'aide aux devoirs de leurs enfants inscrits à l'école primaire ou secondaire, ce qui représente une vingtaine d'élèves (environ 10 familles). Le projet inclura notamment : des rencontres annuelles entre les parents et enfants immigrants et ceux de la communauté d'accueil et les partenaires du projet (écoles, municipalités, organismes, etc.); l'élaboration d'un plan d'action pour aider les parents immigrants dans l'aide aux devoirs; l'adaptation des outils d'aide aux devoirs à l'intention de la clientèle immigrante; des ateliers de groupe pour les pères et les mères; l'accompagnement hebdomadaire à domicile des familles dans l'aide aux devoirs et les apprentissages des parents eux-mêmes; le suivi de chaque famille immigrante durant deux ans. Le projet souhaite également valoriser le rôle du père dans l'aide aux devoirs.	16 400,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PAD	Association des aides familiales du Québec	L'organisme s'engage à : - Tenir à jour un registre des aides familiaux admis au Québec dans le Programmes des aides familiaux résidants (PAFR); - Offrir aux aides familiaux admis dans le PAFR, des services conseil sur les normes du travail et les droits de la personne et de la jeunesse et, le cas échéant, des services d'accompagnement à la Commission des normes du travail (CNT) pour celles désireuses de recourir aux services de la CNT ou à ceux de la Commission des droits de la personnes et des droits de la jeunesse (CDPDJ); - Offrir des services conseils, de références et, si requis, d'accompagnement reliés aux autres domaines de la présente entente (référence en francisation, service de soins de santé, ministère du revenu, etc.); - Offrir, si requis, des services d'aide à l'emploi et de placement assisté aux aides familiaux admis au Québec dans le PAFR; - Offrir des services de renseignements aux aides familiaux admis au Québec dans le PAFR; - Enrichir leur site Internet en collaboration avec le Ministère.	30 000,00 $
06-Montréal	PAD	Association des professionnels en CDAO (APCDAO)	Insertion en emploi permanent au niveau de la compagnie Pélican International Inc de 40 techniciens immigrants de l'industrie du plastique et l'accompagnement des superviseurs dans l'intégration de ces recrues	49 000 $
06-Montréal	PAD	Au bas de l'échelle inc.	De façon générale, le projet vise à rejoindre 400 nouveaux arrivants pour leur expliquer leurs droits au travail et pour les aider à les faire valoir auprès de la Commission des normes du travail et de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse. Pour ce faire, le projet comporte 2 volets : - offrir 35 sessions de Halte aux abus, d'une durée de 2 heures et demi à des groupes de 10 à 15 nouveaux arrivants dans les locaux des groupes qui rejoingnent cette clientèle. Ces sessions expliquent les normes minimales du travail et les notions de harcèlement psychologique et discriminatoire au travail. De plus, elles visent à accroître les habiletés des participants à exercer des recours à la Commission des normes du travail à la Commission des droits de la personne et de la jeunesse. Aussi, les sessions de Halte aux abus contribuent à intégrer les immigrants au marché du travail québécois; - offrir un service individualisé, basé sur 21 rencontres, aux travailleurs non syndiqués nouvellement arrivés au Québec dans les locaux des organismes partenaires du projet.	35 000,00 $
03-Capitale-Nationale	PAD	AutonHommie, centre de ressources sur la condition masculine (Québec) inc.	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes selon l'échéancier indiqué : Formation de six jours sur les différentes cultures des immigrants de Québec donnée à l'ensemble de l'équipe d'Autonhommie par le Centre Multiethnique de Québec; Utilisation d'une banque d'interprètes pour aider les intervenants lors des rencontres d'accueil et d'animations de groupes; Création et animation d'un nouveau groupe d'aide; Tournée de sensibilisation dans les organismes communautaires et les réseaux institutionnels;	30 000,00 $
06-Montréal	PAD	Autour du bébé, carrefour périnatal d'Ahuntsic	Volet 3 : Le projet consiste à offrir des ateliers et des activités d'information aux futures mères et nouvelles mamans immigrantes, principalement celles en provenance de Maghreb, d'Haïti et du Mexique. Il vise à favoriser leur intégration et à les sortir de l'isolement grâce entre autres au jumelage avec des mamans de la société d'accueil.	10 000,00 $
06-Montréal	PAD	Bouclier d'Athéna, Services familiaux (Le)	Contribuer à la prévention des crimes d'honneur : former, informer, dépister pour une meilleure intégration des familles immigrantes Le projet vise la prévention des crimes d'honneur en éduquant les femmes sur leurs droits et les ressources qui peuvent les aider en constituant un réseau; en informant les hommes des ressources d'aide et les conséquences judiciaires de la violence faite aux femmes; en diffusant cette information dans les communautés ciblées, les médias, et les organismes. Projet élaboré en concertation avec plusieurs partenaires du milieu. Projet novateur, pertinent, cohérent. Les besoins différenciés des hommes et des femmes sont au cœur même du projet.	34 548,00 $
06-Montréal	PAD	Bureau de la communauté haïtienne de Montréal	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : offrir annuellement à 20 familles monoparentales de la communauté haïtienne de suivre le programme de renforcement des familles, un modèle de prévention qui a su réduire les troubles de comportement liés à des activités délictueuses dans l'arrondissement Notre-Dame-de-Grâce. offir des versions abrégées du programme à 80 parents (version parentale) et ;à 60 jeunes (socialisation adolescente). Entente de modification en date du 2011-02-26	67 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PAD	Carrefour de ressources en interculturel	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : Année 1 : Élaboration d'un plan de communication . évaluer et établir les priorités des besoins des parents en matière de communication; . répertorier les modalités existantes de communication entre les parents et l'école; . proposer un plan de travail permettant de développer les actions en vue d'une meilleure communication entre les parents et l'école et/ou d'assurer la coordination entre ces actions (ex. cours de francisation, banque d'interprètes bénévoles, rencontres d'information, etc.); . réaliser des rencontres d'information pour les parents immigrants sur le fonctionnement et le rôle de l'école en fonction des besoins. Année 2 : Mise sur pied d'un comité interculturel de parents composé de parents immigrants et québécois d'origine, des intervenants d'organismes communautaires œuvrant auprès des enfants et d'un représentant de l'école. Année 3 : Mise en œuvre du plan d'action Le plan d'action comprendra des actions visant le rapprochement entre les parents immigrants et l'école.	26 450,00 $
06-Montréal	PAD	Centre communautaire et culturel chinois de Montréal (CCCM)	Développement d'un réseau d'affaires Québec-Chine	82 087 $
06-Montréal	PAD	Centre communautaire Mountain Sights	L'organisme s'engage à atteindre les objectifs suivants: . Améliorer la compréhension des valeurs d'ici et d'ailleurs par les intervenants et les usagers du Centre afin d'être mieux outiller pour traiter les situations problématiques liées aux valeurs et ainsi développer des moyens d'intervention favorisant la confiance, le respect et l'ouverture. . Développer un sentiment d'appartenance des personnes des communautés culturelles à leur nouveau milieu de vie. . Développer des liens en dehors du groupe d'appartenance culturelle. . Favoriser l'implication dans la vie d'un centre communautaire. . Et enfin améliorer les conditions de vie. L'organisme s'engage à rejoindre les clientèles suivantes : . 50 participants, principalement résidents du quartier Mountain Sights, intervenants du Centre, comité des résidents et familles usagères du Centre. L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Création d'un noyau d'au moins 5 résidants de communautés culturelles différentes voulant être leader auprès des autres en ce qui concerne l'adaptation, l'intégration, les valeurs fondamentales, etc... . Rencontres-discussions/tables-ronde et des sorties et des actions sociales sur une base mensuelle portant sur des sujets d'intérêts communs liés à l'immigration, l'adaptation à la société d'accueil, les valeurs culturelles et sociales ainsi que les enjeux sociaux locaux et la démocratie. . Durée de 9- à 120 minutes chacune.	8 500,00 $
13-Laval	PAD	Centre communautaire Petit espoir	Le projet vise à aider les familles immigrantes du quartier Saint-François de Laval à acquérir des connaissances et des compétences qui faciliteront leur intégration économique, sociale et culturelle ainsi que leur engagement civique tout en favorisant l'ouverture à la diversité et au pluralisme. Le projet comprend des visites, des animations, des conférences et des ateliers de formation. Le projet vise la participation de 200 personnes issues de l'immigration et de Québécois d'origine.	8 000,00 $
06-Montréal	PAD	Centre communautaire Tyndale St-Georges	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : - Le premier volet du projet vise les jeunes du quartier de la Petite-Bourgogne qui, en raison de l'absence de ressources et de modèles positifs, considèrent que la vie de gang est une option valable. Les activités proposées sont les suivantes : - un programme de 12 mois pour 15 jeunes à risque, âgés de 14 à 18 ans, afin d'explorer les options de carrière, d'acquisition de compétences et de préparation au marché du travail; - 6 ateliers préparatoires au stage et d'exploration de soi. Le second volet consiste à sensibiliser les parents au phénomène des gangs de rue à travers 7 ateliers portant notamment sur les stratégies de recrutement des gangs, les responsabilités parentales ou la communication efficace.	50 000,00 $
06-Montréal	PAD	Centre communautaire Tyndale St-Georges	Réseautage 2.0	90 000 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PAD	Centre d'aide aux familles latino américaines	L'ORGANISME S'ENGAGE À RÉALISER LES ACTIVITÉS SUIVANTES : Afin de prévenir l'adhésion aux gangs de rue des jeunes, âgés de 12 à 17 ans, issus de la communauté latino-américaine, l'organisme entend réaliser, entre décembre 2010 et novembre 2011, diverses activités, notamment : - de l'intervention individuelle ainsi que du soutien psychosocial aux jeunes à risque et aux parents; - des ateliers sur la problématique des gangs de rue destinés aux jeunes à risque d'y adhérer; - des séances d'information destinées aux parents ayant des jeunes à risque; - du jumelage d'élèves en difficulté.	50 000,00 $
06-Montréal	PAD	Centre d'entrepreneurship HEC - POLY UDEM	1.1 L'ORGANISME, en collaboration avec l'École Polytechnique de Montréal, s'engage à atteindre les objectifs suivants : -Créer un microprogramme de 15 crédits de niveau deuxième cycle universitaire sur le thème de l'entrepreneurship. Ce microprogramme inclut deux cours obligatoires de trois crédits, un cours optionnel et un cours de six crédits sur le montage d'un projet d'entreprise. -Accompagner 20 étudiants ingénieurs diplômés à l'étranger dans l'élaboration de leur plan d'affaires afin qu'il puisse être présenté aux différentes instances de financement et de développement économique. 1.2 L'ORGANISME, s'engage à réaliser les activités suivantes : -Adoption du programme par les instances de l'École Polytechnique de Montréal et de l'Université de Montréal -Développement d'un cours de trois crédits universitaires sur l'entrepreneurship au Québec -Développement d'un cours de trois crédits universitaires sur le réseau d'affaires québécois -Développement d'un cours pratique de six crédits qui inclut des formations de groupe et un accompagnement personnalisé	60 000,00 $
06-Montréal	PAD	Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord inc.	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivante : Afin de sensibiliser les jeunes, âgés de 13 à 17 ans, et les parents au phénomène des gangs de rue et de développer des habiletés à devenir des « pair aidants » (agents multiplicateurs), un programme d'activités sera mis en place : - des émissions de radio, sous forme de chroniques d'information, incluant des conférenciers; les thématiques abordées seront essentiellement reliées à la prévention du phénomène des gangs de rue; - des atelieres seront offerts aux parents et aux jeunes.	50 000,00 $
06-Montréal	PAD	Centre d'initiatives pour le développement communautaire, l'Unité	Le projet vise à soutenir et accompagner les parents immigrants des classes d'accueil de trois écoles primaires de Saint-Laurent, dans le but de les aider à renforcer leur autorité et à mieux encadrer leurs enfants dans leur premier pas au Québec. Projet mené en partenariat avec le milieu scolaire, la police et les organismes communautaires. Projet structurant et novateur qui s'attaque à une réalité très présente mais cachée.	33 515,00 $
06-Montréal	PAD	Centre génération emploi	Le projet consiste à intervenir auprès des mères démunies et isolées issues de l'immigration et membres des minorités visibles afin de lutter contre leur isolement, lequel entrave leur intégration à la société et entraîne des conséquences néfastes sur la cellule familiale. Afin d'aider ces femmes à remplir pleinement leur rôle de mères de famille dans leur nouveau contexte, le projet vise à les amener à adopter une démarche participative, à acquérir un esprit d'ouverture à la diversité culturelle, et les inciter à utiliser les services qui leur sont offerts, à les sensibiliser à l'importance de l'apprentissage du français tout comme la connaissance et la compréhension du Québec. Le projet est appuyé par le milieu. Il est structurant et vise une clientèle très vulnérable et difficile à rejoindre.	35 000,00 $
06-Montréal	PAD	Centre génération emploi	Le projet vise à faire du porte-à-porte hebdomadaire, structuré, pour gagné la confiance de 100 femmes isolées de Parc Extension, principalement celles d'origine sud-asiatique difficiles à rejoindre, afin de les sortir de leur isolement et de les amener à utiliser les services qui leur sont offerts. Réalisation des activités : - 3 heures par semaine de démarchage hebdomadaire en porte-à-porte, d'une intervenante, dans les zones les plus vulnérables du quartier, avec l'aide d'un interprète. . Démarchage dans les lieux publics (écoles, garderies, buanderies, commerces, institutions): hebdomadaire à l'année longue et dans les parcs pendant l'été. . Kiosques d'information: lors des événements spéciaux et fêtes dans le quartier. . Visites des ressources du quartier: mensuelles et selon le besoin des femmes. . Rencontres individuelles de recherche de solutions aux problèmes vécus. . 25 activités d'une durée de 2 heures, chacune. Ces activités prendront la forme de : a. cafés-rencontres sur la violence conjugale, la sécurité, les droits des femmes, l'emploi, la santé et l'alimentation; b. activités socio-culturelles; c. ateliers de formation pour les participantes qui souhaitent aider d'autres femmes isolées à sortir de l'isolement; d. accompagnement, selon les besoins des femmes. Une évaluation du projet est prévue. Le parcours des femmes participantes sera documenté.	40 500,00 $
03-Capitale-Nationale	PAD	Centre Mgr Marcoux	Bienvenue à Limoilou	23 600,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
16-Montérégie	PAD	Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	Ce projet a comme objectif de favoriser l'intégration des familles d'origine chinoise à la collectivité d'accueil de Brossard par le rapprochement interculturel avec des familles de la communauté d'accueil, en organisant diverses activités en concertation avec deux organismes communautaires de l'agglomération de Longueuil : la Maison de la famille de Brossard et le Mouvement Montérégie français. La Ville de Brossard compte près de 8 000 personnes d'origine chinoise. De façon plus spécifique, les objectifs se déclinent comme suit : soutenir les compétences en français des nouveaux arrivants chinois en les mettant en interaction avec des familles francophones autour d'activités thématiques qui visent notamment l'amélioration des compétences parentales et la découverte des services et des loisirs disponibles dans la région; contribuer à réduire l'isolement des femmes immigrantes chinoises en créant des occasions de rencontres avec des femmes de la communauté d'accueil au cours desquelles elles pourront échanger sur leurs expériences en recherche d'emploi; et offrir des séances d'information pour les jeunes d'origine chinoise sur la participation civique et le leadership.	22 800,00 $
06-Montréal	PAD	Chambre de commerce de l'Ouest-de-l'Île de Montréal (La)	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Constituer quatre ateliers de 20 personnes chacun, composés d'employeurs, de gestionnaires ou de superviseurs de premier niveau, ainsi que de personnes immigrantes en formation au Collège Gérald-Godin et à la recherche d'un emploi; . Coordonner la formation donnée à compter du 7 octobre 2010, dans les quatre ateliers d'une durée de quatre heures chacun. Développer le contenu de la formation : les aptitudes recherchées en emploi, le cadre de référence culturelle, les valeurs communes et les stratégies de communication interculturelle applicables au travail; . Assurer la production d'outils transférables et d'un livret aide-mémoire complémentaire aux ateliers de formation; . Développer un questionnaire afin d'effectuer un suivi auprès des participants et de documenter les résultats du projet; . Faire un suivi pour connaître le degré d'implantation du «plan d'action et d'amélioration» des entreprises ciblées et des personnes immigrantes en voie d'intégration au marché du travail; . Organiser une rencontre d'échange, de réflexions individuelles et en groupe, afin de faire un suivi et une évaluation de l'atteinte des objectifs. . Assurer une visibilité du projet lors de l'Assemblée générale en septembre 2010, ainsi qu'aux partenaires et aux projets du Défi Montréal lors du Salon Affaires et Emploi, édition 2010. L'organisme s'engage à rejoindre les clientèles suivantes : . Personnes immigrantes étudiantes ou jeunes adultes à la recherche d'un emploi ainsi que gestionnaires et responsables des ressources humaines concernées par la communication interculturelle.	25 000,00 $
03-Capitale-Nationale	PAD	Chambre de commerce de Québec	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes selon l'échéancier indiqué : - stages ou maillages professionnels ; - organiser et tenir chaque année une édition de l'événement Un Monde à faire, selon le format développé par le comité organisateur à la satisfaction du représentant du MICC. - L'organisme colligera le degré de satisfaction des entreprises et des stagiaires à l'égard du programme, l'information sur les bonnes pratiques en matière de gestion de la diversité ethnoculturelle et les suites possibles aux maillages effectués en termes d'embauche des participants au programme; de plus, pour le stagiaire : l'âge, le sexe, le pays de naissance et le CNP, et pour l'entreprise : le nombre d'employés et le secteur d'activité.	59 950,00 $
06-Montréal	PAD	Chambre de commerce du Montréal métropolitain	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : - Durant les 36 mois du projet, l'organisme s'engage à réaliser un total de 471 stages ou maillages professionnels. - L'organisme concevra des mécanismes de suivi auprès des entreprises afin de connaître leur degré de satisfaction à l'égard du programme, pour recueillir l'information sur les bonnes pratiques en matière de gestion de la diversité ethnoculturelle et pour connaître les suites possibles de maillages effectués en termes d'embauche des participants au programme. L'information qui sera colligée sera réinvestie dans la mesure Leader Diversité. - L'organisme est disposé, par ailleurs, à même ses propres ressources, à offrir aux participants des activités de réseautage dans le cadre de ses activités régulières.	52 046,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PAD	Chantier de l'économie sociale	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes dans les quatres axes suivantes : AXE 1 Dresser un portrait détaillé de la participation des personnes issues de l'immigration à l'économie sociale Tenir des rencontres du sous-comité «portrait» pour le suivi du travail réalisé. Analyser les données recueillies. Rédiger un rapport sur les données qualitatives et quantitatives recueillies. Publier et diffuser le rapport de recherche. Axe 2 Développer des outils de sensibilisation Tenir des rencontres du sous-comité comité «outils de sensibilisation» pour le suivi du travail réalisé. Utiliser les documents de sensibilisation et les diffuser dans les différentes instances de soutien au développement Axe 3 Promouvoir la mise en place de pratiques de gestion de la diversité dans les entreprises d'économie sociale Axe 4 Intégrer des initiatives d'économie sociale dans les stratégies régionales d'accueil et d'intégration des personnes issues de l'immigration Mettre à contribution les Pôles régionaux de l'économie sociale pour le plan d'action, les démarches entreprises et le cheminement du comité. Mettre à la disposition des régions les résultats de recherche et d'analyse et les outils développés	50 000,00 $
06-Montréal	PAD	Clef pour l'intégration au travail des immigrants	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Soumettre au Ministère, au plus tard un (1) mois après la signature de la présente entente, un calendrier détaillé de réalisation du projet pour commentaires et approbation. . Constituer une liste d'employeurs potentiels et intéressés. . Solliciter des entreprises pour présenter les candidatures des futurs stagiaires. . Établir des contacts et partenariats avec les entreprises pouvant offrir des stages dans le domaine des stagiaires et prenant l'engagement de rémunérer les participants pendant cette période. . Mettre à la disposition des employeurs les dossiers des candidats par domaine de spécialisation. . Établir une fiche de profil professionnel pour chacun des candidats bénéficiant d'un stage et aider à la préparation des dossiers individuels. . Assurer l'intermédiation entre l'entreprise et les participants devant être placés en stage. . Préparer les stagiaires aux entrevues par des ateliers et des rencontres individuelles. . Accompagner et suivre les stagiaires pendant la période de stage (approximativement 6 à 12 mois). . Établir des rencontres périodiques (approximativement une fois par mois) de suivi avec les entreprises ayant des candidats en stage afin de renforcer la collaboration et le partenariat et de répondre aux besoins spécifiques de l'employeur	65 100,00 $
06-Montréal	PAD	Coalition de la petite-bourgogne/quartier en santé	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : Mise sur pied du programme de médiation urbaine BUMP (Burgundy Urban Mediation Program) dont les objectifs sont de prévenir la criminalité, de contrer la violence et la marginalisation des jeunes du quartier, particulièrement ceux du secteur des îlots St-Martin (HLM dont les habitants proviennent majoritairement de la communauté noire anglophone).	32 000,00 $
06-Montréal	PAD	Collectif des femmes immigrantes du Québec	Le projet vise à rejoindre 60 femmes, en majorité originaires des pays du Maghreb, afin de leur offrir des sessions d'information leur permettant de mieux comprendre les réalités québécoises, de les motiver à intégrer le marché du travail et de les préparer à confronter efficacement les préjugés dont elles pourraient être victimes. À terme, ces femmes pourraient intégrer les programmes réguliers de l'organisme, dont le PANA et différentes mesures d'Emploi-Québec, ou celles d'un autre organisme d'aide à l'emploi.	29 182,00 $
14-Lanaudière	PAD	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	Le projet a comme objectif d'appuyer les femmes des communautés culturelles dans leur adaptation aux réalités des milieux de vie en termes socioprofessionnels, ainsi que les membres de leurs familles. Il vise également à encourager l'ouverture de la société lanaudoise au pluralisme et à favoriser le rapprochement interculturel entre les Québécois d'origine et les personnes immigrantes, en encourageant les Québécoises d'origine à s'investir dans une relation d'entraide avec des nouvelles arrivantes. Il chercher également à faciliter le processus d'adaptation et d'intégration des femmes immigrantes isolées et à agrandir leur réseau socioprofessionnel en brisant leur isolement. L'activité principale du projet est le jumelage entre une dizaine de femmes immigrantes et une dizaine de femmes lanaudoises. Le projet propose neuf ateliers et trois activités sur la société d'accueil à travers la démarche du jumelage.	28 000,00 $
06-Montréal	PAD	Conseil local des intervenants communautaires de Bordeaux-Cartierville (C.L.I.C.)	Le projet s'attaque aux problématiques reliées à l'exclusion socioculturelle et socioéconomique, ainsi qu'au manque d'appropriation et au faible sentiment d'appartenance des familles de Bordeaux-Cartierville visées par la démarche de revitalisation urbaine intégrée et constituées de 33 % de nouveaux arrivants. Projet étroitement associé à la réalité locale et conçu en fonction des besoins des familles. Projet développé en collaboration et concertation avec différents partenaires dont les écoles, la commission scolaire et la police. Projet appuyé et assumé par les organismes du milieu, communautaires et institutionnels.	30 785,00 $
17-Centre-du-Québec	PAD	Coopérative des travailleuses et travailleurs de théâtre des Bois-Francs (La)	Entente de prolongation. Poursuivre en 2010-2011, les représentations de la pièce de théâtre Les Trois M basée sur l'estime de soi des jeunes filles immigrantes et issues de l'immigration à Montréal et en Montérégie.	34 500,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PAD	Corporation de développement économique communautaire Ahuntsic-Cartierville	L'organisme s'engage à réaliser des partenariats avec des organisations pour la référence de la clientèle, la participation au comité de suivi opérationnel et au comité des partenaires. L'organisme s'engage à atteindre les objectifs suivants : -Créer de nouvelles passerelles entre les acteurs concernés par la situation de l'emploi sur le territoire Implanter des mécanismes de collaboration, de gestion de l'offre et de la demande d'emplois et de suivi entre les organismes du territoire et les entreprises locales pour faciliter l'accès et le maintien en emploi des résidants issus de l'immigration -Voir à la mise en place dans les entreprises locales de mesures favorisant l'intégration et la rétention en emploi de la main-d'oeuvre locale vivant des réalités particulières en facilitant notamment l'accès aux outils et services d'Emploi-Québec méconnus et non utilisés.	90 000,00 $
06-Montréal	PAD	Diversité artistique Montréal - DAM	L'organisme s'engage à: - développer un service d'accompagnement et les outils nécessaires à l'intention des artistes et des travailleurs culturels désireux de faire carrière au Québec. - offrir ce service aux artistes professionnels ou en voie de professionalisation issus de l'immigration récente - Préparer des outils nécessaires à un acommpagnement adéquat des artistes visés. Ces outils aborderont les éléments suivants : connaissance de base en gestion et démarrage de projet, présentation d'un projet artistique ou d'affaires, détermination des stratégies et identification des ressources en communication, l'élaboration d'un budget et d'un montage financier, préparation de demandes de subventions ou de financement, développement de réseaux de contacts, élaboration d'un plan de projet, etc.; - Rencontrer la clientèle visée par des rencontres de groupe ou individuelles;	16 744,00 $
06-Montréal	PAD	Diversité artistique Montréal (DAM)	Stages pratiques offerts aux artistes de la diversité culturelle	90 000 $
06-Montréal	PAD	Espace Féminin arabe (EFA)	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Recruter 60 femmes d'origine maghrébine nouvellement arrivées qui se destinent obligatoirement au marché du travail par des méthodes divesifiées : collaborations avec les organismes partenaires, promotion dans les différents milieux et via le web. Le profil des participantes sera déterminé par le comité aviseur. . Offrir des ateliers interactifs d'une durée de deux semaines chacun portant sur les attitudes et comportements gagnants aux 60 participantes par groupes d'un maximum de 10 personnes. . Référer les mentores et les mentorées au Réseau des femmes d'affaires du Québec. . Créer des jumelages entre les mentors et les mentorées ayant le même profil professionnel. . Tenir une rencontre mensuelle individuelle avec chacune des mentorées. . Tenir un tableau de suivi des activités et les démarches datées des partipantes et le soumettre mensuellement à l'organisme Femmes d'affaires sans frontières.	55 000,00 $
06-Montréal	PAD	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	Au cours de la troisième année : diffuser les activités de sensibilisation et formation à l'extérieur du réseau d'intervenants, réaliser une dizaine de visites d'entreprises prévues dans l'entente, accomplir 75 maillages, produire un bilan des activités et de leur.impact sur l'organisation, l'évolution du réseau d'entraide et ses perspectives de développement ainsi que des recommandations quant à la poursuite des activités.	100 000,00 $
06-Montréal	PAD	Femmes d'affaires sans frontière (FASF)	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Adapter le modèle des «cellules d'entraide» développé par la RFAQ pour les besoins spécifiques du projet et former les participantes et les intervenantes à cet effet. . Mettre sur pied six cellules d'entraide axées sur la recherche d'emploi (3 cellules par cohorte) soit une cohorte en 2010 et une cohorte en 2011. Fournir une personne ressource pour assurer l'animation des six cellules d'entraide. . Offrir un atelier de 3 h sur le réseautage à chacune des deux cohortes de 30 participantes chacune soit un atelier en 2010 et un atelier en 2011. . Offrir six sessions de coaching axées sur l'emploi de 3 heures chacune à raison de 10 participantes par session, soit 3 sessions en 2010 et 3 sessions en 2011. . Offrir une formation d'une heure sur le leadership à quelques mentorées ciblées. . Faire la promotion du projet via les organes de communication habituels du RFAQ tels que le site Web, le bulletin hebdomadaire le RFAQ Express et le journal Les Propos. . Créer une section spéciale dans le journal Les Propos où seront publiés sur 6 numéros dans l'année 2010-2011, les profils de 10 participantes. Les profils des participantes seront développés dans le cadre des activités des cellules d'entraide. . Inviter les participantes à des déjeuners-réseautage au cours desquels elles se présenteront aux membres du RFAQ. . Offrir un atelier conjoint d'une heure aux mentores et aux mentorées sur la nature et les limites de la relation mentorale.	30 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PAD	Femmes du monde à Côte-des-Neiges	1.1 L'ORGANISME s'engage à atteindre les objectifs suivants : -Créer des liens entre femmes immigrantes et québécoises autour des problématiques de l'égalité femmes-hommes avec un regard particulier sur les problématiques de la violence conjugale et familiale. Outiller les femmes immigrantes pour une meilleure compréhension de la société québécoise, des droits et de l'utilisation des ressources existantes. -Rejoindre les clientèles suivantes : Femmes immigrantes et de communautés culturelles victimes de violence conjugale et familiale, en situation de fragilité et d'isolement, sans véritable réseau social, en difficulté économique, âgées de plus de 18 ans. -réaliser les activités suivantes : Rencontres thématiques qui alternent partage et formation 6 rencontres de partage qui se déroulent dans une optique de rapprochement entre femmes québécoises de souches et femmes immigrantes. 8 ateliers conçus avec un lien thématique qui se dérouleront suite aux activités partage. Contenu travaillé entre les participantes dans la rencontre de partage avec un cadre plus formel et structurant. Ateliers pouvant être supportés par groupes partenaires	20 668,00 $
06-Montréal	PAD	Fondation de la tolérance (La)	Présenter la caravane dans 20 écoles auprès de 8 000 à 10 000 élèves et auprès de 70 parents	70 000,00 $
06-Montréal	PAD	Fondation de la visite	Briser l'isolement des familles d'ici et d'ailleurs	35 000,00 $
06-Montréal	PAD	Fondation émergence inc.	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes selon l'échéancier indiqué : - poursuivre la campagne de sensibilisation de l'an dernier auprès des communautés LGBT; - à partir des résultats du sondage complété durant la phase I et à la lumière des actions entreprises auprès des organismes ethnoculturels, développer de nouvelles stratégies pour développer des partenariats avec ces derniers pour la phase II de sensibilisation; - enrichir le site Internet à partir du sondage réalisé à la phase I et des campagnes de sensibilisation réalisées et à réaliser; - amorcer la conduite de la nouvelle campagne de sensibilisation dans les médias ethnoculturels auprès des communautés et LGBT ethnoculturels; - conduire la nouvelle campagne de sensibilisation dans le cadre de la Semaine d'action contre le racisme en mars 2010 et participer aux activités; - poursuivre ces actions durant les quelques semaines suivant la Semaine d'action contre le racisme. Convention de modification signée le 2 novembre 2010 afin de prolonger de quatre mois supplémentaires, soit jusqu'au 30 janvier 2012, l'entente actuellement en vigueur.	75 000,00 $
06-Montréal	PAD	Fondation pour l'éducation des enfants et des jeunes adultes défavorisés	Le projet vise à briser l'isolement des familles des communautés culturelles vivant dans les Habitations Jeanne-Mance (HJM). Il vise à créer des plates formes qui favorisent le dialogue et la communication entre les familles issues des communautés culturelles et les familles de la société d'accueil; à favoriser les échanges et les apprentissages interculturels entre les familles immigrantes et les familles de la société d'accueil; à ouvrir les Habitations Jeanne-Mance aux familles issues du Québec. Le projet est appuyé par les organismes du milieu, communautaires et institutionnels. Il répond à un réel besoin du milieu et tient compte des besoins différenciés des hommes et des femmes.	35 000,00 $
06-Montréal	PAD	Forum économique de Verdun	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Gérer et coordonner le projet en se dotant d'un comité aviseur composé de représentants du Forum économique de Verdun, du MICC, d'Emploi-Québec et d'autres personnes ressources spécialisées en employabilité des personnes immigrantes. . Faire des interventions, la diffusion et la distribution de contenus multimédias auprès d'organisations montréalaises d'accueil, d'aide et de promotion de la diversité, des ministères et organismes ainsi que des organisations dédiées à l'insertion à l'emploi, des réseaux d'organismes communautaires, des médias ethniques nouveaux et conventionnels, des site Web partenaires et en lien en vertu d'ententes de collaboration pour recruter les participants. . Constituer une banque de ressources composée de personnes d'origine immigrante en recherche d'emploi avec des compétences spécifiques. . Concevoir et diffuser des ateliers d'information et de discussion avec les chercheurs d'emploi (8 à 10 participants par atelier) en tenant compte à la fois de leur profil de connaissances et des besoins qu'ils auront signifiés pour mieux leur faire découvrir la réalité montréalaise face à l'emploi. . Susciter des stages (rémunérés ou pas) en entreprise locale pour faire connaître et apprécier les compétences des immigrants en recherche d'emploi. . Offrir un service d'accompagnement par des mentors pour les besoins spécifiques du projet, axé sur la recherche d'emploi. . Contacter les entreprises du territoire pour les informer sur le projet, sur l'existence d'une banque de candidats, sur la disponibilité des services gouvernementaux et ceux offerts par des ressources externes. . Contacter les entreprises du territoire pour faire la promotion des avantages de la diversité culturelle dans les milieux de travail et dans le but de corriger certaines perceptions relatives aux immigrants. L'organisme s'engage à rejoindre les clientèles suivantes : . Les personnes originaires du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) . Les personnes des minorités visibles . Les femmes immigrantes en général	60 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PAD	Groupe de recherche et d'intervention sociale gai et lesbienne (G.R.I.S.)	Développer et adapter l'action du G.R.I.S. - Montréal auprès de la clientèle des nouveaux arrivants afin de faire connaître à ces derniers la réalité homosexuelle sur les plans social, légal et personnel; susciter une réflexion chez les personnes visées. Pour atteindre ces objectifs, l'organisme utilise divers moyens dont la distribution du dépliant d'information «Je t'accueille, tu m'accueilles ». L'organisme s'engage à rejoindre les clientèles suivantes : - adultes demandeurs d'asile en hébergement temporaire - adultes inscrits dans des classes de francisation du MICC - adultes inscrits aux sessions de formation S'adapter au monde du travail québécois - jeunes qui fréquentent les classes d'accueil en francisation. L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes: Mise à jour et réimpression des six versions du dépliant d'information «Je t'accueille, tu m'accueilles » conçu spécialement pour les nouveaux arrivants : 9 000 en français, 2 500 en anglais, 2 500 en espagnol, 1 000 en créole, 1 000 en arabe et 1 000 en chinois, pour un total de 17 000 dépliants.	5 000,00 $
03-Capitale-Nationale	PAD	Groupe femmes, politique et démocratie (Région de Québec)	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes selon l'échéancier indiqué : -Organiser une série d'ateliers de sensibilisation à l'implication citoyenne , présentant des portraits de personnes immigrantes intégrées au Québec ; -Ateliers auprès des personnes immigrantes afin de faciliter leur intégration au Québec en leur offrant de nouvelles pistes d'intégration. -Ateliers auprès des travailleurs d'organismes locaux et régionaux et leur clientèle, ainsi que les milieux éducatifs. L'objectif est de sensibiliser les intervenants à soutenir l'engagement citoyen et l'intégration des personnes immigrantes.	40 000,00 $
06-Montréal	PAD	HIPPY-Québec	Le projet vise à promouvoir l'intégration sociale des parents et des enfants, à assurer la réussite scolaire des enfants, à briser l'isolement des femmes immigrantes et à aider au développement des compétences professionnelles des parents et des intervenantes à domicile afin qu'ils puissent accéder plus facilement au marché de l'emploi. Le projet est soutenu par deux bailleurs de fonds. Projet structurant, novateur, dont une partie seulement concerne le territoire.	17 535,00 $
06-Montréal	PAD	Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	-Mobilisations et implication citoyenne autour des enjeux de l'entraide et de la diversité par le renforcement des solidarités et la création de réseaux Activités organiser un réseau d'échange de services et d'entraide communautaire -Favoriser l'ouverture à la diversité et l'engagement citoyen Activités rencontrer des organismes qui favorisent l'implication bénévole pour qu'ils participent à un événement public de recrutement de bénévoles. Organiser un événement de valorisation du bénévolat. Inviter les pères immigrants à s'engager à faire du bénévolat -Partager avec les intervenants des secteurs communautaires, institutionnels et privés les nouveaux acquis développés dans le domaine du rapprochement interculturel Activité de formation aux intervenants des secteurs communautaires et publics. Activité de formation aux responsables des ressources humaines des entreprises privées. -Organiser des rencontres de rétroaction des participants. Analyser les informations recueillies et produire des rapports	95 553,00 $
06-Montréal	PAD	Impulsion-Travail	Défi-femme : Pour un retour vers l'emploi réussi	85 867 $
06-Montréal	PAD	Intégration jeunesse du Québec inc.	L'ORGANISME s'engage à atteindre les objectifs suivants : -Mettre en place un service de soutien et d'accompagnement pour favoriser l'insertion en emploi des finissants d'origine immigrante ou des minorités visibles dans quatre écoles de métiers de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), soit : l'École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration (ÉMICA), l'École des métiers du Sud-Ouest (ÉMSOM), l'École des métiers des Faubourgs de Montréal (ÉMFM) et l'École des métiers de l'aérospatiale de Montréal (ÉMAM). -Sensibiliser des employeurs aux avantages de la main-d'œuvre immigrante et les stimuler à embaucher les finissants accompagnés dans le cadre de ce projet. -Offrir des rencontres individuelles de counselling d'emploi aux finissantes et aux finissants inscrits dans les programmes pertinents. L'ORGANISME s'engage à mettre en place des comités suivants afin d'assurer le suivi et l'évaluation du projet	90 000,00 $
06-Montréal	PAD	Intégration Jeunesse du Québec inc.	Valorisation Jeunesse, Place à la relève+	90 000 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PAD	Investissement Femmes Montréal	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : - Recruter et sélectionner les participantes, selon les critères de sélection suivants: Être en opération à l'étape de la commercialisation de ces produits et services. (exlcuant spécifiquement les entreprises en pré-démarrage et/ou en recherche et développement); . Être détenue majoritairement par une ou des femmes; . Démontrer un impact positif sur la mise en valeur de la diversité culturelle; . Favoriser des liens entre diverses communautés; . Démontrer un lien entre la formation ou l'expérience antérieure de l'entrepreneure et son entreprise. - Mettre en place un comité de sélection composé de partenaires et de membres de l'équipe IFM. - Adapter l'outil «profil des compétences» aux caractéristiques du projet afin d'y inclure une série d'indicateurs spécifiques. - Concevoir un outil autodiagnostic des compétences entrepreneuriales basé sur l'outil «profil des compétences». - Compléter, pour chacune des participantes, un diagnostic des compétences entrepreneuriales. - Bâtir conjointement avec l'entrepreuneure un plan d'intervention pour le développement des capacités entrepreneuriales. - Déterminer les objectifs à cibler pour l'année en cours conjointement avec l'entrepreuneure. - Établir le plan de formation ou coaching individuel. - Effectuer un diagnostic afin de déterminer les besoins communs et les besoins individuels en coaching et/ou formation. - Développer une offre de formation	90 000,00 $
16-Montérégie	PAD	La Maison de la famille de Brossard	Ce projet vise à contribuer à l'intégration des familles immigrantes et au rapprochement interculturel au sein de la collectivité de Brossard (où près de 40 % de la population est issue de l'immigration). Avec la collaboration de la Ville de Brossard, du réseau des écoles publiques et du Centre de santé et de services sociaux Champlain, la Maison de la famille de Brossard offre une activité visant à outiller les parents immigrants afin qu'ils contribuent à la réussite scolaire de leurs enfants (code de vie à l'école, relations enseignants-parents, estime de soi et autres). À travers cette activité, l'organisme souhaite également accroître la participation des nouveaux arrivants aux activités de l'organisme et à celles offertes par la ville, améliorer sa compréhension des différences culturelles afin d'adapter ses services et aussi contribuer à l'intégration et à la participation citoyenne des nouveaux arrivants.	11 100,00 $
06-Montréal	PAD	La radio communautaire francophone de Montréal (CIBL)	Vers un emploi dans un média de communication	90 000 $
16-Montérégie	PAD	Le Fablier, une histoire de familles	Ce projet vise à favoriser un climat d'ouverture à la diversité entre les familles membres de cet organisme d'éducation populaire, dont plus de 50 % sont issues de l'immigration, par la connaissance, la reconnaissance et le partage des particularités et des similarités des vies de familles de toutes origines. L'organisme offrira la possibilité à 20 familles, tant immigrantes que de la communauté d'accueil, de produire collectivement un journal de famille afin de renforcer le sentiment de compétence des unes et des autres par la valorisation de leur savoir-être ainsi que la vie associative de l'organisme et sa capacité à adapter ses pratiques en s'appuyant sur une meilleure connaissance des différences culturelles. De manière plus spécifique, ce projet permettra à chaque famille participante de raconter son histoire (« le nous familial ») aux autres familles (« le nous collectif ») dans un climat agréable et ludique, de développer des habiletés nécessaires à la production d'un journal et d'en dévoiler les résultats à travers une œuvre collective sur la place publique.	29 850,00 $
06-Montréal	PAD	L'Hirondelle, Services d'accueil et d'intégration des immigrants	Parrainage pour une rétention en emploi = une intégration réussie	69 269 $
05-Estrie	PAD	Ligue des droits et libertés (section Estrie)	Le projet « Droit devant ! » vise la mise sur pied d'un service d'accompagnement pour les victimes de racisme et discrimination. Les services offerts seront : . L'accueil, le service conseil, l'accompagnement éducatif (individuel ou de groupe), l'orientation, les recours possible, la référence ainsi que des ateliers de sensibilisation. Clientèle visée: . Les personnes immigrantes, les jeunes, les femmes et les minorités sexuelles. Par ailleurs, tous les Estriens pourront recevoir les services. . Le nombre estimé de personnes qui auront recours à ce service est d'au moins 175 sur une période de 2 ans. «Si l'organisme n'est pas en mesure d'atteindre ce nombre, il compensera par des formations en milieu scolaire».	30 000,00 $
06-Montréal	PAD	Maison Bleue : Milieu de vie préventif à l'enfance (La)	Le projet vise à créer un réseau interculturel de pair et à faire en sorte que les mères immigrantes sortent de chez elle pour s'impliquer et créer un réseau social; à amener les familles à apprendre et intérioriser les informations transmises dans les groupes; à impliquer et mobiliser les mères immigrantes à travers une démarche d'enpowerment; à permettre aux femmes une connaissance et une utilisation accrue des ressources du milieu. Le projet est appuyé en ressources humaines par le CSSS. Répond à un réel besoin.	11 020,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PAD	Maison des familles de LaSalle	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes: . Rencontrer les parents nouvellement arrivés au Québec lors de la première journée scolaire de leur enfant et prendre connaissance de leurs besoins; . Offrir les services d'une agente de liaison qui pourra être rejointe du lundi au vendredi de 8 h 30 à 15 h 30 et se déplacer si nécessaire; . Poursuivre le développement du Réseau de solidarité téléphonique (RST) amorcé à l'école Sainte-Catherine-Labouré et veiller à son bon fonctionnement en : - recrutant puis jumelant des parents immigrés et réfugiés parlant uniquement leur langue maternelle avec des parents parlant la langue française et la langue maternelle du parent immigrant; - expliquant leur rôle aux parents parrains afin qu'ils puissent offrir de l'aide aux parents immigrants pour la compréhension des documents de l'école ou du milieu, et qu'ils puissent les soutenir par téléphone lors de la période des devoirs de leurs enfants; - informant les parents du Réseau de solidarité téléphonique de la tenue des ateliers et des événements organisés dans l'arrondissement. . Soutenir le personnel des écoles Terre-des-Jeunes et Henri-Forest dans le développement d'un réseau de solidarité pour leurs parents; . Organiser cinq ateliers informatifs sur les thèmes suivants : - le systèeme scolaire au Québec : enfants / adultes - s'adapter à l'hiver québécois - le marché du travail et les équivalences de diplômes - apprendre à faire un budget - alimentation saine au Québec . Organiser ou promouvoir des événements LaSallois, tels la fête des voisins, des déjeuners-rencontres entre les participants au Réseau de solidarité téléphonique, la semaine québécoise des familles, etc.	36 500,00 $
06-Montréal	PAD	Maison des jeunes "par la grand'porte" (La)	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : Afin de prévenir l'émergence de comportements antisociaux chez lesjeunes de 6 à 12 ans, par le biais du jeu et de l'art, l'organisme entend réaliser, entre janvier 2009 et décembre 2009 une activité artistique hebdomadaire qui sera offerte à trois groupes (6-8, 9-10 et 11-12 ans) de six jeunes. Des ateliers seront également offerts à 15 parents et porteront notamment sur la toxicomanie, la victimisation, l'errance et la prostitution.	50 000,00 $
06-Montréal	PAD	Maison d'Haïti	Le projet vise à prévenir la violence des gangs de rue et à diminuer le sentiment d'insécurité des citoyens de Saint-Michel. Convention de modification à l'entente signée le 19 novembre 2010 pour une autre année.	50 000,00 $
06-Montréal	PAD	Montréal In Vivo (Secrétariat de la grappe des sciences de la vie du Montréal métropolitain)	Emploi - Secteurs innovants et immigration	80 824 $
08-Abitibi-Témiscamingue	PAD	Mosaïque: Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc. (La)	Pour l'année 2011, la Mosaïque souhaite mettre sur pied quelques activités sous le thème "La famille: point d'ancrage à la société d'aujourd'hui et de demain". Elle souhaite ainsi appuyer les familles natives et immigrantes dans leur adaptation à la diversité dans leurs milieux de vie en Abitibi-Témiscamingue, et encourager leur ouverture à la coexistence culturelle.	10 000,00 $
03-Capitale-Nationale	PAD	Motivaction jeunesse	L'organisme mise sur quatre types d'actions auprès des jeunes de niveau secondaire: -offrir aux jeunes un service de soutien et d'accompagnement intégré au milieu scolaire par l'entremise de travailleurs de milieux polyglottes; - organiser des activités « sorties » (socioculturelles, sportives et de plein air) spécifiquement conçues pour les jeunes fréquentant les classes d'intégration linguistique, scolaire et sociale; organiser des activités parascolaires (socioculturelles, sportives et de plein air) favorisant les échanges et la création de liens entre les jeunes québécois issus de l'immigration et ceux d'origine québécoise; -organiser deux évènements spéciaux à portée populaire réalisés par les jeunes d'origines diverses : □Défi intégration jeunesse : raid aventure de quatre (4) jours entre jeunes québécois issus de l'immigration et ceux de d'origine québécoise en canot, vélo, randonnée et camping. □Défi Québec en santé Animation : activité visant à mettre en action 1000 jeunes autour de défis sportifs (kiosques, randonnée de vélo, défi escaliers sur les plaines).	35 000,00 $
06-Montréal	PAD	Mouvement jeunesse Montréal-Nord	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : - mettre en place une tribune radiophonique traitant de sujets reliés aux gangs de rue; - offrir une formation radiophonique et un atelier d'écriture à la clientèle ciblée; - réalisée 25 émissions de radio.	50 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	PAD	Portes ouvertes sur le lac	Ce projet vise à augmenter les échanges culturels entre familles immigrantes et de la communauté d'accueil (incluant des familles autochtones) par la création d'espaces d'échanges interculturels et la réalisation d'activités familiales. Le projet cherche aussi à sensibiliser la population locale à la diversité ethnoculturelle, notamment en présentant à la télévision des portraits de familles de toutes origines vivant au Lac-Saint-Jean. Dans son volet rapprochement interculturel, le projet comporte 12 activités de rapprochement interculturel auprès de 45 familles immigrantes et de la communauté d'accueil, le développement de comités sectoriels de jumelage et la formation de trois agents multiplicateurs ayant pour mandat l'intégration des familles immigrantes dans des activités familiales spécifiques (sports, loisirs, aide aux devoirs, etc.). Dans son volet sensibilisation, le projet mise sur la réalisation de deux ciné-conférences pour les parents et leurs adolescents, la réalisation de six activités de sensibilisation ayant pour thème « Les contes de mon enfance » auprès de 150 élèves d'écoles primaires (deux par Municipalités régionales de comté (MRC)), la diffusion (web, télé, ciné-clubs) d'une série de dix reportages sur les réalités des familles immigrantes et de la communauté d'accueil. Clientèle visée: 45 familles immigrantes et de la communauté d'accueil; 150 élèves du primaire (50 dans chaque MRC); 15 000 téléspectateurs; 40 intervenants d'organisation œuvrant auprès des familles	30 000,00 $
06-Montréal	PAD	Regroupement des Centres de la petite enfance de l'Île de Montréal	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : Activités visant les femmes d'origine immigrante : . Concevoir un programme d'information et de sensibilisation de 12 heures (4 ateliers de 3 heures) intitulé Travailler en CPE, à l'intention de femmes d'origine immigrante. . Recruter et sélectionner des femmes d'origine immigrante à partir de 2 groupes : - les femmes déjà inscrites à SR INC (Service de ressources professionnelles) comme éducatrices et qui reçoivent peu de demandes de remplacement de la part de CPE. - les femmes d'origine immigrante nouvellement arrivées au pays (moins de 5 ans) qui déposent une demande comme éducatrices à SR INC et qui sont admissibles selon les critères du Regroupement des centres de la petite enfance (RCPEIM). . Dispenser la séance Travailler en CPE aux femmes d'origine immigrante sélectionnées (5 groupes de 20 personnes). . Au cours d'une période de 2 mois suivant le début du travail en CPE avec SR INC, rencontrer individuellement à des fins de supervision chacune des remplaçantes pour une période totale de 2 heures. . Au besoin, effectuer un suivi individuel: rencontre ou téléphone. . . Dispenser à 80 employeurs utilisateurs de SR INC la séance de formation Accueillir des éducatrices de toute origine. . Élaborer et diffuser un manuel de procédures d'accueil pour le personnel issus de l'immigration pour l'ensemble des CPE membres du RCPEIM. L'Objectifr du manuel est de faciliter l'accueil, l'intégration et le maintien en emploi de personnes d'origine immigrante	90 000,00 $
06-Montréal	PAD	Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement	Projet de 3 ans en collaboration avec la ville de Montréal qui ne pouvait pas le faire immédiatement pour trois ans, c'est pourquoi le projet est prolongé de deux ans.L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : - visites individuelles et rencontres de groupe. Objectifs : - sensibiliser les propriétaires quant aux préjugés sur les capacités financières des nouveaux arrivants et les idées reçues sur leurs habitudes culturelles afin de diminuer certains comportements discriminatoires et xénophobes. - sensibiliser les locataires et les chercheurs de logement quant à leurs devoirs et leurs droits vis-à-vis du propriétaire, et référer les chercheurs de logements à des propriétaires offrant des logements convenables. Clientèles : - les propriétaires immobiliers principalement membres de l'Association des propriétaires du Québec, soit environ 300 situés prioritairement dans les arrondissements de Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâche, Parc-Extension, Saint-Laurent, Ahuntsic-Cartierville, Montréal-Nord. - les locataires actuels et potentiels, nouveaux arrivants, minorités visibles, personnes à faibles revenus, soit environ 300 ménages.	20 000,00 $
17-Centre-du-Québec	PAD	Regroupement interculturel de Drummond inc.	Le projet vise à créer des occasions d'échanges entre les membres des différentes communautés de Drummondville et les personnes de la communauté d'accueil dans différents secteurs (professionnel, sportif, culinaire, social) et de favoriser l'intégration des personnes immigrantes dans la société drummondvilloise. Les objectifs du projet sont de briser la solitude des personnes immigrantes, de favoriser l'usage du français dans leur vie quotidienne et de susciter l'intérêt de la communauté d'accueil par rapport à la cohabitation avec des personnes immigrantes. Le projet comporte trois volets : un volet culturel et éducatif (traditions, art, musique, ouverture des enfants d'âge scolaire à d'autres cultures), un volet jeunesse et citoyenneté (échanges dans différentes familles, etc.) et un volet professionnel (échanges d'expériences pour les immigrants entrepreneurs, réseau de contact avec les réseaux d'affaires et la Chambre de commerce de Drummondville). Le projet cible 40 familles en priorisant celles de l'immigration récente.	12 700,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
14-Lanaudière	PAD	Service d'aide à la famille Immigrante de la MRC de l'Assomption (SAFIMA)	Le projet vise à favoriser l'intégration sociale des familles immigrantes et à faciliter leur processus global d'adaptation. La réalisation de l'objectif général se fera par le biais des activités et ateliers thématiques suivants: - des activités pères-enfants et des ateliers sur le rôle des parents dans la réussite scolaire de leur enfant; - des café-causeries femme immigrantes, afin de briser l'isolement des femmes immigrantes, d'élargir leur réseau de contact et d'augmenter leurs connaissances des services sociaux disponibles; - des activités de découverte des loisirs et sports québécois pour les jeunes, afin de faciliter leur adaptation et d'encourager leur connaissance du milieu ; - une conférence école-famille et un cercle de discussion interculturelle. Les clientèles visées dans l'ensemble de ces activités sont les intervenants du milieu, la communauté d'accueil, les femmes immigrantes, les hommes immigrants, les jeunes immigrants et les enfants en milieu scolaire de la Municipalité régionale de comté de l'Assomption. La participation de 30 à 40 personnes est prévue à chacune des activités.	27 750,00 $
06-Montréal	PAD	Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	Volet 2 Le projet vise : . À former 75 intervenants de différents organismes communautaires sur les comportements discriminatoires et les mécanismes existant pour les combattre, afin que 30 nouveaux arrivants puissent déposer une plainte aux organismes concernés (ex. : Commission des droits de la personne et de la jeunesse, Régie du logement, etc.), et que l'expertise développée dans les organismes, survive au projet. . À élaborer des outils à l'intention des intervenants : Power Point, cahier du formateur et cahier des participants. . À accompagner les clients victimes de discrimination, référés par les organismes communautaires, dans le dépôt éventuel d'une plainte. Le calendrier de réalisation du projet est le suivant : . Mise en place du projet: embauche d'un intervenant, préparation du contenu des rencontres et du projet, et promotion du projet (juillet et août 2010). . Formation : 17 rencontres d'une durée de 3 h à 4 h avec les intervenants des organismes, dont 10 rencontres de sensibilisation et 7 autres rencontres (août 2010 à juin 2011).	35 000,00 $
06-Montréal	PAD	Service de consultants en relations interculturelles Québec multi-plus	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : - Compléter la création et la production d'un outil pédagogique sur la diversité culturelle à l'intention des PME avec le soutien financier du Programme du Multiculturalisme de Citoyenneté et Immigration Canada au cours du mois de juin 2010; - Imprimer 1 000 exemplaires de l'outil pédagogique avec le soutien financier du Programme du multiculturalisme de Citoyenneté et Immigration Canada avant la fin de juin 2010; . Contacter, au cours des six mois suivant la signature de l'entente, un minimum de 100 entreprises pour leur remettre l'outil pédagogique, leur expliquer le contenu et leur proposer une formation à l'intention de leur personnel; - Offrir, durant la même période de temps, une formation à au moins 10 des entreprises renontrées; - Fournir au MICC des données précises sur les entreprises contactées et visitées de même que le nombre de personnes rencontrées dans ces entreprises.	7 000,00 $
16-Montérégie	PAD	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	Le projet vise à rejoindre entre 200 et 400 femmes immigrantes de la région de Granby et de Saint-Hyacinthe afin de les aider à briser l'isolement en développant de nouveaux réseaux ainsi qu'à faciliter leur insertion au travail et dans la communauté.	37 000,00 $
06-Montréal	PAD	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc.	PROJET SUR LA SITUATION DES FEMMES IMMIGRÉES ET RACISÉES . . Les objectifs du projet consistent à : Acquérir une meilleure connaissance des femmes immigrées et racisées, cerner les défis, les enjeux et les difficultés auxquelles elles sont confrontées et obtenir ainsi une vision plus éclairée de leurs besoins. Susciter et favoriser une participation citoyenne et le leadership des femmes immigrées et racisées. Favoriser la levée des préjugés et du racisme à l'égard des femmes immigrées et racisées. Contribuer à renforcer la valeur d'égalité entre les femmes et les hommes, tant au sein des communautés culturelles que de la société québécoise en général. Contribuer à assurer la prise en compte de la situation des femmes immigrées et racisées par tous les secteurs d'activité. Favoriser la reconnaissance de l'apport des femmes immigrées et racisées afin qu'elles soient des interlocutrices incontournables lorsqu'il s'agit de leurs réalités et de celles de leurs communautés. Élaborer une vision nationale et régionale des besoins et des partenariats à créer ou à renforcer. Favoriser et faciliter l'application d'une analyse différenciée selon les sexes (ADS) ou d'une analyse « genrée » dans les ministères et organismes gouvernementaux, les institutions, le milieu communautaire Déterminer les domaines d'intervention, les orientations, les pistes d'intervention, les types d'action à privilégier afin de répondre aux besoins au regard des trois axes prioritaires de travail. Dégager des priorités d'intervention qui permettent ensuite au milieu communautaire, aux partenaires gouvernementaux et institutionnels d'agir concrètement sur la situation des femmes immigrées et racisées. Mieux adapter les services de la TCRI et des organismes membres de façon à répondre aux besoins différenciés des femmes et des hommes. Mieux outiller les membres de la TCRI à intervenir auprès de leurs clientèles en tenant compte des besoins spécifiques des femmes immigrantes et réfugiées.	100 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PAD	Table des groupes de femmes	Outiller pour mieux intégrer, l'inclusion professionnelle des femmes immigrantes et des communautés culturelles dans les organismes communautaires mixtes **Le projet a été ramené à 1 an en éliminant la période de recherche**	89 602 $
05-Estrie	PAD	Théâtre des petites lanternes (Le)	Le projet permettra à des femmes de sortir de l'isolement, d'améliorer leur français, de se connaître, de vivre des réussites et ainsi de renforcer leur estime de soi et leur confiance, de mieux communiquer avec les autres et d'acquérir des habiletés dans la résolution de conflit, d'agrandir leur réseau personnel et professionnel, d'être sensibilisées aux codes culturels québécois, aux différences culturelles et à des approches interculturelles gagnantes, de surmonter les obstacles à leur intégration au Québec, d'améliorer leur employabilité et leur statut social et économique, afin de pouvoir transférer les compétences acquises, comme mère de famille, à leur enfant et de pouvoir faire profiter les membres de la famille d'un réseau social.	22 300,00 $
06-Montréal	PAD	Vision Diversité	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes en fonction des objectifs mentionnés : 1.Poursuivre le travail de coordination et de créations de nouvelles plateformes avec les partenaires montréalais du foyer culture. Poursuivre les rencontres de concertation et de coordination des efforts au sein du foyer culture de Vision Diversité. Poursuivre le projet 514 dans un suivi de 18 mois avec le premier gagnant du circuit puis avec les suivants annuellement. - Élargir ce projet pilote vers d'autres diffuseurs 2.Renforcer les partenariats établis au niveau des grands évènements et des réseaux des artistes à Montréal et en région. Poursuivre la collaboration établie avec les partenaires du foyer Culture mais aussi avec les grands diffuseurs comme la Place-des-Arts, la SACEF, la Société des Quais du Vieux Port de Montréal, le Parc Jean-Drapeau, le Festival du Monde Arabe de Montréal, Nuits d'Afrique, Vues d'Afrique, le palais Montcalm de Québec, le Festival en chanson de Petite-Vallée et le Festival International de la chanson de Granby avec qui se sont déjà bâtles des collaborations au cours de l'été 2008. Élargir ces partenariats vers de nouveaux diffuseurs à Montréal, Sherbrooke, Gatineau et Drummondville. Bâtir des liens avec les conseils de la culture en initiant deux premières expériences avec les conseils de la culture de Gatineau et de Québec avec lesquels une première collaboration est amorcée. Soutenir le projet de mise en place du projet-pilote de réseau de la Diversité pour l'emploi mené par nos partenaires du noyau Affaires (Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent et SAJE Montréal Centre) et l'élargir vers d'autres partenariats par des expériences modulables. Sensibiliser les divers milieux culturels ainsi que les diffuseurs aux apports de ces créations et bâtir des partenariats pour en assurer la diffusion.	75 000,00 $
06-Montréal	PAD	Vivre Saint-Michel en santé	Défi entreprises- Intégration diversité.	68 978 $
06-Montréal	PAD	Vivre St-Michel en santé	Les espaces de participation citoyenne Le projet vise à favoriser l'intégration et le sentiment d'appartenance des familles isolées de Saint-Michel, immigrantes et de souche québécoise, à la communauté locale par la participation citoyenne. L'objectif est de sortir les familles de leur isolement, de les informer sur les ressources communautaires et institutionnelles du milieu et sur les mécanismes démocratiques et politiques de participation citoyenne, de susciter les rapprochements entre familles des différentes cultures et la mise sur pied de comités pour l'amélioration de leur conditions de vie et des ressources collectives du quartier, de soutenir la formation de nouveaux leaders représentatifs de la diversité culturelle de Saint-Michel. Le projet, structurant, repose sur cinq organismes porteurs et 60 partenaires. Les activités proposées tiennent compte de l'ADS	34 507,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant

Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA)

17-Centre-du-Québec	PANA	Accès Travail	Reconduction du PANA pour un an. (convention de modification signée le 16 juillet 2010).	32 130,00 $
06-Montréal	PANA	Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal (AIEM)	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	222 195,00 $
06-Montréal	PANA	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	Mise en place de services d'accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du Programme spécial de parrainage humanitaire.	48 000,00 $
06-Montréal	PANA	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	Reconduction du programme PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	464 810,00 $
07-Outaouais	PANA	Accueil-parrainage Outaouais	Octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle aux organismes d'accueil des réfugiés. (17 300$ pour l'APO)	17 300,00 $
07-Outaouais	PANA	Accueil-parrainage Outaouais	RECONDUCTION	257 425,00 $
07-Outaouais	PANA	Accueil-parrainage Outaouais	L'organisme s'engage à: - Administrer la Banque Régionale d'interprètes de l'Outaouais afin d'offrir des services d'interprétariat aux organismes que fréquentent les nouveaux arrivants n'ayant pas une connaissance suffisante du français. À cette fin, l'Organisme s'engage plus particulièrement à: .Maintenir à jour une banque d'interprètes; .Procéder au recrutement des interprètes et évaluer leur maitrise de la langue; .Offrir une formation minimale aux interprètes sur le code d'éthique à respecter et la mission des organismes où ils exerceront leurs fonctions; .Recevoir les demandes des organismes et fournir les services de l'interprètes requis; .Gérer la rémunération des interprètes, notamment en facturant les organismes utilisateurs; .Assurer la qualité des services d'interprétariat rendus; .Tenir à jour un registre des services fournis contenant le nom des organismes utilisateurs, la langue d'interprétariat demandée et la période couverte.	11 000,00 $
06-Montréal	PANA	Agence Ometz	Reconduction du PANA pour un an. Convention de modification signée le 16 juillet 2010, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	92 285,00 $
06-Montréal	PANA	ALAC (Alliance pour l'accueil et l'intégration des immigrants-es)	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011. Convention de modification signée le 3 septembre 2010.	155 330,00 $
07-Outaouais	PANA	Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	Reconduction	89 590,00 $
15-Laurentides	PANA	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	Reconduction du PANA pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	108 745,00 $
15-Laurentides	PANA	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	Montant supplémentaire pour soutenir les interventions auprès des personnes réfugiées prises en charge par l'État	17 300,00 $
06-Montréal	PANA	CARI St-Laurent	Reconduction du PANA pour un an. Convention de modification signée le 2 août 2010, du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	358 000,00 $
06-Montréal	PANA	Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants	Reconduction du PANA pour un an. Convention de modification signée le 23 juillet 2010, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	79 335,00 $
13-Laval	PANA	Carrefour d'intercultures de Laval	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011. Convention de modification signée le 3 septembre 2010.	184 125,00 $
13-Laval	PANA	Carrefour d'intercultures de Laval	Montant supplémentaire pour soutenir les interventions auprès des personnes réfugiées prises en charge par l'État La Ministre souhaite soutenir les organismes de façon exceptionnelle et ponctuelle pour mieux répondre aux besoins des personnes réfugiées prises en charge par l'État pendant la période d'installation dans l'attente que les ministères de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation, du Loisir et du Sport adaptent leurs services pour répondre aux besoins spécifiques de cette clientèle. Un montant de 17 300 $ pour une période de 6 mois. L'Organisme s'engage à : - soutenir les personnes réfugiées prises en charge par l'État pour leur faciliter l'accès aux services de santé et pour favoriser les liens entre les familles et l'école.	17 300,00 $
07-Outaouais	PANA	Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais	Reconduction pour 9 mois. Reconduction supplémentaire 3 mois (avril à juin 2011) entente # C0005105494 de 22 395$ payable en 1 seul versement.	103 590,00 $
16-Montérégie	PANA	Carrefour Le Moutier	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, du triennal 2007-2010. Convention de modification signée le 3 septembre 2010.	101 690,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
16-Montérégie	PANA	Carrefour Le Moutier	Mise en place de services d'accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du programme spécial de parrainage humanitaire.	12 000,00 $
06-Montréal	PANA	Carrefour solidarité Anjou	Reconduction du PANA pour un an soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	81 500,00 $
06-Montréal	PANA	CASA-CAFI (Centre d'aide aux familles immigrantes)	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	48 650,00 $
06-Montréal	PANA	Centre communautaire des femmes sud-asiatique	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	142 425,00 $
06-Montréal	PANA	Centre d'action bénévole de Montréal-Nord	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011, convention de modification signée le 29 septembre 2010.	83 925,00 $
06-Montréal	PANA	Centre d'action socio-communautaire de Montréal	Convention de modification signée le 23 juillet 2010 pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	125 800,00 $
06-Montréal	PANA	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	Session de formation « S'adapter au monde du travail québécois » 24 sessions à 2 380$ + 6 300$ pour la rémunération de l'animateur et du suppléant lors de la formation initiale de 70 heures. Convention de modification signée le 20 juillet 2010 pour les sessions de formation «S'adapter au monde du travail québécois et Vivre ensemble au Québec pour un supplément de 17 540 $ pour 2010-2011.	80 960,00 $
06-Montréal	PANA	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	AMTQ destinée aux nouveaux arrivants francophones Formation S'adapter au monde du travail québécois / Vivre ensemble au Québec prioritairement aux personnes admissibles d'origine haïtienne	12 650,00 $
06-Montréal	PANA	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	Reconduction du PANA. Convention de modification signée le 23 juillet 2010 pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	189 000,00 $
06-Montréal	PANA	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	Parrainage humanitaire - accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du Programme spécial de parrainage humanitaire.	24 000,00 $
03-Capitale-Nationale	PANA	Centre de formation Option-Travail Ste-Foy	L'offre de service vise exclusivement à apporter un accompagnement individuel à la clientèle immigrante pendant le processus de francisation afin de l'aider à définir un projet d'intégration professionnelle post-francisation. Une attention particulière sera apportée aux étudiants des groupes adaptés. Donner la formation S'adapter au monde du travail québécois/Vivre ensemble au Québec à des groupes de 22 à 25 participants. Cette formation d'une durée de 24 heures est organisée en huit modules de 3 heures.	73 780,00 $
03-Capitale-Nationale	PANA	Centre de formation Option-Travail Ste-Foy	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	64 750,00 $
06-Montréal	PANA	Centre de recherche d'emploi de l'Est (CREE) inc.	Mise en place de services d'accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du Programme spécial de parrainage humanitaire.	36 000,00 $
06-Montréal	PANA	Centre de recherche d'emploi de l'Est (CREE) inc.	Formation S'adapter au monde du travail québécois / Vivre ensemble au Québec prioritairement aux personnes admissibles d'origine haïtienne	25 300,00 $
06-Montréal	PANA	Centre de recherche d'emploi de l'Est (CREE) inc.	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	78 000,00 $
06-Montréal	PANA	Centre de recherche d'emploi de l'Est (CREE) inc.	Convention de modification signée le 28 octobre 2010 pour les Sessions de formation « S'adapter au monde du travail québécois » et «Vivre ensemble au Québec »	70 390,00 $
06-Montréal	PANA	Centre des femmes de Montréal	Reconduction du PANA pour un an soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	276 160,00 $
15-Laurentides	PANA	Centre d'intégration en emploi Laurentides (C.I.E. Laurentides)	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	76 500,00 $
06-Montréal	PANA	Centre d'Intégration Multi-services de l'Ouest de l'île (C.I.M.O.I.)	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	158 240,00 $
03-Capitale-Nationale	PANA	Centre multiethnique de Québec inc.	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	448 500,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
03-Capitale-Nationale	PANA	Centre multiethnique de Québec inc.	Montant supplémentaire pour soutenir les interventions auprès des personnes réfugiées prises en charge par l'État	17 300,00 $
06-Montréal	PANA	Centre P.R.I.S.M.E. Promotion, référence, Information et services multi-ethniques	Reconduction du PANA. Convention de modification signée le 23 juillet 2010 pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	113 555,00 $
03-Capitale-Nationale	PANA	Centre R.I.R.E. 2000	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010) Le projet vise à accompagner 75 personnes qui désirent effectuer les démarches requises afin de compléter les processus d'accès aux ordres professionnels, aux métiers régis, aux permis d'enseignement ou autres selon les exigences québécoises	25 050,00 $
16-Montérégie	PANA	Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011 du triennal 2007-2010, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	73 570,00 $
06-Montréal	PANA	Centre social d'aide aux immigrants	Montant supplémentaire pour soutenir les interventions auprès des personnes réfugiées prises en charge par l'État	17 300,00 $
06-Montréal	PANA	Centre social d'aide aux immigrants	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011, convention de modification signée le 2 août 2010.	371 025,00 $
06-Montréal	PANA	CESAREI - Carrefour interculturel et de média communautairede Verdun	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	115 560,00 $
06-Montréal	PANA	CLAM (Carrefour de liaison et d'aide multi-ethnique)	Convention de modification signée le 2 août 2010 pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2010.	342 100,00 $
06-Montréal	PANA	Clef pour l'intégration au travail des immigrants	Session de formation « S'adapter au monde du travail québécois »	138 550,00 $
06-Montréal	PANA	Clef pour l'intégration au travail des immigrants	Reconduction du PANA pour un an signée le 2 août 2010, du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	171 860,00 $
16-Montérégie	PANA	Club de recherche d'emploi Saint-Hyacinthe inc.	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, du triennal 2007-2010, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	34 725,00 $
06-Montréal	PANA	Collectif des femmes immigrantes du Québec	AMTQ Formation S'adapter au monde du travail québécois / Vivre ensemble au Québec prioritairement aux personnes admissibles d'origine haïtienne	12 650,00 $
06-Montréal	PANA	Collectif des femmes immigrantes du Québec	Reconduction du PANA pour un an. Convention de modification signée le 2 août 2010, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	166 110,00 $
06-Montréal	PANA	Collectif des femmes immigrantes du Québec	Parrainage humanitaire - accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du Programme spécial de parrainage humanitaire.	36 000,00 $
06-Montréal	PANA	Collectif des femmes immigrantes du Québec	Session de formation « S'adapter au monde du travail québécois » et «Vivre ensemble au Québec» Convention de modification signée le 20 juillet 2010 pour les sessions de formation «S'adapter au monde du travail québécois et Vivre ensemble au Québec	164 450,00 $
17-Centre-du-Québec	PANA	Comité d'accueil international des Bois-Francs	Octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle aux organismes d'accueil des réfugiés. (17 300$)	17 300,00 $
17-Centre-du-Québec	PANA	Comité d'accueil international des Bois-Francs	Reconduction du PANA (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	102 835,00 $
06-Montréal	PANA	Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri (Le)	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	110 050,00 $
14-Lanaudière	PANA	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	Reconduction du PANA pour une autre année, convention de modification signée le 3 septembre 2010 soit, du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	103 115,00 $
14-Lanaudière	PANA	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	Montant supplémentaire pour soutenir les interventions auprès des personnes réfugiées prises en charge par l'État	17 300,00 $
06-Montréal	PANA	Conseil communautaire Notre-Dame-De-Grâce inc.	Nouvel organisme pour le PANA	47 500,00 $
13-Laval	PANA	Entraide (Pont-Viau et Laval des Rapides) inc. (L')	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011, convention de modification signée le 29 septembre 2010.	56 900,00 $
06-Montréal	PANA	Filière employabilité	Reconduction du PANA pour un an. Convention de modification signée le 23 juillet 2010, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	84 010,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PANA	Fondation ressources jeunesse	Session de formation « S'adapter au monde du travail québécois » 56 sessions à 2 380$ + 9 450$ pour la rémunération de 2 animateurs et d'un suppléant lors de la formation initiale de 70 heures Convention de modification signée le 20 juillet 2010 pour les sessions de formation «S'adapter au monde du travail québécois» et Vivre ensemble au Québec donc pour un supplément en 2010-2011 de 51 180$.	193 910,00 $
03-Capitale-Nationale	PANA	GIT Société inc.	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010). En complémentarité avec les services financés par Emploi-Québec, GIT accompagne les personnes prêtes à intégrer le marché du travail et les soutient dans la démarche Club de recherche d'emploi	42 480,00 $
06-Montréal	PANA	Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	Reconduction du PANA. Convention de modification signée le 23 juillet 2010 pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	442 150,00 $
06-Montréal	PANA	Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	Session de formation « S'adapter au monde du travail québécois /Vivre ensemble au Québec » Convention de modification signée le 16 juin 2010 et prend effet à compter du 1er avril 2010 et se termine le 30 juin 2012.	113 850,00 $
16-Montérégie	PANA	Maison de la Famille des Maskoutains	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011 du triennal 2007-2010, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	139 895,00 $
16-Montérégie	PANA	Maison de la Famille des Maskoutains	Octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle aux organismes d'accueil des réfugiés. (17 300$)	17 300,00 $
06-Montréal	PANA	Maison d'Haïti	Reconduction du PANA pour un an, Convention de modification signée le 23 juillet 2010, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	36 750,00 $
16-Montérégie	PANA	Maison internationale de la Rive Sud inc.	Octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle aux organismes d'accueil des réfugiés. (17 300$)	17 300,00 $
16-Montérégie	PANA	Maison internationale de la Rive Sud inc.	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011 du triennal 2007-2010, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	295 885,00 $
13-Laval	PANA	Perspective Carrière	Mise en place de services d'accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du Programme spécial de parrainage humanitaire	21 360,00 $
13-Laval	PANA	Perspective Carrière	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	109 200,00 $
13-Laval	PANA	Perspective Carrière	Sessions de formation «S'adapter au monde du travail Québécois/Vivre ensemble au Québec» à des groupes de 22 à 25 participants. Cette formation d'une durée de 24 heures est organisée en huit modules de 3 heures. Cette somme inclut la contribution financière annuelle de 63 250 $ pour la réalisation de 25 sessions de formation durant la période, ainsi qu'un montant de 5 040 $ représentant la rémunération des animateurs et suppléants pour la durée de leur formation	68 290,00 $
14-Lanaudière	PANA	Perspectives nouvelles inc.	Reconduction du PANA pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	48 180,00 $
06-Montréal	PANA	Petites-Mains	Reconduction du PANA pour un an, Convention de modification signée le 23 juillet 2010, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	40 125,00 $
06-Montréal	PANA	Projet Genèse	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011. Convention de modification signée le 3 septembre 2010.	71 100,00 $
06-Montréal	PANA	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	293 670,00 $
06-Montréal	PANA	Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	54 670,00 $
17-Centre-du-Québec	PANA	Regroupement interculturel de Drummond inc.	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	176 740,00 $
17-Centre-du-Québec	PANA	Regroupement interculturel de Drummond inc.	Octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle aux organismes d'accueil des réfugiés. (17 300$)	17 300,00 $
06-Montréal	PANA	Service à la famille chinoise du Grand Montréal inc.	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	266 240,00 $
04-Mauricie	PANA	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	Octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle aux organismes d'accueil des réfugiés. (17 300$)	17 300,00 $
04-Mauricie	PANA	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	107 340,00 $
05-Estrie	PANA	Service d'accueil des nouveaux arrivants de la région de Lac-Mégantic	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	41 765,00 $
03-Capitale-Nationale	PANA	Service d'aide à l'adaptation des immigrants et immigrantes (S.A.A.I.)	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010).	79 670,00 $
05-Estrie	PANA	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	Montant supplémentaire pour soutenir les interventions auprès des personnes réfugiées prises en charge par l'État	17 300,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
05-Estrie	PANA	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	L'organisme s'engage à administrer la banque régionale d'interprètes de l'Estrie; maintenir à jour sa banque; procéder au recrutement des interprètes et évaluer leur maîtrise de la langue; offrir une formation minimale aux interprètes sur le code d'éthique à respecter et la mission des organismes où ils exerceront leurs fonctions; recevoir les demandes des organismes et fournir les services de l'interprète requis; gérer la rémunération des interprètes, notamment en facturant les organismes utilisateurs; assurer la qualité des services d'interprétariat rendus; tenir à jour un registre des services fournis contenant le nom des organismes utilisateurs, la langue d'interprétariat demandée et la période couverte.	14 375,00 $
05-Estrie	PANA	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	Reconduction Convention de modification signée le 23 juillet 2010 pour un an du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	442 235,00 $
06-Montréal	PANA	Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	PANA - Accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du Programme spécial de parrainage humanitaire.	72 000,00 $
06-Montréal	PANA	Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2010, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	414 595,00 $
06-Montréal	PANA	Service d'interprète d'aide et de référence aux immigrants (SIARI)	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	121 295,00 $
16-Montérégie	PANA	Services et formation aux immigrants en Montérégie (SFIM)	Session de formation S'adapter au monde du travail québécois/Vivre ensemble au Québec; destinée aux nouveaux arrivants francophones. L'organisme s'ensage à réaliser les activités et offrir les sessions de formation s'adapter au monde du travail québécois/Vivre ensemble au Québec à des groupes de 22 à 25 participants (maximum 30).	68 290,00 $
16-Montérégie	PANA	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	La Ministre souhaite soutenir les organismes de façon exceptionnelle et ponctuelle pour mieux répondre aux besoins des personnes réfugiées prises en charge par l'État pendant la période d'installation dans l'attente que les ministères de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation, du Loisir et du Sport adaptent leurs services pour répondre aux besoins spécifiques de cette clientèle. Un montant de 17 300 $ pour une période de 6 mois. L'Organisme s'engage à : - soutenir les personnes réfugiées prises en charge par l'État pour leur faciliter l'accès aux services de santé et pour favoriser les liens entre les familles et l'école.	17 300,00 $
16-Montérégie	PANA	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, du triennal 2007-2010, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	149 375,00 $
04-Mauricie	PANA	Stratégie Carrière	Nouvel organisme pour la reconduction du PANA entente signée le 10 août 2010, entente annuelle.	38 040,00 $
06-Montréal	PANA	YMCA du Québec (Les)	25% de la subvention totale prévue ou 14 640 $ est déduit pour le loyer.	67 860,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes (PRSOCA)				
06-Montréal	PRSOCA	Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal (AIEM)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	16 415,00 $
01-Bas-Saint-Laurent	PRSOCA	Accueil intégration du BSL inc.	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
07-Outaouais	PRSOCA	Accueil-parrainage Outaouais	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	46 025,00 $
05-Estrie	PRSOCA	Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc.	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Association volontaire de Chinois du Québec (L')	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
15-Laurentides	PRSOCA	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PRSOCA	CARI St-Laurent	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	16 415,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
13-Laval	PRSOCA	Carrefour d'intercultures de Laval	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	29 179,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	16 415,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Centre d'intégration Multi-services de l'Ouest de l'Île (C.I.M.O.I.)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
03-Capitale-Nationale	PRSOCA	Centre multiethnique de Québec inc.	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	41 538,00 $
03-Capitale-Nationale	PRSOCA	Centre R.I.R.E. 2000	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Centre social d'aide aux immigrants	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PRSOCA	CLAM (Carrefour de liaison et d'aide multi-ethnique)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	17 076,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Clef pour l'intégration au travail des immigrants	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
17-Centre-du-Québec	PRSOCA	Comité d'accueil international des Bois-Francs	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Fondation de la tolérance (La)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	27 982,00 $
12-Chaudière-Appalaches	PRSOCA	ICI Intégration communautaire des immigrants	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Institut interculturel de Montréal (I.I.M.)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	16 685,00 $
16-Montérégie	PRSOCA	Maison internationale de la Rive Sud inc.	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	40 327,00 $
06-Montréal	PRSOCA	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	55 142,00 $
17-Centre-du-Québec	PRSOCA	Regroupement interculturel de Drummond inc.	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
04-Mauricie	PRSOCA	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
05-Estrie	PRSOCA	Service d'accueil des nouveaux arrivants de la région de Lac-Mégantic	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
05-Estrie	PRSOCA	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	17 077,00 $
16-Montérégie	PRSOCA	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
05-Estrie	PRSOCA	Soutien aux familles réfugiées et immigrantes de l'Estrie (SAFRIE)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc.	La Table a développé un outil de gestion qui permet aux organismes financés en vertu du PANA de faire état, de façon fiable, de l'utilisation des sommes versées dans le cadre du programme et de répondre aux attentes de la MINISTRE en matière de reddition de comptes et d'évalusation de programme. L'entente vise à soutenir la Table afin d'assurer pour toute la durée de l'entente l'évolution de l'outil et le soutien technique; -Pendant toute la durée de l'entente, la TABLE s'engage à : .maintenir les manuels d'autoformation à jour et à s'assurer de leur efficacité en incluant des questions relatives au manuel dans le questionnaire de satisfaction des utilisateurs. .offrir aux organismes 30 heures de formation. .Informer les organismes des mises à jour de l'outil et des manuels d'autoformation, des modifications apportées à l'outil et des dates de formation au moyen d'un bulletin mensuel. .équiper l'organisme d'un serveur provenant de la réserve des 3 serveurs achetés dans le cadre de l'entente phase 2 et à procéder à l'installation de l'outil.	82 014,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc.	L'entente vise à soutenir les activités de la TABLE, l'organisme étant principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel. Les parties conviennent de participer à des rencontres d'échanges au sein du Comité consultatif national des organismes au service des nouveaux arrivants (COCONAT). Ce Comité réunit des représentants des deux parties au moins trois fois par année. La MINISTRE et la TABLE voient ces rencontres comme une occasion de partage d'information relative au domaine de l'immigration, de l'accueil et de l'intégration et un lieu où la TABLE peut exprimer sa vision et ses recommandations sur les politiques et programmes d'immigration, d'accueil et d'intégration des personnes réfugiées et immigrantes.	286 370,00 $
16-Montérégie	PRSOCA	Vision Inter-Cultures	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
Programme de soutien à des projets facilitant l'admission aux ordres professionnels (PSPFAOP)				
06-Montréal	PSPFAOP	Ordre des dentistes du Québec	L'Ordre s'engage à : - Offrir, à l'automne 2010, l'atelier préparatoire aux trois parties de l'évaluation du jugement et des habiletés cliniques exigées en vue de la reconnaissance de l'équivalence de la formation des dentistes formés à l'étranger : questions théoriques, examen clinique objectif et structuré (ECOS) et examen d'évaluation des habiletés cliniques sur mannequin. Cet atelier portera notamment sur les points suivants : A) la revue du contenu clinique et du format de l'examen ECOS et de l'évaluation en milieu clinique; B) le diagnostic et le plan de traitement avec revue du protocole et simulation d'examen (8 questions), l'interprétation radiologique avec revue du protocole et simulation de l'examen (8 questions); C) la résolution des problèmes cliniques ECOS (6 stations, 24 questions), évaluation des habiletés cliniques avec revue des critères d'évaluation et de la grille d'attribution des notes; D) l'exercice pratique sur mannequin et l'éthique professionnelle; - Transmettre aux candidats admissibles le formulaire d'inscription. Une banque de questions et l'équipement nécessaire seront mis à la disposition des candidats durant l'atelier4. L'ORDRE pourra également offrir l'atelier en 2011 et un devis pourra être présenté à la Ministre concernant une partie des frais liés à l'offre de cet atelier; - Présenter un rapport final, accompagné de la preuve de la tenue de l'atelier en 2010, sur les activités réalisées et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre	1 719,04 $
06-Montréal	PSPFAOP	Ordre des pharmaciens du Québec	Élaborer en partenariat avec l'Université de Montréal, sur le contenu d'un programme-cadre de formation d'appoint en pharmacie à l'intention des personnes formées en cette matière à l'extérieur du Canada, ci-après le Programme, qui pourra être complété sur une période de 17 mois, ce Programme de 60 semaines totalise 64 crédits et sera donné à l'Université de Montréal, pour la première fois en septembre 2010, à une cohorte de 25 candidats admissibles et intéressés à le suivre.	170 000,00 $
06-Montréal	PSPFAOP	Ordre des psychologues du Québec	Élaboration d'un programme de formation d'appoint.	226 966,68 $
06-Montréal	PSPFAOP	Ordre professionnel des géologues du Québec	L'Ordre s'engage à: -Procéder à une analyse des compétences du géologue en situation de travail, incluant notamment les étapes suivantes -Élaborer le référentiel des compétences requises pour exercer la profession de géologue au Québec, incluant notamment les étapes suivantes -Élaborer, les outils d'évaluation et de reconnaissance des compétences des personnes formées à l'étranger	186 000,00 $
06-Montréal	PSPFAOP	Université de Montréal	La présente entente a pour objet la tenue d'une journée d'information sur l'admission en résidence organisée à l'intention des médecins diplômés hors du Canada et des États-Unis titulaires d'un diplôme reconnu équivalent par le Collège des médecins du Québec et admissibles à déposer des demandes d'inscription pour l'année académique 2011-2012. Cette journée vise à permettre aux participants de : . Mieux connaître les programmes de formation médicale postdoctorale; . Comprendre le processus d'admission en résidence et le fonctionnement du Service canadien de jumelage des résidents (CaRMS); . Savoir bien préparer et présenter sa candidature; . Connaître le processus et le déroulement des entrevues.	5 019,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
Programme régional d'intégration (PRI)				
15-Laurentides	PRI	ABL Accès Accueil Action	- Attirer les nouveaux arrivants de Montréal à s'établir et à travailler dans les Basses-Laurentides; - Faire la promotion de la région et des emplois disponibles par les activités en cours; - Sensibiliser les responsables des institutions et la population de la région à l'arrivée et à l'apport des nouveaux arrivants; - Accueillir, accompagner et aider les nouveaux arrivants dans leur établissement et leur recherche d'emploi.	35 000,00 $
06-Montréal	PRI	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	Le programme régional d'intégration (PRI) a comme objectif général de faciliter et promouvoir l'établissement de nouveaux arrivants de la Région métropolitaine de Montréal (RMM) dans différentes régions du Québec. Pour ce faire, l'organisme doit : Consolider ses liens avec le Ministère et ses partenaires, dont ceux oeuvrant en région, et au besoin, en établir des nouveaux; Cibler et accentuer le partenariat avec les régions où l'offre et la demande du marché du travail s'arriment avec les compétences des participants intéressés à s'établir en région; Collaborer à la mise en œuvre des mesures du Ministère dont la « Passerelle pour l'emploi en région » et le « maillage professionnel »; Recruter des personnes immigrantes en fonction de leurs intérêts, leurs profils professionnels et les besoins des régions; Informer les personnes immigrantes des possibilités d'emploi en région ainsi que des avantages liés à l'établissement en région; Préparer les candidats intéressés; Servir d'intermédiaire efficace entre les employeurs, les organismes en région et les immigrants chercheurs d'emploi résidant dans la région métropolitaine de Montréal (RMM); Organiser des activités qui facilitent l'établissement des immigrants, l'obtention d'un emploi et la rétention en région. Avoir permis 30 établissements en 2010-2011, pour un nombre minimal de 60 personnes, et 23 établissements en 2011-2012, pour un nombre minimal de 46 personnes en dehors des territoires de la Région	54 000,00 $
15-Laurentides	PRI	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	Objectif principal du projet : . Augmenter le nombre d'immigrants dans les Laurentides en développant des mécanismes d'attraction, d'accueil et de rétention. . Encourager le partage d'expertise et susciter l'innovation et la concertation des partenaires du milieu. . Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants. . Valoriser, auprès de la population des Laurentides, l'apport de l'immigration dans le développement économique, social et culturel de la région. Conditions de réalisation : Installation de 50 nouveaux arrivants dans les Laurentides provenant du site Web, de références de partenaires en régionalisation et des activités de promotion, de rapprochement et de rétention.	36 000,00 $
06-Montréal	PRI	Carrefour BLE	L'organisme doit, dans le respect des secteurs professionnels ciblés par ses activités : 1.1 Consolider ses liens avec le Ministère et ses partenaires, dont ceux oeuvrant en région, et au besoin, en établir des nouveaux; 1.2 Cibler et accentuer le partenariat avec les régions où l'offre et la demande du marché du travail s'arriment avec les compétences des participants intéressés à s'établir en région; 1.3 Collaborer à la mise en œuvre des mesures du Ministère, dont la «Passerelle pour l'emploi en région»; 1.4 Recruter des immigrants en fonction de leurs intérêts, leurs profils professionnels et les besoins des régions; 1.5 Informer les immigrants en fonction de leurs intérêts, leurs profils professionnels et les besoins des régions; 1.6 Préparer les canadidats intéressés; 1.7 Servir d'intermédiaire efficace entre les employeurs, les organismes en région et les immigrants chercheurs d'emploi résidant dans la région métropolitaine de Montréal (RMM); 1.8 Organiser des activités qui facilitent l'établissement des immigrants, l'obtention d'un emploi et la rétention en région.	27 540,00 $
16-Montérégie	PRI	Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	Le projet vise l'établissement durable de vingt travailleurs immigrants et leur famille, soit au total de 40 à 50 personnes annuellement, sur les territoires des MRC de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent par des activités d'attraction, d'accompagnement et d'intégration sociale.	56 117,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
15-Laurentides	PRI	Centre d'intégration en emploi Laurentides (C.I.E. Laurentides)	Promotion de la région des Laurentides auprès des nouveaux arrivants à la BANQ et des partenaires en régionalisation de Montréal (Promis, Le Collectif, Ampe, l'Hirondelle et Centre Génération Emploi). Promotion des travailleurs étrangers de Montréal auprès des employeurs, des institutions et organismes des Laurentides. Diffusion de documents promotionnels à l'embauche des travailleurs étrangers. Recherche de postes spécialisés ou semi-spécialisés dans différents secteurs d'activités. Affichage des emplois disponibles dans les organismes d'employabilité de Montréal. Établissement en emploi des travailleurs étrangers, spécifiquement des travailleurs spécialisés, dans les secteurs en croissance économique, en leur offrant un accompagnement personnalisé (outils de recherche, préparation cv et support). Assurer un arrimage efficace entre les besoins de main-d'œuvre des employeurs et des travailleurs. Soutenir les employeurs dans le processus d'intégration des immigrants et information sur les programmes et subventions à l'embauche des immigrants. Développer et mettre à jour des outils d'attraction et de promotion. Faire connaître les perspectives professionnelles ainsi que les emplois en demande dans la région. Faciliter la venue de travailleurs immigrants lors de la tenue de salons de l'emploi ou autres événements de recrutement de la main-d'œuvre. Mettre à jour le site Web. Augmenter le recrutement par le site Web.	57 000,00 $
05-Estrie	PRI	Centre Saint-Michel	Le projet vise à recruter, attirer et établir annuellement, en Estrie, 100 personnes immigrantes et leur famille. Ces personnes peuvent provenir de Montréal ou directement de leur pays d'origine. Le projet vise à rendre ces personnes actives socioprofessionnellement, c'est-à-dire, en emploi, en formation ou en recherche active d'emploi.	110 000,00 $
06-Montréal	PRI	Collectif des femmes immigrantes du Québec	Le programme régional d'intégration (PRI) a comme objectif général de faciliter et promouvoir l'établissement de nouveaux arrivants de la Région métropolitaine de Montréal (RMM) dans différentes régions du Québec. Pour ce faire, l'organisme doit : Consolider ses liens avec le Ministère et ses partenaires, dont ceux oeuvrant en région, et au besoin, en établir des nouveaux; Cibler et accentuer le partenariat avec les régions où l'offre et la demande du marché du travail s'arriment avec les compétences des participants intéressés à s'établir en région; Collaborer à la mise en œuvre des mesures du Ministère dont la « Passerelle pour l'emploi en région » et le « maillage professionnel »; Recruter des personnes immigrantes en fonction de leurs intérêts, leurs profils professionnels et les besoins des régions; Informer les personnes immigrantes des possibilités d'emploi en région ainsi que des avantages liés à l'établissement en région; Préparer les candidats intéressés; Servir d'intermédiaire efficace entre les employeurs, les organismes en région et les immigrants chercheurs d'emploi résidant dans la région métropolitaine de Montréal (RMM); Organiser des activités qui facilitent l'établissement des immigrants, l'obtention d'un emploi et la rétention en région. Avoir permis 120 établissements annuellement, pour un nombre minimal de 240 personnes, en dehors des territoires de la Région métropolitaine de Montréal (RMM)	176 400,00 $
01-Bas-Saint-Laurent	PRI	Conférence régionale des élues du Bas-Saint-Laurent	Entente spécifique 2010-2012 Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.	100 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
03-Capitale-Nationale	PRI	Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	Entente spécifique 2010-2012 Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.	90 000,00 $
12-Chaudière-Appalaches	PRI	Conférence régionale des élus de la Chaudière Appalaches	Objectifs de l'entente : Reconnaître l'immigration comme facteur de développement économique, social et culturel essentiel à la région, notamment en mettant en place une table régionale de concertation en immigration (TCRI) Sensibiliser les différents milieux à l'apport de l'immigration Faire connaître la région de la Chaudière-Appalaches afin de favoriser l'attraction des personnes immigrantes et des futurs immigrants : Faciliter l'arrimage entre les besoins réels du marché du travail et les compétences des personnes immigrantes; Doter la région de la Chaudière-Appalaches de services d'accueil et d'intégration correspondant aux réalités des immigrants et celles de la région et consolider ceux déjà existants afin d'améliorer la rétention des immigrants et celle des étudiants étrangers.	100 000,00 $
09-Côte-Nord	PRI	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	Entente spécifique 2010-2012 Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.	50 000,00 $
11-Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	PRI	Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	Les parties de l'entente conviennent de travailler en étroite collaboration à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan d'action visant l'atteinte des objectifs suivants : . Doter la région d'un cadre d'intervention en immigration; . Augmenter le nombre de personnes immigrantes qui s'établissent dans la région de la Gaspésie et des Îles, notamment en : - favorisant l'établissement d'étudiants internationaux présentement aux études en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine; - favorisant l'établissement de travailleurs qualifiés répondant aux besoins de main-d'œuvre de la région. . Soutenir les partenaires locaux et régionaux dans leurs interventions de planification et de réalisation de projets ou d'activités liés au recrutement et à l'établissement des personnes immigrantes en Gaspésie et aux Îles de la Madeleine; . Faciliter l'intégration culturelle, sociale et professionnelle des personnes immigrantes et reconnaître leur apport économique et social au développement de la région dans l'optique d'une occupation dynamique du territoire.	65 000,00 $
04-Mauricie	PRI	Conférence régionale des élus de la Mauricie	L'entente a pour objet de favoriser la concertation des partenaires afin de susciter la réalisation d'activités ou de projets visant la régionalisation de l'immigration, en ce qui a trait à l'attraction des personnes immigrantes, à leur établissement durable en région ainsi qu'à une plus grande ouverture de la société d'accueil à la diversité culturelle. Les parties s'entendent pour mettre en œuvre un plan de travail visant à réaliser les objectifs suivants : - promouvoir l'immigration comme une stratégie de développement durable et la région de la Mauricie comme pôle d'attraction, entre autres, pour la formation et l'emploi; - faciliter l'intégration culturelle, sociale et professionnelle de 165 personnes immigrantes régionalisées tout en leur permettant de contribuer au développement de la région de la Mauricie, notamment en répondant aux besoins de main-d'œuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève dans les secteurs névralgiques, dans les créneaux d'excellence et dans le milieu des affaires; - favoriser l'établissement durable des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des Parties; - favoriser l'instauration de relations interculturelles harmonieuses au sein de la population, promouvoir l'apport de l'immigration auprès de la société d'accueil et des	150 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
08-Abitibi-Témiscamingue	PRI	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	Réaliser les objectifs suivants : - Assurer la concertation et l'implication des intervenantes et intervenants locaux et régionaux en matière d'immigration; - Favoriser l'harmonisation des actions et des initiatives locales et régionales en matière d'immigration; - Susciter et soutenir financièrement la mise en place de projets ou d'initiatives permettant d'offrir un service d'accueil et d'intégration aux personnes immigrantes dans chaque territoire de MRC, tout en privilégiant la complémentarité avec les services d'accueil des nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants dans chacun de ces territoires; - Soutenir, lorsque requis, les coûts rattachés à des besoins spécifiques de formation pour les responsables de l'accueil et de l'intégration des personnes immigrantes dans les territoires de MRC; - Contribuer à répondre aux besoins prévisibles de main-d'œuvre spécialisée et semi-spécialisée dans divers domaines stratégiques et dans les secteurs en émergence; - Initier ou soutenir financièrement des activités complémentaires à celles développées au palier régional et local en matière d'attraction de la main-d'œuvre immigrante; - Travailler en partenariat à promouvoir l'Abitibi-Témiscaminque comme région de destination pour la main-d'œuvre immigrante; - Poursuivre la sensibilisation à la contribution de l'immigration au développement de la région auprès des employeurs, des organismes de services et de la population.	100 000,00 $
13-Laval	PRI	Conférence régionale des élus de Laval	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.	90 000,00 $
16-Montérégie	PRI	Conférence régionale des élus de Longueuil	La présente entente a pour objet de définir les modalités de participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à favoriser l'intégration socioéconomique et professionnelle des personnes immigrantes, leur rétention sur le territoire de la CRÉ et le développement de relations interculturelles harmonieuses dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.	150 000,00 $
06-Montréal	PRI	Conférence régionale des élus de Montréal	Les objectifs de la présente entente visent la réalisation des projets s'inscrivant dans les trois axes d'intervention du PARMI, soit : - maintenir une immigration correspondant aux besoins de la région de Montréal et respectueuse des valeurs du Québec; - assurer l'accueil et l'insertion durable en emploi des personnes immigrantes, des membres des communautés culturelles et des personnes de minorités visibles; - développer la région de Montéal en misant sur l'atout privilégié qu'est sa diversité. À l'intérieur de ces trois axes, on retrouve les objectifs suivants : - Maintenir une immigration corresponsant aux besoins de la région de Montréal et respectueuses des valeurs du Québec : -favoriser la rétention de la main-d'œuvre temporaire; - favoriser la rétention des étudiants internationaux. - Assurer l'accueil et l'insertion durable en emploi des personnes immigrantes, des membres des communautés culturelles et des personnes de minorités visibles : - agir sur les obstacles à l'intégration durable en emploi par le développement et la promotion des services en matière de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC); - développer des projets d'accompagnement et de passerelles facilitant l'intégration; - briser l'isolement des femmes issues de l'immigration; - soutenir et promouvoir l'entrepreneuriat immigrant. Développer la région de Montréal en misant sur l'atout privilégié qu'est sa diversité : - promouvoir et accroître la représentativité des	400 000,00 $
15-Laurentides	PRI	Conférence régionale des élus des Laurentides	Objet de l'entente La présente entente a pour objet de contribuer au développement économique de la région des Laurentides par l'apport de l'immigration et de favoriser l'accueil et l'intégration économique, sociale, linguistique et culturelle des personnes immigrantes, par la mise en commun des ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables au parties concernées. Objectifs de l'entente Les parties s'entendent pour mettre en œuvre un plan de travail visant à réaliser les objectifs facilitant : l'attraction de personnes immigrantes, notamment de travailleurs qualités, sur l'ensemble du territoire de la région afin de répondre aux besoins de main-d'œuvre des employeurs des Laurentides, notamment dans les secteurs névralgiques de l'économie de la région; l'intégration culturelle, sociale et professionnelle des immigrants en région en offrant une gamme de services intégrés; la rétention des personnes immigrantes en emploi et dans la région	100 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
17-Centre-du-Québec	PRI	Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	Entente spécifique 2010-2012 Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.	113 400,00 $
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	PRI	Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Sain-Jean	Entente spécifique 2010-2012 Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.	157 500,00 $
14-Lanaudière	PRI	Conférence régionale des élus Lanaudière	Les parties s'entendent pour mettre en œuvre un plan de travail visant à réaliser les objectifs suivants : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région de Lanaudière comme pôle d'attraction, entre autres, pour la formation et l'emploi; - faciliter l'intégration culturelles, sociale et professionnelle des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région de Lanaudière, notamment en répondant à certains besoins de main-d'œuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève dans les secteurs névralgiques, dans les créneaux d'excellence et dans le milieu des affaires; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses au sein de la population, promouvoir l'apport de l'immigration auprès de la société d'accueil et des employeurs et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.	100 000,00 $
16-Montérégie	PRI	Conférence régionale des élus Montérégie Est	Entente spécifique 2010-2012 Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.	110 000,00 $
16-Montérégie	PRI	Droit à l'emploi (D. E.)	Le projet vise à établir un centre permanent de services pour l'accueil et l'intégration de personnes immigrantes à Saint-Jean-sur-Richelieu, ville et région, en favorisant notamment la migration secondaire de travailleurs et de leur famille.	109 200,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
16-Montérégie	PRI	Forum-2020	L'organisme s'engage à : 1) phase transitoire : . assurer le transfert d'expertise du projet actuellement réalisé par le Club de recherche d'emploi de Saint-Hyacinthe et le MICC; . poursuivre le travail réalisé dans le cadre du programme PRI par le Club de recherche d'emploi de manière à ne pas laisser sans service les personnes déjà rejointes et souhaitant s'installer à Saint-Hyacinthe et dans la MRC Les Maskoutains; . maintenir les relations avec tous les partenaires actuels du programme PRI qui travaillent avec le Club de recherche d'emploi de Saint-Hyacinthe; . participer aux travaux du comité des partenaires en immigration de Saint-Hyacinthe et collaborer à la préparation des réunions. 2) Activités de mise en œuvre du projet : . produire un plan de travail qui tienne compte des attentes et des besoins concrets et immédiats touchant notamment le secteur de l'emploi dans l'ensemble des 17 municipalités de la MRC Les Maskoutains et qui est en relation étroite avec le plan d'action en immigration du MICC et du comité des partenaires de Saint-Hyacinthe; . procéder à l'inventaire des ressources (organismes communautaires, instances municipales, institutions d'enseignement, etc.) sur le territoire de la MRC ainsi que des programmes, des activités et des mesures qu'elles offrent en matière d'immigration (accueil et soutien des immigrants, francisation, etc.); . promouvoir la région de la MRC Les Maskoutains auprès des personnes immigrantes; . sensibiliser les leaders et la population de la ville de Saint-Hyacinthe et des municipalités de la MRC Les Maskoutains, les entrepreneurs et leur personnel, les syndicats ainsi que les organisations qui œuvrent dans les milieux communautaires, de l'éducation, de l'emploi, de la santé, etc. aux enjeux démographiques et à l'accueil des nouveaux arrivants; . accueillir, intégrer et retenir un plus grand nombre de personnes actives issues de l'immigration internationale, qu'elles proviennent de la région de Montréal ou directement de l'étranger. Principalement des personnes ayant des qualifications professionnelles adéquates en regard du marché du travail et susceptibles de bien s'intégrer dans la société maskoutaine;	59 099,00 $
12-Chaudière-Appalaches	PRI	ICI Intégration communautaire des immigrants	Objectifs du projet: L'augmentation du nombre d'immigrants de la catégorie économique s'établissant en Chaudière-Appalaches, soit 70 personnes immigrantes. L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Des activités touchant la promotion et l'attraction, qui visent notamment à identifier avec les partenaires locaux les entreprises pouvant présenter un potentiel d'offres d'emploi et à assurer la promotion des emplois offerts auprès des partenaires de régionalisation de Montréal et des personnes immigrantes établies à Montréal. - Des services aux personnes immigrantes, qui visent notamment à accueillir et à faciliter l'aide à l'établissement des personnes immigrantes accueillies et à les aider à s'adapter à leur nouvel environnement. - Des activités variées de sensibilisation du milieu d'accueil, qui visent notamment à sensibiliser les différents milieux (scolaire, santé et services sociaux, organismes socioéconomiques et communautaires, etc.) et la population à l'apport de l'immigration au développement économique, social et culturel du Québec. - Conseil aux organismes d'accueil et d'accompagnement financés par le Programme Immigration Chaudière-Appalaches (PICA) pour des fins d'expertise, sur demande, dans le cadre de leurs interventions visant à favoriser l'accueil des personnes immigrantes sur le territoire. - Des activités de concertation du milieu aux fins d'établissement, qui visent notamment à développer le partenariat requis avec différents partenaires du milieu (organismes locaux, tables locales de concertation, Centres locaux de développement (CLD), Sociétés d'aide aux développement des collectivités (SADC), chambres de commerce, etc.).	98 235,00 $
06-Montréal	PRI	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	Le programme régional d'intégration (PRI) a comme objectif général de faciliter et promouvoir l'établissement de nouveaux arrivants de la Région métropolitaine de Montréal (RMM) dans différentes régions du Québec. Pour ce faire, l'organisme doit : Consolider ses liens avec le Ministère et ses partenaires, dont ceux oeuvrant en région, et au besoin, en établir des nouveaux; Collaborer à la mise en œuvre des mesures du Ministère dont la « Passerelle pour l'emploi en région » et le « maillage professionnel »; Avoir permis 110 établissements annuellement, pour un nombre minimal de 220 personnes, en dehors des territoires de la Région métropolitaine de Montréal (RMM)	161 700,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
03-Capitale-Nationale	PRI	Service accès travail de Portneuf	Activités prévues dans le cadre du projet : Sensibilisation : produire un cahier spécial sur l'immigration dans l'hebdomadaire «Le Courrier de Portneuf», et ce, lors de la SQRI. Des activités de rapprochement interculturel seront offertes dans la MRC de Portneuf afin que le milieu devienne une destination de choix pour les nouveaux arrivants. Diffuser une image positive des personnes immigrantes établies dans Portneuf, afin de faire tomber les préjugés, favoriser le dialogue et la compréhension mutuelle. Sensibiliser la population à intégrer harmonieusement les personnes immigrantes à la communauté d'accueil. Accueil et accompagnement socioprofessionnel (recherche de logement, aide au transport, alimentation, intégration scolaire et autres) des nouveaux arrivants de manière à prévenir les problèmes liés à l'établissement dans Portneuf. Développer le réseautage et favoriser le mentorat, afin de mieux faire connaître les personnes immigrantes auprès de la population. Soutenir l'installation de 32 personnes immigrantes par année, soit 64 personnes pour la durée de l'entente. Plan d'action et régionalisation : élaborer un nouveau plan d'action qui favorisera l'attraction et la rétention des nouveaux arrivants dans la région. Élargir le réseau des partenaires. Continuer la promotion du projet de régionalisation de la main-d'œuvre immigrante auprès des partenaires et des acteurs du milieu local. Rencontrer les employeurs pour leur faire valoir l'intérêt qu'offre le recrutement de travailleurs qualifiés déjà établis au Québec. Élargir la promotion du projet de régionalisation au territoire de la Jacques-Cartier. Résultats anticipés : - Réaliser des activités de rapprochement interculturel, de sensiblisation et de promotion(dans Portneufr et à Montréal); - Offrir des services d'accueil et accompagnement aux personnes immigrantes installées dans le cadre de l'entente;	57 600,00 $
05-Estrie	PRI	Service d'accueil des nouveaux arrivants de la région de Lac-Mégantic	Le projet a pour but de recruter, attirer et établir à Lac-Mégantic, 20 personnes et leur famille. Ces personnes peuvent provenir de Montréal ou directement de leur pays d'origine. Le projet vise à rendre ces personnes actives socioprofessionnellement, c'est-à-dire en emploi, en formation ou en recherche active d'emploi.	25 000,00 $
12-Chaudière-Appalaches	PRI	Service d'appui régional en immigration (SARI)	Objectifs du projet: L'augmentation du nombre d'immigrants de la catégorie économique s'établissant en Chaudière-Appalaches, soit 70 personnes immigrantes. L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Des activités touchant la promotion et l'attraction, qui visent notamment à identifier avec les partenaires locaux les entreprises pouvant présenter un potentiel d'offres d'emploi et à assurer la promotion des emplois offerts auprès des partenaires de régionalisation de Montréal et des personnes immigrantes établies à Montréal. - Des services aux personnes immigrantes, qui visent notamment à accueillir et à faciliter l'aide à l'établissement des personnes immigrantes accueillies et à les aider à s'adapter à leur nouvel environnement. - Des activités variées de sensibilisation du milieu d'accueil, qui visent notamment à sensibiliser les différents milieux (scolaire, santé et services sociaux, organismes socioéconomiques et communautaires, etc.) et la population à l'apport de l'immigration au développement économique, social et culturel du Québec. - Conseil aux organismes d'accueil et d'accompagnement financés par le Programme Immigration Chaudière-Appalaches (PICA) pour des fins d'expertise, sur demande, dans le cadre de leurs interventions visant à favoriser l'accueil des personnes immigrantes sur le territoire. - Des activités de concertation du milieu aux fins d'établissement, qui visent notamment à développer le partenariat requis avec différents partenaires du milieu (organismes locaux, tables locales de concertation, Centres locaux de développement (CLD), Sociétés d'aide aux développement des collectivités (SADC), chambres de commerce, etc.).	102 885,00 $
03-Capitale-Nationale	PRI	Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec (SOIIT QUÉBEC)	Activités prévues dans le cadre du projet : 1. Arrimer l'offre et la demande d'emploi : planifier et organiser des entrevues d'embauche individuelles pour répondre à des offres d'emploi spécifiques 2. Offrir un service d'accompagnement socioprofessionnel : favoriser l'intégration sociale et professionnelle de la clientèle en la sensibilisant aux réalités du milieu d'accueil et du milieu de travail et en l'outillant pour répondre aux difficultés potentielles. 3. Promouvoir l'établissement dans la Capitale-Nationale auprès des nouveaux arrivants installés à Montréal : 4. Promotion des actions du programme régional d'intégration auprès des entreprises régionales: planifier et mettre en place des activités d'information sur les mesures visant à faciliter l'intégration socioprofessionnelle des personnes issues de l'immigration et particulièrement le projet de migration secondaire du SOIIT. Organiser des activités de sensibilisation des milieux d'accueil (entreprises, organisations et population en général) et de rapprochement interculturel avec les nouveaux arrivants. Assurer la venue de 160 personnes immigrantes vivant à Montréal intégrées en emploi dans une entreprise de la Capitale-Nationale; Procéder à l'installation de 290 personnes immigrantes provenant de Montréal, soit les candidats recrutés et les membres de leur famille.	255 000,00 $
07-Outaouais	PRI	Service Intégration travail Outaouais	Demande de financement complémentaire au financement du projet soumis à la CRÉ-O (28% du projet total). Projet visant à compléter les actions de régionalisation de l'entente avec la CRÉO: aider les personnes immigrantes, à la recherche d'emploi, à développer un réseau de contacts avec les anciens bénéficiaires de SITO qui sont en emploi. Résultats anticipés : Intégrer en emploi 22 travailleurs immigrants en leur offrant un suivi personnalisé dans leur recherche d'emploi et faciliter leur intégration sociale et professionnelle dans la région en vue d'un établissement durable;	40 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
03-Capitale-Nationale	PRI	Services de main-d'œuvre l'Appui inc. (Les)	Les activités prévues dans le cadre du projet : Plan d'action : le SEMO, en collaboration avec la Table de concertation en immigration de Charlevoix, élaborera et mettra en œuvre un nouveau plan d'action qui favorisera l'attraction et la rétention des nouveaux arrivants dans la région. Il fera la promotion du rôle de la Table de concertation en immigration de Charlevoix. Sensibilisation et régionalisation : Promouvoir le projet de régionalisation de la main-d'œuvre immigrante auprès des partenaires et des acteurs du milieu local. Rencontrer les employeurs pour leur faire valoir l'intérêt qu'offre le recrutement de travailleurs qualifiés déjà établis au Québec. Diffuser une image positive des personnes immigrantes établies dans la région, faire tomber les préjugés, favoriser le dialogue et la compréhension mutuelle et sensibiliser la population à l'intégration harmonieuse des personnes immigrantes dans la communauté d'accueil. Rétention des nouveaux arrivants : Le SEMO prendra en charge l'accueil et l'accompagnement socioprofessionnel des nouveaux arrivants et utilisera, au besoin, la référence auprès de partenaires pour les aspects de recherche de logement, aide aux transport, intégration scolaire et autres, afin de faciliter l'établissement dans Charlevoix. Des activités favorisant un rapprochement interculturel harmonieux seront réalisées dans la MRC de Charlevoix et Charlevoix-Est afin que le milieu devienne une destination de choix pour les nouveaux arrivants	56 000,00 $
16-Montérégie	PRI	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	Le projet vise à poursuivre les activités de régionalisation de l'immigration et d'intégration des personnes immigrantes sur les territoires des MRC Haute-Yamaska et Brome-Missisquoi afin d'y établir de façon durable un plus grand nombre de travailleurs immigrants et leur famille soit 40 annuellement pour un total d'environ 80 à 90	63 500,00 $
05-Estrie	PRI	Université de Sherbrooke	Implanter, à l'Université de Sherbrooke, un programme d'accueil, d'accompagnement, de références et d'intégration pour les personnes immigrantes intéressées à poursuivre des études universitaires. Actuellement, les étudiants résidents permanents sont considérés comme des étudiants québécois et ne bénéficient d'aucune mesure particulière pour favoriser leur intégration et leur réussite, outre celles prévues pour les étudiants québécois. Objectifs : . Offrir des mesures d'accueil, d'accompagnement, d'évaluation des besoins et d'intégration socioprofessionnelle aux personnes immigrantes qui désirent s'inscrire ou s'inscrivent à un programme de l'Université de Sherbrooke; . Informer les immigrants de l'Estrie des possibilités d'études et d'emploi à l'Université de Sherbrooke; . Sensibiliser les membres de la communauté universitaire (personnelle et étudiante) à la réalité que vivent les immigrants qui étudient à l'Université de Sherbrooke, aux particularités de leur culture respective et les habiliter à répondre adéquatement à leurs besoins.	10 000,00 $
17-Centre-du-Québec	PRI	Ville de Drummondville	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.	50 000,00 $
07-Outaouais	PRI	Ville de Gatineau	La présente entente a pour objet une contribution financière à la VILLE, en vertu du Programme régional d'intégration pour participer à la mise en œuvre du Plan d'action de la Politique en matière de diversité culturelle adopté par la VILLE. Grande orientations et objectifs spécifiques du plan d'action de la Politique en matière de diversité culturelle. Les parties s'entendent pour assurer la réalisation de projets répondant aux grandes orientations et aux objectifs spécifiques visés par le Plan d'action de la Politique en matière de diversité culturelle suivants : Une approche inspirée de l'interculturalisme Des valeurs rassembleuses : Un rôle de leadership basé sur le partenariat Un territoire ouvert, une approche de proximité : Une politique intégrée et intersectorielle Une participation citoyenne active - Encourager la responsabilisation citoyenne;	125 000,00 $
13-Laval	PRI	Ville de Laval	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.	75 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
06-Montréal	PRI	Ville de Montréal	Entente visant la poursuite de l'ensemble des projets de l'entente triennale 2007-2010 pour une période de 9 mois. De plus, un montant est accordé pour la 2e année du projet Valorisation Jeunesse - Place à la relève ainsi que pour l'embauche des agents de liaison interculturelle pour accompagner les ménages haïtiens vers leur intégration sociale et professionnelle. 1 125 000 $, qui doit servir à réaliser des projets en lien avec les priorités d'intervention; 350 000 $ qui doit être entièrement consacrée à l'embauche d'agents de liaison interculturels qui accompagnement les ménages haïtiens dans leurs démarches vers une intégration sociale et professionnelle. Cette somme permettra également la formation des agents de liaison interculturelle et la sensibilisation des intervenants des services publics en vue d'améliorer leurs connaissances des réalités sociales et culturelles des personnes d'origine haïtienne, de susciter des changements sur le plan des attitudes et d'accroître leurs habiletés à intervenir auprès de la clientèle; 200 000 $ qui doit être entièrement consacrée au programme Valorisation Jeunesse - Place à la relève Volet 1 : emplois d'été formateurs s'adressant aux jeunes des minorités visibles résidant dans des quartiers défavorisés et se trouvant en fin de parcours régulier au niveau secondaire.	1 675 000,00 $
04-Mauricie	PRI	Ville de Shawinigan	Les parties s'entendent pour : - promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région comme pôle d'attraction; - faciliter l'intégration des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région, notamment en répondant à certains besoins de main-d'oeuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève; - favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des PARTIES; -favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.	50 000,00 $
05-Estrie	PRI	Ville de Sherbrooke	Objet de l'entente : pour la mise en œuvre du Plan d'action triennal 2008-2010 de la Ville - favoriser l'accès aux services municipaux ; à tous les citoyens issus de l'immigration; - encourager la représentativité des personnes immigrantes dans tous les secteurs d'activité municipale; - favoriser le rapprochement interculturel; - favoriser le partenariat.	57 500,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant

Liste des ententes de Passerelle pour l'emploi en région *

17-Centre-du-Québec	PRI	Accès Travail	Passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement.	
06-Montréal	PRI	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	PASSERELLE POUR L'EMPLOI EN RÉGION (soutien aux déplacements pour entrevue d'embauche)	
06-Montréal	PRI	Carrefour BLE	PASSERELLE POUR L'EMPLOI EN RÉGION- avance de fonds de 3000 $	
09-Côte-Nord	PRI	Centre Alpha Lira inc.	Passerelle pour l'emploi en région	
16-Montérégie	PRI	Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	Entente Passerelle pour l'emploi en région "Entrevue d'embauche et accompagnement"	
01-Bas-Saint-Laurent	PRI	Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup	Passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement et séjour exploratoire.	
06-Montréal	PRI	Collectif des femmes immigrantes du Québec	PASSERELLE POUR L'EMPLOI EN RÉGION (soutien aux déplacements pour entrevue d'embauche)	
01-Bas-Saint-Laurent	PRI	Conférence régionale des élues du Bas-Saint-Laurent	Passerelle pour l'emploi en région.	
11-Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	PRI	Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	Passerelle pour l'emploi en région; projet entrevue d'embauche, accompagnement et séjour exploratoire.	
16-Montérégie	PRI	Droit à l'emploi (D. E.)	Entente passerelle pour l'emploi en région "Entrevue d'embauche et accompagnement"	
16-Montérégie	PRI	Forum-2020	Entente Passerelle pour l'emploi en région Entrevue d'embauche et accompagnement	
12-Chaudière-Appalaches	PRI	ICI Intégration communautaire des immigrants	Passerelle pour l'emploi en région; Entrevue d'embauche et accompagnement	
15-Laurentides	PRI	Laurentides Économique	Passerelle pour l'emploi en région; entrevue d'embauche et accompagnement.	
08-Abitibi-Témiscamingue	PRI	Mosaïque: Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc. (La)	PASSERELLE POUR L'EMPLOI EN RÉGION 'Entrevue d'embauche, accompagnement et séjour exploratoire".	
16-Montérégie	PRI	Orienthèque corporation de services d'aide à l'emploi du bas-Richelieu	Programme régional d'intégration, entente passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement.	
14-Lanaudière	PRI	Perspectives nouvelles inc.	Passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement.	
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	PRI	Portes ouvertes sur le lac	Passerelle pour l'emploi en région. «Entrevue d'embauche et accompagnement»	
05-Estrie	PRI	Pro-Gestion Estrie	Passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement.	
06-Montréal	PRI	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	Passerelle pour l'emploi en région (soutien aux déplacements pour entrevue d'embauche);	
17-Centre-du-Québec	PRI	Regroupement interculturel de Drummond inc.	Passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement.	
12-Chaudière-Appalaches	PRI	Service d'appui régional en immigration (SARI)	Passerelle pour l'emploi en région; «Entrevue d'embauche et accompagnement»	
03-Capitale-Nationale	PRI	Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec (SOIIT QUÉBEC)	Passerelle pour l'emploi en région, «Entrevue d'embauche et accompagnement»	

Région administrative	Programme	Organisme	Nature des projets	Montant
07-Outaouais	PRI	Service Intégration travail Outaouais	Passerelle pour l'emploi en région "entrevue d'embauche et accompagnement".	
16-Montérégie	PRI	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	Passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement	
04-Mauricie	PRI	Stratégie Carrière	Passerelle pour l'emploi en région ; entrevue d'embauche et accompagnement; 150$ par entrevue	

* Le montant des ententes de la Passerelle pour l'emploi n'est pas fixé au départ. Ces montants varient en fonction du volume de clientèle desservie. Le budget alloué pour ces ententes est de 100 000 $.

QUESTION 15

Campagnes de publicité 2010-2011

Campagne sur l'apport de la diversité au développement du Québec

Coût :	408 188 $ (MICC : 223 188 $ et MCE : 185 000 $)
Firme :	Brad
Date de diffusion :	Mars-avril 2011
Objectifs :	La campagne vise à sensibiliser la population au fait que la diversité constitue un apport réel et concret au développement du Québec.

Campagne de promotion hors Québec

Coût :	923 316 $
Firme :	BCP
Date de diffusion :	Avril – juin 2010 et février –mars 2011
Objectifs :	Positionner le Québec comme terre d'immigration se démarquant des pays concurrents et séduire des immigrants potentiels et les inciter à faire une demande de certificat de sélection.

QUESTION – RP 16

COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS ET/OU ANALYSES RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER MAI 2006 CONCERNANT LA RÉGIONALISATION, LA DÉCONCENTRATION DES EFFECTIFS ET DES PROGRAMMES DU MINISTÈRE ET/OU DES ORGANISMES RELEVANT DE CELUI-CI

Il n'y a pas eu d'études, d'analyses ou de scénarios réalisés concernant la déconcentration des effectifs.

QUESTION – RP 17

POUR L'ANNÉE 2010-2011,
LE NOMBRE D'EMPLOYÉS QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Veuillez noter que cette question s'apparente à la question 34 – Renseignements généraux (question 16 du 2e groupe d'opposition). La réponse fournie relativement à cette question est la suivante :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 18

POUR CHAQUE CARREFOUR D'INTÉGRATION, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BILINGUES ET LE POURCENTAGE QU'ILS REPRÉSENTENT PAR RAPPORT AU NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS

Note : Les Carrefours d'intégration n'existent plus depuis 2004 et ont été remplacés par les Services Immigration-Québec (SIQ).

Immigration-Québec – Est de Montréal
Employés bilingues français-anglais : 13
Pourcentage : 93 %

Immigration-Québec – Nord de Montréal
Employés bilingues français-anglais : 15
Pourcentage : 83 %

Immigration-Québec – Ouest de Montréal
Employés bilingues français-anglais : 7
Pourcentage : 100 %

Immigration-Québec – Sud de Montréal
Employés bilingues français-anglais : 20
Pourcentage : 87 %

Direction régionale de la Capitale-Nationale et de l'Est-du-Québec
Employés bilingues français-anglais : 19 employés sur 25
Pourcentage : 76 %

Direction régionale de l'Estrie, de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Employés bilingues français-anglais : 10 employés sur 16
Pourcentage : 63 %

Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec
Employés bilingues français-anglais : 4 employés sur 12
Pourcentage : 33 %

Direction régionale de Laval, de Lanaudière et des Laurentides
Employés bilingues français-anglais : 14 employés sur 18
Pourcentage : 78%

Direction régionale de Longueuil et de la Montérégie
Employés bilingues français-anglais : 5 employés sur 16
Pourcentage : 32%

QUESTION - RP 19

POUR CHAQUE CENTRE DE FORMATION, LE NOMBRE D'EMPLOYES BILINGUES ET LE POURCENTAGE QU'ILS REPRESENTENT PAR RAPPORT AU NOMBRE D'EMPLOYES

Aucune donnée n'est compilée relativement au bilinguisme des employés du MICC dans les centres de formation.

QUESTION – RP 20

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PLAINTES DEPUIS 2003

Le tableau suivant illustre le nombre de plaintes jugées recevables et adressées au *Bureau d'amélioration de la qualité* de 2002-2003 à 2008-2009 puis, au bureau du *Commissaire aux plaintes et à la qualité des services* (CPQS) de 2008-2009 à 2009-2010.

Année	***2002-2003***	***2003-2004***	***2004-2005***	***2005-2006***	***2006-2007***	***2007-2008***	***2008-2009***	***2009-2010***	***2010-2011***
Plaintes recevables	294	154	101	70	67	67	137	280	315[1]

On remarque que le nombre de plaintes adressées au bureau du *Commissaire aux plaintes et à la qualité des services* en 2010-2011 est comparable à celui adressé au *Bureau d'amélioration de la qualité*, en 2002-2003. On note également qu'entre 2005 et 2008 ce nombre a chuté significativement.

L'attention particulière portée aux plaintes depuis 2008 peut expliquer en bonne partie le phénomène. En effet, en 2008, afin de renforcer la notoriété, la stabilité, l'indépendance et la rigueur nécessaires à la gestion des plaintes, le Ministère a créé la fonction de *Commissaire aux plaintes et à la qualité des services.*

Dès lors, les méthodes de travail ont été revues et une plus grande rigueur appliquée dans l'enregistrement des diverses demandes adressées au bureau du *Commissaire aux plaintes et à la qualité des services.*

Deux autres éléments ont pu avoir un effet sur le comportement de la clientèle:

- La diffusion de l'existence d'un *Commissaire aux plaintes et à la qualité des services;*
- l'ajout, en 2009, d'un formulaire de plainte dans le site Internet du Ministère pour faciliter la démarche de la clientèle.

Pour le Ministère, les plaintes constituent une **source privilégiée d'information et de rétroaction**. Elles offrent l'occasion de revoir les pratiques en matière de prestation de services et de trouver des solutions aux problèmes soulevés.

[1] Donnée préliminaire pour 2010-2011.

QUESTION 21

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS ET DE LA MASSE SALARIALE DE LA GESTION DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INTÉGRATION SOCIALE DEPUIS 2006-2007

La gestion de la diversité se fait à plusieurs niveaux et dans le cadre de plusieurs dossiers du Ministère. La Direction de la gestion de la diversité et de l'intégration sociale (DGDIS), créée en février 2009 à la suite d'une restructuration des mandats du secteur Intégration, chapeaute ce dossier. Auparavant, cette responsabilité était portée par la Direction de la promotion et gestion de la diversité, le Bureau de liaison avec les communautés culturelles et la Direction des politiques et programmes d'intégration, de régionalisation et de relations interculturelles. Notez que dans ce dernier cas, les coûts pertinents ne peuvent être isolés.

La DGDIS doit définir, orienter et élaborer les orientations, les politiques et les programmes visant à encourager, au sein de la société québécoise, l'ouverture à la diversité et le partage des valeurs communes, à renforcer le rapprochement interculturel, à soutenir la gestion de la diversité et à lutter contre le racisme et la discrimination.

Plus concrètement, la DGDIS a notamment le mandat de :

- appuyer les services Immigration-Québec, les bureaux d'immigration du Québec et les partenaires du Ministère dans la mise en oeuvre des orientations, des politiques et des programmes en ces matières;
- coordonner les programmes d'aide financière du Ministère en matière d'intégration et de relations interculturelles;
- assurer la maîtrise d'oeuvre des activités de promotion de l'apport de l'immigration et d'ouverture à la diversité;
- coordonner la politique gouvernementale *La diversité : une valeur ajoutée*;
- concevoir et développer des services en ligne de manière à mieux desservir les personnes immigrantes : Services d'intégration en ligne (SIEL), projet Inscription en ligne aux rendez-vous et sessions d'information;
- assister et conseiller les autorités sur les questions relatives à la gestion de la diversité.

La DGDIS a aussi les responsabilités du Service de soutien à l'accueil et à l'accompagnement (SSAA), dont le mandat est d'orienter et élaborer les orientations, les politiques, les programmes et les services en matière d'accueil et d'accompagnement des personnes immigrantes.

	2006-2007	**2007-2008**	**2008-2009**	**2009-2010**	**2010-2011**
	Nb. postes occupés	Nb. postes occupés	Nb. postes occupés	Nb. postes occupés	Nb. postes occupés
	Masse salariale	Masse salariale	Masse salariale	Masse salariale	Masse salariale[1]
Bureau de liaison avec les communautés culturelles	8	5	7		
	395 372 $	370 532 $	344 379 $		
Direction de la promotion et gestion de la diversité	10	13	12		
	641 381$	731 435 $	616 823 $		
Direction de la gestion de la diversité et de l'intégration sociale (DGDIS)				16	15
				1 038 748 $	913 645 $
Service de soutien à l'accueil et l'accompagnement				8	9
				451 567 $	448 420 $
Total	**18**	**18**	**19**	**24**	**24**
	1 036 753$	**1 101 967 $**	**921 202 $**	**1 490 315 $**	**1 362 065 $**

* Les postes occupés sont établis en début d'exercice financière et ne correspondent pas nécessairement à 1 ETC
** La masse salariale est calculée à la fin de l'exercice et n'inclut pas la contribution de l'employeur
***Avant 2009-2010, la responsabilité des programmes d'aide financière à l'intégration était assumée par la Direction des politiques et programmes d'intégration, de régionalisation et de relations interculturelles (DPPIRRI).

[1] Montant au 30-03-2011

QUESTION 22

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS ET DE LA MASSE SALARIALE DE TOUTE LES DIRECTIONS RÉGIONALES D'IMMIGRATION-QUÉBEC DEPUIS 2006-2007. VENTILATION PAR RÉGION

La Direction générale de Montréal (DGM) voit à la définition, la mise en oeuvre et aux suivis des orientations en matière d'intégration, à l'application des politiques et programmes en matière d'accueil, d'accompagnement, d'intégration sociale et économique et de relations interculturelles sur son territoire. La DGM est aussi responsable de la gestion du programme *Défi Montréal* lancé par le Ministère pour soutenir la mise en place d'actions structurantes et de projets novateurs pour agir sur les obstacles à l'intégration durable en emploi des personnes issues de l'immigration. Elle chapeaute quatre services Immigration-Québec (SIQ) (Nord, Sud, Est et Ouest de Montréal) et le Service d'accueil à l'aéroport .

La Direction générale de l'intervention territoriale est responsable de l'approche ministérielle en matière de régionalisation de l'immigration, de décentralisation, d'occupation des territoires et d'approche territoriale intégrée. Elle supervise les cinq directions régionales hors Montréal et les services Immigration-Québec (SIQ) associés. Elle définit le cadre de partenariat avec les instances régionales et locales et gère le Programme régional d'intégration (PRI).
Les directions régionales sont responsables de la mise en oeuvre et du suivi, à l'échelle régionale, des orientations et des politiques. Elles sont également responsables du développement d'une vaste gamme de partenariats régionaux et locaux en interrelation étroite avec divers partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux comme les conférences régionales des élus et les municipalités.

	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011[1]	
	Nb. postes	Masse salariale	Nb. postes	Masse salariale	Nb. postes	Masse salariale	Nb. postes	Masse salariale	Nb. postes	Masse salariale
Direction générale de Montréal (MONTRÉAL)	8	436 265 $	8	434 610 $	7	532 995 $	11	683 379 $	10	667 971 $
IQ - Nord de Montréal	20	825 856 $	20	862 642 $	20	902 794 $	21	954 932 $	17	824 397 $
IQ - Sud de Montréal	28	1 185 327 $	30	1 168 300 $	27	1 155 026 $	25	1 209 661 $	24	1 122 538 $
IQ - Est de Montréal	11	434 782 $	12	403 802 $	9	455 226 $	12	490 958 $	12	483 750 $
IQ - Ouest de Montréal	9	377 849 $	11	434 922 $	7	355 128 $	7	384 118 $	8	367 995 $
Accueil Aéroport	9	397 484 $	9	396 011 $	9	432 336 $	9	445 352 $	9	405 469 $
Défi Montréal							5	179 305 $	3	97 066 $
Direction général de l'intervention territoriale (CAPITALE NATIONALE)							4	212 265 $	4	317 079 $
IQ -DRCNEQ (CAPITALE NATIONALE)	27	1 210 411 $	26	1 336 771 $	25	1 359 225 $	27	1 248 270 $	23	1 209 739 $
IQ-DRLLL (LAVAL LAUR.LANAUDIÈRE)	20	913 637 $	19	926 500 $	19	1 024 705 $	21	1 057 510 $	18	907 536 $
IQ-DRLM (MONTÉRÉGIE)	17	754 247 $	17	865 040 $	18	901 484 $	19	930 995 $	15	835 677 $
IQ -DRCNEQ (Saguenay - Lac St-jean)	2	112 167 $	2	117 899 $	2	131 988 $	2	51 850 $		- $
IQ – DREMCQ (ESTRIE)	16	839 551 $	17	814 897 $	16	844 914 $	17	853 258 $	16	724 227 $
IQ - DREMCQ (T-riv.) (MAURICIE)	5	268 038 $	5	305 002 $	6	325 005 $	6	308 005 $	5	302 878 $
IQ- DROATNQ (OUTAOUAIS)	12	502 259 $	14	598 039 $	14	591 490 $	13	535 707 $	11	606 470 $
IQ- DROATNQ (ABITIBI Temiscamingue)	1	58 325 $	1	61 868 $	1	65 242 $	1	68 185 $	1[2]	13 770 $
	185	**8 316 198 $**	**191**	**8 726 302 $**	**180**	**9 077 559 $**	**200**	**9 613 753 $**	**176**	**8 886 564 $**

[1] Données au 30-03-2011
[2] Au 30 mars 2011, la région est desservie directement à partir de la IQ-DROATNQ

QUESTION 23
Deuxième groupe d'opposition

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS ET DE LA MASSE SALARIALE DE CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER DEPUIS 2006-2007

Note : Les renseignements demandés se trouvent dans la fiche Question 5 de l'opposition officielle - Ventilation des dépenses et effectifs dans les Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger par catégorie.

MICC

QUESTION 24

LISTE DES LOCAUX LOUÉS PAR LES DIFFÉRENTS BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER INCLUANT LE COÛT DE CHAQUE LOCAL ET L'EMPLACEMENT

BUREAU D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER	EMPLACEMENT DES LOCAUX	COÛT DES LOCAUX[1]
PARIS (incluant Bruxelles)	(Délégation générale du Québec) 87-89, rue La Boétie 75008 Paris, France	1 170,3
	(Délégation générale du Québec à Bruxelles) 46, avenue des Arts, 7e étage 1000 Bruxelles, Belgique	28,8
MEXICO	(Délégation générale du Québec) Avenida Taine No. 411 Colonia Bosque de Chapultepec 11580 Mexico, D.F, MEXIQUE	103,7
NEW-YORK	(Délégation générale du Québec) One Rockefeller Plaza, Suite 2600 New York, NY 10020-2102	41,5
HONG KONG	(Consulat général du Canada) 10th Floor, Tower 1, Exchange Square 8 Connaught Place, Central Hong Kong, Chine	2 122,1
VIENNE	(Ambassade du Canada) Laurenzerberg 2/1/2 A-1010 Vienne, Autriche	342,0
DAMAS	(Ambassade du Canada) 38, Autostrade Mezzeh, Damas, Syrie	387,1
SAO PAULO	(Délégation générale du Québec) Avenida Engenheiro Luis Carlos Berrini, 1511 CJ 151 e 152, 15 Andar 04571-011 São Paulo (SP), Brésil	253,1

[1] Dépenses estimées selon les données fournies par le MRI au 31 janvier 2011

QUESTION 25

LISTE DE TOUTES LES ACTIVITÉS, FORMATIONS, COLLOQUES OU CONFÉRENCES AUXQUELS LES EMPLOYÉS DES DIFFÉRENTS BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ONT PRIS PART EN 2010-2011. DÉTAIL DES COÛTS RATTACHÉS À CES ÉVÉNEMENTS

BIQ - MEXICO	
ACTIVITÉS	COÛTS en $
Formation en promotion et en immigration à Montréal – 1 participant	1 300 $
Rencontre annuelle des chefs de poste, des conseillers en immigration et des conseillers en promotion à Montréal – 2 participants	3 000 $
TOTAL	**4 300 $**

BIQ - Damas	
ACTIVITÉS	COÛTS
Rencontre annuelle des chefs de poste, des conseillers en immigration et des conseillers en promotion à Montréal – 2 participants	6 050 $
TOTAL	**6 050 $**

BIQ – Vienne	
ACTIVITÉS	COÛTS
Cours de russe	450 $
Rencontre annuelle des chefs de poste, des conseillers en immigration et des conseillers en promotion à Montréal – 2 participants	7 450 $
TOTAL	**7 900 $**

BIQ - PARIS	
ACTIVITÉS	COÛTS
Formation Celsa (communications) - 1participant	3 750 $
Formation Excel intermédiaire – 1 participant	1 200 $
Rencontre annuelle des chefs de poste, des conseillers en immigration et des conseillers en promotion à Montréal – 5 participants	11 600 $
TOTAL	**16 550 $**

BIQ – SAO PAULO	
ACTIVITÉS	COÛTS
Cours de français/langue étrangère – 1 participant	350 $
Cours de portugais/langue étrangère – 1 participant	400 $
Cours de français/langue étrangère – 1 participant	200 $
Rencontre annuelle des chefs de poste, des conseillers en immigration et des conseillers en promotion à Montréal – 2 participants	6 350 $
TOTAL	**7 300 $**

BIQ – HONG KONG	
ACTIVITÉS	COÛTS
Séminaires : Managing fraud risk in China-prevention, detection and response – 3 participants	400 $
Séminaires sur la fiscalité organisés par CCH – 11 participants	1 800 $
Cours de français – 5 participants x 4 trimestres	4 300 $
Cours de mandarin – 2 participants (1 x 2 trimestres et 1 x 1 trimestre)	1 600 $
Rencontre annuelle des chefs de poste, des conseillers en immigration et des conseillers en promotion à Montréal – 3 participants	10 720 $
TOTAL	**18 820 $**

QUESTION 26
Deuxième groupe d'opposition

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS ET DE LA MASSE SALARIALE DE LA DIRECTION DE L'IMMIGRATION ÉCONOMIQUE – INTERNATIONAL DEPUIS 2006-2007

Note : Les données fournies concernent les effectifs de la Direction de l'immigration économique - International qui relèvent du MICC au Québec. Pour les effectifs des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger, il faut se référer à la fiche RP5 - Ventilation des dépenses et effectifs dans les Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger par catégorie.

ANNÉE FINANCIÈRE	NOMBRE D'EMPLOYÉS	MASSE SALARIALE
2010-2011	87	5 072 347 $

QUESTION - RP27

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS ET DE LA MASSE SALARIALE DE LA DIRECTION DES POLITIQUES, DES PROGRAMMES, DES PARTENARIATS ET DE LA PROMOTION DE LA FRANCISATION DEPUIS 2006-2007

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION - RP28

TAUX DE RÉTENTION DES IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC, PAR CATÉGORIES. FOURNIR LES CHIFFRES POUR CHAQUE ANNÉE DEPUIS 1995. VENTILATION PAR RÉGION.

Précisions méthodologiques et terminologiques :

- **Les données disponibles** : afin de connaître la présence au Québec des personnes immigrantes admises au cours des dix dernières années ainsi que leur localisation sur le territoire québécois, **le MICC procède annuellement, depuis 1997, à un jumelage statistique** des renseignements contenus dans ses banques de données sur les admissions permanentes avec ceux disponibles dans le *Fichier d'inscription des personnes assurées* (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

- Le Ministère a l'habitude d'exprimer l'idée de rétention des personnes immigrantes avec un **taux de présence** plutôt que celui de « rétention » puisqu'il ne dispose pas de données permettant un suivi individualisé des migrations.

- Une personne immigrante est considérée comme **présente** au Québec si elle détient un statut valide d'admissibilité au régime de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

- Le **taux de présence** se définit alors comme le rapport entre le nombre de personnes immigrantes admissibles, et donc présentes au Québec au moment de l'observation statistique, et celui de l'ensemble de la population immigrante admise au cours de la période considérée.

En 2010, le taux de présence de la population immigrante admise au Québec de 1999 à 2008 est de 80,3 % dans son ensemble. Il a varié, ces treize dernières années, dans la limite de trois points de pourcentage. Cette variation sur treize ans est la moindre pour la catégorie des regroupements familiaux (environ 2,4 points de pourcentage). Elle est respectivement de 6,5 et de 6,8 points de pourcentage pour l'immigration économique et les réfugiés et les personnes en situation semblable.

Tableau 1 : Présence historique (en %) des immigrants admis au Québec, selon la catégorie d'immigration et l'année du jumelage

Année du jumelage	Années d'admissions	Immigration économique	Regroupement familial	Réfugiés et personnes en situation semblable	Autres immigrants[1]	Total
1997	1986 - 1995	76,1	87,4	81,7	70,0	80,6
1998	1987 - 1996	74,6	86,5	80,0	58,9	79,2
1999	1988 - 1997	73,0	86,4	79,9	77,2	78,5
2000	1989 - 1998	71,9	86,5	79,1	79,5	77,9
2001	1990 - 1999	71,1	86,6	79,0	79,7	77,5
2002	1991 - 2000	69,8	86,7	79,3	78,5	77,2
2003	1992 - 2001	69,6	87,4	80,5	78,9	77,4
2004	1993 - 2002	71,6	87,6	80,8	78,0	78,3
2005	1994 - 2003	73,9	87,3	82,0	66,2	79,3
2006	1995 - 2004	75,4	88,8	82,4	85,7	80,3
2007	1996 - 2005	75,7	88,3	83,1	88,6	80,4
2008	1997 - 2006	76,0	87,7	83,9	88,0	80,4
2009	1998 - 2007	76,1	87,1	84,0	86,8	80,2
2010	1999 - 2008	75,8	87,1	85,8	91,4	80,3

1. Demandeurs non reconnus du statut de réfugié et cas d'ordre humanitaire.

QUESTION - RP28

Tableau 2 : Population immigrante admise au Québec de 1999 à 2008 et présente en 2010, selon la région de résidence, par période d'admission.

Région de résidence	1999-2003		2004-2008		Total,	
	n	%	n	%	n	%
Régions hors de la Région métropolitaine de Montréal (RMM)						
Bas-Saint-Laurent	368	0,3	422	0,2	790	0,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	480	0,3	590	0,3	1 070	0,3
Capitale-Nationale	5 424	3,9	8 043	4,4	13 467	4,2
Mauricie	718	0,5	1 244	0,7	1 962	0,6
Estrie	2 472	1,8	3 363	1,9	5 835	1,8
Outaouais	3 899	2,8	4 613	2,5	8 512	2,7
Abitibi-Témiscamingue	216	0,2	287	0,2	503	0,2
Côte-Nord	157	0,1	162	0,1	319	0,1
Nord-du-Québec	52	0,0	48	0,0	100	0,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	105	0,1	116	0,1	221	0,1
Chaudière-Appalaches	675	0,5	967	0,5	1 642	0,5
Lanaudière	3 062	2,2	2 515	1,4	5 577	1,7
Laurentides	3 391	2,4	3 206	1,8	6 597	2,1
Montérégie-Est[1]	2 802	2,0	3 280	1,8	6 082	1,9
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent[1]	4 130	3,0	3 698	2,0	7 828	2,4
Centre-du-Québec	796	0,6	1 243	0,7	2 039	0,6
Total, régions hors de la RMM	28 747	20,7	33 797	18,6	62 544	19,5
Région métropolitaine de Montréal (RMM)						
Montréal	81 284	58,5	118 366	65,2	199 650	62,3
Laval	12 804	9,2	12 535	6,9	25 339	7,9
Longueuil (agglomération)[1]	9 412	6,8	11 585	6,4	20 997	6,6
Total, RMM	103 500	74,5	142 486	78,5	245 986	76,8
Non déterminée	6 695	4,8	5 247	2,9	11 942	3,7
Total	138 942	100,0	181 530	100,0	320 472	100,0

1. Territoire de la Conférence régionale des élus.

QUESTION - RP29

TAUX DE RÉTENTION POUR LES IMMIGRANTS ÉCONOMIQUES, VENTILÉS SELON LES SOUS-CATÉGORIES SUIVANTES : INVESTISSEURS, ENTREPRENEURS, TRAVAILLEURS ET AUTRES CATÉGORIES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LES CHIFFRES POUR CHAQUE ANNÉE DEPUIS 1995. VENTILATION PAR RÉGION.

Précisions méthodologiques et terminologiques :

- **Les données disponibles** : afin de connaître la présence au Québec des personnes immigrantes admises au cours des dix dernières années ainsi que leur localisation sur le territoire québécois, **le MICC procède annuellement, depuis 1997, à un jumelage statistique** des renseignements contenus dans ses banques de données sur les admissions permanentes avec ceux disponibles dans le *Fichier d'inscription des personnes assurées* (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

- Le Ministère a l'habitude d'exprimer l'idée de rétention des personnes immigrantes avec un **taux de présence** plutôt que celui de « rétention » puisque le ministère ne dispose pas de données permettant un suivi individualisé des migrations.

- Une personne immigrante est considérée comme **présente** au Québec si elle détient un statut valide d'admissibilité au régime de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

- Le **taux de présence** se définit alors comme le rapport entre le nombre de personnes immigrantes admissibles, et donc présentes au Québec au moment de l'observation statistique, et celui de l'ensemble de la population immigrante admise au cours de la période considérée.

Tableau 1 :
Taux de présence (en %) des immigrants admis au Québec, selon la catégorie économique d'immigration et l'année du jumelage

Année du jumelage	Années d'admissions	Investisseurs	Entrepreneurs	Travailleurs[1]	Autres économiques[2]	Total
1997	1986 - 1995	22,0	63,3	84,2	70,3	76,1
1998	1987 - 1996	21,3	61,5	83,3	67,9	74,6
1999	1988 - 1997	19,3	59,7	82,6	67,3	73,0
2000	1989 - 1998	18,7	57,2	81,9	68,4	71,9
2001	1990 - 1999	17,8	54,2	81,6	69,0	71,1
2002	1991 - 2000	16,4	50,7	81,5	68,8	69,8
2003	1992 - 2001	16,1	49,2	82,2	69,9	69,6
2004	1993 - 2002	17,1	48,4	83,0	72,2	71,6
2005	1994 - 2003	18,4	49,5	83,6	75,2	73,9
2006	1995 - 2004	19,7	50,8	83,6	77,8	75,4
2007	1996 - 2005	20,8	50,2	83,2	78,2	75,7
2008	1997 - 2006	22,4	51,4	82,5	78,7	76,0
2009	1998 - 2007	24,9	52,1	81,5	78,8	76,1
2010	1999 - 2008	26,6	54,8	80,0	83,7	75,8

1. Comprend les travailleurs qualifiés et les parents aidés
2. Comprend les travailleurs autonomes, les aides familiaux et les autres immigrants économiques

QUESTION - RP29

Tableau 2 :
Population immigrante admise au Québec de 1999 à 2008 et présente en 2010, selon la région de résidence et la catégorie économique d'immigration.

Région de résidence	Investisseurs		Entrepreneurs		Travailleurs [1]		Autres économiques [2]		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Régions hors de la Région métropolitaine de Montréal (RMM)										
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	-	-	5	0,2	425	0,3	14	0,2	444	0,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	-	-	7	0,2	353	0,2	6	0,1	366	0,2
Capitale-Nationale	25	0,6	60	2,1	7 002	4,2	120	2,0	7 207	4,0
Mauricie	9	0,2	12	0,4	822	0,5	26	0,4	869	0,5
Estrie	16	0,4	32	1,1	2 329	1,4	29	0,5	2 406	1,3
Outaouais	32	0,7	106	3,7	3 697	2,2	66	1,1	3 901	2,2
Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord et Nord-du-Québec	-	-	9	0,3	450	0,3	1	0,0	460	0,3
Chaudière-Appalaches	-	-	7	0,2	761	0,5	14	0,2	782	0,4
Lanaudière	5	0,1	35	1,2	2 729	1,6	32	0,5	2 801	1,6
Laurentides	7	0,2	87	3,0	3 602	2,2	110	1,8	3 806	2,1
Montérégie-Est [3]	5	0,1	35	1,2	2 385	1,4	49	0,8	2 474	1,4
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent [3]	34	0,8	46	1,6	4 234	2,6	103	1,7	4 417	2,5
Centre-du-Québec	-	-	7	0,2	478	0,3	17	0,3	502	0,3
Total, régions hors de la RMM	133	3,1	448	15,6	29 267	17,7	587	9,7	30 435	17,0
Région métropolitaine de Montréal (RMM)										
Montréal	3 375	77,5	1 802	62,5	106 042	64,0	4 902	81,1	116 121	64,8
Laval	119	2,7	192	6,7	13 778	8,3	210	3,5	14 299	8,0
Longueuil (agglomération) [3]	451	10,4	328	11,4	11 626	7,0	177	2,9	12 582	7,0
Total, RMM	3 945	90,6	2 322	80,6	131 446	79,3	5 289	87,5	143 002	79,9
Non déterminée	275	6,3	111	3,9	5 074	3,1	167	2,8	5 627	3,1
Total	4 353	100,0	2 881	100,0	165 787	100,0	6 043	100,0	179 064	100,0

1. Comprend les travailleurs qualifiés et les parents aidés
2. Comprend les travailleurs autonomes, les aides familiaux et autres immigrants économiques
3. Territoire de la Conférence régionale des élus.

QUESTION - RP30

POURCENTAGE D'IMMIGRANTS QUI ÉTAIENT SANS EMPLOI AU 31 DÉCEMBRE 2010

- En 2010, le taux d'emploi des personnes immigrantes est de 56 %, ce qui représente la part de personnes de 15 ans et plus en emploi dans l'ensemble de la population immigrante de 15 ans et plus. Pour l'ensemble de la population québécoise, ce taux d'emploi est de 60,2 %.

- Le taux de chômage des personnes immigrantes est de **12,5 % en 2010** par rapport à **8 % dans l'ensemble de la population**. Le taux de chômage représente la proportion de personnes sans emploi et se disant activement à la recherche d'un emploi dans la population active.

QUESTION -RP31

RÉPARTITION RÉGIONALE DES IMMIGRANTS SANS EMPLOI

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles ne détient pas de données régionales sur l'emploi pour les personnes immigrantes.

QUESTION - RP32

NOMBRE ET POURCENTAGE D'IMMIGRANTS QUI BÉNÉFICIAIENT DU PROGRAMME D'AIDE SOCIALE DU MESS AU 31 DÉCEMBRE 2010. FOURNIR LA RÉPARTITION RÉGIONALE DE CES IMMIGRANTS.

La question devrait être posée au MESS puisqu'elle concerne la banque de données du MESS.

QUESTION 33
Deuxième groupe d'opposition

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2011-2012 :
A) LE NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION PAR PAYS D'ORIGINE ;
B) LE NOMBRE DE CERTIFICATS D'AUTORISATION ÉMIS PAR PAYS ;
C) LA CATÉGORIE D'IMMIGRATION ;
D) LA LANGUE MATERNELLE ET LES LANGUES PARLÉES PAR LES IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC ;
E) LE NOMBRE D'IMMIGRANTS REÇUS EN INDIQUANT LEUR STATUT ;
F) LE TOTAL DES SOMMES OBTENUES PAR LE BIAIS DES FRAIS CHARGÉS AUX PERSONNES QUI FONT UNE DEMANDE D'IMMIGRATION ET UNE DEMANDE DE RÉSIDENCE PERMANENTE.

PROGRAMME DE SÉLECTION À L'ÉTRANGER

DEMANDES REÇUES EN 2010 PAR TERRITOIRE ET PAR CATÉGORIE D'IMMIGRATION

TERRITOIRES	Catégorie d'immigration		TOTAL
	Travailleurs qualifiés	Gens d'affaires	
Amérique du Nord	6223	0	6223
Amérique Latine (Nord)	4280	0	4280
Amérique Latine (Sud)	885	0	885
Asie	2799	7394	10193
Autres territoires[1]	0	366	366
Europe de l'Est	4244	0	4244
Europe de l'Ouest et Afrique	11682	0	11682
Maghreb	7931	0	7931
Moyen-Orient	7419	2359	9778
TOTAL	**45463**	**10119**	**55582**

[1] Étant donné les faibles volumes observés dans les territoires autres que ceux de l'Asie et du Moyen-Orient, les données concernant les Gens d'affaires sont regroupées dans « Autres territoires ».

QUESTION 33
Deuxième groupe d'opposition

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2011-2012 :
A) LE NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION PAR PAYS D'ORIGINE ;
B) LE NOMBRE DE CERTIFICATS D'AUTORISATION ÉMIS PAR PAYS ;
C) LA CATÉGORIE D'IMMIGRATION
D) LA LANGUE MATERNELLE ET LES LANGUES PARLÉES PAR LES IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC ;
E) LE NOMBRE D'IMMIGRANTS REÇUS EN INDIQUANT LEUR STATUT ;
F) LE TOTAL DES SOMMES OBTENUES PAR LE BIAIS DES FRAIS CHARGÉS AUX PERSONNES QUI FONT UNE DEMANDE D'IMMIGRATION ET UNE DEMANDE DE RÉSIDENCE PERMANENTE.

PROGRAMME DE SÉLECTION À L'ÉTRANGER

CERTIFICATS DE SÉLECTION (CSQ) DÉLIVRÉS EN 2010
PAR TERRITOIRE ET CATÉGORIE D'IMMIGRATION

TERRITOIRES	Catégorie d'immigration		TOTAL
	Travailleurs qualifiés	Gens d'affaires	
Afrique subsaharienne	3583	0	3583
Amérique du Nord	5018	0	5018
Amérique du Nord-PEQ	1895	0	1895
Amérique Latine (Nord)	3197	0	3197
Amérique Latine (Sud)	1429	0	1429
Asie	1537	5638	7175
Autres territoires		499	499
Europe de l'Est	4707	0	4707
Europe de l'Ouest	6184	0	6184
Maghreb	6265	0	6265
Moyen-Orient	4786	2803	7589
TOTAL	**38601**	**8940**	**47541**

[1] Étant donné les faibles volumes observés dans les territoires autres que ceux de l'Asie et du Moyen-Orient, les données concernant les Gens d'affaires sont regroupées dans « Autres territoires ».

QUESTION 33
Deuxième groupe d'opposition

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2011-2012 :
A) LE NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION PAR PAYS D'ORIGINE ;
B) LE NOMBRE DE CERTIFICATS D'AUTORISATION ÉMIS PAR PAYS ;
C) LA CATÉGORIE D'IMMIGRATION
D) LA LANGUE MATERNELLE ET LES LANGUES PARLÉES PAR LES IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC ;
E) LE NOMBRE D'IMMIGRANTS REÇUS EN INDIQUANT LEUR STATUT ;
F) LE TOTAL DES SOMMES OBTENUES PAR LE BIAIS DES FRAIS CHARGÉS AUX PERSONNES QUI FONT UNE DEMANDE D'IMMIGRATION ET UNE DEMANDE DE RÉSIDENCE PERMANENTE.

LANGUE MATERNELLE ET LANGUES PARLÉES PAR LES IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC

IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC EN 2010* SELON LA LANGUE MATERNELLE

Langue maternelle	n	%
Français	8 314	15,4
Anglais	1 339	2,5
Autres langues, total	44 332	82,1
Arabe	14 037	26,0
Espagnol	5 756	10,7
Langues créoles	4 491	8,3
Mandarin	2 968	5,5
Roumain	1 829	3,4
Russe	1 504	2,8
Berbère	1 507	2,8
Tagalog	1 200	2,2
Portugais	1 040	1,9
Penjabi	531	1,0
Farsi	758	1,4
Tamil	327	0,6
Bulgare	266	0,5
Dari	392	0,7
Ourdou	212	0,4
Autres	7 514	13,9
Total	53 985	100,0

* données préliminaires pour 2010.
Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles,
Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

POPULATION IMMIGRANTE ADMISE AU QUÉBEC DE 2006 À 2010*,
SELON LA CONNAISSANCE DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS

	2006		2007		2008		2009		2010	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Français seulement	10 698	*23,9*	10 759	*23,8*	10 590	*23,4*	11 633	*23,5*	14 336	*26,6*
Français et anglais	15 097	*33,8*	16 513	*36,5*	16 707	*37,0*	20 079	*40,6*	20 814	*38,6*
Connaissant le français	*25 795*	*57,7*	*27 272*	*60,3*	*27 297*	*60,4*	*31 712*	*64,1*	*35 150*	*65,1*
Anglais seulement	8 793	*19,7*	8 283	*18,3*	8 460	*18,7*	7 976	*16,1*	7 831	*14,5*
Ni français ni anglais	10 093	*22,6*	9 646	*21,3*	9 441	*20,9*	9 800	*19,8*	11 004	*20,4*
Total	44 681	*100,0*	45 201	*100,0*	45 198	*100,0*	49 488	*100,0*	53 985	*100,0*

* données préliminaires pour 2010
Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles,
Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION 33
Deuxième groupe d'opposition

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2011-2012 :

A) LE NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION PAR PAYS D'ORIGINE ;

B) LE NOMBRE DE CERTIFICATS D'AUTORISATION ÉMIS PAR PAYS ;

C) LA CATÉGORIE D'IMMIGRATION

D) LA LANGUE MATERNELLE ET LES LANGUES PARLÉES PAR LES IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC ;

E) LE NOMBRE D'IMMIGRANTS REÇUS EN INDIQUANT LEUR STATUT ;

F) LE TOTAL DES SOMMES OBTENUES PAR LE BIAIS DES FRAIS CHARGÉS AUX PERSONNES QUI FONT UNE DEMANDE D'IMMIGRATION ET UNE DEMANDE DE RÉSIDENCE PERMANENTE.

NOMBRE D'IMMIGRANTS REÇUS SELON LE STATUT

Note : Tous les immigrants admis au Québec après avoir été sélectionnés par le Québec dans l'un de ses bureaux à l'étranger le sont à titre de résident permanent.

POPULATION IMMIGRANTE ADMISE AU QUÉBEC DE 2006 À 2010*, SELON LA CATÉGORIE

	2006		2007		2008		2009		2010	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Immigration économique	25 975	*58,1*	28 030	*62,0*	29 371	*65,0*	34 512	*69,7*	37 531	*69,5*
Regroupement familial	10 410	*23,3*	9 776	*21,6*	10 494	*23,2*	10 250	*20,7*	10 811	*20,0*
Réfugiés et personnes en situation semblable	7 104	*15,9*	5 934	*13,1*	4 522	*10,0*	4 057	*8,2*	4 713	*8,7*
Autres immigrants	1 192	*2,7*	1 461	*3,2*	811	*1,8*	669	*1,4*	930	*1,7*
Total	44 681	*100,0*	45 201	*100,0*	45 198	*100,0*	49 488	*100,0*	53 985	*100,0*

* données préliminaires pour 2010
Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles,
Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION 33
Deuxième groupe d'opposition

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2011-2012 :
A) LE NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION PAR PAYS D'ORIGINE ;
B) LE NOMBRE DE CERTIFICATS D'AUTORISATION ÉMIS PAR PAYS ;
C) LA CATÉGORIE D'IMMIGRATION
D) LA LANGUE MATERNELLE ET LES LANGUES PARLÉES PAR LES IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC ;
E) LE NOMBRE D'IMMIGRANTS REÇUS EN INDIQUANT LEUR STATUT ;
F) LE TOTAL DES SOMMES OBTENUES PAR LE BIAIS DES FRAIS CHARGÉS AUX PERSONNES QUI FONT UNE DEMANDE D'IMMIGRATION ET UNE DEMANDE DE RÉSIDENCE PERMANENTE.

DEMANDES D'IMMIGRATION BUREAUX À L'ÉTRANGER

REVENUS DE TARIFICATION ($)

2010-2011

AU 31 MARS 2011

TERRITOIRES	Investisseurs	Entrepreneurs et travailleurs autonomes	Travailleurs qualifiés	TOTAL
Amérique Latine	231 503	2 666	2 299 309	2 533 478
Amérique du Nord	92 650	6 912	1 781 392	1 880 954
Amérique du Sud	13 200		407 627	420 827
Asie	27 976 044	97 542	1 610 230	29 683 816
Europe de l'Est	231 899	16 740	1 848 296	2 096 935
Europe de l'Ouest et Afrique	412 207	60 320	4 562 197	5 034 724
Maghreb	345 964	18 000	4 195 790	4 559 754
Moyen-Orient	8 728 802	82 944	3 013 375	11 825 121

QUESTION 34
Deuxième groupe d'opposition

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER, INDIQUER LES EFFECTIFS POUR LE RECRUTEMENT ET LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS À LA FIN DE L'EXERCICE 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 ET PRÉVISIONS DES VARIATIONS DU NOMBRE D'EFFECTIFS POUR 2011-2012

Note : Les renseignements demandés se trouvent dans la fiche Question 5 de l'opposition officielle - Ventilation des dépenses et effectifs dans les Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger par catégorie.

Q35 - Liste détaillées des sommes versées aux organismes communautaires d'accueil et d'intégration en 2010-2011 par organisme, par programme et par région. Inclure un résumé des projets financés *

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
01-Bas-Saint-Laurent	PRSOCA	Accueil intégration du BSL inc.	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
01-Bas-Saint-Laurent	PAD	Accueil intégration du BSL inc.	Préparation d'ateliers divers, visant à rejoindre les clientèles de femmes qui vivent des difficultés d'intégration et de l'isolement. Liste des sujets : -Rencontres d'introduction pour présenter les participantes ; -Présentation de la ville de Rimouski et son histoire; -Présentation des expressions québécoises et leur signification; -Initiation à l'implication citoyenne par la participation des femmes ; -Atelier sur la gestion du stress offert par l'Association canadienne pour la santé mentale. -Atelier sur la place de l'enfant et sur le rôle des parents au Québec. -Atelier sur la politique au Québec, -Atelier sur les actes à caractère sexuel en collaboration -Atelier sur les droits des femmes au Québec et la réalisation de l'activité cuisine collective; -Différentes activités éducatives et sociales ; -Rencontres psychosociales en groupe. -Rencontres individuelles en relation d'aide, au besoin.	37 000,00 $
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	PAD	Portes ouvertes sur le lac	Ce projet vise à augmenter les échanges culturels entre familles immigrantes et de la communauté d'accueil (incluant des familles autochtones) par la création d'espaces d'échanges interculturels et la réalisation d'activités familiales. Le projet cherche aussi à sensibiliser la population locale à la diversité ethnoculturelle, notamment en présentant à la télévision des portraits de familles de toutes origines vivant au Lac-Saint-Jean. Dans son volet rapprochement interculturel, le projet comporte 12 activités de rapprochement interculturel auprès de 45 familles immigrantes et de la communauté d'accueil, le développement de comités sectoriels de jumelage et la formation de trois agents multiplicateurs ayant pour mandat l'intégration des familles immigrantes dans des activités familiales spécifiques (sports, loisirs, aide aux devoirs, etc.). Dans son volet sensibilisation, le projet mise sur la réalisation de deux ciné-conférences pour les parents et leurs adolescents, la réalisation de six activités de sensibilisation ayant pour thème « Les contes de mon enfance » auprès de 150 élèves d'écoles primaires (deux par Municipalités régionales de comté (MRC)), la diffusion (web, télé, ciné-clubs) d'une série de dix reportages sur les réalités des familles immigrantes et de la communauté d'accueil. Clientèle visée: 45 familles immigrantes et de la communauté d'accueil; 150 élèves du primaire (50 dans chaque MRC); 15 000 téléspectateurs; 40 intervenants d'organisation œuvrant auprès des familles	30 000,00 $
03-Capitale-Nationale	PAD	AutonHommie, centre de ressources sur la condition masculine (Québec) Inc.	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes selon l'échéancier indiqué : Formation de six jours sur les différentes cultures des immigrants de Québec donnée à l'ensemble de l'équipe d'Autonhommie par le Centre Multiethnique de Québec; Utilisation d'une banque d'interprètes pour aider les intervenants lors des rencontres d'accueil et d'animations de groupes; Création et animation d'un nouveau groupe d'aide; Tournée de sensibilisation dans les organismes communautaires et les réseaux institutionnels;	30 000,00 $
03-Capitale-Nationale	PANA	Centre de formation Option-Travail Ste-Foy	L'offre de service vise exclusivement à apporter un accompagnement individuel à la clientèle immigrante pendant le processus de francisation afin de l'aider à définir un projet d'intégration professionnelle post-francisation. Une attention particulière sera apportée aux étudiants des groupes adaptés. Donner la formation S'adapter au monde du travail québécois/Vivre ensemble au Québec à des groupes de 22 à 25 participants. Cette formation d'une durée de 24 heures est organisée en huit modules de 3 heures.	73 780,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
03-Capitale-Nationale	PANA	Centre de formation Option-Travail Ste-Foy	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	64 750,00 $
03-Capitale-Nationale	PAD	Centre Mgr Marcoux	Bienvenue à Limoilou	23 600,00 $
03-Capitale-Nationale	PANA	Centre multiethnique de Québec inc.	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	448 500,00 $
03-Capitale-Nationale	PANA	Centre multiethnique de Québec inc.	Montant supplémentaire pour soutenir les interventions auprès des personnes réfugiées prises en charge par l'État	17 300,00 $
03-Capitale-Nationale	PRSOCA	Centre multiethnique de Québec inc.	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	41 538,00 $
03-Capitale-Nationale	PANA	Centre R.I.R.E. 2000	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010) Le projet vise à accompagner 75 personnes qui désirent effectuer les démarches requises afin de compléter les processus d'accès aux ordres professionnels, aux métiers régis, aux permis d'enseignement ou autres selon les exigences québécoises	25 050,00 $
03-Capitale-Nationale	PRSOCA	Centre R.I.R.E. 2000	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
03-Capitale-Nationale	PANA	GIT Société inc.	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010). En complémentarité avec les services financés par Emploi-Québec, GIT accompagne les personnes prêtes à intégrer le marché du travail et les soutient dans la démarche Club de recherche d'emploi	42 480,00 $
03-Capitale-Nationale	PAD	Motivaction jeunesse	L'organisme mise sur quatre types d'actions auprès des jeunes de niveau secondaire: -offrir aux jeunes un service de soutien et d'accompagnement intégré au milieu scolaire par l'entremise de travailleurs de milieux polyglottes; - organiser des activités « sorties » (socioculturelles, sportives et de plein air) spécifiquement conçues pour les jeunes fréquentant les classes d'intégration linguistique, scolaire et sociale; organiser des activités parascolaires (socioculturelles, sportives et de plein air) favorisant les échanges et la création de liens entre les jeunes québécois issus de l'immigration et ceux d'origine québécoise; -organiser deux évènements spéciaux à portée populaire réalisés par les jeunes d'origines diverses : □Défi intégration jeunesse : raid aventure de quatre (4) jours entre jeunes québécois issus de l'immigration et ceux de d'origine québécoise en canot, vélo, randonnée et camping. □Défi Québec en santé Animation : activité visant à mettre en action 1000 jeunes autour de défis sportifs (kiosques, randonnée de vélo, défi escaliers sur les plaines).	35 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
03-Capitale-Nationale	PRI	Service accès travail de Portneuf	Activités prévues dans le cadre du projet : Sensibilisation : produire un cahier spécial sur l'immigration dans l'hebdomadaire «Le Courrier de Portneuf», et ce, lors de la SQRI. Des activités de rapprochement interculturel seront offertes dans la MRC de Portneuf afin que le milieu devienne une destination de choix pour les nouveaux arrivants. Diffuser une image positive des personnes immigrantes établies dans Portneuf, afin de faire tomber les préjugés, favoriser le dialogue et la compréhension mutuelle. Sensibiliser la population à intégrer harmonieusement les personnes immigrantes à la communauté d'accueil. Accueil et accompagnement socioprofessionnel (recherche de logement, aide au transport, alimentation, intégration scolaire et autres) des nouveaux arrivants de manière à prévenir les problèmes liés à l'établissement dans Portneuf. Développer le réseautage et favoriser le mentorat, afin de mieux faire connaître les personnes immigrantes auprès de la population. Soutenir l'installation de 32 personnes immigrantes par année, soit 64 personnes pour la durée de l'entente. Plan d'action et régionalisation : élaborer un nouveau plan d'action qui favorisera l'attraction et la rétention des nouveaux arrivants dans la région. Élargir le réseau des partenaires. Continuer la promotion du projet de régionalisation de la main-d'œuvre immigrante auprès des partenaires et des acteurs du milieu local. Rencontrer les employeurs pour leur faire valoir l'intérêt qu'offre le recrutement de travailleurs qualifiés déjà établis au Québec. Élargir la promotion du projet de régionalisation au territoire de la Jacques-Cartier. Résultats anticipés : - Réaliser des activités de rapprochement interculturel, de sensiblisation et de promotion(dans Portneufr et à Montréal); - Offrir des services d'accueil et accompagnement aux personnes immigrantes installées dans le cadre de l'entente; - Soutenir l'installation de 64 personnes pour la durée de l'entente.	57 600,00 $
03-Capitale-Nationale	PANA	Service d'aide à l'adaptation des immigrants et immigrantes (S.A.A.I.)	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010).	79 670,00 $
03-Capitale-Nationale	PRI	Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec (SOIIT QUÉBEC)	Activités prévues dans le cadre du projet : 1. Arrimer l'offre et la demande d'emploi : planifier et organiser des entrevues d'embauche individuelles pour répondre à des offres d'emploi spécifiques 2. Offrir un service d'accompagnement socioprofessionnel : favoriser l'intégration sociale et professionnelle de la clientèle en la sensibilisant aux réalités du milieu d'accueil et du milieu de travail et en l'outillant pour répondre aux difficultés potentielles. 3. Promouvoir l'établissement dans la Capitale-Nationale auprès des nouveaux arrivants installés à Montréal : 4. Promotion des actions du programme régional d'intégration auprès des entreprises régionales: planifier et mettre en place des activités d'information sur les mesures visant à faciliter l'intégration socioprofessionnelle des personnes issues de l'immigration et particulièrement le projet de migration secondaire du SOIIT. Organiser des activités de sensibilisation des milieux d'accueil (entreprises, organisations et population en général) et de rapprochement interculturel avec les nouveaux arrivants. Assurer la venue de 160 personnes immigrantes vivant à Montréal intégrées en emploi dans une entreprise de la Capitale-Nationale; Procéder à l'installation de 290 personnes immigrantes provenant de Montréal, soit les candidats recrutés et les membres de leur famille.	255 000,00 $
03-Capitale-Nationale	PRI	Services de main-d'œuvre l'Appui inc. (Les)	Les activités prévues dans le cadre du projet : Plan d'action : le SEMO, en collaboration avec la Table de concertation en immigration de Charlevoix, élaborera et mettra en œuvre un nouveau plan d'action qui favorisera l'attraction et la rétention des nouveaux arrivants dans la région. Il fera la promotion du rôle de la Table de concertation en immigration de Charlevoix. Sensibilisation et régionalisation : Promouvoir le projet de régionalisation de la main-d'œuvre immigrante auprès des partenaires et des acteurs du milieu local. Rencontrer les employeurs pour leur faire valoir l'intérêt qu'offre le recrutement de travailleurs qualifiés déjà établis au Québec. Diffuser une image positive des personnes immigrantes établies dans la région, faire tomber les préjugés, favoriser le dialogue et la compréhension mutuelle et sensibiliser la population à l'intégration harmonieuse des personnes immigrantes dans la communauté d'accueil. Rétention des nouveaux arrivants : Le SEMO prendra en charge l'accueil et l'accompagnement socioprofessionnel des nouveaux arrivants et utilisera, au besoin, la référence auprès de partenaires pour les aspects de recherche de logement, aide aux transport, intégration scolaire et autres, afin de faciliter l'établissement dans Charlevoix. Des activités favorisant un rapprochement interculturel harmonieux seront réalisées dans la MRC de Charlevoix et Charlevoix-Est afin que le milieu devienne une destination de choix pour les nouveaux arrivants. Soutenir l'installation de 56 personnes immigrantes pour la durée de l'entente.	56 000,00 $
04-Mauricie	PANA	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	Octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle aux organismes d'accueil des réfugiés. (17 300$)	17 300,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
04-Mauricie	PANA	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	107 340,00 $
04-Mauricie	PRSOCA	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
04-Mauricie	PANA	Stratégie Carrière	Nouvel organisme pour la reconduction du PANA entente signée le 10 août 2010, entente annuelle.	38 040,00 $
05-Estrie	PRSOCA	Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc.	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
05-Estrie	PAD	Ligue des droits et libertés (section Estrie)	Le projet « Droit devant ! » vise la mise sur pied d'un service d'accompagnement pour les victimes de racisme et discrimination. Les services offerts seront : . L'accueil, le service conseil, l'accompagnement éducatif (individuel ou de groupe), l'orientation, les recours possible, la référence ainsi que des ateliers de sensibilisation. Clientèle visée: . Les personnes immigrantes, les jeunes, les femmes et les minorités sexuelles. Par ailleurs, tous les Estriens pourront recevoir les services. . Le nombre estimé de personnes qui auront recours à ce service est d'au moins 175 sur une période de 2 ans. «Si l'organisme n'est pas en mesure d'atteindre ce nombre, il compensera par des formations en milieu scolaire».	30 000,00 $
05-Estrie	PANA	Service d'accueil des nouveaux arrivants de la région de Lac-Mégantic	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	41 765,00 $
05-Estrie	PRI	Service d'accueil des nouveaux arrivants de la région de Lac-Mégantic	Le projet a pour but de recruter, attirer et établir à Lac-Mégantic, 20 personnes et leur famille. Ces personnes peuvent provenir de Montréal ou directement de leur pays d'origine. Le projet vise à rendre ces personnes actives socioprofessionnellement, c'est-à-dire en emploi, en formation ou en recherche active d'emploi.	25 000,00 $
05-Estrie	PRSOCA	Service d'accueil des nouveaux arrivants de la région de Lac-Mégantic	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
05-Estrie	PANA	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	Montant supplémentaire pour soutenir les interventions auprès des personnes réfugiées prises en charge par l'État	17 300,00 $
05-Estrie	PANA	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	L'organisme s'engage à administrer la banque régionale d'interprètes de l'Estrie; maintenir à jour sa banque; procéder au recrutement des interprètes et évaluer leur maîtrise de la langue; offrir une formation minimale aux interprètes sur le code d'éthique à respecter et la mission des organismes où ils exerceront leurs fonctions; recevoir les demandes des organismes et fournir les services de l'interprète requis; gérer la rémunération des interprètes, notamment en facturant les organismes utilisateurs; assurer la qualité des services d'interprétariat rendus; tenir à jour un registre des services fournis contenant le nom des organismes utilisateurs, la langue d'interprétariat demandée et la période couverte.	14 375,00 $
05-Estrie	PANA	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	Reconduction Convention de modification signée le 23 juillet 2010 pour un an du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	442 235,00 $
05-Estrie	PRSOCA	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
05-Estrie	PRSOCA	Soutien aux familles réfugiées et immigrantes de l'Estrie (SAFRIE)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
05-Estrie	PAD	Théâtre des petites lanternes (Le)	Le projet permettra à des femmes de sortir de l'isolement, d'améliorer leur français, de se connaître, de vivre des réussites et ainsi de renforcer leur estime de soi et leur confiance, de mieux communiquer avec les autres et d'acquérir des habiletés dans la résolution de conflit, d'agrandir leur réseau personnel et professionnel, d'être sensibilisées aux codes culturels québécois, aux différences culturelles et à des approches interculturelles gagnantes, de surmonter les obstacles à leur intégration au Québec, d'améliorer leur employabilité et leur statut social et économique, afin de pouvoir transférer les compétences acquises, comme mère de famille, à leur enfant et de pouvoir faire profiter les membres de la famille d'un réseau social.	22 300,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PANA	Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal (AIEM)	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	222 195,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal (AIEM)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	16 415,00 $
06-Montréal	PANA	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	Mise en place de services d'accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du Programme spécial de parrainage humanitaire.	48 000,00 $
06-Montréal	PANA	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	Reconduction du programme PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	464 810,00 $
06-Montréal	PRI	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	Le programme régional d'intégration (PRI) a comme objectif général de faciliter et promouvoir l'établissement de nouveaux arrivants de la Région métropolitaine de Montréal (RMM) dans différentes régions du Québec. Pour ce faire, l'organisme doit : Consolider ses liens avec le Ministère et ses partenaires, dont ceux oeuvrant en région, et au besoin, en établir des nouveaux; Cibler et accentuer le partenariat avec les régions où l'offre et la demande du marché du travail s'arriment avec les compétences des participants intéressés à s'établir en région; Collaborer à la mise en œuvre des mesures du Ministère dont la « Passerelle pour l'emploi en région » et le « maillage professionnel »; Recruter des personnes immigrantes en fonction de leurs intérêts, leurs profils professionnels et les besoins des régions; Informer les personnes immigrantes des possibilités d'emploi en région ainsi que des avantages liés à l'établissement en région; Préparer les candidats intéressés; Servir d'intermédiaire efficace entre les employeurs, les organismes en région et les immigrants chercheurs d'emploi résidant dans la région métropolitaine de Montréal (RMM); Organiser des activités qui facilitent l'établissement des immigrants, l'obtention d'un emploi et la rétention en région. Avoir permis 30 établissements en 2010-2011, pour un nombre minimal de 60 personnes, et 23 établissements en 2011-2012, pour un nombre minimal de 46 personnes en dehors des territoires de la	54 000,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PANA	Agence Ometz	Reconduction du PANA pour un an. Convention de modification signée le 16 juillet 2010, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	92 285,00 $
06-Montréal	PANA	ALAC (Alliance pour l'accueil et l'intégration des immigrants-es)	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011. Convention de modification signée le 3 septembre 2010.	155 330,00 $
06-Montréal	PAD	Association des aides familiales du Québec	L'organisme s'engage à : - Tenir à jour un registre des aides familiaux admis au Québec dans le Programmes des aides familiaux résidants (PAFR); - Offrir aux aides familiaux admis dans le PAFR, des services conseil sur les normes du travail et les droits de la personne et de la jeunesse et, le cas échéant, des services d'accompagnement à la Commission des normes du travail (CNT) pour celles désireuses de recourir aux services de la CNT ou à ceux de la Commission des droits de la personnes et des droits de la jeunesse (CDPDJ); - Offrir des services conseils, de références et, si requis, d'accompagnement reliés aux autres domaines de la présente entente (référence en francisation, service de soins de santé, ministère du revenu, etc.); - Offrir, si requis, des services d'aide à l'emploi et de placement assisté aux aides familiaux admis au Québec dans le PAFR; - Offrir des services de renseignements aux aides familiaux admis au Québec dans le PAFR; - Enrichir leur site Internet en collaboration avec le Ministère.	30 000,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Association volontaire de Chinois du Québec (L')	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PAD	Au bas de l'échelle inc.	De façon générale, le projet vise à rejoindre 400 nouveaux arrivants pour leur expliquer leurs droits au travail et pour les aider à les faire valoir auprès de la Commission des normes du travail et de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse. Pour ce faire, le projet comporte 2 volets : - offrir 35 sessions de Halte aux abus, d'une durée de 2 heures et demi à des groupes de 10 à 15 nouveaux arrivants dans les locaux des groupes qui rejoingnent cette clientèle. Ces sessions expliquent les normes minimales du travail et les notions de harcèlement psychologique et discriminatoire au travail. De plus, elles visent à accroître les habiletés des participants à exercer des recours à la Commission des normes du travail à la Commission des droits de la personne et de la jeunesse. Aussi, les sessions de Halte aux abus contribuent à intégrer les immigrants au marché du travail québécois; - offrir un service individualisé, basé sur 21 rencontres, aux travailleurs non syndiqués nouvellement arrivés au Québec dans les locaux des organismes partenaires du projet.	35 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PAD	Autour du bébé, carrefour périnatal d'Ahuntsic	Volet 3 : Le projet consiste à offrir des ateliers et des activités d'information aux futures mères et nouvelles mamans immigrantes, principalement celles en provenance de Maghreb, d'Haïti et du Mexique. Il vise à favoriser leur intégration et à les sortir de l'isolement grâce entre autres au jumelage avec des mamans de la société d'accueil.	10 000,00 $
06-Montréal	PAD	Bouclier d'Athéna, Services familiaux (Le)	Contribuer à la prévention des crimes d'honneur : former, informer, dépister pour une meilleure intégration des familles immigrantes Le projet vise la prévention des crimes d'honneur en éduquant les femmes sur leurs droits et les ressources qui peuvent les aider en constituant un réseau; en informant les hommes des ressources d'aide et les conséquences judiciaires de la violence faite aux femmes; en diffusant cette information dans les communautés ciblées, les médias, et les organismes. Projet élaboré en concertation avec plusieurs partenaires du milieu. Projet novateur, pertinent, cohérent. Les besoins différenciés des hommes et des femmes sont au cœur même du projet.	34 548,00 $
06-Montréal	PAD	Bureau de la communauté haïtienne de Montréal	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : offrir annuellement à 20 familles monoparentales de la communauté haïtienne de suivre le programme de renforcement des familles, un modèle de prévention qui a su réduire les troubles de comportement liés à des activités délictueuses dans l'arrondissement Notre-Dame-de-Grâce. offir des versions abrégées du programme à 80 parents (version parentale) et ;à 60 jeunes (socialisation adolescente). Entente de modification en date du 2011-02-26	67 000,00 $
06-Montréal	PANA	CARI St-Laurent	Reconduction du PANA pour un an. Convention de modification signée le 2 août 2010, du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	358 000,00 $
06-Montréal	PRSOCA	CARI St-Laurent	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	16 415,00 $
06-Montréal	PRI	Carrefour BLE	L'organisme doit, dans le respect des secteurs professionnels ciblés par ses activités : 1.1 Consolider ses liens avec le Ministère et ses partenaires, dont ceux oeuvrant en région, et au besoin, en établir des nouveaux; 1.2 Cibler et accentuer le partenariat avec les régions où l'offre et la demande du marché du travail s'arriment avec les compétences des participants intéressés à s'établir en région; 1.3 Collaborer à la mise en œuvre des mesures du Ministère, dont la «Passerelle pour l'emploi en région»; 1.4 Recruter des immigrants en fonction de leurs intérêts, leurs profils professionnels et les besoins des régions; 1.5 Informer les immigrants en fonction de leurs intérêts, leurs profils professionnels et les besoins des régions; 1.6 Préparer les canadidats intéressés; 1.7 Servir d'intermédiaire efficace entre les employeurs, les organismes en région et les immigrants chercheurs d'emploi résidant dans la région métropolitaine de Montréal (RMM); 1.8 Organiser des activités qui facilitent l'établissement des immigrants, l'obtention d'un emploi et la rétention en région.	27 540,00 $
06-Montréal	PANA	Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants	Reconduction du PANA pour un an. Convention de modification signée le 23 juillet 2010, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	79 335,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PAD	Carrefour de ressources en interculturel	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : Année 1 : Élaboration d'un plan de communication . évaluer et établir les priorités des besoins des parents en matière de communication; . répertorier les modalités existantes de communication entre les parents et l'école; . proposer un plan de travail permettant de développer les actions en vue d'une meilleure communication entre les parents et l'école et/ou d'assurer la coordination entre ces actions (ex. cours de francisation, banque d'interprètes bénévoles, rencontres d'information, etc.); . réaliser des rencontres d'information pour les parents immigrants sur le fonctionnement et le rôle de l'école en fonction des besoins. Année 2 : Mise sur pied d'un comité interculturel de parents composé de parents immigrants et québécois d'origine, des intervenants d'organismes communautaires œuvrant auprès des enfants et d'un représentant de l'école. Année 3 : Mise en œuvre du plan d'action Le plan d'action comprendra des actions visant le rapprochement entre les parents immigrants et l'école.	26 450,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PANA	Carrefour solidarité Anjou	Reconduction du PANA pour un an soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	81 500,00 $
06-Montréal	PANA	CASA-CAFI (Centre d'aide aux familles immigrantes)	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	48 650,00 $
06-Montréal	PANA	Centre communautaire des femmes sud-asiatique	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	142 425,00 $
06-Montréal	PAD	Centre communautaire et culturel chinois de Montréal (CCCM)	Développement d'un réseau d'affaires Québec-Chine	82 087 $
06-Montréal	PAD	Centre communautaire Mountain Sights	L'organisme s'engage à atteindre les objectifs suivants: . Améliorer la compréhension des valeurs d'ici et d'ailleurs par les intervenants et les usagers du Centre afin d'être mieux outiller pour traiter les situations problématiques liées aux valeurs et ainsi développer des moyens d'intervention favorisant la confiance, le respect et l'ouverture. . Développer un sentiment d'appartenance des personnes des communautés culturelles à leur nouveau milieu de vie. . Développer des liens en dehors du groupe d'appartenance culturelle. . Favoriser l'implication dans la vie d'un centre communautaire. . Et enfin améliorer les conditions de vie. L'organisme s'engage à rejoindre les clientèles suivantes : . 50 participants, principalement résidents du quartier Mountain Sights, intervenants du Centre, comité des résidents et familles usagères du Centre. L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Création d'un noyau d'au moins 5 résidants de communautés culturelles différentes voulant être leader auprès des autres en ce qui concerne l'adaptation, l'intégration, les valeurs fondamentales, etc... . Rencontres-discussions/tables-ronde et des sorties et des actions sociales sur une base mensuelle portant sur des sujets d'intérêts communs liés à l'immigration, l'adaptation à la société d'accueil, les valeurs culturelles et sociales ainsi que les enjeux sociaux locaux et la démocratie . Durée de 2 à 120 minutes chacune	8 500,00 $
06-Montréal	PAD	Centre communautaire Tyndale St-Georges	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : - Le premier volet du projet vise les jeunes du quartier de la Petite-Bourgogne qui, en raison de l'absence de ressources et de modèles positifs, considèrent que la vie de gang est une option valable. Les activités proposées sont les suivantes : - un programme de 12 mois pour 15 jeunes à risque, âgés de 14 à 18 ans, afin d'explorer les options de carrière, d'acquisition de compétences et de préparation au marché du travail; - 6 ateliers préparatoires au stage et d'exploration de soi. Le second volet consiste à sensibiliser les parents au phénomène des gangs de rue à travers 7 ateliers portant notamment sur les stratégies de recrutement des gangs, les responsabilités parentales ou la communication efficace.	50 000,00 $
06-Montréal	PAD	Centre communautaire Tyndale St-Georges	Réseautage 2.0	90 000 $
06-Montréal	PANA	Centre d'action bénévole de Montréal-Nord	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011, convention de modification signée le 29 septembre 2010.	83 925,00 $
06-Montréal	PANA	Centre d'action socio-communautaire de Montréal	Convention de modification signée le 23 juillet 2010 pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	125 800,00 $
06-Montréal	PAD	Centre d'aide aux familles latino américaines	L'ORGANISME S'ENGAGE À RÉALISER LES ACTIVITÉS SUIVANTES : Afin de prévenir l'adhésion aux gangs de rue des jeunes, âgés de 12 à 17 ans, issus de la communauté latino-américaine, l'organisme entend réaliser, entre décembre 2010 et novembre 2011, diverses activités, notamment : - de l'intervention individuelle ainsi que du soutien psychosocial aux jeunes à risque et aux parents; - des ateliers sur la problématique des gangs de rue destinés aux jeunes à risque d'y adhérer; - des séances d'information destinées aux parents ayant des jeunes à risque; - du jumelage d'élèves en difficulté.	50 000,00 $
06-Montréal	PANA	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	Session de formation « S'adapter au monde du travail québécois » 24 sessions à 2 380$ + 6 300$ pour la rémunération de l'animateur et du suppléant lors de la formation initiale de 70 heures. Convention de modification signée le 20 juillet 2010 pour les sessions de formation «S'adapter au monde du travail québécois et Vivre ensemble au Québec pour un supplément de 17 540 $ pour 2010-2011.	80 960,00 $
06-Montréal	PANA	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	AMTQ destinée aux nouveaux arrivants francophones Formation S'adapter au monde du travail québécois / Vivre ensemble au Québec prioritairement aux personnes admissibles d'origine haïtienne	12 650,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PANA	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	Reconduction du PANA. Convention de modification signée le 23 juillet 2010 pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	189 000,00 $
06-Montréal	PANA	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	Parrainage humanitaire - accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du Programme spécial de parrainage humanitaire.	24 000,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	16 415,00 $
06-Montréal	PANA	Centre de recherche d'emploi de l'Est (CREE) inc.	Mise en place de services d'accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du Programme spécial de parrainage humanitaire.	36 000,00 $
06-Montréal	PANA	Centre de recherche d'emploi de l'Est (CREE) inc.	Formation S'adapter au monde du travail québécois / Vivre ensemble au Québec prioritairement aux personnes admissibles d'origine haïtienne	25 300,00 $
06-Montréal	PANA	Centre de recherche d'emploi de l'Est (CREE) inc.	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	78 000,00 $
06-Montréal	PANA	Centre de recherche d'emploi de l'Est (CREE) inc.	Convention de modification signée le 28 octobre 2010 pour les Sessions de formation « S'adapter au monde du travail québécois » et «Vivre ensemble au Québec » 25 sessions à 2 380$ + 6 300$ pour la rémunération de l'animateur et du suppléant lors de la formation initiale de 70 heures	70 390,00 $
06-Montréal	PANA	Centre des femmes de Montréal	Reconduction du PANA pour un an soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	276 160,00 $
06-Montréal	PAD	Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord inc.	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivante : Afin de sensibiliser les jeunes, âgés de 13 à 17 ans, et les parents au phénomène des gangs de rue et de développer des habiletés à devenir des « pair aidants » (agents multiplicateurs), un programme d'activités sera mis en place : - des émissions de radio, sous forme de chroniques d'information, incluant des conférenciers; les thématiques abordées seront essentiellement reliées à la prévention du phénomène des gangs de rue; - des atelieres seront offerts aux parents et aux jeunes.	50 000,00 $
06-Montréal	PAD	Centre d'initiatives pour le développement communautaire, l'Unité	Le projet vise à soutenir et accompagner les parents immigrants des classes d'accueil de trois écoles primaires de Saint-Laurent, dans le but de les aider à renforcer leur autorité et à mieux encadrer leurs enfants dans leur premier pas au Québec. Projet mené en partenariat avec le milieu scolaire, la police et les organismes communautaires. Projet structurant et novateur qui s'attaque à une réalité très présente mais cachée.	33 515,00 $
06-Montréal	PANA	Centre d'Intégration Multi-services de l'Ouest de l'Île (C.I.M.O.I.)	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	158 240,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Centre d'Intégration Multi-services de l'Ouest de l'Île (C.I.M.O.I.)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PAD	Centre génération emploi	Le projet consiste à intervenir auprès des mères démunies et isolées issues de l'immigration et membres des minorités visibles afin de lutter contre leur isolement, lequel entrave leur intégration à la société et entraîne des conséquences néfastes sur la cellule familiale. Afin d'aider ces femmes à remplir pleinement leur rôle de mères de famille dans leur nouveau contexte, le projet vise à les amener à adopter une démarche participative, à acquérir un esprit d'ouverture à la diversité culturelle, et les inciter à utiliser les services qui leur sont offerts, à les sensibiliser à l'importance de l'apprentissage du français tout comme la connaissance et la compréhension du Québec. Le projet est appuyé par le milieu. Il est structurant et vise une clientèle très vulnérable et difficile à rejoindre.	35 000,00 $
06-Montréal	PAD	Centre génération emploi	Le projet vise à faire du porte-à-porte hebdomadaire, structuré, pour gagné la confiance de 100 femmes isolées de Parc Extension, principalement celles d'origine sud-asiatique difficiles à rejoindre, afin de les sortir de leur isolement et de les amener à utiliser les services qui leur sont offerts. Réalisation des activités : - 3 heures par semaine de démarchage hebdomadaire en porte-à-porte, d'une intervenante, dans les zones les plus vulnérables du quartier, avec l'aide d'un interprète. . Démarchage dans les lieux publics (écoles, garderies, buanderies, commerces, institutions): hebdomadaire à l'année longue et dans les parcs pendant l'été. . Kiosques d'information: lors des événements spéciaux et fêtes dans le quartier. . Visites des ressources du quartier: mensuelles et selon le besoin des femmes. . Rencontres individuelles de recherche de solutions aux problèmes vécus. . 25 activités d'une durée de 2 heures, chacune. Ces activités prendront la forme de : a. cafés-rencontres sur la violence conjugale, la sécurité, les droits des femmes, l'emploi, la santé et l'alimentation; b. activités socio-culturelles; c. ateliers de formation pour les participantes qui souhaitent aider d'autres femmes isolées à sortir de l'isolement; d. accompagnement, selon les besoins des femmes. Une évaluation du projet est prévue. Le parcours des femmes participantes sera documenté.	40 500,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PANA	Centre P.R.I.S.M.E. Promotion, référence, information et services multi-ethniques	Reconduction du PANA. Convention de modification signée le 23 juillet 2010 pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	113 555,00 $
06-Montréal	PANA	Centre social d'aide aux immigrants	Montant supplémentaire pour soutenir les interventions auprès des personnes réfugiées prises en charge par l'État	17 300,00 $
06-Montréal	PANA	Centre social d'aide aux immigrants	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011, convention de modification signée le 2 août 2010.	371 025,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Centre social d'aide aux immigrants	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PANA	CESAREI - Carrefour interculturel et de média communautairede Verdun	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	115 560,00 $
06-Montréal	PANA	CLAM (Carrefour de liaison et d'aide multi-ethnique)	Convention de modification signée le 2 août 2010 pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2010.	342 100,00 $
06-Montréal	PRSOCA	CLAM (Carrefour de liaison et d'aide multi-ethnique)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	17 076,00 $
06-Montréal	PANA	Clef pour l'intégration au travail des immigrants	Session de formation « S'adapter au monde du travail québécois »	138 550,00 $
06-Montréal	PANA	Clef pour l'intégration au travail des immigrants	Reconduction du PANA pour un an signée le 2 août 2010, du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	171 860,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Clef pour l'intégration au travail des immigrants	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PAD	Clef pour l'intégration au travail des immigrants	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Soumettre au Ministère, au plus tard un (1) mois après la signature de la présente entente, un calendrier détaillé de réalisation du projet pour commentaires et approbation. . Constituer une liste d'employeurs potentiels et intéressés. . Solliciter des entreprises pour présenter les candidatures des futurs stagiaires. . Établir des contacts et partenariats avec les entreprises pouvant offrir des stages dans le domaine des stagiaires et prenant l'engagement de rémunérer les participants pendant cette période. . Mettre à la disposition des employeurs les dossiers des candidats par domaine de spécialisation. . Établir une fiche de profil professionnel pour chacun des candidats bénéficiant d'un stage et aider à la préparation des dossiers individuels. . Assurer l'intermédiation entre l'entreprise et les participants devant être placés en stage. . Préparer les stagiaires aux entrevues par des ateliers et des rencontres individuelles. . Accompagner et suivre les stagiaires pendant la période de stage (approximativement 6 à 12 mois). . Établir des rencontres périodiques (approximativement une fois par mois) de suivi avec les entreprises ayant des candidats en stage afin de renforcer la collaboration et le partenariat et de répondre aux besoins spécifiques de l'employeur.	65 100,00 $
06-Montréal	PAD	Coalition de la petite-bourgogne/quartier en santé	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : Mise sur pied du programme de médiation urbaine BUMP (Burgundy Urban Mediation Program) dont les objectifs sont de prévenir la criminalité, de contrer la violence et la marginalisation des jeunes du quartier, particulièrement ceux du secteur des îlots St-Martin (HLM dont les habitants proviennent majoritairement de la communauté noire anglophone).	32 000,00 $
06-Montréal	PANA	Collectif des femmes immigrantes du Québec	AMTQ Formation S'adapter au monde du travail québécois / Vivre ensemble au Québec prioritairement aux personnes admissibles d'origine haïtienne	12 650,00 $
06-Montréal	PANA	Collectif des femmes immigrantes du Québec	Reconduction du PANA pour un an. Convention de modification signée le 2 août 2010, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	166 110,00 $
06-Montréal	PANA	Collectif des femmes immigrantes du Québec	Parrainage humanitaire - accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du Programme spécial de parrainage humanitaire.	36 000,00 $
06-Montréal	PANA	Collectif des femmes immigrantes du Québec	Session de formation « S'adapter au monde du travail québécois » et «Vivre ensemble au Québec» Convention de modification signée le 20 juillet 2010 pour les sessions de formation «S'adapter au monde du travail québécois et Vivre ensemble au Québec	164 450,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PRI	Collectif des femmes immigrantes du Québec	Le programme régional d'intégration (PRI) a comme objectif général de faciliter et promouvoir l'établissement de nouveaux arrivants de la Région métropolitaine de Montréal (RMM) dans différentes régions du Québec. Pour ce faire, l'organisme doit : Consolider ses liens avec le Ministère et ses partenaires, dont ceux oeuvrant en région, et au besoin, en établir des nouveaux; Cibler et accentuer le partenariat avec les régions où l'offre et la demande du marché du travail s'arriment avec les compétences des participants intéressés à s'établir en région; Collaborer à la mise en œuvre des mesures du Ministère dont la « Passerelle pour l'emploi en région » et le « maillage professionnel »; Recruter des personnes immigrantes en fonction de leurs intérêts, leurs profils professionnels et les besoins des régions; Informer les personnes immigrantes des possibilités d'emploi en région ainsi que des avantages liés à l'établissement en région; Préparer les candidats intéressés; Servir d'intermédiaire efficace entre les employeurs, les organismes en région et les immigrants chercheurs d'emploi résidant dans la région métropolitaine de Montréal (RMM); Organiser des activités qui facilitent l'établissement des immigrants, l'obtention d'un emploi et la rétention en région. Avoir permis 120 établissements annuellement, pour un nombre minimal de 240 personnes, en dehors des territoires de la Région métropolitaine de Montréal (RMM)	176 400,00 $
06-Montréal	PAD	Collectif des femmes immigrantes du Québec	Le projet vise à rejoindre 60 femmes, en majorité originaires des pays du Maghreb, afin de leur offrir des sessions d'information leur permettant de mieux comprendre les réalités québécoises, de les motiver à intégrer le marché du travail et de les préparer à confronter efficacement les préjugés dont elles pourraient être victimes. À terme, ces femmes pourraient intégrer les programmes réguliers de l'organisme, dont le PANA et différentes mesures d'Emploi-Québec, ou celles d'un autre organisme d'aide à l'emploi.	29 182,00 $
06-Montréal	PANA	Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri (Le)	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	110 050,00 $
06-Montréal	PANA	Conseil communautaire Notre-Dame-De-Grâce inc.	Nouvel organisme pour le PANA	47 500,00 $
06-Montréal	PAD	Conseil local des intervenants communautaires de Bordeaux-Cartierville (C.L.I.C.)	Le projet s'attaque aux problématiques reliées à l'exclusion socioculturelle et socioéconomique, ainsi qu'au manque d'appropriation et au faible sentiment d'appartenance des familles de Bordeaux-Cartierville visées par la démarche de revitalisation urbaine intégrée et constituées de 33 % de nouveaux arrivants. Projet étroitement associé à la réalité locale et conçu en fonction des besoins des familles. Projet développé en collaboration et concertation avec différents partenaires dont les écoles, la commission scolaire et la police. Projet appuyé et assumé par les organismes du milieu, communautaires et institutionnels.	30 785,00 $
06-Montréal	PAD	Corporation de développement économique communautaire Ahuntsic-Cartierville	L'organisme s'engage à réaliser des partenariats avec des organisations pour la référence de la clientèle, la participation au comité de suivi opérationnel et au comité des partenaires. L'organisme s'engage à atteindre les objectifs suivants : -Créer de nouvelles passerelles entre les acteurs concernés par la situation de l'emploi sur le territoire Implanter des mécanismes de collaboration, de gestion de l'offre et de la demande d'emplois et de suivi entre les organismes du territoire et les entreprises locales pour faciliter l'accès et le maintien en emploi des résidants issus de l'immigration -Voir à la mise en place dans les entreprises locales de mesures favorisant l'intégration et la rétention en emploi de la main-d'oeuvre locale vivant des réalités particulières en facilitant notamment l'accès aux outils et services d'Emploi-Québec méconnus et non utilisés.	90 000,00 $
06-Montréal	PAD	Diversité artistique Montréal - DAM	L'organisme s'engage à: - développer un service d'accompagnement et les outils nécessaires à l'intention des artistes et des travailleurs culturels désireux de faire carrière au Québec. - offrir ce service aux artistes professionnels ou en voie de professionalisation issus de l'immigration récente - Préparer des outils nécessaires à un acommpagnement adéquat des artistes visés. Ces outils aborderont les éléments suivants : connaissance de base en gestion et démarrage de projet, présentation d'un projet artistique ou d'affaires, détermination des stratégies et identification des ressources en communication, l'élaboration d'un budget et d'un montage financier, préparation de demandes de subventions ou de financement, développement de réseaux de contacts, élaboration d'un plan de projet, etc.; - Rencontrer la clientèle visée par des rencontres de groupe ou individuelles;	16 744,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PAD	Diversité artistique Montréal (DAM)	Stages pratiques offerts aux artistes de la diversité culturelle	90 000 $
06-Montréal	PAD	Espace Féminin arabe (EFA)	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Recruter 60 femmes d'origine maghrébine nouvellement arrivées qui se destinent obligatoirement au marché du travail par des méthodes divesifiées : collaborations avec les organismes partenaires, promotion dans les différents milieux et via le web. Le profil des participantes sera déterminé par le comité aviseur. . Offrir des ateliers interactifs d'une durée de deux semaines chacun portant sur les attitudes et comportements gagnants aux 60 participantes par groupes d'un maximum de 10 personnes. . Référer les mentores et les mentorées au Réseau des femmes d'affaires du Québec. . Créer des jumelages entre les mentors et les mentorées ayant le même profil professionnel. . Tenir une rencontre mensuelle individuelle avec chacune des mentorées. . Tenir un tableau de suivi des activités et les démarches datées des partipantes et le soumettre mensuellement à l'organisme Femmes d'affaires sans frontières.	55 000,00 $
06-Montréal	PAD	Femmes du monde à Côte-des-Neiges	1.1 L'ORGANISME s'engage à atteindre les objectifs suivants : -Créer des liens entre femmes immigrantes et québécoises autour des problématiques de l'égalité femmes-hommes avec un regard particulier sur les problématiques de la violence conjugale et familiale. Outiller les femmes immigrantes pour une meilleure compréhension de la société québécoise, des droits et de l'utilisation des ressources existantes. -Rejoindre les clientèles suivantes : Femmes immigrantes et de communautés culturelles victimes de violence conjugale et familiale, en situation de fragilité et d'isolement, sans véritable réseau social, en difficulté économique, âgées de plus de 18 ans. -réaliser les activités suivantes : Rencontres thématiques qui alternent partage et formation 6 rencontres de partage qui se déroulent dans une optique de rapprochement entre femmes québécoises de souches et femmes immigrantes. 8 ateliers conçus avec un lien thématique qui se dérouleront suite aux activités partage. Contenu travaillé entre les participantes dans la rencontre de partage avec un cadre plus formel et structurant. Ateliers pouvant être supportés par groupes partenaires	20 668,00 $
06-Montréal	PANA	Filière employabilité	Reconduction du PANA pour un an. Convention de modification signée le 23 juillet 2010, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	84 010,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Fondation de la tolérance (La)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
06-Montréal	PAD	Fondation de la tolérance (La)	Présenter la caravane dans 20 écoles auprès de 8 000 à 10 000 élèves et auprès de 70 parents	70 000,00 $
06-Montréal	PAD	Fondation de la visite		35 000,00 $
06-Montréal	PAD	Fondation émergence inc.	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes selon l'échéancier indiqué : - poursuivre la campagne de sensibilisation de l'an dernier auprès des communautés LGBT; - à partir des résultats du sondage complété durant la phase I et à la lumière des actions entreprises auprès des organismes ethnoculturels, développer de nouvelles stratégies pour développer des partenariats avec ces derniers pour la phase II de sensibilisation; - enrichir le site Internet à partir du sondage réalisé à la phase I et des campagnes de sensibilisation réalisées et à réaliser; - amorcer la conduite de la nouvelle campagne de sensibilisation dans les médias ethnoculturels auprès des communautés et LGBT ethnoculturels; - conduire la nouvelle campagne de sensibilisation dans le cadre de la Semaine d'action contre le racisme en mars 2010 et participer aux activités; - poursuivre ces actions durant les quelques semaines suivant la Semaine d'action contre le racisme. Convention de modification signée le 2 novembre 2010 afin de prolonger de quatre mois supplémentaires, soit jusqu'au 30 janvier 2012, l'entente actuellement en vigueur.	75 000,00 $
06-Montréal	PAD	Fondation pour l'éducation des enfants et des jeunes adultes défavorisés	Le projet vise à briser l'isolement des familles des communautés culturelles vivant dans les Habitations Jeanne-Mance (HJM). Il vise à créer des plates formes qui favorisent le dialogue et la communication entre les familles issues des communautés culturelles et les familles de la société d'accueil; à favoriser les échanges et les apprentissages interculturels entre les familles immigrantes et les familles de la société d'accueil; à ouvrir les Habitations Jeanne-Mance aux familles issues du Québec. Le projet est appuyé par les organismes du milieu, communautaires et institutionnels. Il répond à un réel besoin du milieu et tient compte des besoins différenciés des hommes et des femmes.	35 000,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PANA	Fondation ressources jeunesse	Session de formation « S'adapter au monde du travail québécois » 56 sessions à 2 380$ + 9 450$ pour la rémunération de 2 animateurs et d'un suppléant lors de la formation initiale de 70 heures Convention de modification signée le 20 juillet 2010 pour les sessions de formation «S'adapter au monde du travail québécois» et Vivre ensemble au Québec donc pour un supplément en 2010-2011 de 51 180$.	193 910,00 $
06-Montréal	PAD	Groupe de recherche et d'intervention sociale gai et lesbienne (G.R.I.S.)	Développer et adapter l'action du G.R.I.S. - Montréal auprès de la clientèle des nouveaux arrivants afin de faire connaître à ces derniers la réalité homosexuelle sur les plans social, légal et personnel; susciter une réflexion chez les personnes visées. Pour atteindre ces objectifs, l'organisme utilise divers moyens dont la distribution du dépliant d'information «Je t'accueille, tu m'accueilles ». L'organisme s'engage à rejoindre les clientèles suivantes : - adultes demandeurs d'asile en hébergement temporaire - adultes inscrits dans des classes de francisation du MICC - adultes inscrits aux sessions de formation S'adapter au monde du travail québécois - jeunes qui fréquentent les classes d'accueil en francisation. L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes: Mise à jour et réimpression des six versions du dépliant d'information «Je t'accueille, tu m'accueilles » conçu spécialement pour les nouveaux arrivants : 9 000 en français, 2 500 en anglais, 2 500 en espagnol, 1 000 en créole, 1 000 en arabe et 1 000 en chinois, pour un total de 17 000 dépliants.	5 000,00 $
06-Montréal	PAD	HIPPY-Québec	Le projet vise à promouvoir l'intégration sociale des parents et des enfants, à assurer la réussite scolaire des enfants, à briser l'isolement des femmes immigrantes et à aider au développement des compétences professionnelles des parents et des intervenantes à domicile afin qu'ils puissent accéder plus facilement au marché de l'emploi. Le projet est soutenu par deux bailleurs de fonds. Projet structurant, novateur, dont une partie seulement concerne le territoire.	17 535,00 $
06-Montréal	PANA	Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	Reconduction du PANA. Convention de modification signée le 23 juillet 2010 pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	442 150,00 $
06-Montréal	PANA	Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	Session de formation « S'adapter au monde du travail québécois /Vivre ensemble au Québec » Convention de modification signée le 16 juin 2010 et prend effet à compter du 1er avril 2010 et se termine le 30 juin 2012.	113 850,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	27 982,00 $
06-Montréal	PAD	Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	-Mobilisations et implication citoyenne autour des enjeux de l'entraide et de la diversité par le renforcement des solidarités et la création de réseaux Activités organiser un réseau d'échange de services et d'entraide communautaire -Favoriser l'ouverture à la diversité et l'engagement citoyen Activités rencontrer des organismes qui favorisent l'implication bénévole pour qu'ils participent à un événement public de recrutement de bénévoles. Organiser un événement de valorisation du bénévolat. Inviter les pères immigrants à s'engager à faire du bénévolat -Partager avec les intervenants des secteurs communautaires, institutionnels et privés les nouveaux acquis développés dans le domaine du rapprochement interculturel Activité de formation aux intervenants des secteurs communautaires et publics. Activité de formation aux responsables des ressources humaines des entreprises privées. -Organiser des rencontres de rétroaction des participants. Analyser les informations recueillies et produire des rapports	95 553,00 $
06-Montréal	PAD	Impulsion-Travail	Défi-femme : Pour un retour vers l'emploi réussi	85 867 $
06-Montréal	PRSOCA	Institut interculturel de Montréal (I.I.M.)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	16 685,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PAD	Intégration jeunesse du Québec inc.	L'ORGANISME s'engage à atteindre les objectifs suivants : -Mettre en place un service de soutien et d'accompagnement pour favoriser l'insertion en emploi des finissants d'origine immigrante ou des minorités visibles dans quatre écoles de métiers de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), soit : l'École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration (ÉMICA), l'École des métiers du Sud-Ouest (ÉMSOM), l'École des métiers des Faubourgs de Montréal (ÉMFM) et l'École des métiers de l'aérospatiale de Montréal (ÉMAM). -Sensibiliser des employeurs aux avantages de la main-d'œuvre immigrante et les stimuler à embaucher les finissants accompagnés dans le cadre de ce projet. -Offrir des rencontres individuelles de counselling d'emploi aux finissantes et aux finissants inscrits dans les programmes pertinents. L'ORGANISME s'engage à mettre en place des comités suivants afin d'assurer le suivi et l'évaluation du projet	90 000,00 $
06-Montréal	PAD	Intégration Jeunesse du Québec inc.	Valorisation Jeunesse, Place à la relève+	90 000 $
06-Montréal	PAD	La radio communautaire francophone de Montréal (CIBL)	Vers un emploi dans un média de communication	90 000 $
06-Montréal	PAD	L'Hirondelle, Services d'accueil et d'Intégration des immigrants	Parrainage pour une rétention en emploi = une intégration réussie	69 269 $
06-Montréal	PAD	Maison Bleue : Milieu de vie préventif à l'enfance (La)	Le projet vise à créer un réseau interculturel de pair et à faire en sorte que les mères immigrantes sortent de chez elle pour s'impliquer et créer un réseau social; à amener les familles à apprendre et intérioriser les informations transmises dans les groupes; à impliquer et mobiliser les mères immigrantes à travers une démarche d'enpowerment; à permettre aux femmes une connaissance et une utilisation accrue des ressources du milieu. Le projet est appuyé en ressources humaines par le CSSS. Répond à un réel besoin.	11 020,00 $
06-Montréal	PAD	Maison des familles de LaSalle	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes: . Rencontrer les parents nouvellement arrivés au Québec lors de la première journée scolaire de leur enfant et prendre connaissance de leurs besoins; . Offrir les services d'une agente de liaison qui pourra être rejointe du lundi au vendredi de 8 h 30 à 15 h 30 et se déplacer si nécessaire; . Poursuivre le développement du Réseau de solidarité téléphonique (RST) amorcé à l'école Sainte-Catherine-Labouré et veiller à son bon fonctionnement en : - recrutant puis jumelant des parents immigrés et réfugiés parlant uniquement leur langue maternelle avec des parents parlant la langue française et la langue maternelle du parent immigrant; - expliquant leur rôle aux parents parrains afin qu'ils puissent offrir de l'aide aux parents immigrants pour la compréhension des documents de l'école ou du milieu, et qu'ils puissent les soutenir par téléphone lors de la période des devoirs de leurs enfants; - informant les parents du Réseau de solidarité téléphonique de la tenue des ateliers et des événements organisés dans l'arrondissement. . Soutenir le personnel des écoles Terre-des-Jeunes et Henri-Forest dans le développement d'un réseau de solidarité pour leurs parents; . Organiser cinq ateliers informatifs sur les thèmes suivants : - le systèeme scolaire au Québec : enfants / adultes - s'adapter à l'hiver québécois - le marché du travail et les équivalences de diplômes - apprendre à faire un budget - alimentation saine au Québec . Organiser ou promouvoir des événements LaSallois, tels la fête des voisins, des déjeuners-rencontres entre les participants au Réseau de solidarité téléphonique, la semaine québécoise des familles, etc.	36 500,00 $
06-Montréal	PAD	Maison des jeunes "par la grand'porte" (La)	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : Afin de prévenir l'émergence de comportements antisociaux chez lesjeunes de 6 à 12 ans, par le biais du jeu et de l'art, l'organisme entend réaliser, entre janvier 2009 et décembre 2009 une activité artistique hebdomadaire qui sera offerte à trois groupes (6-8, 9-10 et 11-12 ans) de six jeunes. Des ateliers seront également offerts à 15 parents et porteront notamment sur la toxicomanie, la victimisation, l'errance et la prostitution.	50 000,00 $
06-Montréal	PANA	Maison d'Haïti	Reconduction du PANA pour un an, Convention de modification signée le 23 juillet 2010, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	36 750,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PAD	Maison d'Haïti	Le projet vise à prévenir la violence des gangs de rue et à diminuer le sentiment d'insécurité des citoyens de Saint-Michel. Convention de modification à l'entente signée le 19 novembre 2010 pour une autre année.	50 000,00 $
06-Montréal	PAD	Montréal In Vivo (Secrétariat de la grappe des sciences de la vie du Montréal métropolitain)	Emploi - Secteurs innovants et immigration	80 824 $
06-Montréal	PAD	Mouvement jeunesse Montréal-Nord	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : - mettre en place une tribune radiophonique traitant de sujets reliés aux gangs de rue; - offrir une formation radiophonique et un atelier d'écriture à la clientèle ciblée; - réalisée 25 émissions de radio.	50 000,00 $
06-Montréal	PSPFAOP	Ordre professionnel des géologues du Québec	L'Ordre s'engage à: -Procéder à une analyse des compétences du géologue en situation de travail, incluant notamment les étapes suivantes -Élaborer le référentiel des compétences requises pour exercer la profession de géologue au Québec, incluant notamment les étapes suivantes -Élaborer, les outils d'évaluation et de reconnaissance des compétences des personnes formées à l'étranger	186 000,00 $
06-Montréal	PANA	Petites-Mains	Reconduction du PANA pour un an, Convention de modification signée le 23 juillet 2010, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	40 125,00 $
06-Montréal	PANA	Projet Genèse	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011. Convention de modification signée le 3 septembre 2010.	71 100,00 $
06-Montréal	PANA	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	293 670,00 $
06-Montréal	PRI	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	Le programme régional d'intégration (PRI) a comme objectif général de faciliter et promouvoir l'établissement de nouveaux arrivants de la Région métropolitaine de Montréal (RMM) dans différentes régions du Québec. Pour ce faire, l'organisme doit : Consolider ses liens avec le Ministère et ses partenaires, dont ceux oeuvrant en région, et au besoin, en établir des nouveaux; Collaborer à la mise en œuvre des mesures du Ministère dont la « Passerelle pour l'emploi en région » et le « maillage professionnel »; Avoir permis 110 établissements annuellement, pour un nombre minimal de 220 personnes, en dehors des territoires de la Région métropolitaine de Montréal (RMM)	161 700,00 $
06-Montréal	PRSOCA	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	55 142,00 $
06-Montréal	PAD	Regroupement des Centres de la petite enfance de l'Île de Montréal	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : Activités visant les femmes d'origine immigrante : . Concevoir un programme d'information et de sensibilisation de 12 heures (4 ateliers de 3 heures) intitulé Travailler en CPE, à l'intention de femmes d'origine immigrante. . Recruter et sélectionner des femmes d'origine immigrante à partir de 2 groupes : - les femmes déjà inscrites à SR INC (Service de ressources professionnelles) comme éducatrices et qui reçoivent peu de demandes de remplacement de la part de CPE. - les femmes d'origine immigrante nouvellement arrivées au pays (moins de 5 ans) qui déposent une demande comme éducatrices à SR INC et qui sont admissibles selon les critères du Regroupement des centres de la petite enfance (RCPEIM). . Dispenser la séance Travailler en CPE aux femmes d'origine immigrante sélectionnées (5 groupes de 20 personnes). . Au cours d'une période de 2 mois suivant le début du travail en CPE avec SR INC, rencontrer individuellement à des fins de supervision chacune des remplaçantes pour une période totale de 2 heures. . Au besoin, effectuer un suivi individuel: rencontre ou téléphone. . . Dispenser à 80 employeurs utilisateurs de SR INC la séance de formation Accueillir des éducatrices de toute origine. . Élaborer et diffuser un manuel de procédures d'accueil pour le personnel issus de l'immigration pour l'ensemble des CPE membres du RCPEIM. L'Objectifr du manuel est de faciliter l'accueil, l'intégration et le	90 000,00 $
06-Montréal	PANA	Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	54 670,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PAD	Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement	Projet de 3 ans en collaboration avec la ville de Montréal qui ne pouvait pas le faire immédiatement pour trois ans, c'est pourquoi le projet est prolongé de deux ans.L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : - visites individuelles et rencontres de groupe. Objectifs : - sensibiliser les propriétaires quant aux préjugés sur les capacités financières des nouveaux arrivants et les idées reçues sur leurs habitudes culturelles afin de diminuer certains comportements discriminatoires et xénophobes. - sensibiliser les locataires et les chercheurs de logement quant à leurs devoirs et leurs droits vis-à-vis du propriétaire, et référer les chercheurs de logements à des propriétaires offrant des logements convenables. Clientèles : - les propriétaires immobiliers principalement membres de l'Association des propriétaires du Québec, soit environ 300 situés prioritairement dans les arrondissements de Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâche, Parc-Extension, Saint-Laurent, Ahuntsic-Cartierville, Montréal-Nord. - les locataires actuels et potentiels, nouveaux arrivants, minorités visibles, personnes à faibles revenus, soit environ 300 ménages.	20 000,00 $
06-Montréal	PANA	Service à la famille chinoise du Grand Montréal inc.	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	266 240,00 $
06-Montréal	PANA	Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	PANA - Accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du Programme spécial de parrainage humanitaire.	72 000,00 $
06-Montréal	PANA	Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2010, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	414 595,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	17 077,00 $
06-Montréal	PAD	Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	Volet 2 Le projet vise : . À former 75 intervenants de différents organismes communautaires sur les comportements discriminatoires et les mécanismes existant pour les combattre, afin que 30 nouveaux arrivants puissent déposer une plainte aux organismes concernés (ex. : Commission des droits de la personne et de la jeunesse, Régie du logement, etc.), et que l'expertise développée dans les organismes, survive au projet. . À élaborer des outils à l'intention des intervenants : Power Point, cahier du formateur et cahier des participants. . À accompagner les clients victimes de discrimination, référés par les organismes communautaires, dans le dépôt éventuel d'une plainte. Le calendrier de réalisation du projet est le suivant : . Mise en place du projet: embauche d'un intervenant, préparation du contenu des rencontres et du projet, et promotion du projet (juillet et août 2010). . Formation : 17 rencontres d'une durée de 3 h à 4 h avec les intervenants des organismes, dont 10 rencontres de sensibilisation et 7 autres rencontres (août 2010 à juin 2011).	35 000,00 $
06-Montréal	PAD	Service de consultants en relations interculturelles Québec multi-plus	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : - Compléter la création et la production d'un outil pédagogique sur la diversité culturelle à l'intention des PME avec le soutien financier du Programme du Multiculturalisme de Citoyenneté et Immigration Canada au cours du mois de juin 2010; - Imprimer 1 000 exemplaires de l'outil pédagogique avec le soutien financier du Programme du multiculturalisme de Citoyenneté et Immigration Canada avant la fin de juin 2010; . Contacter, au cours des six mois suivant la signature de l'entente, un minimum de 100 entreprises pour leur remettre l'outil pédagogique, leur expliquer le contenu et leur proposer une formation à l'intention de leur personnel; - Offrir, durant la même période de temps, une formation à au moins 10 des entreprises renontrées; - Fournir au MICC des données précises sur les entreprises contactées et visitées de même que le nombre de personnes rencontrées dans ces entreprises.	7 000,00 $
06-Montréal	PANA	Service d'interprète d'aide et de référence aux immigrants (SIARI)	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	121 295,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PRSOCA	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc.	La Table a développé un outil de gestion qui permet aux organismes financés en vertu du PANA de faire état, de façon fiable, de l'utilisation des sommes versées dans le cadre du programme et de répondre aux attentes de la MINISTRE en matière de reddition de comptes et d'évalusation de programme. L'entente vise à soutenir la Table afin d'assurer pour toute la durée de l'entente l'évolution de l'outil et le soutien technique; -Pendant toute la durée de l'entente, la TABLE s'engage à : .maintenir les manuels d'autoformation à jour et à s'assurer de leur efficacité en incluant des questions relatives au manuel dans le questionnaire de satisfaction des utilisateurs. .offrir aux organismes 30 heures de formation. .informer les organismes des mises à jour de l'outil et des manuels d'autoformation, des modifications apportées à l'outil et des dates de formation au moyen d'un bulletin mensuel. .équiper l'organisme d'un serveur provenant de la réserve des 3 serveurs achetés dans le cadre de l'entente phase 2 et à procéder à l'installation de l'outil.	82 014,00 $
06-Montréal	PRSOCA	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc.	L'entente vise à soutenir les activités de la TABLE, l'organisme étant principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel. Les parties conviennent de participer à des rencontres d'échanges au sein du Comité consultatif national des organismes au service des nouveaux arrivants (COCONAT). Ce Comité réunit des représentants des deux parties au moins trois fois par année. La MINISTRE et la TABLE voient ces rencontres comme une occasion de partage d'information relative au domaine de l'immigration, de l'accueil et de l'intégration et un lieu où la TABLE peut exprimer sa vision et ses recommandations sur les politiques et programmes d'immigration, d'accueil et d'intégration des personnes réfugiées et immigrantes.	286 370,00 $
06-Montréal	PAD	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc.	PROJET SUR LA SITUATION DES FEMMES IMMIGRÉES ET RACISÉES . . Les objectifs du projet consistent à : Acquérir une meilleure connaissance des femmes immigrées et racisées, cerner les défis, les enjeux et les difficultés auxquelles elles sont confrontées et obtenir ainsi une vision plus éclairée de leurs besoins. Susciter et favoriser une participation citoyenne et le leadership des femmes immigrées et racisées. Favoriser la levée des préjugés et du racisme à l'égard des femmes immigrées et racisées. Contribuer à renforcer la valeur d'égalité entre les femmes et les hommes, tant au sein des communautés culturelles que de la société québécoise en général. Contribuer à assurer la prise en compte de la situation des femmes immigrées et racisées par tous les secteurs d'activité. Favoriser la reconnaissance de l'apport des femmes immigrées et racisées afin qu'elles soient des interlocutrices incontournables lorsqu'il s'agit de leurs réalités et de celles de leurs communautés. Élaborer une vision nationale et régionale des besoins et des partenariats à créer ou à renforcer. Favoriser et faciliter l'application d'une analyse différenciée selon les sexes (ADS) ou d'une analyse « genrée » dans les ministères et organismes gouvernementaux, les institutions, le milieu communautaire Déterminer les domaines d'intervention, les orientations, les pistes d'intervention, les types d'action à privilégier afin de répondre aux besoins au regard des trois axes prioritaires de travail. Dégager des priorités d'intervention qui	100 000,00 $
06-Montréal	PAD	Table des groupes de femmes	Outiller pour mieux intégrer, l'inclusion professionnelle des femmes immigrantes et des communautés culturelles dans les organismes communautaires mixtes **Le projet a été ramené à 1 an en éliminant la période de recherche**	89 602 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
06-Montréal	PAD	Vision Diversité	L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes en fonction des objectifs mentionnés : 1.Poursuivre le travail de coordination et de créations de nouvelles plateformes avec les partenaires montréalais du foyer culture. Poursuivre les rencontres de concertation et de coordination des efforts au sein du foyer culture de Vision Diversité. Poursuivre le projet 514 dans un suivi de 18 mois avec le premier gagnant du circuit puis avec les suivants annuellement. - Élargir ce projet pilote vers d'autres diffuseurs 2.Renforcer les partenariats établis au niveau des grands évènements et des réseaux des artistes à Montréal et en région. Poursuivre la collaboration établie avec les partenaires du foyer Culture mais aussi avec les grands diffuseurs comme la Place-des-Arts, la SACEF, la Société des Quais du Vieux Port de Montréal, le Parc Jean-Drapeau, le Festival du Monde Arabe de Montréal, Nuits d'Afrique, Vues d'Afrique, le palais Montcalm de Québec, le Festival en chanson de Petite-Vallée et le Festival international de la chanson de Granby avec qui se sont déjà bâties des collaborations au cours de l'été 2008. Élargir ces partenariats vers de nouveaux diffuseurs à Montréal, Sherbrooke, Gatineau et Drummondville. Bâtir des liens avec les conseils de la culture en initiant deux premières expériences avec les conseils de la culture de Gatineau et de Québec avec lesquels une première collaboration est amorcée. Soutenir le projet de mise en place du projet-pilote de réseau de la Diversité pour l'emploi mené par nos partenaires du noyau Affaires (Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent et SAJE Montréal Centre) et l'élargir vers d'autres partenariats par des expériences modulables. Sensibiliser les divers milieux culturels ainsi que les diffuseurs aux apports de ces créations et bâtir des partenariats pour en assurer la diffusion.	75 000,00 $
06-Montréal	PAD	Vivre Saint-Michel en santé	Défi entreprises- Intégration diversité	68 978 $
06-Montréal	PAD	Vivre St-Michel en santé	Les espaces de participation citoyenne Le projet vise à favoriser l'intégration et le sentiment d'appartenance des familles isolées de Saint-Michel, immigrantes et de souche québécoise, à la communauté locale par la participation citoyenne. L'objectif est de sortir les familles de leur isolement, de les informer sur les ressources communautaires et institutionnelles du milieu et sur les mécanismes démocratiques et politiques de participation citoyenne, de susciter les rapprochements entre familles des différentes cultures et la mise sur pied de comités pour l'amélioration de leur conditions de vie et des ressources collectives du quartier, de soutenir la formation de nouveaux leaders représentatifs de la diversité culturelle de Saint-Michel. Le projet, structurant, repose sur cinq organismes porteurs et 60 partenaires. Les activités proposées tiennent compte de l'ADS	34 507,00 $
06-Montréal	PANA	YMCA du Québec (Les)	25% de la subvention totale prévue ou 14 640 $ est déduit pour le loyer.	67 860,00 $
07-Outaouais	PANA	Accueil-parrainage Outaouais	Octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle aux organismes d'accueil des réfugiés. (17 300$ pour l'APO)	17 300,00 $
07-Outaouais	PANA	Accueil-parrainage Outaouais	RECONDUCTION	257 425,00 $
07-Outaouais	PANA	Accueil-parrainage Outaouais	L'organisme s'engage à: - Administrer la Banque Régionale d'interprètes de l'Outaouais afin d'offrir des services d'interprétariat aux organismes que fréquentent les nouveaux arrivants n'ayant pas une connaissance suffisante du français. À cette fin, l'Organisme s'engage plus particulièrement à: .Maintenir à jour une banque d'interprètes; .Procéder au recrutement des interprètes et évaluer leur maitrise de la langue; .Offrir une formation minimale aux interprètes sur le code d'éthique à respecter et la mission des organismes où ils exerceront leurs fonctions; .Recevoir les demandes des organismes et fournir les services de l'interprètes requis; .Gérer la rémunération des interprètes, notamment en facturant les organismes utilisateurs; .Assurer la qualité des services d'interprétariat rendus; .Tenir à jour un registre des services fournis contenant le nom des organismes utilisateurs, la langue d'interprétariat demandée et la période couverte.	11 000,00 $
07-Outaouais	PRSOCA	Accueil-parrainage Outaouais	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	46 025,00 $
07-Outaouais	PAD	Accueil-parrainage Outaouais	Ce projet de médiation interculturelle vise à faciliter l'inclusion des immigrants en formant des médiateurs qui auront à intervenir dans les situations de conflits et leur permettrent de s'intégrer plus facilement à la société québécoise. Ce projet s'inscrit dans le contexte régional de l'Outaouais et compte sur l'apport de partenaires dont le CEGEP de l'Outaouais qui forme des médiateurs bénévoles qui pourront être appelés dans les situations de conflits dans deux quartiers de la ville de Gatineau ainsi que dans deux écoles. Ce projet pourra être étendu à d'autres secteurs de la ville de Gatineau après la première année d'implantation.	33 500,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
07-Outaouais	PAD	Accueil-parrainage Outaouais	L'objectif du projet est la résolution de conflits liés à des systèmes de valeurs opposés. Le projet vise à faciliter l'intégration des immigrants à la société québécoise. Son impact à plus long terme est : La transformation des parties de façon à acquérir la capacité de mieux comprendre leurs problèmes et traiter leurs conflits; La création d'une communauté harmonieuse par la pacification des conflits et la prévention de la violence ; La création de ponts entre les différentes cultures et la société d'accueil, entre la clientèle immigrantes et les institutions de l'État.	25 000,00 $
07-Outaouais	PANA	Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	Reconduction	89 590,00 $
07-Outaouais	PANA	Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais	Reconduction pour 9 mois.	103 590,00 $
07-Outaouais	PRI	Service Intégration travail Outaouais	Demande de financement complémentaire au financement du projet soumis à la CRÉ-O (28% du projet total). Projet visant à compléter les actions de régionalisation de l'entente avec la CRÉO: aider les personnes immigrantes, à la recherche d'emploi, à développer un réseau de contacts avec les anciens bénéficiaires de SITO qui sont en emploi. Résultats anticipés : Intégrer en emploi 22 travailleurs immigrants en leur offrant un suivi personnalisé dans leur recherche d'emploi et faciliter leur intégration sociale et professionnelle dans la région en vue d'un établissement durable;	40 000,00 $
08-Abitibi-Témiscamingue	PAD	Mosaïque: Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc. (La)	Pour l'année 2011, la Mosaïque souhaite mettre sur pied quelques activités sous le thème "La famille: point d'ancrage à la société d'aujourd'hui et de demain". Elle souhaite ainsi appuyer les familles natives et immigrantes dans leur adaptation à la diversité dans leurs milieux de vie en Abitibi-Témiscamingue, et encourager leur ouverture à la coexistence culturelle.	10 000,00 $
12-Chaudière-Appalaches	PAD	Alpha Bellechasse	Ce projet propose d'aider les parents de familles immigrantes à soutenir la réussite scolaire de leurs enfants en misant sur une relation étroite entre la famille et la communauté. Il vise à répondre au besoin d'accompagnement de ces parents dans l'aide aux devoirs de leurs enfants inscrits à l'école primaire ou secondaire, ce qui représente une vingtaine d'élèves (environ 10 familles). Le projet inclura notamment : des rencontres annuelles entre les parents et enfants immigrants et ceux de la communauté d'accueil et les partenaires du projet (écoles, municipalités, organismes, etc.); l'élaboration d'un plan d'action pour aider les parents immigrants dans l'aide aux devoirs; l'adaptation des outils d'aide aux devoirs à l'intention de la clientèle immigrante; des ateliers de groupe pour les pères et les mères; l'accompagnement hebdomadaire à domicile des familles dans l'aide aux devoirs et les apprentissages des parents eux-mêmes; le suivi de chaque famille immigrante durant deux ans. Le projet souhaite également valoriser le rôle du père dans l'aide aux devoirs.	16 400,00 $
12-Chaudière-Appalaches	PRI	ICI Intégration communautaire des immigrants	Objectifs du projet: L'augmentation du nombre d'immigrants de la catégorie économique s'établissant en Chaudière-Appalaches, soit 70 personnes immigrantes. L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Des activités touchant la promotion et l'attraction, qui visent notamment à identifier avec les partenaires locaux les entreprises pouvant présenter un potentiel d'offres d'emploi et à assurer la promotion des emplois offerts auprès des partenaires de régionalisation de Montréal et des personnes immigrantes établies à Montréal. - Des services aux personnes immigrantes, qui visent notamment à accueillir et à faciliter l'aide à l'établissement des personnes immigrantes accueillies et à les aider à s'adapter à leur nouvel environnement. - Des activités variées de sensibilisation du milieu d'accueil, qui visent notamment à sensibiliser les différents milieux (scolaire, santé et services sociaux, organismes socioéconomiques et communautaires, etc.) et la population à l'apport de l'immigration au développement économique, social et culturel du Québec. - Conseil aux organismes d'accueil et d'accompagnement financés par le Programme Immigration Chaudière-Appalaches (PICA) pour des fins d'expertise, sur demande, dans le cadre de leurs interventions visant à favoriser l'accueil des personnes immigrantes sur le territoire. - Des activités de concertation du milieu aux fins d'établissement, qui visent notamment à développer le partenariat requis avec différents partenaires du milieu (organismes locaux, tables locales de concertation, Centres locaux de développement (CLD), Sociétés d'aide aux développement des collectivités (SADC), chambres de commerce, etc.).	98 235,00 $
12-Chaudière-Appalaches	PRSOCA	ICI Intégration communautaire des immigrants	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
12-Chaudière-Appalaches	PRI	Service d'appui régional en immigration (SARI)	Objectifs du projet: L'augmentation du nombre d'immigrants de la catégorie économique s'établissant en Chaudière-Appalaches, soit 70 personnes immigrantes. L'organisme s'engage à réaliser les activités suivantes : . Des activités touchant la promotion et l'attraction, qui visent notamment à identifier avec les partenaires locaux les entreprises pouvant présenter un potentiel d'offres d'emploi et à assurer la promotion des emplois offerts auprès des partenaires de régionalisation de Montréal et des personnes immigrantes établies à Montréal. - Des services aux personnes immigrantes, qui visent notamment à accueillir et à faciliter l'aide à l'établissement des personnes immigrantes accueillies et à les aider à s'adapter à leur nouvel environnement. - Des activités variées de sensibilisation du milieu d'accueil, qui visent notamment à sensibiliser les différents milieux (scolaire, santé et services sociaux, organismes socioéconomiques et communautaires, etc.) et la population à l'apport de l'immigration au développement économique, social et culturel du Québec. - Conseil aux organismes d'accueil et d'accompagnement financés par le Programme Immigration Chaudière-Appalaches (PICA) pour des fins d'expertise, sur demande, dans le cadre de leurs interventions visant à favoriser l'accueil des personnes immigrantes sur le territoire. - Des activités de concertation du milieu aux fins d'établissement, qui visent notamment à développer le partenariat requis avec différents partenaires du milieu (organismes locaux, tables locales de concertation, Centres locaux de développement (CLD), Sociétés d'aide aux développement des collectivités (SADC), chambres de commerce, etc.).	102 885,00 $
13-Laval	PANA	Carrefour d'intercultures de Laval	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011. Convention de modification signée le 3 septembre 2010.	184 125,00 $
13-Laval	PANA	Carrefour d'intercultures de Laval	Montant supplémentaire pour soutenir les interventions auprès des personnes réfugiées prises en charge par l'État La Ministre souhaite soutenir les organismes de façon exceptionnelle et ponctuelle pour mieux répondre aux besoins des personnes réfugiées prises en charge par l'État pendant la période d'installation dans l'attente que les ministères de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation, du Loisir et du Sport adaptent leurs services pour répondre aux besoins spécifiques de cette clientèle. Un montant de 17 300 $ pour une période de 6 mois. L'Organisme s'engage à : - soutenir les personnes réfugiées prises en charge par l'État pour leur faciliter l'accès aux services de santé et pour favoriser les liens entre les familles et l'école.	17 300,00 $
13-Laval	PRSOCA	Carrefour d'intercultures de Laval	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	29 179,00 $
13-Laval	PAD	Centre communautaire Petit espoir	Le projet vise à aider les familles immigrantes du quartier Saint-François de Laval à acquérir des connaissances et des compétences qui faciliteront leur intégration économique, sociale et culturelle ainsi que leur engagement civique tout en favorisant l'ouverture à la diversité et au pluralisme. Le projet comprend des visites, des animations, des conférences et des ateliers de formation. Le projet vise la participation de 200 personnes issues de l'immigration et de Québécois d'origine.	8 000,00 $
13-Laval	PANA	Entraide (Pont-Viau et Laval des Rapides) inc. (L')	Reconduction du PANA pour une autre année, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011, convention de modification signée le 29 septembre 2010.	56 900,00 $
13-Laval	PANA	Perspective Carrière	Mise en place de services d'accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du Programme spécial de parrainage humanitaire	21 360,00 $
13-Laval	PANA	Perspective Carrière	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	109 200,00 $
13-Laval	PANA	Perspective Carrière	Sessions de formation «S'adapter au monde du travail Québécois/Vivre ensemble au Québec» à des groupes de 22 à 25 participants. Cette formation d'une durée de 24 heures est organisée en huit modules de 3 heures. Cette somme inclut la contribution financière annuelle de 63 250 $ pour la réalisation de 25 sessions de formation durant la période, ainsi qu'un montant de 5 040 $ représentant la rémunération des animateurs et suppléants pour la durée de leur formation	68 290,00 $
14-Lanaudière	PANA	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	Reconduction du PANA pour une autre année, convention de modification signée le 3 septembre 2010 soit, du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	103 115,00 $
14-Lanaudière	PANA	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	Montant supplémentaire pour soutenir les interventions auprès des personnes réfugiées prises en charge par l'État	17 300,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
14-Lanaudière	PAD	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	Le projet a comme objectif d'appuyer les femmes des communautés culturelles dans leur adaptation aux réalités des milieux de vie en termes socioprofessionnels, ainsi que les membres de leurs familles. Il vise également à encourager l'ouverture de la société lanaudoise au pluralisme et à favoriser le rapprochement interculturel entre les Québécois d'origine et les personnes immigrantes, en encourageant les Québécoises d'origine à s'investir dans une relation d'entraide avec des nouvelles arrivantes. Il chercher également à faciliter le processus d'adaptation et d'intégration des femmes immigrantes isolées et à agrandir leur réseau socioprofessionnel en brisant leur isolement. L'activité principale du projet est le jumelage entre une dizaine de femmes immigrantes et une dizaine de femmes lanaudoises. Le projet propose neuf ateliers et trois activités sur la société d'accueil à travers la démarche du jumelage.	28 000,00 $
14-Lanaudière	PANA	Perspectives nouvelles inc.	Reconduction du PANA pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	48 180,00 $
14-Lanaudière	PAD	Service d'aide à la famille Immigrante de la MRC de l'Assomption (SAFIMA)	Le projet vise à favoriser l'intégration sociale des familles immigrantes et à faciliter leur processus global d'adaptation. La réalisation de l'objectif général se fera par le biais des activités et ateliers thématiques suivants: - des activités pères-enfants et des ateliers sur le rôle des parents dans la réussite scolaire de leur enfant; - des café-causeries femme immigrantes, afin de briser l'isolement des femmes immigrantes, d'élargir leur réseau de contact et d'augmenter leurs connaissances des services sociaux disponibles; - des activités de découverte des loisirs et sports québécois pour les jeunes, afin de faciliter leur adaptation et d'encourager leur connaissance du milieu ; - une conférence école-famille et un cercle de discussion interculturelle. Les clientèles visées dans l'ensemble de ces activités sont les intervenants du milieu, la communauté d'accueil, les femmes immigrantes, les hommes immigrants, les jeunes immigrants et les enfants en milieu scolaire de la Municipalité régionale de comté de l'Assomption. La participation de 30 à 40 personnes est prévue à chacune des activités.	27 750,00 $
15-Laurentides	PRI	ABL Accès Accueil Action		35 000,00 $
15-Laurentides	PANA	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	Reconduction du PANA pour un an, soit du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011.	108 745,00 $
15-Laurentides	PANA	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	Montant supplémentaire pour soutenir les interventions auprès des personnes réfugiées prises en charge par l'État	17 300,00 $
15-Laurentides	PRI	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	Objectif principal du projet : . Augmenter le nombre d'immigrants dans les Laurentides en développant des mécanismes d'attraction, d'accueil et de rétention. . Encourager le partage d'expertise et susciter l'innovation et la concertation des partenaires du milieu. . Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants. . Valoriser, auprès de la population des Laurentides, l'apport de l'immigration dans le développement économique, social et culturel de la région. Conditions de réalisation : Installation de 50 nouveaux arrivants dans les Laurentides provenant du site Web, de références de partenaires en régionalisation et des activités de promotion, de rapprochement et de rétention.	36 000,00 $
15-Laurentides	PRSOCA	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
15-Laurentides	PANA	Centre d'intégration en emploi Laurentides (C.I.E. Laurentides)	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	76 500,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
15-Laurentides	PRI	Centre d'intégration en emploi Laurentides (C.I.E. Laurentides)	Promotion de la région des Laurentides auprès des nouveaux arrivants à la BANQ et des partenaires en régionalisation de Montréal (Promis, Le Collectif, Ampe, l'Hirondelle et Centre Génération Emploi). Promotion des travailleurs étrangers de Montréal auprès des employeurs, des institutions et organismes des Laurentides. Diffusion de documents promotionnels à l'embauche des travailleurs étrangers. Recherche de postes spécialisés ou semi-spécialisés dans différents secteurs d'activités. Affichage des emplois disponibles dans les organismes d'employabilité de Montréal. Établissement en emploi des travailleurs étrangers, spécifiquement des travailleurs spécialisés, dans les secteurs en croissance économique, en leur offrant un accompagnement personnalisé (outils de recherche, préparation cv et support). Assurer un arrimage efficace entre les besoins de main-d'œuvre des employeurs et des travailleurs. Soutenir les employeurs dans le processus d'intégration des immigrants et information sur les programmes et subventions à l'embauche des immigrants. Développer et mettre à jour des outils d'attraction et de promotion. Faire connaître les perspectives professionnelles ainsi que les emplois en demande dans la région. Faciliter la venue de travailleurs immigrants lors de la tenue de salons de l'emploi ou autres événements de recrutement de la main-d'œuvre. Mettre à jour le site Web. Augmenter le recrutement par le site Web.	57 000,00 $
16-Montérégie	PANA	Carrefour Le Moutier	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, du triennal 2007-2010. Convention de modification signée le 3 septembre 2010.	101 690,00 $
16-Montérégie	PANA	Carrefour Le Moutier	Mise en place de services d'accompagnement en adaptation au marché du travail pour les personnes haïtiennes qui bénéficient du programme spécial de parrainage humanitaire.	12 000,00 $
16-Montérégie	PRI	Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	Entente Passerelle pour l'emploi en région "Entrevue d'embauche et accompagnement"	1,00 $
16-Montérégie	PRI	Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	Le projet vise l'établissement durable de vingt travailleurs immigrants et leur famille, soit au total de 40 à 50 personnes annuellement, sur les territoires des MRC de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent par des activités d'attraction, d'accompagnement et d'intégration sociale.	56 117,00 $
16-Montérégie	PANA	Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011 du triennal 2007-2010, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	73 570,00 $
16-Montérégie	PAD	Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	Ce projet a comme objectif de favoriser l'intégration des familles d'origine chinoise à la collectivité d'accueil de Brossard par le rapprochement interculturel avec des familles de la communauté d'accueil, en organisant diverses activités en concertation avec deux organismes communautaires de l'agglomération de Longueuil : la Maison de la famille de Brossard et le Mouvement Montérégie français. La Ville de Brossard compte près de 8 000 personnes d'origine chinoise. De façon plus spécifique, les objectifs se déclinent comme suit : soutenir les compétences en français des nouveaux arrivants chinois en les mettant en interaction avec des familles francophones autour d'activités thématiques qui visent notamment l'amélioration des compétences parentales et la découverte des services et des loisirs disponibles dans la région; contribuer à réduire l'isolement des femmes immigrantes chinoises en créant des occasions de rencontres avec des femmes de la communauté d'accueil au cours desquelles elles pourront échanger sur leurs expériences en recherche d'emploi; et offrir des séances d'information pour les jeunes d'origine chinoise sur la participation civique et le leadership.	22 800,00 $
16-Montérégie	PANA	Club de recherche d'emploi Saint-Hyacinthe inc.	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, du triennal 2007-2010, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	34 725,00 $
16-Montérégie	PRI	Droit à l'emploi (D. E.)	Entente passerelle pour l'emploi en région "Entrevue d'embauche et accompagnement"	1,00 $
16-Montérégie	PRI	Droit à l'emploi (D. E.)	Le projet vise à établir un centre permanent de services pour l'accueil et l'intégration de personnes immigrantes à Saint-Jean-sur-Richelieu, ville et région, en favorisant notamment la migration secondaire de travailleurs et de leur famille.	109 200,00 $
16-Montérégie	PRI	Forum-2020	Entente Passerelle pour l'emploi en région Entrevue d'embauche et accompagnement	600,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
16-Montérégie	PRI	Forum-2020	L'organisme s'engage à : 1) phase transitoire : . assurer le transfert d'expertise du projet actuellement réalisé par le Club de recherche d'emploi de Saint-Hyacinthe et le MICC; . poursuivre le travail réalisé dans le cadre du programme PRI par le Club de recherche d'emploi de manière à ne pas laisser sans service les personnes déjà rejointes et souhaitant s'installer à Saint-Hyacinthe et dans la MRC Les Maskoutains; . maintenir les relations avec tous les partenaires actuels du programme PRI qui travaillent avec le Club de recherche d'emploi de Saint-Hyacinthe; . participer aux travaux du comité des partenaires en immigration de Saint-Hyacinthe et collaborer à la préparation des réunions. 2) Activités de mise en œuvre du projet : . produire un plan de travail qui tienne compte des attentes et des besoins concrets et immédiats touchant notamment le secteur de l'emploi dans l'ensemble des 17 municipalités de la MRC Les Maskoutains et qui est en relation étroite avec le plan d'action en immigration du MICC et du comité des partenaires de Saint-Hyacinthe; . procéder à l'inventaire des ressources (organismes communautaires, instances municipales, institutions d'enseignement, etc.) sur le territoire de la MRC ainsi que des programmes, des activités et des mesures qu'elles offrent en matière d'immigration (accueil et soutien des immigrants, francisation, etc.); . promouvoir la région de la MRC Les Maskoutains auprès des personnes immigrantes; . sensibiliser les leaders et la population de la ville de Saint-Hyacinthe et des municipalités de la MRC Les Maskoutains, les entrepreneurs et leur personnel, les syndicats ainsi que les organisations qui œuvrent dans les milieux communautaires, de l'éducation, de l'emploi, de la santé, etc. aux enjeux démographiques et à l'accueil des nouveaux arrivants; . accueillir, intégrer et retenir un plus grand nombre de personnes actives issues de l'immigration internationale, qu'elles proviennent de la région de Montréal ou directement de l'étranger. Principalement des personnes ayant des qualifications professionnelles adéquates en regard du marché du travail et susceptibles de bien s'intégrer dans la société maskoutaine;	59 099,00 $
16-Montérégie	PAD	La Maison de la famille de Brossard	Ce projet vise à contribuer à l'intégration des familles immigrantes et au rapprochement interculturel au sein de la collectivité de Brossard (où près de 40 % de la population est issue de l'immigration). Avec la collaboration de la Ville de Brossard, du réseau des écoles publiques et du Centre de santé et de services sociaux Champlain, la Maison de la famille de Brossard offre une activité visant à outiller les parents immigrants afin qu'ils contribuent à la réussite scolaire de leurs enfants (code de vie à l'école, relations enseignants-parents, estime de soi et autres). À travers cette activité, l'organisme souhaite également accroître la participation des nouveaux arrivants aux activités de l'organisme et à celles offertes par la ville, améliorer sa compréhension des différences culturelles afin d'adapter ses services et aussi contribuer à l'intégration et à la participation citoyenne des nouveaux arrivants.	11 100,00 $
16-Montérégie	PAD	Le Fablier, une histoire de familles	Ce projet vise à favoriser un climat d'ouverture à la diversité entre les familles membres de cet organisme d'éducation populaire, dont plus de 50 % sont issues de l'immigration, par la connaissance, la reconnaissance et le partage des particularités et des similarités des vies de familles de toutes origines. L'organisme offrira la possibilité à 20 familles, tant immigrantes que de la communauté d'accueil, de produire collectivement un journal de famille afin de renforcer le sentiment de compétence des unes et des autres par la valorisation de leur savoir-être ainsi que la vie associative de l'organisme et sa capacité à adapter ses pratiques en s'appuyant sur une meilleure connaissance des différences culturelles. De manière plus spécifique, ce projet permettra à chaque famille participante de raconter son histoire (« le nous familial ») aux autres familles (« le nous collectif ») dans un climat agréable et ludique, de développer des habiletés nécessaires à la production d'un journal et d'en dévoiler les résultats à travers une œuvre collective sur la place publique.	29 850,00 $
16-Montérégie	PANA	Maison de la Famille des Maskoutains	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011 du triennal 2007-2010, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	139 895,00 $
16-Montérégie	PANA	Maison de la Famille des Maskoutains	Octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle aux organismes d'accueil des réfugiés. (17 300$)	17 300,00 $
16-Montérégie	PANA	Maison internationale de la Rive Sud inc.	Octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle aux organismes d'accueil des réfugiés. (17 300$)	17 300,00 $
16-Montérégie	PANA	Maison internationale de la Rive Sud inc.	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011 du triennal 2007-2010, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	295 685,00 $
16-Montérégie	PRSOCA	Maison internationale de la Rive Sud inc.	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	40 327,00 $
16-Montérégie	PRI	Orienthèque corporation de services d'aide à l'emploi du bas-Richelieu	Programme régional d'intégration, entente passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement.	1,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
16-Montérégie	PANA	Services et formation aux immigrants en Montérégie (SFIM)	Session de formation S'adapter au monde du travail québécois/Vivre ensemble au Québec; destinée aux nouveaux arrivants francophones. L'organisme s'ensage à réaliser les activités et offrir les sessions de formation s'adapter au monde du travail québécois/Vivre ensemble au Québec à des groupes de 22 à 25 participants (maximum 30).	68 290,00 $
16-Montérégie	PANA	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	La Ministre souhaite soutenir les organismes de façon exceptionnelle et ponctuelle pour mieux répondre aux besoins des personnes réfugiées prises en charge par l'État pendant la période d'installation dans l'attente que les ministères de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation, du Loisir et du Sport adaptent leurs services pour répondre aux besoins spécifiques de cette clientèle. Un montant de 17 300 $ pour une période de 6 mois. L'Organisme s'engage à : - soutenir les personnes réfugiées prises en charge par l'État pour leur faciliter l'accès aux services de santé et pour favoriser les liens entre les familles et l'école.	17 300,00 $
16-Montérégie	PANA	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	Reconduction du PANA jusqu'au 30 juin 2011, du triennal 2007-2010, convention de modification signée le 3 septembre 2010.	149 375,00 $
16-Montérégie	PRI	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	Le projet vise à poursuivre les activités de régionalisation de l'immigration et d'intégration des personnes immigrantes sur les territoires des MRC Haute-Yamaska et Brome-Missisquoi afin d'y établir de façon durable un plus grand nombre de travailleurs immigrants et leur famille soit 40 annuellement pour un total d'environ 80 à 90	63 500,00 $
16-Montérégie	PRSOCA	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
16-Montérégie	PAD	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	Le projet vise à rejoindre entre 200 et 400 femmes immigrantes de la région de Granby et de Saint-Hyacinthe afin de les aider à briser l'isolement en développant de nouveaux réseaux ainsi qu'à faciliter leur insertion au travail et dans la communauté.	37 000,00 $
16-Montérégie	PRSOCA	Vision Inter-Cultures	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
17-Centre-du-Québec	PANA	Accès Travail	Reconduction du PANA pour un an. (convention de modification signée le 16 juillet 2010).	32 130,00 $
17-Centre-du-Québec	PANA	Comité d'accueil international des Bois-Franc	Octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle aux organismes d'accueil des réfugiés. (17 300$)	17 300,00 $
17-Centre-du-Québec	PANA	Comité d'accueil international des Bois-Franc	Reconduction du PANA (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	102 835,00 $
17-Centre-du-Québec	PRSOCA	Comité d'accueil international des Bois-Franc	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $
17-Centre-du-Québec	PAD	Coopérative des travailleuses et travailleurs de théâtre des Bois-Francs (La)	Entente de prolongation. Poursuivre en 2010-2011, les représentations de la pièce de théâtre Les Trois M basée sur l'estime de soi des jeunes filles immigrantes et issues de l'immigration à Montréal et en Montérégie.	34 500,00 $
17-Centre-du-Québec	PANA	Regroupement interculturel de Drummond inc.	Reconduction du PANA pour un an (convention de modification signée le 16 juillet 2010)	176 740,00 $
17-Centre-du-Québec	PANA	Regroupement interculturel de Drummond inc.	Octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle aux organismes d'accueil des réfugiés. (17 300$)	17 300,00 $
17-Centre-du-Québec	PRSOCA	Regroupement interculturel de Drummond inc.	L'organisme est principalement engagé dans au moins un des champs de mission du Ministère qui consistent à : - faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise; - favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.	15 606,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant
17-Centre-du-Québec	PAD	Regroupement interculturel de Drummond inc.	Le projet vise à créer des occasions d'échanges entre les membres des différentes communautés de Drummondville et les personnes de la communauté d'accueil dans différents secteurs (professionnel, sportif, culinaire, social) et de favoriser l'intégration des personnes immigrantes dans la société drummondvilloise. Les objectifs du projet sont de briser la solitude des personnes immigrantes, de favoriser l'usage du français dans leur vie quotidienne et de susciter l'intérêt de la communauté d'accueil par rapport à la cohabitation avec des personnes immigrantes. Le projet comporte trois volets : un volet culturel et éducatif (traditions, art, musique, ouverture des enfants d'âge scolaire à d'autres cultures), un volet jeunesse et citoyenneté (échanges dans différentes familles, etc.) et un volet professionnel (échanges d'expériences pour les immigrants entrepreneurs, réseau de contact avec les réseaux d'affaires et la Chambre de commerce de Drummondville). Le projet cible 40 familles en priorisant celles de l'immigration récente.	12 700,00 $

Région administrative	Programme	Organisme	Remarque	Montant

Liste des ententes de Passerelle pour l'emploi en région **

02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	PRI	Portes ouvertes sur le lac	Passerelle pour l'emploi en région. «Entrevue d'embauche et accompagnement»
03-Capitale-Nationale	PRI	Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec (SOIIT QUÉBEC)	Passerelle pour l'emploi en région, «Entrevue d'embauche et accompagnement»
04-Mauricie	PRI	Stratégie Carrière	Passerelle pour l'emploi en région ; entrevue d'embauche et accompagnement; 150$ par entrevue
05-Estrie	PRI	Pro-Gestion Estrie	Passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement.
06-Montréal	PRI	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	PASSERELLE POUR L'EMPLOI EN RÉGION (soutien aux déplacements pour entrevue d'embauche)
06-Montréal	PRI	Carrefour BLE	PASSERELLE POUR L'EMPLOI EN RÉGION
06-Montréal	PRI	Collectif des femmes immigrantes du Québec	PASSERELLE POUR L'EMPLOI EN RÉGION (soutien aux déplacements pour entrevue d'embauche)
06-Montréal	PRI	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	Passerelle pour l'emploi en région (soutien aux déplacements pour entrevue d'embauche);
07-Outaouais	PRI	Service Intégration travail Outaouais	Passerelle pour l'emploi en région "entrevue d'embauche et accompagnement". 150$ par entrevue
08-Abitibi-Témiscamingue	PRI	Mosaïque: Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc. (La)	PASSERELLE POUR L'EMPLOI EN RÉGION 'Entrevue d'embauche, accompagnement et séjour exploratoire".
09-Côte-Nord	PRI	Centre Alpha Lira inc.	Passerelle pour l'emploi en région
12-Chaudière-Appalaches	PRI	ICI Intégration communautaire des immigrants	Passerelle pour l'emploi en région; Entrevue d'embauche et accompagnement
12-Chaudière-Appalaches	PRI	Service d'appui régional en immigration (SARI)	Passerelle pour l'emploi en région; «Entrevue d'embauche et accompagnement»
14-Lanaudière	PRI	Perspectives nouvelles inc.	Passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement.
16-Montérégie	PRI	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	Passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement
17-Centre-du-Québec	PRI	Accès Travail	Passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement.
17-Centre-du-Québec	PRI	Regroupement interculturel de Drummond inc.	Passerelle pour l'emploi en région, entrevue d'embauche et accompagnement.

* Organismes reconnus par la SACAIS ou en voie de l'être

** Le montant des ententes de la Passerelle pour l'emploi n'est pas fixé au départ. Ces montants varient en fonction du volume de clientèle desservie. Le budget alloué pour ces ententes est de 100 000 $.

QUESTION 36

ACTIONS ENTREPRISES EN 2010-2011 AFIN DE PROMOUVOIR L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS EN RÉGION

Le Ministère a annoncé diverses mesures visant à promouvoir l'intégration des personnes immigrantes en région. Les principales actions réalisées en 2010-2011 vont contribuer à positionner le Ministère comme le leader de l'intervention gouvernementale en régionalisation de l'immigration.

ACTIONS ENTREPRISES :

- **Créer la Passerelle pour l'emploi en région** en collaboration avec Emploi-Québec afin de faire connaître les offres d'emploi en région aux nouveaux arrivants de la région de Montréal. Sa mise en œuvre a permis l'embauche de personnes immigrantes en Montérégie, dans les Laurentides et dans le Bas-Saint-Laurent. La mesure est prolongée jusqu'au 31 mars 2012 et ce conjointement par le Ministère et par Emploi-Québec.

- **Réalisation de onze plans d'action régionaux : Capitale-Nationale** depuis 2004, **Estrie, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Laval, Mauricie**, agglomération de **Longueuil et Est de la Montérégie** depuis 2005, **Centre-du-Québec, Montréal** et **Outaouais** depuis 2006 et **Laurentides** depuis 2007. Depuis la publication de ce onzième plan d'action, les plans qui sont rédigés, le sont dans le cadre des ententes signées avec les CRÉ. Leur diffusion est faite dans les sites Internet de celles-ci.

- Des actions afin de favoriser l'établissement des immigrants en région :

- **Par la signature d'ententes avec 8 municipalités** dont 4 sont en vigueur au 31 mars 2011.

- **Par la signature d'ententes avec 18 CRÉ** dont **15 sont en vigueur** au 31 mars 2011.

- En 2010-2011, **plus de 5,6 M$** ont été accordés **dans le cadre du PRI** pour le financement d'ententes **avec des organismes à but non lucratif, avec des CRÉ et avec des municipalités.** Les subventions accordées aux organismes sans but lucratif totalisent plus de 1,6 M$, alors que celles attribuées aux CRÉ et aux municipalités s'élèvent à plus de 4 M$. Ces investissements ont contribué à la mise sur pied et à la consolidation d'un réseau de partenaires du Ministère œuvrant pour l'attraction et l'intégration en emploi de personnes immigrantes dans la plupart des régions du Québec.

Les impacts des investissements sur l'action du Ministère et de ses partenaires en région

Les subventions accordées dans le cadre du PRI à des CRÉ, à des municipalités et à des organismes sans but lucratif ont :

- permis d'accueillir et de favoriser l'établissement de plusieurs centaines de familles immigrantes hors de la région métropolitaine de Montréal, contribuant ainsi à la vitalité démographique des régions du Québec. À titre d'exemple, 571 personnes immigrantes se sont établies dans la région de la Capitale-Nationale entre 2007 et 2008. 625 personnes immigrantes se sont installées dans les Laurentides entre 2004 et 2010. La proportion d'immigrants en région est en constante évolution depuis 2004. De **2004 à 2010, plus de 45 000 personnes immigrantes ont choisi de s'établir de façon durable dans une région** du Québec à l'extérieur de Montréal.

- renforcé le rôle des CRÉ comme instances régionales de concertation en leur permettant de jouer pleinement leur rôle de partenaire privilégié du gouvernement du Québec en région avec leur capacité de mobilisation des acteurs clés autour de l'immigration;

- permis d'améliorer la concertation régionale autour de l'enjeu de l'immigration qui a contribué à la mise sur pied de structures d'accueil et d'accompagnement des personnes immigrantes dans les régions qui en étaient dépourvues;
- amené les CRÉ et les municipalités à placer l'immigration parmi leurs priorités de développement. La plupart des grands centres urbains tels que Québec et Sherbrooke se sont dotés d'une politique d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes.
- contribué à une plus grande ouverture des régions à la diversité à travers l'organisation d'activités visant le rapprochement entre le milieu d'accueil et les nouveaux arrivants;
- permis d'impliquer et de mobiliser un plus grand nombre de partenaires ministériels, institutionnels, communautaires et économiques autour de l'enjeu de l'immigration en région.

QUESTION 37

LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES AFIN DE PROMOUVOIR L'ACCÈS À L'EMPLOI POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES EN RÉGION

Le Ministère a réalisé plusieurs mesures dont le Plan Pour enrichir le Québec : intégrer mieux, en **concertation** avec les ministères de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE), avec des organismes à but non lucratif et avec d'autres partenaires. Certaines vont faciliter et accélérer l'accès et l'intégration à l'emploi des personnes immigrantes.

PRINCIPALES ACTIONS ENTREPRISES EN RÉGION:

Le Ministère a entrepris les actions suivantes afin de promouvoir l'accès à l'emploi pour les personnes immigrantes en région:

- **Créer la Passerelle pour l'emploi en région :** Définir avec Emploi-Québec les mécanismes permettant d'arrimer l'offre et la demande, soit les emplois disponibles dans les régions, pour lesquels les employeurs éprouvent des difficultés de dotation, et les chercheurs d'emploi immigrants dans la région métropolitaine de Montréal. Des protocoles d'entente ont été signés avec 25 organismes au 31 mars 2011. La mesure *Passerelle pour l'emploi en région* a été mise en oeuvre le 8 novembre 2010 et a permis l'embauche de personnes immigrantes en Montérégie, dans les Laurentides et dans le Bas-Saint-Laurent.

- **Promouvoir les régions auprès des personnes immigrantes établies dans la région métropolitaine de Montréal:** Un prototype optimisé des séances de promotion sur *La vie et l'emploi en région* a été adapté aux spécificités de chacune des régions. 53 séances ont rejoint 1 380 personnes en 2010.

- **Rejoindre plus d'immigrants avec une formation enrichie sur les réalités du milieu de travail :** La formation *S'adapter au monde du travail québécois* a été développée et implantée à Montréal depuis le 25 mai 2009. Elle a rejoint 6 820 personnes entre le 1er avril 2010 et le 28 février 2011. Un contenu adapté aux spécificités régionales est offert dans quatre régions du Québec (Montréal, Laval-Laurentides-Lanaudière, Montérégie et Capitale-Nationale) depuis novembre 2010. Il le sera bientôt en Outaouais et en Estrie.

- **Soutien accru aux organismes d'accueil et d'intégration en emploi en région :** Plus de 5,6 M$ ont été accordés dans le cadre du PRI à des organismes à but non lucratif, à des CRÉ et à des municipalités pour le financement de projets visant à favoriser l'attraction et l'intégration en emploi des personnes immigrantes en région. Les subventions accordées aux organismes sans but lucratif totalisent plus de 1,6 M$, alors que celles attribuées aux CRÉ et aux municipalités s'élèvent à plus de 4 M$. Les projets financés en 2010-2011 ont permis l'établissement et l'intégration en emploi de quelques centaines de personnes immigrantes en région. Parmi celles-ci, un minimum de 285 ménages provenaient de la Région métropolitaine de Montréal et ont été accompagnées par des organismes montréalais financés dans le cadre du PRI.

QUESTION – RP 38

DÉLAIS D'ATTENTE POUR DES COURS DE FRANÇAIS EN 2010-2011 PAR CENTRE DE FORMATION ET POUR TOUT LE QUÉBEC

La réponse à cette question est similaire à celle fournie dans la fiche RP 22 de l'Opposition officielle.

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Les cours de français étaient auparavant donnés dans un nombre limité de centres de formation appartenant au Ministère (appelés les COFI). Le MICC fait aujourd'hui appel à plus de 100 partenaires partout au Québec (universités, collèges, organismes à but non lucratif, commissions scolaires) pour offrir ces cours.

Depuis l'entrée en vigueur de la *Déclaration de services aux citoyens*, en avril 2006 et de la *Déclaration de services à la clientèle (DSC)* en avril 2009, le délai d'attente pour les élèves en francisation est calculé en nombre de jours ouvrables entre la date d'admissibilité et le début du cours. Il est calculé pour les élèves en francisation à temps complet seulement. La DSC précise un **délai maximum de 65 jours ouvrables**.

Année financière 2010-2011

Les cours à **temps complet** ont une durée de **11 semaines** et ils **débutent selon les besoins de la clientèle.**

Proportion de nouveaux élèves à temps complet qui bénéficient d'un premier cours de français dans le délai de 65 jours ouvrables : 85,3 %.[1]

Dans les cas où ce délai n'est pas respecté, on constate les facteurs suivants :

- l'obligation de l'homogénéité des groupes (scolarité et connaissances préalables du français);
- le lieu de résidence ou le nombre de personnes immigrantes dans une région donnée;
- une demande formelle de l'élève futur de reporter d'une session son inscription à un cours.

Délai moyen en nombre de jours ouvrables

Régions administratives	Année financière 2010-2011
Capitale-Nationale	44
Mauricie	34
Estrie	36
Montréal	37
Outaouais	37
Laval	54
Lanaudière	46
Laurentides	33
Montérégie	41
Centre-du-Québec	58
Ensemble du Québec	**39**

[1] Selon les données disponibles en date du 28 février 2011.

QUESTION - RP39

NOMBRE ET POURCENTAGE D'IMMIGRANTS PARLANT FRANÇAIS À LEUR ARRIVÉE AU QUÉBEC PAR PAYS DE PROVENANCE

Nombre et proportion d'immigrants admis au Québec en 2010* selon la connaissance du français et de l'anglais** par continent et région de naissance

Continent et région de naissance	Français seulement		Français et anglais		*Connaissant le français*		Anglais seulement		Ni français ni anglais		Total (100 %)
	n	%	n	%	*n*	*%*	n	%	n	%	
Afrique	7 465	37,5	9 095	45,7	*16 560*	*83,3*	921	4,6	2 408	12,1	19 889
Afrique occidentale	1 793	57,5	1 106	35,4	*2 899*	*92,9*	170	5,4	51	1,6	3 120
Afrique orientale	454	24,2	1 028	54,8	*1 482*	*79,0*	172	9,2	223	11,9	1 877
Afrique du Nord	4 043	31,9	6 131	48,4	*10 174*	*80,3*	454	3,6	2 043	16,1	12 671
Afrique centrale et méridionale	1 175	52,9	830	37,4	*2 005*	*90,3*	125	5,6	91	4,1	2 221
Amérique	4 422	38,9	3 253	28,6	*7 675*	*67,5*	1 471	12,9	2 225	19,6	11 371
Amérique du Nord	128	16,4	189	24,2	*317*	*40,6*	359	46,0	105	13,4	781
Amérique centrale	522	36,9	383	27,0	*905*	*63,9*	258	18,2	253	17,9	1 416
Amérique du Sud	781	16,7	2 160	46,2	*2 941*	*62,9*	460	9,8	1 276	27,3	4 677
Antilles	2 991	66,5	521	11,6	*3 512*	*78,1*	394	8,8	591	13,1	4 497
Asie	435	3,2	3 539	25,8	*3 974*	*29,0*	4 627	33,8	5 100	37,2	13 701
Moyen-Orient	288	9,0	1 452	45,4	*1 740*	*54,4*	682	21,3	777	24,3	3 199
Asie occidentale et centrale	80	3,2	1 082	43,9	*1 162*	*47,2*	640	26,0	661	26,8	2 463
Asie orientale	28	0,7	701	18,4	*729*	*19,1*	684	17,9	2 407	63,0	3 820
Asie méridionale	11	0,5	194	8,0	*205*	*8,4*	1 241	51,0	988	40,6	2 434
Asie du Sud-Est	28	1,6	110	6,2	*138*	*7,7*	1 380	77,3	267	15,0	1 785
Europe	2 009	22,4	4 906	54,7	*6 915*	*77,1*	787	8,8	1 270	14,2	8 972
Europe occidentale et septentrionale	1 434	30,3	2 781	58,9	*4 215*	*89,2*	273	5,8	237	5,0	4 725
Europe orientale	506	13,2	1 957	51,2	*2 463*	*64,5*	418	10,9	938	24,6	3 819
Europe méridionale	69	16,1	168	39,3	*237*	*55,4*	96	22,4	95	22,2	428
Océanie	5	9,6	21	40,4	*26*	*50,0*	25	48,1	1	1,9	52
Total	14 336	26,6	20 814	38,6	*35 150*	*65,1*	7 831	14,5	11 004	20,4	53 985

* Les données sont préliminaires pour 2010.

** Connaissance linguistique au moment de l'admission.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION - RP40

NOMBRE ET POURCENTAGE D'IMMIGRANTS NE PARLANT PAS FRANÇAIS ET NE S'INSCRIVANT PAS AU PROCESSUS DE FRANCISATION. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PAYS DE PROVENANCE

Contexte

Les cours de français aux personnes immigrantes nouvellement arrivées sont offerts aux personnes adultes ne connaissant pas le français et à celles ayant des connaissances insuffisantes du français.

Il faut tenir compte que les personnes immigrantes nouvellement arrivées ne s'inscrivent pas nécessairement dès leur arrivée au Québec au cours de francisation. Cependant, **plus de 70 % de celles qui s'inscrivent le font au cours de la première année.** D'autres personnes immigrantes nouvellement arrivées se présentent aux cours de français deux ou trois ans ou même plus après avoir obtenu leur statut de résident permanent au Canada.

Il importe de souligner que les cours de français offerts par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles **s'adressent aux personnes immigrantes âgées de 16 ans et plus, et ce, sur une période de cinq ans à partir de l'arrivée au pays**. De plus, d'autres organismes, notamment le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, offrent aussi des cours de français aux personnes immigrantes.

Parmi toutes les personnes de 16 ans et plus admises en 2010 déclarant ne pas connaître le français, **53,6% ne s'étaient pas encore inscrites à un cours de francisation du MICC**. Cette proportion est plus faible que celle obtenue durant les années précédentes.

QUESTION - RP40

Nombre et pourcentage d'immigrants de **16 ANS et plus,** déclarant ne pas connaître le français et ne s'inscrivant pas au processus de francisation par continent et région de naissance de 2006 à 2010

		2006 N	2007 N	2008 N	2009 N	2010 N
Afrique	Afrique occidentale	119	117	125	90	94
	Afrique orientale	112	128	96	78	88
	Afrique du Nord	213	227	300	253	334
	Afrique centrale et méridionale	45	86	88	63	72
Amérique	Amérique du Nord	280	266	304	273	167
	Amérique centrale	129	139	183	144	211
	Amérique du Sud	399	315	306	286	260
	Antilles	330	414	356	333	442
Asie	Moyen-Orient	551	516	428	359	353
	Asie occidentale et centrale	520	732	491	497	358
	Asie orientale	961	887	881	922	1314
	Asie méridionale	1939	1386	1003	1014	893
	Asie du Sud-Est	730	633	983	1044	865
Europe	Europe orientale	339	320	304	314	269
	Europe méridionale	97	100	88	90	86
	Europe occidentale et septentrionale	223	245	295	196	179
Autres		25	23	26	25	15
Total		7012	6534	6257	5981	6000

		2006 %	2007 %	2008 %	2009 %	2010 %
Afrique	Afrique occidentale	72,1	71,8	69,4	60,0	69,6
	Afrique orientale	63,3	66,3	54,5	55,3	55,3
	Afrique du Nord	68,1	65,8	71,9	63,3	66,0
	Afrique centrale et méridionale	62,5	81,9	73,3	58,3	55,0
Amérique	Amérique du Nord	81,9	85,5	77,0	78,9	73,6
	Amérique centrale	43,3	42,0	49,1	45,0	54,8
	Amérique du Sud	24,8	21,2	22,9	26,2	29,6
	Antilles	59,6	63,7	57,2	53,9	63,4
Asie	Moyen-Orient	67,7	73,3	59,4	47,4	46,6
	Asie occidentale et centrale	47,5	58,7	50,6	56,5	39,8
	Asie orientale	53,9	54,1	48,6	53,0	54,8
	Asie méridionale	73,1	72,2	67,4	61,3	51,6
	Asie du Sud-Est	56,9	57,2	57,6	61,0	63,9
Europe	Europe orientale	49,0	51,3	53,5	51,8	47,8
	Europe méridionale	60,6	60,6	60,3	58,8	69,9
	Europe occidentale et septentrionale	84,8	87,2	86,8	79,4	77,2
Autres		69,4	67,6	78,8	73,5	65,2
Total		57,0	57,8	54,8	54,6	53,6

QUESTION - RP41

Taux de décrochage pour les cours de français au cours des trois dernières années par région et pour tout le Québec

En 2010-2011 (en date du 28 février 2011), le **taux d'abandon était de 13 %** pour les cours à temps complet et de 25,6 % pour les cours à temps partiel. Ces résultats sont tout à fait comparables aux taux observés chez les personnes en formation aux adultes dans le réseau du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Les **taux d'abandon sont stables dans les cours du programme régulier** depuis les dernières années. Ainsi, entre les années 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010, les taux d'abandon ont été presque identiques : environ 14 % pour les cours réguliers à temps complet et environ 26 % pour les cours réguliers à temps partiel.

On observe cependant des fluctuations un peu plus importantes dans les cours spécialisés où les clientèles sont plus diversifiées.

Notons que les taux d'abandon sont **similaires à ceux de la population.**

Région	**Taux d'abandon des élèves au temps complet***	**Taux d'abandon des élèves au temps partiel***
Abitibi-Témiscaminque	--	15,4%
Bas-Saint-Laurent	0,0%	
Capitale-Nationale	7,6%	22,6%
Centre-du-Québec	10,1%	26,6%
Chaudière-Appalaches	--	7,0%
Estrie	10,2%	39,2%
Lanaudière	8,3%	--
Laurentides	4,9%	29,5%
Laval	13,3%	28,1%
Mauricie	13,4%	0,0%
Montréal	14,6%	25,4%
Montérégie	11,5%	26,9%
Outaouais	10,4%	23,7%
Total	**13,0%**	**25,6 %**

* *Données en date du 28 février 2011.*

QUESTION 42

NOMBRE DE MÉDECINS ÉTRANGERS RECRUTÉS PAR L'ÉQUIPE « RECRUTEMENT SANTÉ QUÉBEC » EN 2008-2009, 2009-2010 ET 2010-2011 AINSI QUE LE NOMBRE DE DEMANDES TOTALES ET LES PRÉVISIONS POUR 2011-2012

Le Ministère ne peut répondre à cette question. Elle relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

QUESTION 43

DÉTAIL DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX ENTRE LE MICC ET LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE DES RÉGIONS POUR LA PROMOTION ET LE RECRUTEMENT DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DEPUIS 2003.

- Depuis l'automne 2010, Cégep international est le représentant des 19 cégeps pour la préparation des candidats dans les lycées de l'Île de la Réunion afin de leur faire connaître les prospectus d'emploi au Québec en lien avec la liste des formations privilégiées 12-16.

- Les services régionaux d'admission au collégial de Québec, Montréal et du Saguenay-Lac-Saint-Jean représente les cégeps lors de la mission de recrutement des étudiants de novembre.

- Cette approche a permis de réduire les coûts afférents de l'ordre de 75%.

QUESTION 44
Deuxième groupe d'opposition

VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS AU PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES. NOMBRE DE CERTIFICAT DE SÉLECTION ÉMIS PAR LE QUÉBEC POUR LES GENS D'AFFAIRES POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET PRÉVISIONS POUR 2011-2012. VENTILATION PAR PAYS D'ORIGINE DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS ADMIS AU QUÉBEC EN 2008-2009, 2009-2010 ET 2010-2011. INDIQUER ÉGALEMENT LE MONTANT D'ARGENT QUI EST ACTUELLEMENT EN ATTENTE DE PLACEMENT.

Note : Les renseignements demandés se trouvent dans la fiche Question 10 de l'opposition officielle - Ventilation annuelle, par secteur d'activité économique, des investissements au Programme « Immigrants investisseurs » pour les trois dernières années. Nombre de certificats de sélection émis par le Québec pour les gens d'affaires pour les trois dernières années et prévisions pour 2011. Ventilation par pays d'origine des immigrants investisseurs admis au Québec en 2009 et 2010. Indiquer le montant d'argent qui est actuellement en attente de placement. Indiquer le montant qui est disponible au titre de la promotion du programme « Immigrants investisseurs », au 1er mars 2011.

QUESTION 45

VENTILATION DES DÉPENSES ET DESCRIPTION DES PROJETS DU FONDS D'INITIATIVES RÉGIONALES EN IMMIGRATION DEPUIS 2003. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES. PLAN D'ACTION ET PRÉVISIONS POUR 2011

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

En 2010-2011[1], 43 projets d'ententes ont été approuvées pour un montant total de 5 743 676 $. Parmi les projets financés, 7 concernent des ententes avec des villes et municipalités et 16 concernent des ententes avec les CRÉ. En 2010-2011, 4 demandes ont été refusées.

Liste des projets accordés dans le cadre du Programme régional d'intégration[2]

Année financière 2010-2011

Organisme	*Montant accordé*
Ab! Accès Accueil Action	35 000 $
Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	54 000 $
C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	36 000 $
Carrefour BLE	27 540 $
Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	56 117 $
Centre d'intégration en emploi des Laurentides (C.I.E. Laurentides)	57 000 $
Centre Saint-Michel	110 000 $
Collectif des femmes immigrantes du Québec	176 400 $
Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent	100 000 $
Conférence régionale de la Capitale-Nationale	90 000$
Conférence régionale des élus de la Chaudière Appalaches	100 000 $
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	50 000 $
Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	65 000 $
Conférence régionale des élus de la Mauricie	150 000 $
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	100 000 $
Conférence régionale des élus de l'Outaouais	100 000 $
Conférence régionale des élus de Laval	90 000 $
Conférence régionale des élus de Longueuil	150 000 $
Conférence régionale des élus de Montréal	400 000 $
Conférence régionale des élus des Laurentides	100 000 $
Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	113 400 $
Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean	157 500 $
Conférence régionale des élus Lanaudière	100 000 $
Conférence régionale des élus Montérégie Est	110 000 $
Droit à l'emploi (D.E.)	109 200 $
Forum-2020	59 099 $
ICI Intégration communautaire des immigrants	98 235 $
PROMIS (Promotion – Intégration – Société nouvelle)	161 700 $
Service accès travail de Portneuf	57 600$
Service d'accueil des nouveaux arrivants de la région de Lac-Mégantic	25 000 $
Service d'appui régional en immigration (SARI)	102 885 $
Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec (SOIIT QUÉBEC)	255 000 $
Service Intégration travail Outaouais	40 000 $
Services de main-d'œuvre l'Appui inc. (Les)	56 000 $
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	63 500 $
Université de Sherbrooke	10 000 $
Ville de Québec	145 000 $
Ville de Drummondville	50 000 $

[1] Données au 28 mars 2011

[2] Depuis 2004, le Fonds d'initiatives régionales en immigration s'appelle le Programme régional d'intégration.

▪ Ville de Gatineau	125 000 $
▪ Ville de Laval	75 000 $
▪ Ville de Montréal	1 675 000 $
▪ Ville de Shawinigan	50 000 $
▪ Ville de Sherbrooke	57 500 $
TOTAL	5 743 676 $

Par ailleurs, 25 autres ententes découlant de la *Passerelle pour l'emploi en région* ont été signées. Le budget alloué pour ces ententes est de 100 000 $. Le montant des ententes de la Passerelle pour l'emploi n'est pas fixé au départ. Ces montants varieront en fonction du volume de clientèle desservie par les différents partenaires.

Liste des ententes Passerelle pour l'emploi en région

- Accueil liaison pour arrivants (ALPA)
- Accès travail
- Carrefour BLE
- Centre Alpha Lira inc.
- Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)
- Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup
- Collectif des femmes immigrantes du Québec
- Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent
- Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
- Droit à l'emploi (D.E.)
- Forum-2020
- ICI Intégration communautaire des immigrants
- Laurentides économique
- Mosaïque Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc.
- Orienthèque corporation de services d'aide à l'emploi du bas-Richelieu
- Perspectives nouvelles
- Portes ouvertes sur le lac
- Pro-Gestion Estrie
- PROMIS (Promotion – Intégration – Société nouvelle)
- Regroupement interculturel de Drummond inc.
- Service d'appui régional en immigration (SARI)
- Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec (SOIIT QUÉBEC)
- Service Intégration travail Outaouais
- Stratégie Carrière
- Solidarité ethnique régionale de la Yamaska

Pour 2011-2012, le budget du Programme régional d'intégration reste inchangé à 4 416 500 $

Immigration
et Communautés
culturelles
Québec